



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N° 32 – 28 septembre 2018**

# SOMMAIRE

## 2901 Préfecture du Finistère

### 01 Cabinet du préfet

- Arrêté 2018257-0002 du 14/09/18 - Arrêté préfectoral relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département du Finistère.....1
- Arrêté 2018270-0004 du 27/09/18 - Arrêté interpréfectoral portant approbation de l'évaluation de la sûreté portuaire du port de Brest.....46

### 03 Direction de la citoyenneté et de la légalité

- Arrêté 2018260-0002 du 17/09/18 - Arrêté préfectoral portant modification des statuts de la communauté de communes Presqu'Île de Crozon-Aulne maritime.....48
- Arrêté 2018270-0001 du 27/09/18 - Arrêté préfectoral modifiant le périmètre et les statuts du syndicat mixte d'études pour la gestion durable des déchets du Finistère (SYMEED29).....58

### 04 Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

- Arrêté 2018257-0001 du 14/09/18 - Arrêté préfectoral portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.....69
- Arrêté 2018261-0004 du 18/09/18 - Arrêté préfectoral donnant délégation à M. Pascal APPREDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Finistère.....72
- Arrêté 2018267-0001 du 24/09/18 - Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté n° 2017307-0001 du 3/11/2017 portant composition de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur.....79
- Commission départementale d'aménagement commercial du 19 octobre 2018 – ordre du jour .....81
- Commission départementale d'aménagement commercial du 17 septembre 2018 – Avis n° 029-2018021.....82

## 2902 Direction Départementale de la Cohésion Sociale

- Arrêté 2018255-0005 du 12/09/18 - Arrêté préfectoral portant nomination des membres de la commission de médiation du département du Finistère.....85
- Arrêté 2018268-0002 du 25/09/18 - Arrêté préfectoral portant création et composition du collège départemental consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.....87

## 2903 Direction Départementale de la Protection des Populations

### 04 Service santé et protection des animaux et des végétaux

- Arrêté 2018257-0003 du 14/09/18 - Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire à M. Didier Deslandes – Pleyben.....89
- Arrêté 2018257-0004 du 14/09/18 - Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire à Mme Manon Lecarpentier – Landerneau.....91

### 05 Service alimentation

- Arrêté 2018263-0001 du 20/09/18 - Arrêté préfectoral portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation des coquilles Saint-Jacques provenant de la zone marine « Gisement de l'Auberlach » (n° 039) en rade de Brest.....93
- Arrêté 2018263-0002 du 20/09/18 - Arrêté préfectoral portant levée de l'interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de l'expédition, de la distribution, de la

|   |     |
|---|-----|
| commercialisation de tous les coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine « CAMARET » (n 39).....   | 97  |
| Arrêté 2018264-0001 du 21/09/18 - Arrêté préfectoral portant interdiction temporaire de la pêche, du transfert, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous les coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine Pays bigouden sud (44).....                                | 100 |
| Arrêté 2018270-0002 du 27/09/18 - Arrêté préfectoral portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transfert, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous les coquillages sauf les huîtres ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine « Pays bigouden » (44)..... | 104 |
| Arrêté 2018270-0003 du 27/09/18 - Arrêté préfectoral portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transfert, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous les coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine « baie de Douarnenez estran » (40).....                          | 108 |

## **2904 Direction Départementale des Territoires et de la Mer**

### **01 Secrétariat général**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté 2018260-0004 du 17/09/18 - Arrêté préfectoral donnant délégation pour effectuer des opérations sur les logiciels CHORUS – CHORUS FORMULAIRE – CHORUS DT – ADS2007 (module taxes d'urbanisme) – GALION – CARTE ACHAT..... | 111 |
|---|-----|

### **03 Délégation Mer et Littoral**

|  |     |
|--|-----|
| Arrêté 2018267-0002 du 24/09/18 - Arrêté préfectoral portant déclaration d'inutilité et déclassement par désaffectation du domaine public maritime de l'État, de deux parcelles identifiées au cadastre section B0 sous le n 152 et section BN sous le n 313 situées sur le territoire de la commune de Brest..... | 115 |
|--|-----|

### **04 Service Economie agricole**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté 2018263-0003 du 20/09/18 - Arrêté préfectoral actualisant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation d'exploitation agricole.....                    | 120 |
| Arrêté 2018263-0004 du 20/09/18 - Arrêté préfectoral actualisant les maxima et minima relatifs à la valeur locative des terres et bâtiments d'exploitation agricoles..... | 124 |
| Arrêté 2018269-0001 du 26/09/18 - Arrêté préfectoral désignant les organismes agréés pour effectuer les missions d'audit global de l'exploitation agricole.....           | 141 |

### **05 Service Eau et biodiversité**

|  |     |
|--|-----|
| Arrêté 2018260-0001 du 17/09/18 - Arrêté préfectoral portant fermeture anticipée de la pêche du saumon et de la truite de mer sur les cours d'eau à migrateurs du Finistère..... | 143 |
| Arrêté 2018261-0001 du 18/09/18 - Arrêté préfectoral autorisant la capture de poissons sur le cours d'eau de Lopic pour en permettre le dénombrement.....                        | 145 |
| Arrêté 2018261-0002 du 18/09/18 - Arrêté préfectoral autorisant la capture de poissons sur le ruisseau du Mendy pour en permettre le dénombrement.....                           | 148 |
| Arrêté 2018261-0003 du 18/09/18 - Arrêté préfectoral autorisant la capture de poissons sur les cours d'eau des bassins du Haut Léon pour en permettre le dénombrement.....       | 151 |

### **06 Service Risques et sécurité**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté 2018261-0005 du 18/09/18 - Arrêté préfectoral portant nomination d'un intervenant départemental de la sécurité routière (IDSR) du Finistère, du programme « Agir pour la sécurité routière ».....  | 154 |
| Arrêté 2018268-0001 du 25/09/18 - Arrêté préfectoral fixant la composition des deux sections (structures et foncier – économie des exploitations et agriculteurs en difficulté) de la commission départementale d'orientation de l'agriculture..... | 155 |

### **03 Délégation Mer et Littoral**

|  |     |
|--|-----|
| Délégation de signature du directeur départemental des territoires et de la mer en matière de tentatives de conciliation dans le ressort géographique du département du Finistère..... | 159 |
|--|-----|

## **2907 Direction Départementale des Finances Publiques**

### **01 Service des impôts des professionnels**

|   |     |
|---|-----|
| Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des entreprises de Brest Iroise.....  | 160 |
| Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des entreprises de Brest Elorn.....   | 164 |
| Décision portant délégation de signature aux agents de service des impôts des entreprises de Quimper Ouest..... | 168 |

### **02 Service des impôts des particuliers**

|  |     |
|--|-----|
| Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des particuliers de Brest-Iroise.....  | 172 |
| Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des particuliers de Brest Elorn.....   | 175 |
| Délégation générale de signature – Service des impôts des particuliers de Douarnenez.....                        | 179 |
| Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des particuliers de Quimper Ouest..... | 182 |
| Délégation générale de signature – Service des impôts des particuliers de Morlaix.....                           | 186 |

### **03 Service des impôts des entreprises et des particuliers**

|   |     |
|---|-----|
| Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des particuliers et des entreprises de Quimperlé.....                           | 189 |
| Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des particuliers – services des impôts des entreprises de Carhaix Plouguer..... | 193 |
| Décision portant délégation de signature Service des impôts des particuliers et des entreprises de Carhaix.....   | 196 |
| Décision portant délégation de signature à Mme Renaudineau – SIP SIE Carhaix.....   | 198 |

### **04 Centre des finances publiques**

|   |     |
|---|-----|
| Décision donnant délégation de signature aux agents du centre des finances publiques de Saint Pol de Léon, à compter du 1er septembre 2018..... | 201 |
| Décision portant délégation de signature aux agents du centre des finances publiques de Saint Pol de Léon, à compter du 3 septembre 2018.....   | 203 |
| Délégation générale de signature à Mme Martine Deuf, service de publicité foncière et de l'enregistrement de Quimper 1.....                     | 205 |
| Décision portant délégation de signature aux agents du Pôle de recouvrement spécialisé du Finistère.....  | 207 |

### **05 Trésorerie**

|   |     |
|---|-----|
| Décision portant délégation de signature aux agents de la trésorerie de Brest Métropole.....              | 210 |
| Décision portant délégation de signature aux agents de la Trésorerie de Quimper Centres Hospitaliers..... | 213 |
| Décision portant délégation de signature aux agents de la trésorerie de Landivisiau.....                  | 215 |
| Décision portant délégation de signature aux agents de la trésorerie de Carhaix Plouguer.....             | 217 |
| Décision portant délégation de signature aux agents de la trésorerie de Douanenez.....                    | 219 |
| Décision portant délégation de signature aux agents de la Paierie Départementale du Finistère.....        | 221 |

Convention de délégation entre la direction départementale des finances publiques du Finistère représentée par Mme Gwenaëlle BOUVET (délégrant) et le centre des services



|  |     |
|--|-----|
| partagés de la Direction nationale d'interventions domaniales (DNID), représentée par Mme Anne-Marie CHEVALIER, (déléгатaire), dans le cadre du programme 907.....   | 223 |
| Convention de délégation entre la direction départementale des finances publiques du Finistère représentée par Mme Gwenaëlle BOUVET (déléгатant) et le centre des services partagés de la Direction nationale d'interventions domaniales (DNID), représentée par Mme Anne-Marie CHEVALIER, (déléгатaire) ..... | 226 |
| Délégation générale de signature en matière de contentieux et gracieux fiscal aux agents désignés au pôle contrôle et expertise à Quimper.....   | 230 |

## **2908 Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté n 18-197 portant modification de la composition de la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de la Directrice Académique des services de l'Education Nationale du Finistère.....                             | 231 |
| Arrêté n 18-198 portant modification de la composition de la commission permanente de la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de la Directrice Académique des services de l'Education Nationale du Finistère..... | 233 |

## **2915 Service Départemental Incendie et Secours**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté 2018260-0003 du 17/09/18 - Arrêté préfectoral portant désignation des membres du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires..... | 235 |
|---|-----|

## **29170 Autres services**

### **Centre Hospitalier de Cornouaille**

|   |     |
|---|-----|
| Décision portant délégation de signature Pôle personnes âgées (Mme Hermenier).....  | 237 |
| Décision portant délégation de signature des titres de recettes à l'encadrement du bureau des entrées du centre hospitalier intercommunal de Cornouaille..... | 240 |
| Décision portant délégation de signature – consultation du registre national automatisé des refus de prélèvements.....  | 243 |
| Décision portant délégation de signature – autorisation de transport de corps avant mise en bière au centre hospitalier de Cornouaille.....                   | 247 |
| Décision portant délégation de signature à la Direction des soins (Mme Grelet).....   | 252 |
| Décision portant délégation de signature -Sécurité des personnes et des biens-.....   | 255 |
| Décision portant délégation de signature – Direction de l'accueil, des relations avec les usagers et de la qualité (Mme LE MOAL).....                         | 259 |
| Décision portant délégation de signature – Ordonnateur suppléant (M. Aballéa).....  | 263 |
| Décision portant délégation de signature – Direction des affaires financières (M. Aballéa).....   | 266 |
| Décision portant délégation de signature – Direction des ressources humaines ( M. Sandret) .....  | 270 |
| Décision portant délégation de signature – gestion des affaires médicales (M.Lhôte).....  | 274 |
| Décision portant délégation de signature des actes d'état-civil aux agents du centre hospitalier de Cornouaille.....  | 278 |

### **Centre hospitalier régional universitaire de Brest**

|  |     |
|--|-----|
| Décision n 2018-90 de M. le directeur général du centre hospitalier régional universitaire de Brest, des centres hospitaliers de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébivian portant délégation de signature..... | 282 |
|--|-----|

### **Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest**

|  |     |
|--|-----|
| Arrêté portant subdélégation de signature administrative à des fonctionnaires de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère en matière de gens de mer et d'enseignement maritime..... | 338 |
|--|-----|

### **Union Hospitalière de Cornouaille**

|   |     |
|---|-----|
| Décision 2018/1 portant délégation de signature du directeur de l'établissement support pour les marchés publics..... | 340 |
|---|-----|

## **Région Bretagne**

### **Direction Régionale des Affaires Culturelles**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté n ZPPA-2018-0141 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de l'Île-de-Batz (Finistère).....      | 344 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0142 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Mespaul (Finistère).....            | 349 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0143 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Plougoulm (Finistère).....          | 354 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0144 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Plounevez-Lochrist (Finistère)..... | 363 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0145 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Roscoff (Finistère).....            | 363 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0146 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).....  | 373 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0147 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Santec (Finistère).....             | 380 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0148 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Tréflaouenan (Finistère).....       | 385 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0149 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Tréfléz (Finistère).....            | 389 |
| Arrêté n ZPPA-2018-0150 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Rosporden (Finistère).....          | 393 |

### **Direction régionale des douanes et droits indirects**

|   |     |
|---|-----|
| Décision d'implantation d'un débit de tabac sur la commune de Guipavas..... | 400 |
|---|-----|

### **Direction Régionale des Finances Publiques**

|  |     |
|--|-----|
| Arrêté portant désignation des fonctionnaires habilités à exercer les fonctions de commissaire du Gouvernement devant la juridiction de l'expropriation..... | 401 |
|--|-----|

### **Préfet de zone de défense et de sécurité ouest**

|  |     |
|--|-----|
| Arrêté n 18-45 donnant délégation de signature à M. Patrick DALLENNES préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest..... | 402 |
|--|-----|



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

## Préfecture

Cabinet du préfet

Direction des sécurités

Service interministériel de défense et  
de protection civiles

### Arrêté préfectoral relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département du Finistère

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

AP n° 2018257-0002 du 14 septembre 2018

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 à L 125-7, R 125-23 à R 125-27 et R 563-1 à R 563-8 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation ;
- VU le code de commerce ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2011-0645 du 13 mai 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département du Finistère ;
- VU l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;
- SUR proposition du directeur de cabinet du préfet du Finistère,

## ARRETE

### Article 1

L'arrêté préfectoral n° 2011-0645 du 13 mai 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département du Finistère est abrogé et remplacé, en toutes ses dispositions, par le présent arrêté.

### Article 2

Au terme des articles L125-5, L125-6 et L125-7 et R125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et des pollutions auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques et pollutions, fondé sur les informations transmises par le Préfet du Finistère, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes listées en annexe 1 du présent arrêté pour les biens immobiliers situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques approuvé ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L562-2 du code de l'environnement ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ;
4. dans la zone de sismicité 2 (faible) instituée pour la totalité du territoire de l'ensemble des communes du Finistère par l'article R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement ;
5. dans un secteur d'information sur les sols ;
6. dans une commune à potentiel radon de niveau 3.

L'obligation d'information prévue au IV de l'article L125-5 du code de l'environnement s'applique pour l'ensemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique dans chacune des communes listées en annexe 2 du présent arrêté.

### Article 3

Tous les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier communal d'information. Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie et sur le site internet des services de l'État dans le Finistère <http://www.finistere.gouv.fr>

### Article 4

Une copie du présent arrêté est adressée à la chambre départementale des notaires et à l'ensemble des maires du département du Finistère.

Il sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Mentions de l'arrêté et des modalités de sa consultation sont insérées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté est consultable sur le site Internet des services de l'Etat dans le Finistère ([www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)).

#### Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets d'arrondissements, le directeur départemental des territoires et de la mer et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le 14 SEP. 2018



Pascal LELARGE

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° **2018257-0002** en date du 14 septembre 2018 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

Liste des communes où s'appliquent les obligations d'information prévues aux articles I et II de l'article L125-5 du code de l'environnement d'annexer un état des risques et pollutions à tout contrat de vente ou de location

**Zonage sismique :** Toutes les communes du département sont classées en zone de sismicité faible (niveau 2) tel que défini à l'article 1er du décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique  
**CATNAT :** Toutes les communes du département ont fait l'objet d'arrêtés ministériels portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique. La liste est jointe en annexe 2 du présent arrêté

SIS : Secteurs d'informations sur les sols

Radon : Le potentiel radon dans les sols est significatif à partir du niveau 3

PPRI : Inondation

PPR SM : Submersion marine

PPR L : Littoral

PPR MT : Mouvement de terrains

PPR T : Technologique

| Nom commune         | N° INSEE | S.I.S. | Radon | PPR-I | PPR-SM | PPR-L | PPR-MT | PPR-T | Observations, références   |
|---------------------|----------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|-------|--|
| Argol               | 29001    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Arzano              | 29002    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Auderne (Esquibien) | 29003    |        | 3     |       |        |       | A      |       | PPR-MT approuvé AP 2007-1642 du 19/11/2007                         |
| Bannalec            | 29004    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Baye                | 29005    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Bénodet             | 29006    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Est-Odet AP 2016194-0003 du 12/07/2016                       |
| Berrien             | 29007    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Beuzec-Cap-Sizun    | 29008    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Bodilis             | 29010    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Bohars              | 29011    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Bolazec             | 29012    |        | 2     |       |        |       |        |       |  |
| Bolmeur             | 29013    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Botsorhel           | 29014    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Bourg-Blanc         | 29015    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Brasparts           | 29016    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Brétès              | 29017    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Brennilis           | 29018    |        | 3     |       |        |       |        |       | Centrale nucléaire en cours de démantèlement                       |
| Brest               | 29019    |        | 3     |       |        |       |        | A     | PPR-T(militaire) Brest Maison Blanche AM du 20/07/2010             |
|                     |          |        |       |       |        |       |        | A     | PPR-T de Brest port AP 2017039-0001 du 08/02/2017                  |
| Briec               | 29020    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Camaret-sur-Mer     | 29022    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Camaret-sur-Mer AP 2017181-0001 30/06/2017                   |
| Carantec            | 29023    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Carhaix-Plouguer    | 29024    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Cast                | 29025    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Châteaulin          | 29026    |        | 3     | A     |        |       | P      |       | PPR-I Aulne-Aval AP du 12/01/2005<br>PPR-MT prescrit le 28/12/2001 |
| Châteauneuf-du-Faou | 29027    |        | 3     | P     |        |       |        |       | PPR-I Aulne-Amont AP du 18/11/2008                                 |
| Clédén-Cap-Sizun    | 29028    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Clédén-Poher        | 29029    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Cléder              | 29030    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 2 AP 2007-0189 du 23/02/2007                      |
| Clohars-Carnoët     | 29031    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Clohars-Fouesnant   | 29032    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Coat-Méal           | 29035    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Collorec            | 29036    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Combrit             | 29037    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016                     |
| Comrnana            | 29038    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Concarneau          | 29039    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Est-Odet AP 2016194-0003 du 12/07/2016                       |
| Confort-Meilars     | 29145    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Coray               | 29041    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Crozon              | 29042    |        | 3     |       |        |       |        | A     | PPR-T(militaire) Guenvenez AM du 31/03/2016                        |
| Daoulas             | 29043    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Daoulas AP 17/12/2009                                     |
| Dinéault            | 29044    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Dirinon             | 29045    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Douarnenez          | 29046    |        | 3     |       |        |       | A      |       | PPR-MT approuvé AP 2011-1086 du 20/07/2011                         |
| Ederm               | 29048    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |

| Nom commune           | N° INSEE | S.I.S. | Radon | PPR-I | PPR-SM | PPR-L | PPR-MT | PPR-T | Observations, références                           |
|-----------------------|----------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|-------|--|
| Elliant               | 29049    |        | 3     |       |        |       |        | A     | PPR-T Mc Bride approuvé AP 2011-1841 du 28/12/2011 |
| Ergué-Gabéric         | 29051    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I Qp Ggat Erg-Gab AP révision 10/07/2008       |
| Fouesnant             | 29058    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Est-Odet AP 2016194-0003 du 12/07/2016       |
| Garlan                | 29059    |        | 2     |       |        |       |        |       |  |
| Gouesnac'h            | 29060    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Gouesnou              | 29061    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Gouézec               | 29062    |        | 3     | P     |        |       |        |       | PPR-I Aulne-Amont AP du 18/11/2008                 |
| Goulien               | 29063    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Goulven               | 29064    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 1 AP 2007-0188 du 23/02/2007      |
| Gourlizon             | 29065    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guengat               | 29066    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I Qp Ggat Erg-Gab AP révision 10/07/2008       |
| Guerlesquin           | 29067    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guiclan               | 29068    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guiler-sur-Goyen      | 29070    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guilers               | 29069    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guilligomarc'h        | 29071    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guilvinec             | 29072    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016     |
| Guimaec               | 29073    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guimiliau             | 29074    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Gulpavas              | 29075    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Guissény              | 29077    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 1 AP 2007-0188 du 23/02/2007      |
| Hanvec                | 29078    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Henvic                | 29079    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Hôpital-Camfrout      | 29080    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Huelgoat              | 29081    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ile-de-Batz           | 29082    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ile-de-Sein           | 29083    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ile-Molène            | 29084    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ile-Tudy              | 29085    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016     |
| Irvillac              | 29086    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Kergloff              | 29089    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Kerlaz                | 29090    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Kerlouan              | 29091    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 1 AP 2007-0188 du 23/02/2007      |
| Kernilis              | 29093    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Kernouès              | 29094    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Kersaint-Plabennec    | 29095    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| La Feuillée           | 29054    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| La Forest-Landerneau  | 29056    |        | 2     |       |        |       |        |       |  |
| La Forêt-Fouesnant    | 29057    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Est-Odet AP 2016194-0003 du 12/07/2016       |
| La Martyre            | 29144    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| La Roche-Maurice      | 29237    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Landerneau AP du 06/01/2005 (5 communes)  |
| Lampaul-Guimiliau     | 29097    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lampaul-Plouarzel     | 29098    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lampaul-Ploudalmézeau | 29099    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lanarvily             | 29100    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Landéda               | 29101    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Landealeau            | 29102    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Landerneau            | 29103    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Landerneau AP du 06/01/2005 (5 communes)  |
| Landévennec           | 29104    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Landivisiau           | 29105    |        | 2     |       |        |       |        |       |  |
| Landrévarzec          | 29106    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Landudal              | 29107    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Landudec              | 29108    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Landunvez             | 29109    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Langolen              | 29110    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lanhouarneau          | 29111    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lanildut              | 29112    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lanmeur               | 29113    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lannéanou             | 29114    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lannédern             | 29115    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |

| Nom commune                | N° INSEE | S.I.S. | Radon | PPR-I | PPR-SM | PPR-L | PPR-MT | PPR-T | Observations, références                               |
|----------------------------|----------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|-------|--|
| Lanneuffret                | 29116    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lannilis                   | 29117    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lanrivouaré                | 29119    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lanvéoc                    | 29120    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Laz                        | 29122    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Le Cloître-Pleyben         | 29033    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Le Cloître-Saint-Thégonnec | 29034    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Le Conquet                 | 29040    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Le Drennec                 | 29047    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Le Faou                    | 29053    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I du Faou AP 16/09/2009                            |
| Le Folgoët                 | 29055    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Le Juch                    | 29087    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Le Ponthou                 | 29219    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Le Relecq-Kerhuon          | 29235    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Le Tréhou                  | 29294    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Le Trévoux                 | 29300    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lennon                     | 29123    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lesneven                   | 29124    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Leuhan                     | 29125    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Loc-Brévalaire             | 29126    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Loc-Eguiner                | 29128    |        | 2     |       |        |       |        |       |  |
| Locmaria-Berrien           | 29129    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Locmaria-Plouzané          | 29130    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Locmélar                   | 29131    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Locquénolé                 | 29132    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Locquirec                  | 29133    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Locronan                   | 29134    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Loctudy                    | 29135    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016         |
| Locunolé                   | 29136    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Logonna-Daoulas            | 29137    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lopérec                    | 29139    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Loperhet                   | 29140    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Loqueffret                 | 29141    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Lothey                     | 29142    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Mahalon                    | 29143    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Melgven                    | 29146    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Mellac                     | 29147    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Mespaul                    | 29148    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Milizac-Guipronvel         | 29076    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Moëlan-sur-Mer             | 29150    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Morlaix                    | 29151    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I Mx-Plourin les Mx-St Martin des Ch AP 29/09/2004 |
| Motreff                    | 29152    |        | 3     |       |        |       |        | A     | PPR-T Titanobel AP (22 et 29) du 28/12/2009            |
| Névez                      | 29153    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ouessant                   | 29155    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Pencren                    | 29156    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Landerneau AP du 06/01/2005 (5 communes)      |
| Penmarch                   | 29158    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016         |
| Peumerit                   | 29159    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plabennec                  | 29160    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Pleuven                    | 29161    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Pleyben                    | 29162    |        | 3     | P     |        |       |        |       | PPR-I Aulne-Amont AP du 18/11/2008                     |
| Pleyber-Christ             | 29163    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plobannalec-Lesconil       | 29165    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016         |
| Plœven                     | 29166    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Plogastel-Saint-Germain    | 29167    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plogoff                    | 29168    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plogonnec                  | 29169    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plomelin                   | 29170    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plomeur                    | 29171    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plomodiern                 | 29172    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plonéis                    | 29173    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |



| Nom commune                | N° INSEE | S.I.S. | Radon | PPR-I | PPR-SM | PPR-L | PPR-MT | PPR-T | Observations, références                               |
|----------------------------|----------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|-------|--|
| Plonéour-Lanvern           | 29174    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plonévez-du-Faou           | 29175    |        | 3     |       |        |       |        |       | Seveso haut : MAXAM (pas de PPR-T)                     |
| Plonévez-Porzay            | 29176    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouarzel                  | 29177    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ploudalmézeau              | 29178    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ploudaniel                 | 29179    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ploudiry                   | 29180    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Plouédern                  | 29181    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Landerneau AP du 06/01/2005 (5 communes)      |
| Plouégat-Guérand           | 29182    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouégat-Moysan            | 29183    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouénan                   | 29184    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouescat                  | 29185    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 1 AP 2007-0188 du 23/02/2007          |
| Plouezoc'h                 | 29186    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Plougar                    | 29187    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Plougasnou                 | 29188    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plougastel-Daoulas         | 29189    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plougonvelin               | 29190    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plougonven                 | 29191    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plougoum                   | 29192    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plougourvest               | 29193    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Plouguerneau               | 29195    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 2 AP 2007-0187 du 23/02/2007          |
| Plouguin                   | 29196    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouhinec                  | 29197    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouider                   | 29198    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouigneau                 | 29199    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Ploumoguier                | 29201    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plounéour-Brignogan-plages | 29021    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 1 AP 2007-0188 du 23/02/2007          |
| Plounéour-Ménez            | 29202    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plounéventer               | 29204    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Landerneau AP du 06/01/2005 (5 communes)      |
| Plounévez-Lochrist         | 29206    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 1 AP 2007-0188 du 23/02/2007          |
| Plounévezel                | 29205    |        | 1     |       |        |       |        |       |  |
| Plourin                    | 29208    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plourin-lès-Morlaix        | 29207    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I Mx-Plourin les Mx-St Martin des Ch AP 29/09/2004 |
| Plouvien                   | 29209    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouvorn                   | 29210    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouyé                     | 29211    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouzané                   | 29212    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plouzévédé                 | 29213    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plovan                     | 29214    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Plozévet                   | 29215    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Pluguffan                  | 29216    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Pont-Aven                  | 29217    |        | 3     | P     |        |       |        |       | PPR-I Aven AP du 18/11/2008                            |
| Pont-Croix                 | 29218    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Pont-de-Buis-lès-Quimerch  | 29302    |        | 1     | A     |        |       |        |       | PPR-I Pont de Buis lès Quimerch AP du 25/05/2001       |
| Pont-l'Abbé                | 29220    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-T Nobelsport AP du 30/12/2011                      |
| Porspoder                  | 29221    |        | 3     |       |        |       |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016         |
| Port-Launay                | 29222    |        | 1     | A     |        |       |        |       | PPR-I Aulne-Aval AP du 12/01/2005                      |
| Pouldergat                 | 29224    |        | 3     |       |        |       |        | P     | PPR-MT prescrit le 28/12/2001                          |
| Pouldreuzic                | 29225    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Poullan-sur-Mer            | 29226    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Poullaouen                 | 29227    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Primelin                   | 29228    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Quéménéven                 | 29229    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Querrien                   | 29230    |        | 3     |       |        |       |        |       |  |
| Quimper                    | 29232    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I Qp Ggat Erg-Gab AP révision 10/07/2008           |
| Quimperlé                  | 29233    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Quimperlé AP du 17/12/2004                    |
| Rédené                     | 29234    |        | 3     |       |        |       |        | P     | PPR-MT de Quimperlé prescrit AP du 13/01/2003          |

| Nom commune                 | N° INSEE | S.I.S. | Radon | PPR-I | PPR-SM | PPR-L | PPR-MT | PPR-T | Observations, références  |
|-----------------------------|----------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|-------|---|
| Riec-sur-Bélon              | 29236    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Roscarvel                   | 29238    |        | 2     |       |        |       |        |       |   |
| Roscoff                     | 29239    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 2 AP 2007-0189 du 23/02/2007                                     |
| Rosnoën                     | 29240    |        | 1     |       |        |       |        |       |   |
| Rosporden                   | 29241    |        | 3     | P     |        |       |        | A     | PPR-T Mc Bride approuvé AP 2011-1841 du 28/12/2011<br>PPR-I Aven AP du 18/11/2008 |
| Saint-Coufilitz             | 29243    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I Aulne-Aval AP 12/01/2005  |
| Saint-Derrien               | 29244    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Divy                  | 29245    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Eloy                  | 29246    |        | 1     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Evarzec               | 29247    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Frégant               | 29248    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Goazec                | 29249    |        | 3     | P     |        |       |        |       | PPR-I Aulne-Amont AP du 18/11/2008  |
| Saint-Hernin                | 29250    |        | 1     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Jean-du-Doigt         | 29251    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Jean-Trolimon         | 29252    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Martin-des-Champs     | 29254    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I Mx-Plourin les Mx-St Martin des Ch AP 29/09/2004                            |
| Saint-Méen                  | 29255    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Nic                   | 29256    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Pabu                  | 29257    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Pol-de-Léon           | 29259    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 2 AP 2007-0189 du 23/02/2007                                     |
| Saint-Renan                 | 29260    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Rivoal                | 29261    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Sauveur               | 29262    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Ségal                 | 29263    |        | 1     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Servais               | 29264    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Thégonnec Loc-Eguiner | 29266    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Thois                 | 29267    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Thonan                | 29268    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Thurien               | 29269    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Urbain                | 29270    |        | 1     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Vougay                | 29271    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Saint-Yvi                   | 29272    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Sainte-Sève                 | 29265    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Santec                      | 29273    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 2 AP 2007-0189 du 23/02/2007                                     |
| Scaër                       | 29274    |        | 3     | P     |        |       |        |       | PPR-I Scaër AP du 25/05/2001  |
| Scrignac                    | 29275    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Sibiril                     | 29276    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 2 AP 2007-0189 du 23/02/2007                                     |
| Sizun                       | 29277    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Spézet                      | 29278    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Taulé                       | 29279    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Telgruc-sur-Mer             | 29280    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Tourc'h                     | 29281    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Trébabu                     | 29282    |        | 1     |       |        |       |        |       |   |
| Treffiatgat                 | 29284    |        | 3     |       |        | A     |        |       | PPR-L Ouest-Odet AP 2016194-0004 du 12/07/2016                                    |
| Tréflaouénan                | 29285    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Tréflévénez                 | 29286    |        | 1     |       |        |       |        |       |   |
| Tréfléz                     | 29287    |        | 3     |       | A      |       |        |       | PPR-SM Côte Nord 1 AP 2007-0188 du 23/02/2007                                     |
| Trégarantec                 | 29288    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Trégarvan                   | 29289    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Tréglonou                   | 29290    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Trégourez                   | 29291    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Tréguennec                  | 29292    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Trégunc                     | 29293    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Trémaouézan                 | 29295    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Tréméoc                     | 29296    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Tréméven                    | 29297    |        | 3     | A     |        |       |        |       | PPR-I de Quimperlé AP 2004-1657 du 17/12/2004                                     |
| Tréogat                     | 29298    |        | 2     |       |        |       |        |       |   |
| Tréouergat                  | 29299    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |
| Trézilidé                   | 29301    |        | 3     |       |        |       |        |       |   |

## Feuille1

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n°2018257-00<sup>02</sup> du 14 septembre 2018  
relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et  
technologiques majeurs

| INSEE           | Commune  | Risque  | Date début | Date fin | Date arrêté | Date JO  |
|-----------------|----------|---|------------|----------|-------------|----------|
| 29001           | Argol    | Tempête   | 15/10/87   | 16/10/87 | 22/10/87    | 24/10/87 |
| 29001           | Argol    | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95   | 31/01/95 | 06/02/95    | 08/02/95 |
| 29001           | Argol    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                           | 25/12/99   | 29/12/99 | 29/12/99    | 30/12/99 |
| 29001           | Argol    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues                      | 10/03/08   | 10/03/08 | 15/05/08    | 22/05/08 |
| <b>29001 NB</b> |          | <b>4</b>  |            |          |             |          |
| 29002           | Arzano   | Tempête   | 15/10/87   | 16/10/87 | 22/10/87    | 24/10/87 |
| 29002           | Arzano   | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95   | 31/01/95 | 06/02/95    | 08/02/95 |
| 29002           | Arzano   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                           | 25/12/99   | 29/12/99 | 29/12/99    | 30/12/99 |
| 29002           | Arzano   | Inondations et coulées de boue  | 12/12/00   | 14/12/00 | 21/12/00    | 22/12/00 |
| 29002           | Arzano   | Inondations et coulées de boue  | 23/12/13   | 24/12/13 | 31/01/14    | 02/02/14 |
| <b>29002 NB</b> |          | <b>5</b>  |            |          |             |          |
| 29003           | Audierne | Tempête (Audierne-Esquibien)  | 15/10/87   | 16/10/87 | 22/10/87    | 24/10/87 |
| 29003           | Audierne | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues (Audierne)           | 16/12/89   | 18/12/89 | 16/03/90    | 23/03/90 |
| 29003           | Audierne | Eboulements rocheux (Audierne)  | 19/11/94   | 19/11/94 | 03/03/95    | 17/03/95 |
| 29003           | Audierne | Inondations et coulées de boue (Audierne-Esquibien)                             | 17/01/95   | 31/01/95 | 06/02/95    | 08/02/95 |
| 29003           | Audierne | Eboulements rocheux (Audierne)  | 22/01/95   | 22/01/95 | 20/04/95    | 06/05/95 |
| 29003           | Audierne | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain (Audierne-Esquibien)      | 25/12/99   | 29/12/99 | 29/12/99    | 30/12/99 |
| 29003           | Audierne | Inondations et coulées de boue (Audierne)                                       | 17/04/00   | 17/04/00 | 12/02/01    | 23/02/01 |
| 29003           | Audierne | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues (Audierne)           | 10/03/08   | 10/03/08 | 15/05/08    | 22/05/08 |
| 29003           | Audierne | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues (Audierne-Esquibien) | 03/01/14   | 04/01/14 | 31/01/14    | 02/02/14 |
| <b>29003 NB</b> |          | <b>9</b>  |            |          |             |          |
| 29004           | Bannalec | Tempête   | 15/10/87   | 16/10/87 | 22/10/87    | 24/10/87 |
| 29004           | Bannalec | Inondations et coulées de boue  | 05/07/91   | 06/07/91 | 01/04/92    | 03/04/92 |
| 29004           | Bannalec | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95   | 31/01/95 | 06/02/95    | 08/02/95 |
| 29004           | Bannalec | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                           | 25/12/99   | 29/12/99 | 29/12/99    | 30/12/99 |
| 29004           | Bannalec | Inondations et coulées de boue  | 12/12/00   | 12/12/00 | 12/02/01    | 23/02/01 |
| <b>29004 NB</b> |          | <b>5</b>  |            |          |             |          |
| 29005           | Baye     | Tempête   | 15/10/87   | 16/10/87 | 22/10/87    | 24/10/87 |
| 29005           | Baye     | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95   | 31/01/95 | 06/02/95    | 08/02/95 |
| 29005           | Baye     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                           | 25/12/99   | 29/12/99 | 29/12/99    | 30/12/99 |
| <b>29005 NB</b> |          | <b>3</b>  |            |          |             |          |
| 29006           | Bénodet  | Inondations, coulées de boue et glissements de terrain                          | 22/11/84   | 24/11/84 | 11/01/85    | 26/01/85 |
| 29006           | Bénodet  | Chocs mécaniques liés à l'action des vagues                                     | 22/11/84   | 24/11/84 | 14/03/85    | 29/03/85 |
| 29006           | Bénodet  | Tempête   | 15/10/87   | 16/10/87 | 22/10/87    | 24/10/87 |
| 29006           | Bénodet  | Inondations et coulées de boue  | 12/02/90   | 17/02/90 | 16/03/90    | 23/03/90 |
| 29006           | Bénodet  | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95   | 31/01/95 | 03/05/95    | 07/05/95 |
| 29006           | Bénodet  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                           | 25/12/99   | 29/12/99 | 29/12/99    | 30/12/99 |
| 29006           | Bénodet  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues                      | 09/03/08   | 10/03/08 | 15/05/08    | 22/05/08 |
| 29006           | Bénodet  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues                      | 28/02/10   | 28/02/10 | 10/05/10    | 13/05/10 |
| 29006           | Bénodet  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues                      | 03/01/14   | 06/01/14 | 31/01/14    | 02/02/14 |
| 29006           | Bénodet  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues                      | 04/02/14   | 05/02/14 | 22/04/14    | 26/04/14 |
| <b>29006 NB</b> |          | <b>10</b>   |            |          |             |          |
| 29007           | Berrien  | Tempête   | 15/10/87   | 16/10/87 | 22/10/87    | 24/10/87 |
| 29007           | Berrien  | Inondations et coulées de boue  | 12/02/90   | 17/02/90 | 14/05/90    | 24/05/90 |
| 29007           | Berrien  | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95   | 31/01/95 | 06/02/95    | 08/02/95 |

## Feuille1

|                 |                  |   |          |          |          |          |
|-----------------|------------------|---|----------|----------|----------|----------|
| 29007           | Berrien          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29007           | Berrien          | Inondations et coulées de boue                        | 11/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29007           | Berrien          | Inondations et coulées de boue                        | 23/12/13 | 24/12/13 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29007 NB</b> |                  | <b>6</b>  |          |          |          |          |
| 29008           | Beuzec-Cap-Sizun | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29008           | Beuzec-Cap-Sizun | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29008           | Beuzec-Cap-Sizun | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29008 NB</b> |                  | <b>3</b>  |          |          |          |          |
| 29010           | Bodilis          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29010           | Bodilis          | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29010           | Bodilis          | Inondations et coulées de boue                        | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29010           | Bodilis          | Inondations et coulées de boue                        | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29010           | Bodilis          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29010           | Bodilis          | Inondations et coulées de boue                        | 05/06/98 | 05/06/98 | 18/09/98 | 03/10/98 |
| 29010           | Bodilis          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29010           | Bodilis          | Inondations et coulées de boue                        | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29010 NB</b> |                  | <b>8</b>  |          |          |          |          |
| 29011           | Bohars           | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29011           | Bohars           | Inondations et coulées de boue                        | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29011           | Bohars           | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29011           | Bohars           | Inondations et coulées de boue                        | 07/08/97 | 07/08/97 | 26/05/98 | 11/06/98 |
| 29011           | Bohars           | Inondations et coulées de boue                        | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29011           | Bohars           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29011           | Bohars           | Inondations et coulées de boue                        | 24/10/11 | 24/10/11 | 30/01/12 | 02/02/12 |
| <b>29011 NB</b> |                  | <b>7</b>  |          |          |          |          |
| 29012           | Bolazec          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29012           | Bolazec          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29012           | Bolazec          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29012 NB</b> |                  | <b>3</b>  |          |          |          |          |
| 29013           | Botmeur          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29013           | Botmeur          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29013           | Botmeur          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29013           | Botmeur          | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29013 NB</b> |                  | <b>4</b>  |          |          |          |          |
| 29014           | Botsorhel        | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29014           | Botsorhel        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29014 NB</b> |                  | <b>2</b>  |          |          |          |          |
| 29015           | Bourg-Blanc      | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29015           | Bourg-Blanc      | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29015           | Bourg-Blanc      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29015           | Bourg-Blanc      | Inondations et coulées de boue                        | 05/02/14 | 07/02/14 | 07/08/14 | 10/08/14 |
| <b>29015 NB</b> |                  | <b>4</b>  |          |          |          |          |
| 29016           | Brasparts        | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29016           | Brasparts        | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29016           | Brasparts        | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29016           | Brasparts        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29016           | Brasparts        | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29016 NB</b> |                  | <b>5</b>  |          |          |          |          |
| 29017           | Brélès           | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29017           | Brélès           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29017 NB</b> |                  | <b>2</b>  |          |          |          |          |

## Feuille1

|                 |                  |  |          |          |          |          |
|-----------------|------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29018           | Brennilis        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29018           | Brennilis        | Inondations et coulées de boue                                 | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29018           | Brennilis        | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29018           | Brennilis        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29018           | Brennilis        | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29018 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29019           | Brest            | Poids de la neige - chutes de neige                            | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29019           | Brest            | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 11/09/89 | 11/09/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 07/08/97 | 07/08/97 | 26/05/98 | 11/06/98 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 20/07/98 | 20/07/98 | 29/12/98 | 13/01/99 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29019           | Brest            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29019           | Brest            | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 10/03/08 | 10/03/08 | 25/06/09 | 01/07/09 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 24/10/11 | 24/10/11 | 27/12/11 | 03/01/12 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 01/07/14 | 01/07/14 | 07/08/14 | 10/08/14 |
| 29019           | Brest            | Inondations et coulées de boue                                 | 13/09/16 | 13/09/16 | 26/10/16 | 07/12/16 |
| <b>29019 NB</b> |                  | <b>14</b>  |          |          |          |          |
| 29020           | Briec            | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29020           | Briec            | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29020           | Briec            | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29020           | Briec            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29020           | Briec            | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29020 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29022           | Camaret-sur-Mer  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29022           | Camaret-sur-Mer  | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29022           | Camaret-sur-Mer  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29022           | Camaret-sur-Mer  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29022 NB</b> |                  | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29023           | Carantec         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29023           | Carantec         | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29023           | Carantec         | Inondations et coulées de boue                                 | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29023           | Carantec         | Inondations et coulées de boue                                 | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29023           | Carantec         | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29023           | Carantec         | Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'acti | 19/02/96 | 20/02/96 | 17/07/96 | 04/09/96 |
| 29023           | Carantec         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29023           | Carantec         | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29023 NB</b> |                  | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29024           | Carhaix-Plouguer | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29024           | Carhaix-Plouguer | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29024           | Carhaix-Plouguer | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29024           | Carhaix-Plouguer | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29024           | Carhaix-Plouguer | Inondations et coulées de boue                                 | 11/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29024           | Carhaix-Plouguer | Inondations et coulées de boue                                 | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29024 NB</b> |                  | <b>6</b>   |          |          |          |          |

## Feuille1

|                 |                     |  |          |          |          |          |
|-----------------|---------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29025           | Cast                | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29025           | Cast                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29025           | Cast                | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29025           | Cast                | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29025           | Cast                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29025           | Cast                | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29025           | Cast                | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29025 NB</b> | <b>Z</b>            |  |          |          |          |          |
| 29026           | Châteaulin          | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et coulées de boue                             | 04/10/87 | 04/10/87 | 02/12/87 | 16/01/88 |
| 29026           | Châteaulin          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29026           | Châteaulin          | Eboulements rocheux  | 05/05/98 | 05/05/98 | 18/09/98 | 03/10/98 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 15/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29026           | Châteaulin          | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29026 NB</b> | <b>12</b>           |  |          |          |          |          |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 21/05/89 | 21/05/89 | 18/08/89 | 06/09/89 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29027           | Châteauneuf-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29027 NB</b> | <b>9</b>            |  |          |          |          |          |
| 29028           | Cléden-Cap-Sizun    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29028           | Cléden-Cap-Sizun    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29028           | Cléden-Cap-Sizun    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29028           | Cléden-Cap-Sizun    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29028 NB</b> | <b>4</b>            |  |          |          |          |          |
| 29029           | Cléden-Poher        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29029           | Cléden-Poher        | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29029           | Cléden-Poher        | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29029           | Cléden-Poher        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29029           | Cléden-Poher        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29029           | Cléden-Poher        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29029           | Cléden-Poher        | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 06/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29029           | Cléden-Poher        | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29029 NB</b> | <b>8</b>            |  |          |          |          |          |
| 29030           | Cléder              | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |

## Feuille1

|                 |                   |  |          |          |          |          |
|-----------------|-------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29030           | Cléder            | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29030           | Cléder            | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29030           | Cléder            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29030           | Cléder            | Inondations et coulées de boue                             | 07/02/01 | 10/02/01 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| 29030           | Cléder            | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29030           | Cléder            | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29030           | Cléder            | Mouvements de terrain                                      | 06/02/14 | 07/02/14 | 28/07/14 | 06/08/14 |
| 29030           | Cléder            | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 28/07/14 | 06/08/14 |
| <b>29030 NB</b> |                   | <b>9</b>   |          |          |          |          |
| 29031           | Clohars-Carnoët   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29031           | Clohars-Carnoët   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29031           | Clohars-Carnoët   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29031           | Clohars-Carnoët   | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 07/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29031 NB</b> |                   | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29032           | Clohars-Fouesnant | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29032           | Clohars-Fouesnant | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 03/05/95 | 07/05/95 |
| 29032           | Clohars-Fouesnant | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29032           | Clohars-Fouesnant | Inondations par remontées de nappe phréatique              | 07/02/14 | 12/02/14 | 02/10/14 | 04/10/14 |
| <b>29032 NB</b> |                   | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29035           | Coat-Méal         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29035           | Coat-Méal         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 03/05/95 | 07/05/95 |
| 29035           | Coat-Méal         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29035 NB</b> |                   | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29036           | Collorec          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29036           | Collorec          | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29036           | Collorec          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29036           | Collorec          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29036           | Collorec          | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29036 NB</b> |                   | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29037           | Combrit           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29037           | Combrit           | Inondations et coulées de boue                             | 06/08/95 | 06/08/95 | 08/01/96 | 28/01/96 |
| 29037           | Combrit           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29037           | Combrit           | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/01/14 | 05/01/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29037 NB</b> |                   | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29038           | Commana           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29038           | Commana           | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29038           | Commana           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29038           | Commana           | Inondations et coulées de boue                             | 13/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29038           | Commana           | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29038 NB</b> |                   | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29039           | Concarneau        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 07/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 04/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29039           | Concarneau        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 14/02/14 | 15/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |

## Feuille1

|                 |                 |  |          |          |          |          |  |
|-----------------|-----------------|--|----------|----------|----------|----------|--|
| <b>29039 NB</b> |                 | <b>9</b>   |          |          |          |          |  |
| 29145           | Confort-Meilars | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29145           | Confort-Meilars | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29145           | Confort-Meilars | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| <b>29145 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |  |
| 29041           | Coray           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29041           | Coray           | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29041           | Coray           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29041           | Coray           | Inondations et coulées de boue                             | 11/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |  |
| 29041           | Coray           | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |  |
| 29041           | Coray           | Inondations et coulées de boue                             | 15/08/04 | 15/08/04 | 11/01/05 | 15/01/05 |  |
| <b>29041 NB</b> |                 | <b>6</b>   |          |          |          |          |  |
| 29042           | Crozon          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 06/02/14 | 27/03/15 | 31/03/15 |  |
| 29042           | Crozon          | Inondations par remontées de nappe naturelle               | 06/02/14 | 06/02/14 | 28/10/15 | 29/10/15 |  |
| <b>29042 NB</b> |                 | <b>9</b>   |          |          |          |          |  |
| 29043           | Daoulas         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29043           | Daoulas         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29043           | Daoulas         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29043           | Daoulas         | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |  |
| 29043           | Daoulas         | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |  |
| <b>29043 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |  |
| 29044           | Dinéault        | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |  |
| 29044           | Dinéault        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29044           | Dinéault        | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |  |
| 29044           | Dinéault        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29044           | Dinéault        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29044           | Dinéault        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |  |
| 29044           | Dinéault        | Inondations et coulées de boue                             | 16/12/11 | 16/12/11 | 18/10/12 | 21/10/12 |  |
| <b>29044 NB</b> |                 | <b>7</b>   |          |          |          |          |  |
| 29045           | Dirinon         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29045           | Dirinon         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29045           | Dirinon         | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |  |
| <b>29045 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |  |
| 29046           | Douarnenez      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations et coulées de boue                             | 22/05/90 | 22/05/90 | 04/12/90 | 15/12/90 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations et coulées de boue                             | 07/10/09 | 07/10/09 | 11/02/10 | 14/02/10 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations et coulées de boue                             | 20/07/13 | 20/07/13 | 10/09/13 | 13/09/13 |  |
| 29046           | Douarnenez      | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |  |
| <b>29046 NB</b> |                 | <b>9</b>   |          |          |          |          |  |
| 29048           | Edern           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29048           | Edern           | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |  |
| 29048           | Edern           | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |  |



## Feuille1

|                 |               |  |          |          |          |          |
|-----------------|---------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29048           | Edern         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29048           | Edern         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29048           | Edern         | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29048 NB</b> |               | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29049           | Elliant       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29049           | Elliant       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29049           | Elliant       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29049           | Elliant       | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29049           | Elliant       | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29049           | Elliant       | Inondations et coulées de boue                             | 02/05/11 | 02/05/11 | 15/07/11 | 21/07/11 |
| <b>29049 NB</b> |               | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Inondations et coulées de boue                             | 06/08/95 | 06/08/95 | 24/10/95 | 31/10/95 |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Inondations et coulées de boue                             | 01/01/01 | 06/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29051           | Ergué-Gabéric | Mouvements de terrain                                      | 22/01/14 | 23/01/14 | 28/07/14 | 06/08/14 |
| <b>29051 NB</b> |               | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29058           | Fouesnant     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29058           | Fouesnant     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29058           | Fouesnant     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29058           | Fouesnant     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29058           | Fouesnant     | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29058           | Fouesnant     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 28/02/10 | 28/02/10 | 10/05/10 | 13/05/10 |
| 29058           | Fouesnant     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 04/01/14 | 07/01/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29058 NB</b> |               | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29059           | Garlan        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29059           | Garlan        | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29059           | Garlan        | Inondations et coulées de boue                             | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29059           | Garlan        | Inondations et coulées de boue                             | 27/05/92 | 27/05/92 | 04/02/93 | 27/02/93 |
| 29059           | Garlan        | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29059           | Garlan        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29059           | Garlan        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29059           | Garlan        | Inondations et coulées de boue                             | 08/02/01 | 09/02/01 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| <b>29059 NB</b> |               | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29060           | Gouesnach     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29060           | Gouesnach     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29060           | Gouesnach     | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29060 NB</b> |               | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29061           | Gouesnou      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29061           | Gouesnou      | Inondations et coulées de boue                             | 11/09/89 | 11/09/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29061           | Gouesnou      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29061           | Gouesnou      | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29061           | Gouesnou      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29061 NB</b> |               | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29062           | Gouézec       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29062           | Gouézec       | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29062           | Gouézec       | Inondations et coulées de boue                             | 04/07/91 | 07/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29062           | Gouézec       | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29062           | Gouézec       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29062           | Gouézec       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |

## Feuille1

|                 |                  |   |          |          |          |          |
|-----------------|------------------|---|----------|----------|----------|----------|
| 29062           | Gouézec          | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29062           | Gouézec          | Inondations et coulées de boue                        | 27/04/07 | 27/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 29062           | Gouézec          | Inondations et coulées de boue                        | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29062 NB</b> |                  | <b>9</b>  |          |          |          |          |
| 29063           | Goulien          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29063           | Goulien          | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29063           | Goulien          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29063           | Goulien          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29063 NB</b> |                  | <b>4</b>  |          |          |          |          |
| 29064           | Goulven          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29064           | Goulven          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29064           | Goulven          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29064           | Goulven          | Inondations et coulées de boue                        | 05/02/14 | 07/02/14 | 07/08/14 | 10/08/14 |
| 29064           | Goulven          | Inondations par remontées de nappe phréatique         | 06/02/14 | 07/02/14 | 02/10/14 | 04/10/14 |
| <b>29064 NB</b> |                  | <b>5</b>  |          |          |          |          |
| 29065           | Gourlizon        | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29065           | Gourlizon        | Inondations et coulées de boue                        | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29065           | Gourlizon        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29065 NB</b> |                  | <b>3</b>  |          |          |          |          |
| 29066           | Guengat          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29066           | Guengat          | Inondations et coulées de boue                        | 20/05/90 | 20/05/90 | 07/12/90 | 19/12/90 |
| 29066           | Guengat          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29066           | Guengat          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29066           | Guengat          | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 13/12/00 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| <b>29066 NB</b> |                  | <b>5</b>  |          |          |          |          |
| 29067           | Guerlesquin      | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29067           | Guerlesquin      | Inondations et coulées de boue                        | 27/05/92 | 27/05/92 | 04/02/93 | 27/02/93 |
| 29067           | Guerlesquin      | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29067           | Guerlesquin      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29067           | Guerlesquin      | Inondations et coulées de boue                        | 25/06/03 | 25/06/03 | 03/10/03 | 19/10/03 |
| <b>29067 NB</b> |                  | <b>5</b>  |          |          |          |          |
| 29068           | Guiclan          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations et coulées de boue                        | 21/05/89 | 21/05/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations et coulées de boue                        | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 12/12/00 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations et coulées de boue                        | 30/04/07 | 30/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 29068           | Guiclan          | Inondations et coulées de boue                        | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| <b>29068 NB</b> |                  | <b>9</b>  |          |          |          |          |
| 29070           | Guiler-sur-Goyen | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29070           | Guiler-sur-Goyen | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29070 NB</b> |                  | <b>2</b>  |          |          |          |          |
| 29069           | Guilers          | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29069           | Guilers          | Inondations et coulées de boue                        | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29069           | Guilers          | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29069           | Guilers          | Inondations et coulées de boue                        | 07/08/97 | 07/08/97 | 26/05/98 | 11/06/98 |
| 29069           | Guilers          | Inondations et coulées de boue                        | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29069           | Guilers          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29069 NB</b> |                  | <b>6</b>  |          |          |          |          |
| 29071           | Guilligomarc'h   | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |

## Feuille1

|                 |                  |  |          |          |          |          |
|-----------------|------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29071           | Guilligomarc'h   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29071           | Guilligomarc'h   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29071           | Guilligomarc'h   | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29071           | Guilligomarc'h   | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29071 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29072           | Guilvinec        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29072           | Guilvinec        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29072           | Guilvinec        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29072           | Guilvinec        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 04/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29072 NB</b> |                  | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29073           | Guimaëc          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29073           | Guimaëc          | Inondations et coulées de boue                             | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29073           | Guimaëc          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29073           | Guimaëc          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29073           | Guimaëc          | Inondations et coulées de boue                             | 08/02/01 | 09/02/01 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| <b>29073 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29074           | Guimiliau        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29074           | Guimiliau        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29074           | Guimiliau        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29074 NB</b> |                  | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29075           | Guipavas         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 11/09/89 | 11/09/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 07/07/04 | 08/07/04 | 11/01/05 | 15/01/05 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 07/07/04 | 08/07/04 | 15/04/05 | 23/04/05 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29075           | Guipavas         | Inondations et coulées de boue                             | 24/10/11 | 24/10/11 | 30/01/12 | 02/02/12 |
| <b>29075 NB</b> |                  | <b>11</b>  |          |          |          |          |
| 29077           | Guissény         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29077           | Guissény         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29077           | Guissény         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29077 NB</b> |                  | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29078           | Hanvec           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29078           | Hanvec           | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29078           | Hanvec           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29078           | Hanvec           | Inondations et coulées de boue                             | 09/05/00 | 09/05/00 | 25/09/00 | 07/10/00 |
| 29078           | Hanvec           | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29078 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29079           | Henvic           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29079           | Henvic           | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29079           | Henvic           | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29079           | Henvic           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29079 NB</b> |                  | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29080           | Hôpital-Camfrout | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29080           | Hôpital-Camfrout | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29080           | Hôpital-Camfrout | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29080           | Hôpital-Camfrout | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 02/10/14 | 04/10/14 |

## Feuille1

|                 |             |  |          |          |          |          |
|-----------------|-------------|--|----------|----------|----------|----------|
| <b>29080 NB</b> | <b>4</b>    |  |          |          |          |          |
| 29081           | Huelgoat    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29081           | Huelgoat    | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29081           | Huelgoat    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29081           | Huelgoat    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29081           | Huelgoat    | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29081 NB</b> | <b>5</b>    |  |          |          |          |          |
| 29082           | Île-de-Batz | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/85 | 03/06/85 | 15/07/85 | 27/07/85 |
| 29082           | Île-de-Batz | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29082           | Île-de-Batz | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29082           | Île-de-Batz | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29082           | Île-de-Batz | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29082 NB</b> | <b>5</b>    |  |          |          |          |          |
| 29083           | Île-de-Sein | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29083           | Île-de-Sein | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29083           | Île-de-Sein | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29083           | Île-de-Sein | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29083           | Île-de-Sein | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29083 NB</b> | <b>5</b>    |  |          |          |          |          |
| 29084           | Île-Molène  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29084           | Île-Molène  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29084           | Île-Molène  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29084           | Île-Molène  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29084 NB</b> | <b>4</b>    |  |          |          |          |          |
| 29085           | Île-Tudy    | Inondations, coulées de boue et glissements de terrain     | 22/11/84 | 24/11/84 | 11/01/85 | 26/01/85 |
| 29085           | Île-Tudy    | Chocs mécaniques liés à l'action des vagues                | 22/11/84 | 24/11/84 | 14/03/85 | 29/03/85 |
| 29085           | Île-Tudy    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29085           | Île-Tudy    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29085           | Île-Tudy    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 04/02/14 | 05/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29085 NB</b> | <b>5</b>    |  |          |          |          |          |
| 29086           | Irvillac    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29086           | Irvillac    | Inondations et coulées de boue                             | 21/05/89 | 21/05/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29086           | Irvillac    | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29086           | Irvillac    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29086           | Irvillac    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29086           | Irvillac    | Inondations et coulées de boue                             | 09/05/00 | 09/05/00 | 25/09/00 | 07/10/00 |
| 29086           | Irvillac    | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29086           | Irvillac    | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| <b>29086 NB</b> | <b>8</b>    |  |          |          |          |          |
| 29089           | Kergloff    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29089           | Kergloff    | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29089           | Kergloff    | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29089           | Kergloff    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29089           | Kergloff    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29089           | Kergloff    | Inondations et coulées de boue                             | 11/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29089           | Kergloff    | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 06/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29089           | Kergloff    | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29089 NB</b> | <b>8</b>    |  |          |          |          |          |
| 29090           | Kerlaz      | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29090           | Kerlaz      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29090           | Kerlaz      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29090           | Kerlaz      | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29090           | Kerlaz      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |

## Feuille1

|                 |                      |  |          |          |          |          |
|-----------------|----------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29090           | Kerlaz               | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 11/06/08 | 14/06/08 |
| 29090           | Kerlaz               | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 04/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29090           | Kerlaz               | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29090 NB</b> |                      | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29091           | Kerlouan             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29091           | Kerlouan             | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29091           | Kerlouan             | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29091           | Kerlouan             | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29091           | Kerlouan             | Inondations et coulées de boue                             | 05/02/14 | 07/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| <b>29091 NB</b> |                      | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29093           | Kernilis             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29093           | Kernilis             | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29093 NB</b> |                      | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29094           | Kernouës             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29094           | Kernouës             | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29094 NB</b> |                      | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29095           | Kersaint-Plabennec   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29095           | Kersaint-Plabennec   | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29095           | Kersaint-Plabennec   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29095 NB</b> |                      | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29054           | La Feuillée          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29054           | La Feuillée          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29054           | La Feuillée          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29054 NB</b> |                      | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29056           | La Forest-Landerneau | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29056           | La Forest-Landerneau | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29056           | La Forest-Landerneau | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29056           | La Forest-Landerneau | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29056           | La Forest-Landerneau | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29056           | La Forest-Landerneau | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29056 NB</b> |                      | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Inondations et coulées de boue                             | 02/02/88 | 15/02/88 | 02/08/88 | 13/08/88 |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 05/02/95 | 03/05/95 | 07/05/95 |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29057           | La Forêt-Fouesnant   | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 28/02/10 | 28/02/10 | 10/05/10 | 13/05/10 |
| <b>29057 NB</b> |                      | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29144           | La Martyre           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29144           | La Martyre           | Inondations et coulées de boue                             | 05/06/98 | 05/06/98 | 18/09/98 | 03/10/98 |
| 29144           | La Martyre           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29144 NB</b> |                      | <b>3</b>   |          |          |          |          |

## Feuille1

|                 |                       |  |          |          |          |          |
|-----------------|-----------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29237           | La Roche-Maurice      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 05/06/98 | 05/06/98 | 18/09/98 | 03/10/98 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 13/05/08 | 13/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| 29237           | La Roche-Maurice      | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29237 NB</b> |                       | <b>10</b>  |          |          |          |          |
| 29097           | Lampaul-Guimiliau     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29097           | Lampaul-Guimiliau     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29097           | Lampaul-Guimiliau     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29097           | Lampaul-Guimiliau     | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| 29097           | Lampaul-Guimiliau     | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29097 NB</b> |                       | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29098           | Lampaul-Plouarzel     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29098           | Lampaul-Plouarzel     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29098 NB</b> |                       | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29099           | Lampaul-Ploudalmézeau | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29099           | Lampaul-Ploudalmézeau | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29099           | Lampaul-Ploudalmézeau | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 08/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| 29099           | Lampaul-Ploudalmézeau | Inondations par remontées de nappe naturelle               | 06/02/14 | 08/02/14 | 23/12/15 | 22/01/16 |
| <b>29099 NB</b> |                       | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29100           | Lanarvily             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29100           | Lanarvily             | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29100 NB</b> |                       | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29101           | Landéda               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29101           | Landéda               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29101           | Landéda               | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29101           | Landéda               | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 06/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29101           | Landéda               | Inondations par remontées de nappe naturelle               | 30/01/14 | 06/02/14 | 23/12/15 | 22/01/16 |
| 29101           | Landéda               | Inondations et coulées de boue                             | 12/08/15 | 12/08/15 | 25/03/16 | 16/04/16 |
| <b>29101 NB</b> |                       | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29102           | Landeleau             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29102           | Landeleau             | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29102           | Landeleau             | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29102           | Landeleau             | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29102           | Landeleau             | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29102           | Landeleau             | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |

## Feuille1

|                 |              |  |          |          |          |          |
|-----------------|--------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29102           | Landeleau    | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29102 NB</b> |              | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29103           | Landerneau   | Inondations, coulées de boue et glissements de terrain     | 22/11/84 | 24/11/84 | 11/01/85 | 26/01/85 |
| 29103           | Landerneau   | Chocs mécaniques liés à l'action des vagues                | 22/11/84 | 24/11/84 | 14/03/85 | 29/03/85 |
| 29103           | Landerneau   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et coulées de boue                             | 25/10/99 | 25/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et coulées de boue                             | 01/01/14 | 02/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29103           | Landerneau   | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 05/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29103 NB</b> |              | <b>13</b>  |          |          |          |          |
| 29104           | Landévennec  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29104           | Landévennec  | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29104           | Landévennec  | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29104           | Landévennec  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29104           | Landévennec  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29104 NB</b> |              | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29105           | Landivisiau  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29105           | Landivisiau  | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29105           | Landivisiau  | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29105           | Landivisiau  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29105 NB</b> |              | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29106           | Landrévarzec | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29106           | Landrévarzec | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29106           | Landrévarzec | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29106           | Landrévarzec | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29106           | Landrévarzec | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29106           | Landrévarzec | Inondations et coulées de boue                             | 01/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| <b>29106 NB</b> |              | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29107           | Landudal     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29107           | Landudal     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29107           | Landudal     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29107           | Landudal     | Inondations et coulées de boue                             | 20/07/13 | 20/07/13 | 21/11/13 | 23/11/13 |
| <b>29107 NB</b> |              | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29108           | Landudec     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29108           | Landudec     | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29108           | Landudec     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29108           | Landudec     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29108 NB</b> |              | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29109           | Landunvez    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29109           | Landunvez    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29109           | Landunvez    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29109           | Landunvez    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 06/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29109           | Landunvez    | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 08/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29109           | Landunvez    | Inondations et coulées de boue                             | 12/08/15 | 13/08/15 | 18/11/15 | 19/11/15 |
| <b>29109 NB</b> |              | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29110           | Langolen     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29110           | Langolen     | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |

## Feuille1

|                 |              |  |          |          |          |          |
|-----------------|--------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29110           | Langolen     | Inondations et coulées de boue                             | 04/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29110           | Langolen     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29110           | Langolen     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29110           | Langolen     | Inondations et coulées de boue                             | 11/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29110           | Langolen     | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| <b>29110 NB</b> |              | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29111           | Lanhouarneau | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29111           | Lanhouarneau | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29111           | Lanhouarneau | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29111           | Lanhouarneau | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29111           | Lanhouarneau | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29111 NB</b> |              | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29112           | Lanildut     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29112           | Lanildut     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29112           | Lanildut     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29112           | Lanildut     | Inondations et coulées de boue                             | 12/08/15 | 13/08/15 | 18/11/15 | 19/11/15 |
| <b>29112 NB</b> |              | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29113           | Lanmeur      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations et coulées de boue                             | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations et coulées de boue                             | 04/07/00 | 04/07/00 | 25/10/00 | 15/11/00 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations et coulées de boue                             | 08/02/01 | 09/02/01 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations et coulées de boue                             | 31/05/07 | 31/05/07 | 18/10/07 | 25/10/07 |
| 29113           | Lanmeur      | Inondations et coulées de boue                             | 21/07/07 | 21/07/07 | 05/12/07 | 08/12/07 |
| <b>29113 NB</b> |              | <b>9</b>   |          |          |          |          |
| 29114           | Lannéanou    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29114           | Lannéanou    | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29114           | Lannéanou    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29114 NB</b> |              | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29115           | Lannédern    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29115           | Lannédern    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29115           | Lannédern    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29115 NB</b> |              | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29116           | Lanneuffret  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29116           | Lanneuffret  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29116           | Lanneuffret  | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29116           | Lanneuffret  | Inondations et coulées de boue                             | 13/05/08 | 13/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| 29116           | Lanneuffret  | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29116 NB</b> |              | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29117           | Lannilis     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29117           | Lannilis     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29117           | Lannilis     | Inondations et coulées de boue                             | 24/10/11 | 24/10/11 | 30/01/12 | 02/02/12 |
| <b>29117 NB</b> |              | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29119           | Lanrivoaré   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29119           | Lanrivoaré   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29119 NB</b> |              | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29120           | Lanvéoc      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29120           | Lanvéoc      | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29120           | Lanvéoc      | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29120           | Lanvéoc      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29120           | Lanvéoc      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |



## Feuille1

|                 |                            |  |          |          |          |          |
|-----------------|----------------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29120           | Lanvéoc                    | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| 29120           | Lanvéoc                    | Mouvements de terrain                                      | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| <b>29120 NB</b> |                            | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29122           | Laz                        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29122           | Laz                        | Inondations et coulées de boue                             | 21/05/89 | 21/05/89 | 18/08/89 | 06/09/89 |
| 29122           | Laz                        | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29122           | Laz                        | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29122           | Laz                        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29122           | Laz                        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29122           | Laz                        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29122           | Laz                        | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29122 NB</b> |                            | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29033           | Le Cloître-Pleyben         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29033           | Le Cloître-Pleyben         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29033 NB</b> |                            | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29034           | Le Cloître-Saint-Thégonnec | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29034           | Le Cloître-Saint-Thégonnec | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29034 NB</b> |                            | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29040           | Le Conquet                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29040           | Le Conquet                 | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29040           | Le Conquet                 | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29040           | Le Conquet                 | Inondations et coulées de boue                             | 07/08/97 | 07/08/97 | 26/05/98 | 11/06/98 |
| 29040           | Le Conquet                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29040           | Le Conquet                 | Inondations et coulées de boue                             | 21/04/99 | 21/04/99 | 14/04/00 | 28/04/00 |
| <b>29040 NB</b> |                            | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29047           | Le Drennec                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29047           | Le Drennec                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29047 NB</b> |                            | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29053           | Le Faou                    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29053           | Le Faou                    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29053           | Le Faou                    | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29053           | Le Faou                    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29053           | Le Faou                    | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29053           | Le Faou                    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29053 NB</b> |                            | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29055           | Le Folgoët                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29055           | Le Folgoët                 | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29055           | Le Folgoët                 | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/94 | 31/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29055           | Le Folgoët                 | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29055           | Le Folgoët                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29055           | Le Folgoët                 | Inondations et coulées de boue                             | 26/08/11 | 26/08/11 | 12/12/11 | 15/12/11 |
| <b>29055 NB</b> |                            | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29087           | Le Juch                    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29087           | Le Juch                    | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29087           | Le Juch                    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29087           | Le Juch                    | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29087           | Le Juch                    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29087 NB</b> |                            | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29219           | Le Ponthou                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |

## Feuille1

|                 |                   |  |          |          |          |          |
|-----------------|-------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29219           | Le Ponthou        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29219 NB</b> |                   | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 11/09/89 | 11/09/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 11/02/90 | 15/02/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 24/10/11 | 24/10/11 | 30/01/12 | 02/02/12 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et coulées de boue                             | 31/12/13 | 02/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29235           | Le Relecq-Kerhuon | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 06/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29235 NB</b> |                   | <b>12</b>  |          |          |          |          |
| 29294           | Le Tréhou         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29294           | Le Tréhou         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29294           | Le Tréhou         | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29294 NB</b> |                   | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29300           | Le Trévoux        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29300           | Le Trévoux        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29300           | Le Trévoux        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29300           | Le Trévoux        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29300 NB</b> |                   | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29123           | Lennon            | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29123           | Lennon            | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29123           | Lennon            | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29123           | Lennon            | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29123           | Lennon            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29123           | Lennon            | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29123 NB</b> |                   | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29124           | Lesneven          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29124           | Lesneven          | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/94 | 31/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29124           | Lesneven          | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29124           | Lesneven          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29124           | Lesneven          | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29124           | Lesneven          | Inondations et coulées de boue                             | 26/08/11 | 26/08/11 | 12/12/11 | 15/12/11 |
| 29124           | Lesneven          | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/12 | 05/07/12 | 30/11/12 | 06/12/12 |
| 29124           | Lesneven          | Inondations et coulées de boue                             | 12/08/15 | 13/08/15 | 28/10/15 | 29/10/15 |
| <b>29124 NB</b> |                   | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29125           | Leuhan            | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29125           | Leuhan            | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29125           | Leuhan            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29125           | Leuhan            | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29125           | Leuhan            | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29125 NB</b> |                   | <b>5</b>   |          |          |          |          |

## Feuille1

|                 |                   |  |          |          |          |          |
|-----------------|-------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29126           | Loc-Brévalaire    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29126           | Loc-Brévalaire    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 03/05/95 | 07/05/95 |
| 29126           | Loc-Brévalaire    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29126 NB</b> |                   | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29128           | Loc-Eguiner       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29128           | Loc-Eguiner       | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29128           | Loc-Eguiner       | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29128           | Loc-Eguiner       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29128           | Loc-Eguiner       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29128           | Loc-Eguiner       | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29128           | Loc-Eguiner       | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29128 NB</b> |                   | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29129           | Locmaria-Berrien  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29129           | Locmaria-Berrien  | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29129           | Locmaria-Berrien  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29129           | Locmaria-Berrien  | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29129           | Locmaria-Berrien  | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29129 NB</b> |                   | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29130           | Locmaria-Plouzané | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29130           | Locmaria-Plouzané | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29130           | Locmaria-Plouzané | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29130           | Locmaria-Plouzané | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 05/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29130           | Locmaria-Plouzané | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 28/07/14 | 06/08/14 |
| <b>29130 NB</b> |                   | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29131           | Locmélard         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29131           | Locmélard         | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29131           | Locmélard         | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29131           | Locmélard         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29131           | Locmélard         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29131           | Locmélard         | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29131 NB</b> |                   | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29132           | Locquéololé       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29132           | Locquéololé       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29132           | Locquéololé       | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/18 | 03/06/18 | 26/06/18 | 05/07/18 |
| <b>29132 NB</b> |                   | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29133           | Locquirec         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29133           | Locquirec         | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29133           | Locquirec         | Inondations et coulées de boue                             | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29133           | Locquirec         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29133           | Locquirec         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29133           | Locquirec         | Inondations et coulées de boue                             | 07/02/01 | 07/02/01 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| 29133           | Locquirec         | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29133 NB</b> |                   | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29134           | Locronan          | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29134           | Locronan          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29134           | Locronan          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29134           | Locronan          | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29134 NB</b> |                   | <b>4</b>   |          |          |          |          |

## Feuille1

|                 |                 |  |          |          |          |          |
|-----------------|-----------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29135           | Loctudy         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29135           | Loctudy         | Inondations et coulées de boue                             | 06/08/95 | 06/08/95 | 24/10/95 | 31/10/95 |
| 29135           | Loctudy         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29135           | Loctudy         | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29135           | Loctudy         | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 05/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29135 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29136           | Locunolé        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29136           | Locunolé        | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29136           | Locunolé        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29136           | Locunolé        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29136           | Locunolé        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29136           | Locunolé        | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29136 NB</b> |                 | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29137           | Logonna-Daoulas | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29137           | Logonna-Daoulas | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29137 NB</b> |                 | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29139           | Lopérec         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29139           | Lopérec         | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29139           | Lopérec         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29139           | Lopérec         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29139           | Lopérec         | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29139           | Lopérec         | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/18 | 09/06/18 | 23/07/18 | 15/08/18 |
| <b>29139 NB</b> |                 | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29140           | Loperhet        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29140           | Loperhet        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29140           | Loperhet        | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29140           | Loperhet        | Inondations et coulées de boue                             | 25/10/99 | 25/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29140           | Loperhet        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29140           | Loperhet        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29140           | Loperhet        | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29140           | Loperhet        | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| <b>29140 NB</b> |                 | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29141           | Loqueffret      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29141           | Loqueffret      | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29141           | Loqueffret      | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29141           | Loqueffret      | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29141           | Loqueffret      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29141           | Loqueffret      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29141 NB</b> |                 | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29142           | Lothey          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29142           | Lothey          | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29142           | Lothey          | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29142           | Lothey          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29142           | Lothey          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29142           | Lothey          | Inondations et coulées de boue                             | 13/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29142           | Lothey          | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29142 NB</b> |                 | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29143           | Mahalon         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29143           | Mahalon         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29143           | Mahalon         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29143 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29146           | Melgven         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |

## Feuille1

|                 |                    |  |          |          |          |          |
|-----------------|--------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29146           | Melgven            | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29146           | Melgven            | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29146           | Melgven            | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29146           | Melgven            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29146           | Melgven            | Inondations et coulées de boue                             | 10/02/14 | 12/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| <b>29146 NB</b> |                    | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29147           | Mellac             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29147           | Mellac             | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29147           | Mellac             | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29147 NB</b> |                    | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29148           | Mespaul            | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29148           | Mespaul            | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29148           | Mespaul            | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29148           | Mespaul            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29148 NB</b> |                    | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29076           | Milizac-Guipronvel | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29076           | Milizac-Guipronvel | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29076 NB</b> |                    | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29150           | Moëlan-sur-Mer     | Inondations et coulées de boue                             | 08/12/82 | 31/12/82 | 04/02/83 | 06/02/83 |
| 29150           | Moëlan-sur-Mer     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29150           | Moëlan-sur-Mer     | Inondations et coulées de boue                             | 02/02/88 | 15/02/88 | 02/08/88 | 13/08/88 |
| 29150           | Moëlan-sur-Mer     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29150           | Moëlan-sur-Mer     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29150           | Moëlan-sur-Mer     | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29150 NB</b> |                    | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29151           | Morlaix            | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29151           | Morlaix            | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29151           | Morlaix            | Glissement de terrain                                      | 14/02/90 | 14/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 28/02/10 | 28/02/10 | 10/05/10 | 13/05/10 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 28/09/13 | 28/09/13 | 21/01/14 | 24/01/14 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 01/01/14 | 02/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29151           | Morlaix            | Mouvements de terrain                                      | 06/02/14 | 07/02/14 | 29/12/14 | 06/01/15 |
| 29151           | Morlaix            | Mouvements de terrain                                      | 04/01/16 | 13/01/16 | 28/06/16 | 20/07/16 |
| 29151           | Morlaix            | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/18 | 03/06/18 | 26/06/18 | 05/07/18 |
| <b>29151 NB</b> |                    | <b>16</b>  |          |          |          |          |
| 29152           | Motreff            | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29152           | Motreff            | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29152           | Motreff            | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29152           | Motreff            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29152           | Motreff            | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29152           | Motreff            | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29152 NB</b> |                    | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29153           | Névez              | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29153           | Névez              | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29153           | Névez              | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |

## Feuille1

|                 |                |  |          |          |          |          |
|-----------------|----------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29153           | Névez          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29153           | Névez          | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29153           | Névez          | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 04/02/14 | 06/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| 29153           | Névez          | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 08/02/14 | 09/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29153 NB</b> |                | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29155           | Ouessant       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29155           | Ouessant       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29155           | Ouessant       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29155           | Ouessant       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| 29155           | Ouessant       | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29155 NB</b> |                | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29156           | Pencran        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29156           | Pencran        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29156           | Pencran        | Inondations et coulées de boue                             | 05/06/98 | 05/06/98 | 18/09/98 | 03/10/98 |
| 29156           | Pencran        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29156           | Pencran        | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| 29156           | Pencran        | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| <b>29156 NB</b> |                | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29158           | Penmarch       | Inondations, coulées de boue et glissements de terrain     | 22/11/84 | 24/11/84 | 11/01/85 | 26/01/85 |
| 29158           | Penmarch       | Chocs mécaniques liés à l'action des vagues                | 22/11/84 | 24/11/84 | 14/03/85 | 29/03/85 |
| 29158           | Penmarch       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29158           | Penmarch       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29158           | Penmarch       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29158           | Penmarch       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29158           | Penmarch       | Chocs mécaniques liés à l'action des vagues                | 10/03/08 | 11/03/08 | 18/04/08 | 23/04/08 |
| 29158           | Penmarch       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 06/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29158           | Penmarch       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 04/02/14 | 07/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29158 NB</b> |                | <b>9</b>   |          |          |          |          |
| 29159           | Peumerit       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29159           | Peumerit       | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 07/12/90 | 19/12/90 |
| 29159           | Peumerit       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29159           | Peumerit       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29159 NB</b> |                | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29160           | Plabennec      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29160           | Plabennec      | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29160           | Plabennec      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29160           | Plabennec      | Inondations et coulées de boue                             | 24/10/11 | 24/10/11 | 30/01/12 | 02/02/12 |
| <b>29160 NB</b> |                | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29161           | Pleuven        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29161           | Pleuven        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29161 NB</b> |                | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29162           | Pleyben        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations et coulées de boue                             | 21/05/89 | 21/05/89 | 18/08/89 | 06/09/89 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations et coulées de boue                             | 27/04/07 | 27/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 29162           | Pleyben        | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29162 NB</b> |                | <b>9</b>   |          |          |          |          |
| 29163           | Pleyber-Christ | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29163           | Pleyber-Christ | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |

## Feuille1

|                 |                         |  |          |          |          |          |
|-----------------|-------------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29163           | Pleyber-Christ          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29163           | Pleyber-Christ          | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29163           | Pleyber-Christ          | Inondations par remontées de nappe phréatique              | 23/12/13 | 07/01/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29163           | Pleyber-Christ          | Inondations et coulées de boue                             | 31/12/13 | 02/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29163           | Pleyber-Christ          | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/18 | 03/06/18 | 26/06/18 | 05/07/18 |
| <b>29163 NB</b> |                         | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29165           | Plobannaec-Lesconil     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29165           | Plobannaec-Lesconil     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29165 NB</b> |                         | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29166           | Ploéven                 | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29166           | Ploéven                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29166           | Ploéven                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29166 NB</b> |                         | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29167           | Plogastel-Saint-Germain | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29167           | Plogastel-Saint-Germain | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 07/12/90 | 19/12/90 |
| 29167           | Plogastel-Saint-Germain | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29167           | Plogastel-Saint-Germain | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29167 NB</b> |                         | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29168           | Plogoff                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29168           | Plogoff                 | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29168           | Plogoff                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29168           | Plogoff                 | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29168 NB</b> |                         | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29169           | Plogonnec               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29169           | Plogonnec               | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29169           | Plogonnec               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29169           | Plogonnec               | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| <b>29169 NB</b> |                         | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29170           | Plomelin                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29170           | Plomelin                | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29170           | Plomelin                | Inondations et coulées de boue                             | 22/05/90 | 22/05/90 | 04/12/90 | 15/12/90 |
| 29170           | Plomelin                | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29170           | Plomelin                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29170           | Plomelin                | Inondations et coulées de boue                             | 01/08/02 | 01/08/02 | 29/10/02 | 10/11/02 |
| <b>29170 NB</b> |                         | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29171           | Plomeur                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29171           | Plomeur                 | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29171           | Plomeur                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29171 NB</b> |                         | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29172           | Plomodiern              | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29172           | Plomodiern              | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29172           | Plomodiern              | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29172           | Plomodiern              | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29172           | Plomodiern              | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29172           | Plomodiern              | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29172           | Plomodiern              | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 04/01/14 | 04/01/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29172 NB</b> |                         | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29173           | Plonéis                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29173           | Plonéis                 | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29173           | Plonéis                 | Inondations et coulées de boue                             | 22/05/90 | 22/05/90 | 04/12/90 | 15/12/90 |

## Feuille1

|                 |                  |  |          |          |          |          |
|-----------------|------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29173           | Plonéis          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29173           | Plonéis          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29173 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29174           | Plonéour-Lanvern | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29174           | Plonéour-Lanvern | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29174           | Plonéour-Lanvern | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29174           | Plonéour-Lanvern | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29174           | Plonéour-Lanvern | Inondations et coulées de boue                             | 07/02/14 | 07/02/14 | 23/12/15 | 22/01/16 |
| 29174           | Plonéour-Lanvern | Inondations et coulées de boue                             | 11/02/14 | 12/02/14 | 03/03/15 | 04/03/15 |
| <b>29174 NB</b> |                  | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29175           | Plonévez-du-Faou | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29175           | Plonévez-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29175           | Plonévez-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29175           | Plonévez-du-Faou | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29175           | Plonévez-du-Faou | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29175 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29176           | Plonévez-Porzay  | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29176           | Plonévez-Porzay  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29176           | Plonévez-Porzay  | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29176           | Plonévez-Porzay  | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29176           | Plonévez-Porzay  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29176           | Plonévez-Porzay  | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29176           | Plonévez-Porzay  | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29176 NB</b> |                  | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29177           | Plouarzel        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29177           | Plouarzel        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29177 NB</b> |                  | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29178           | Ploudalmézeau    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29178           | Ploudalmézeau    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29178           | Ploudalmézeau    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29178           | Ploudalmézeau    | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| 29178           | Ploudalmézeau    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| <b>29178 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29179           | Ploudaniel       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29179           | Ploudaniel       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29179 NB</b> |                  | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29180           | Ploudiry         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29180           | Ploudiry         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29180           | Ploudiry         | Inondations et coulées de boue                             | 13/05/08 | 13/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| <b>29180 NB</b> |                  | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29181           | Plouédern        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29181           | Plouédern        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29181           | Plouédern        | Inondations et coulées de boue                             | 25/10/99 | 25/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |



## Feuille1

|                 |                  |  |          |          |          |          |
|-----------------|------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29181           | Plouédern        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29181           | Plouédern        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29181           | Plouédern        | Inondations et coulées de boue                             | 13/05/08 | 13/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| 29181           | Plouédern        | Inondations par remontées de nappe phréatique              | 24/12/13 | 06/02/14 | 02/10/14 | 04/10/14 |
| 29181           | Plouédern        | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29181 NB</b> |                  | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29182           | Plouégat-Guérand | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29182           | Plouégat-Guérand | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29182           | Plouégat-Guérand | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29182           | Plouégat-Guérand | Inondations et coulées de boue                             | 04/07/00 | 04/07/00 | 25/10/00 | 15/11/00 |
| <b>29182 NB</b> |                  | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29183           | Plouégat-Moysan  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29183           | Plouégat-Moysan  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29183 NB</b> |                  | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29184           | Plouéan          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29184           | Plouéan          | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29184           | Plouéan          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29184           | Plouéan          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29184           | Plouéan          | Inondations et coulées de boue                             | 30/04/07 | 30/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 29184           | Plouéan          | Mouvements de terrain                                      | 06/02/14 | 06/02/14 | 02/10/14 | 04/10/14 |
| <b>29184 NB</b> |                  | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29185           | Plouescat        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29185           | Plouescat        | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29185           | Plouescat        | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29185           | Plouescat        | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29185           | Plouescat        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29185           | Plouescat        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29185           | Plouescat        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29185 NB</b> |                  | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29186           | Plouezoc'h       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29186           | Plouezoc'h       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29186           | Plouezoc'h       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29186           | Plouezoc'h       | Inondations et coulées de boue                             | 21/07/07 | 21/07/07 | 05/12/07 | 08/12/07 |
| 29186           | Plouezoc'h       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29186 NB</b> |                  | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29187           | Plougar          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29187           | Plougar          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29187           | Plougar          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29187           | Plougar          | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29187 NB</b> |                  | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29188           | Plougasnou       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29188           | Plougasnou       | Inondations et coulées de boue                             | 27/05/92 | 27/05/92 | 04/02/93 | 27/02/93 |
| 29188           | Plougasnou       | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29188           | Plougasnou       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29188           | Plougasnou       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29188           | Plougasnou       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29188           | Plougasnou       | Inondations et coulées de boue                             | 05/02/14 | 07/02/14 | 07/08/14 | 10/08/14 |
| 29188           | Plougasnou       | Inondations et coulées de boue                             | 26/05/16 | 26/05/16 | 16/09/16 | 20/10/16 |
| <b>29188 NB</b> |                  | <b>8</b>   |          |          |          |          |

## Feuille1

|                 |                    |  |          |          |          |          |
|-----------------|--------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations, coulées de boue et glissements de terrain     | 22/11/84 | 24/11/84 | 11/01/85 | 26/01/85 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Chocs mécaniques liés à l'action des vagues                | 22/11/84 | 24/11/84 | 14/03/85 | 29/03/85 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations et coulées de boue                             | 24/10/11 | 24/10/11 | 11/06/12 | 15/06/12 |
| 29189           | Plougastel-Daoulas | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 22/11/12 | 11/03/13 | 14/03/13 |
| <b>29189 NB</b> | <b>10</b>          |  |          |          |          |          |
| 29190           | Plougonvelin       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29190           | Plougonvelin       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29190           | Plougonvelin       | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29190           | Plougonvelin       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29190           | Plougonvelin       | Mouvements de terrain                                      | 16/12/11 | 16/12/11 | 30/11/12 | 06/12/12 |
| 29190           | Plougonvelin       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 02/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| 29190           | Plougonvelin       | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 08/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| 29190           | Plougonvelin       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 14/02/14 | 14/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| <b>29190 NB</b> | <b>8</b>           |  |          |          |          |          |
| 29191           | Plougonven         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29191           | Plougonven         | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/87 | 31/08/87 | 03/11/87 | 11/11/87 |
| 29191           | Plougonven         | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29191           | Plougonven         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29191           | Plougonven         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29191           | Plougonven         | Inondations et coulées de boue                             | 13/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29191           | Plougonven         | Inondations et coulées de boue                             | 28/02/10 | 28/02/10 | 10/05/10 | 13/05/10 |
| 29191           | Plougonven         | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/18 | 03/06/18 | 09/07/18 | 27/07/18 |
| <b>29191 NB</b> | <b>8</b>           |  |          |          |          |          |
| 29192           | Plougoulm          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29192           | Plougoulm          | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29192           | Plougoulm          | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 05/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29192           | Plougoulm          | Inondations et coulées de boue                             | 27/05/92 | 27/05/92 | 04/02/93 | 27/02/93 |
| 29192           | Plougoulm          | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29192           | Plougoulm          | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29192           | Plougoulm          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29192           | Plougoulm          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29192 NB</b> | <b>8</b>           |  |          |          |          |          |
| 29193           | Plougourvest       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29193           | Plougourvest       | Inondations et coulées de boue                             | 21/05/89 | 21/05/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29193           | Plougourvest       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29193           | Plougourvest       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29193           | Plougourvest       | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29193 NB</b> | <b>5</b>           |  |          |          |          |          |
| 29195           | Plouguerneau       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29195           | Plouguerneau       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29195           | Plouguerneau       | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29195           | Plouguerneau       | Inondations et coulées de boue                             | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |

## Feuille1

|                 |                            |   |          |          |          |          |
|-----------------|----------------------------|---|----------|----------|----------|----------|
| 29195           | Plouguerneau               | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues                              | 31/01/14 | 02/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| 29195           | Plouguerneau               | Inondations par remontées de nappe phréatique   | 06/02/14 | 08/02/14 | 29/12/14 | 06/01/15 |
| <b>29195 NB</b> |                            | <b>6</b>  |          |          |          |          |
| 29196           | Plouguin                   | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29196           | Plouguin                   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                                   | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29196 NB</b> |                            | <b>2</b>  |          |          |          |          |
| 29197           | Plouhinec                  | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29197           | Plouhinec                  | Inondations et coulées de boue  | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29197           | Plouhinec                  | Inondations et coulées de boue  | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29197           | Plouhinec                  | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29197           | Plouhinec                  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                                   | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29197           | Plouhinec                  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues                              | 03/01/14 | 07/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29197 NB</b> |                            | <b>6</b>  |          |          |          |          |
| 29198           | Plouider                   | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29198           | Plouider                   | Inondations et coulées de boue  | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29198           | Plouider                   | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29198           | Plouider                   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                                   | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29198           | Plouider                   | Inondations et coulées de boue  | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29198 NB</b> |                            | <b>5</b>  |          |          |          |          |
| 29199           | Plouigneau                 | Inondations et coulées de boue  | 31/08/87 | 31/08/87 | 03/11/87 | 11/11/87 |
| 29199           | Plouigneau                 | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29199           | Plouigneau                 | Inondations et coulées de boue  | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29199           | Plouigneau                 | Inondations et coulées de boue  | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29199           | Plouigneau                 | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95 | 31/01/95 | 03/05/95 | 07/05/95 |
| 29199           | Plouigneau                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                                   | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29199           | Plouigneau                 | Inondations et coulées de boue  | 23/12/13 | 25/12/13 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29199 NB</b> |                            | <b>7</b>  |          |          |          |          |
| 29201           | Ploumoguier                | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29201           | Ploumoguier                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                                   | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29201           | Ploumoguier                | Inondations et coulées de boue  | 06/02/14 | 07/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| 29201           | Ploumoguier                | Inondations et coulées de boue  | 12/08/15 | 13/08/15 | 28/10/15 | 29/10/15 |
| <b>29201 NB</b> |                            | <b>4</b>  |          |          |          |          |
| 29202           | Plounéour-Ménez            | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29202           | Plounéour-Ménez            | Inondations et coulées de boue  | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29202           | Plounéour-Ménez            | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                                   | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29202           | Plounéour-Ménez            | Inondations et coulées de boue  | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29202           | Plounéour-Ménez            | Mouvements de terrain   | 14/02/16 | 14/02/16 | 16/09/16 | 20/10/16 |
| <b>29202 NB</b> |                            | <b>5</b>  |          |          |          |          |
| 29021           | Plounéour-Brignogan-Plages | Tempête (Brignogan et Plounéour Trez)   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29021           | Plounéour-Brignogan-Plages | Inondations et coulées de boue (Brignogan)  | 17/01/95 | 31/01/95 | 28/09/95 | 15/10/95 |
| 29021           | Plounéour-Brignogan-Plages | Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'action des vagues (Brignogan) | 19/02/96 | 20/02/96 | 17/07/96 | 04/09/96 |
| 29021           | Plounéour-Brignogan-Plages | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain (Brignogan et Plounéour Trez)     | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29021           | Plounéour-Brignogan-Plages | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues (Brignogan)                  | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |

## Feuille1

|                 |                            |  |          |          |          |          |
|-----------------|----------------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29021           | Plounéour-Brignogan-Plages | Inondations par remontées de nappe phréatique (Plounéour-Trez)         | 04/01/14 | 06/01/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29021           | Plounéour-Brignogan-Plages | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues (Brignogan) | 01/02/14 | 05/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29021 NB</b> |                            | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29204           | Plounéventer               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29204           | Plounéventer               | Inondations et coulées de boue   | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29204           | Plounéventer               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                  | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29204           | Plounéventer               | Inondations et coulées de boue   | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29204           | Plounéventer               | Inondations et coulées de boue   | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29204 NB</b> |                            | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Inondations et coulées de boue   | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Inondations et coulées de boue   | 27/05/92 | 27/05/92 | 04/02/93 | 27/02/93 |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Inondations et coulées de boue   | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Inondations et coulées de boue   | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Inondations et coulées de boue   | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'acti         | 19/02/96 | 20/02/96 | 17/07/96 | 04/09/96 |
| 29206           | Plounévez-Lochrist         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                  | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29206 NB</b> |                            | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29205           | Plounévélzel               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29205           | Plounévélzel               | Inondations et coulées de boue   | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29205           | Plounévélzel               | Inondations et coulées de boue   | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29205           | Plounévélzel               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                  | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29205           | Plounévélzel               | Inondations et coulées de boue   | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29205           | Plounévélzel               | Inondations et coulées de boue   | 04/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| <b>29205 NB</b> |                            | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29208           | Plourin                    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29208           | Plourin                    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                  | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29208 NB</b> |                            | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29207           | Plourin-lès-Morlaix        | Poids de la neige - chutes de neige                                    | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29207           | Plourin-lès-Morlaix        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29207           | Plourin-lès-Morlaix        | Inondations et coulées de boue   | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29207           | Plourin-lès-Morlaix        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                  | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29207           | Plourin-lès-Morlaix        | Inondations et coulées de boue   | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29207           | Plourin-lès-Morlaix        | Inondations et coulées de boue   | 23/12/13 | 24/12/13 | 28/07/14 | 06/08/14 |
| 29207           | Plourin-lès-Morlaix        | Inondations et coulées de boue   | 03/06/18 | 03/06/18 | 09/07/18 | 27/07/18 |
| <b>29207 NB</b> |                            | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29209           | Plouvien                   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29209           | Plouvien                   | Inondations et coulées de boue   | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29209           | Plouvien                   | Inondations et coulées de boue   | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |
| 29209           | Plouvien                   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain                  | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29209           | Plouvien                   | Inondations et coulées de boue   | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29209           | Plouvien                   | Inondations et coulées de boue   | 06/02/14 | 07/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |

## Feuille1

|                 |            |  |          |          |          |          |  |
|-----------------|------------|--|----------|----------|----------|----------|--|
| <b>29209 NB</b> |            | <b>6</b>   |          |          |          |          |  |
| 29210           | Plouvorn   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29210           | Plouvorn   | Inondations et coulées de boue                             | 21/05/89 | 21/05/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |  |
| 29210           | Plouvorn   | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |  |
| 29210           | Plouvorn   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29210           | Plouvorn   | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/99 | 05/07/99 | 29/09/99 | 20/10/99 |  |
| 29210           | Plouvorn   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| <b>29210 NB</b> |            | <b>6</b>   |          |          |          |          |  |
| 29211           | Plouyé     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29211           | Plouyé     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29211           | Plouyé     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| <b>29211 NB</b> |            | <b>3</b>   |          |          |          |          |  |
| 29212           | Plouzané   | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |  |
| 29212           | Plouzané   | Inondations et coulées de boue                             | 23/08/87 | 23/08/87 | 03/11/87 | 11/11/87 |  |
| 29212           | Plouzané   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29212           | Plouzané   | Inondations et coulées de boue                             | 11/09/89 | 11/09/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |  |
| 29212           | Plouzané   | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |  |
| 29212           | Plouzané   | Inondations et coulées de boue                             | 07/08/97 | 07/08/97 | 26/05/98 | 11/06/98 |  |
| 29212           | Plouzané   | Inondations et coulées de boue                             | 22/09/99 | 22/09/99 | 29/11/99 | 04/12/99 |  |
| 29212           | Plouzané   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29212           | Plouzané   | Inondations et coulées de boue                             | 24/10/11 | 24/10/11 | 30/01/12 | 02/02/12 |  |
| <b>29212 NB</b> |            | <b>9</b>   |          |          |          |          |  |
| 29213           | Plouzévéde | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29213           | Plouzévéde | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29213           | Plouzévéde | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| <b>29213 NB</b> |            | <b>3</b>   |          |          |          |          |  |
| 29214           | Plovan     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29214           | Plovan     | Inondations et coulées de boue                             | 06/08/95 | 06/08/95 | 24/10/95 | 31/10/95 |  |
| 29214           | Plovan     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29214           | Plovan     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 04/02/14 | 05/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |  |
| <b>29214 NB</b> |            | <b>4</b>   |          |          |          |          |  |
| 29215           | Plozévet   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29215           | Plozévet   | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |  |
| 29215           | Plozévet   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29215           | Plozévet   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| <b>29215 NB</b> |            | <b>4</b>   |          |          |          |          |  |
| 29216           | Pluguffan  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29216           | Pluguffan  | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |  |
| 29216           | Pluguffan  | Inondations et coulées de boue                             | 22/05/90 | 22/05/90 | 04/12/90 | 15/12/90 |  |
| 29216           | Pluguffan  | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29216           | Pluguffan  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| <b>29216 NB</b> |            | <b>5</b>   |          |          |          |          |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et coulées de boue                             | 11/02/88 | 12/02/88 | 22/06/88 | 30/06/88 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 05/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 15/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et coulées de boue                             | 01/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |  |
| 29217           | Pont-Aven  | Inondations et coulées de boue                             | 10/02/14 | 12/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |  |
| <b>29217 NB</b> |            | <b>10</b>  |          |          |          |          |  |

## Feuille1

|                 |                           |  |          |          |          |          |
|-----------------|---------------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29218           | Pont-Croix                | Inondations, coulées de boue et glissements de terrain     | 22/11/84 | 24/11/84 | 11/01/85 | 26/01/85 |
| 29218           | Pont-Croix                | Chocs mécaniques liés à l'action des vagues                | 22/11/84 | 24/11/84 | 14/03/85 | 29/03/85 |
| 29218           | Pont-Croix                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29218           | Pont-Croix                | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29218           | Pont-Croix                | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29218           | Pont-Croix                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29218           | Pont-Croix                | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| 29218           | Pont-Croix                | Inondations et coulées de boue                             | 07/10/01 | 07/10/01 | 27/02/02 | 16/03/02 |
| 29218           | Pont-Croix                | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 11/06/08 | 14/06/08 |
| <b>29218 NB</b> |                           | <b>9</b>   |          |          |          |          |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Inondations et coulées de boue                             | 04/10/87 | 04/10/87 | 02/12/87 | 16/01/88 |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29302           | Pont-de-Buis-lès-Quimerch | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29302 NB</b> |                           | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29220           | Pont-l'Abbé               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29220           | Pont-l'Abbé               | Inondations et coulées de boue                             | 06/08/95 | 06/08/95 | 24/10/95 | 31/10/95 |
| 29220           | Pont-l'Abbé               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29220 NB</b> |                           | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29221           | Porspoder                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29221           | Porspoder                 | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29221           | Porspoder                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29221           | Porspoder                 | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 08/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| 29221           | Porspoder                 | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/02/14 | 03/02/14 | 02/10/14 | 04/10/14 |
| 29221           | Porspoder                 | Inondations et coulées de boue                             | 12/08/15 | 13/08/15 | 23/12/15 | 22/01/16 |
| <b>29221 NB</b> |                           | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29222           | Port-Launay               | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29222           | Port-Launay               | Inondations et coulées de boue                             | 04/10/87 | 04/10/87 | 02/12/87 | 16/01/88 |
| 29222           | Port-Launay               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29222           | Port-Launay               | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29222           | Port-Launay               | Effondrement de terrain                                    | 04/04/94 | 05/04/94 | 06/06/94 | 25/06/94 |
| 29222           | Port-Launay               | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29222           | Port-Launay               | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29222           | Port-Launay               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29222           | Port-Launay               | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 15/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29222           | Port-Launay               | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29222 NB</b> |                           | <b>10</b>  |          |          |          |          |
| 29224           | Pouldergat                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29224           | Pouldergat                | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29224           | Pouldergat                | Inondations et coulées de boue                             | 22/05/90 | 22/05/90 | 25/01/91 | 07/02/91 |
| 29224           | Pouldergat                | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29224           | Pouldergat                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29224 NB</b> |                           | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29225           | Pouldreuzic               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29225           | Pouldreuzic               | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |

## Feuille1

|                 |                 |  |          |          |          |          |
|-----------------|-----------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29225           | Pouldreuzic     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29225           | Pouldreuzic     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 28/02/10 | 28/02/10 | 10/05/10 | 13/05/10 |
| 29225           | Pouldreuzic     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 03/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29225 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29226           | Poullan-sur-Mer | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29226           | Poullan-sur-Mer | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29226           | Poullan-sur-Mer | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29226 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29227           | Poullaouen      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29227           | Poullaouen      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29227           | Poullaouen      | Inondations et coulées de boue                             | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29227           | Poullaouen      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29227           | Poullaouen      | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29227           | Poullaouen      | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29227           | Poullaouen      | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29227 NB</b> |                 | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29228           | Primelin        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29228           | Primelin        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29228           | Primelin        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29228 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29229           | Quéménéven      | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29229           | Quéménéven      | Inondations et coulées de boue                             | 04/10/87 | 04/10/87 | 02/12/87 | 16/01/88 |
| 29229           | Quéménéven      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29229           | Quéménéven      | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29229           | Quéménéven      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29229           | Quéménéven      | Inondations et coulées de boue                             | 06/09/95 | 07/09/95 | 08/01/96 | 28/01/96 |
| 29229           | Quéménéven      | Inondations et coulées de boue                             | 23/10/99 | 24/10/99 | 07/02/00 | 26/02/00 |
| 29229           | Quéménéven      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29229           | Quéménéven      | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29229 NB</b> |                 | <b>9</b>   |          |          |          |          |
| 29230           | Querrien        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29230           | Querrien        | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29230           | Querrien        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29230           | Querrien        | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29230           | Querrien        | Inondations et coulées de boue                             | 07/06/13 | 07/06/13 | 10/09/13 | 13/09/13 |
| 29230           | Querrien        | Inondations et coulées de boue                             | 29/05/18 | 29/05/18 | 26/06/18 | 05/07/18 |
| <b>29230 NB</b> |                 | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29232           | Quimper         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 22/05/90 | 22/05/90 | 04/12/90 | 15/12/90 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 06/08/95 | 06/08/95 | 24/10/95 | 31/10/95 |
| 29232           | Quimper         | Eboulement, glissement et affaissement de terrain          | 17/01/95 | 31/01/95 | 03/04/96 | 17/04/96 |
| 29232           | Quimper         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 15/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 01/01/01 | 06/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 06/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 24/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29232           | Quimper         | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 08/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| <b>29232 NB</b> |                 | <b>14</b>  |          |          |          |          |
| 29233           | Quimperlé       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |

## Feuille1

|                 |                |  |          |          |          |          |
|-----------------|----------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 02/02/88 | 15/02/88 | 02/08/88 | 13/08/88 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 18/05/88 | 18/05/88 | 02/08/88 | 13/08/88 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 11/01/93 | 13/01/93 | 23/06/93 | 08/07/93 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 31/12/00 | 07/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 20/01/03 | 21/01/03 | 30/04/03 | 22/05/03 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 28/02/10 | 28/02/10 | 10/05/10 | 13/05/10 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 15/12/11 | 16/12/11 | 18/10/12 | 21/10/12 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| 29233           | Quimperlé      | Inondations et coulées de boue                                 | 06/02/14 | 08/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| <b>29233 NB</b> | <b>15</b>      |  |          |          |          |          |
| 29234           | Rédené         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29234           | Rédené         | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29234           | Rédené         | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29234           | Rédené         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29234           | Rédené         | Inondations et coulées de boue                                 | 01/01/14 | 03/01/14 | 27/02/14 | 01/03/14 |
| <b>29234 NB</b> | <b>5</b>       |  |          |          |          |          |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Inondations et coulées de boue                                 | 02/02/88 | 15/02/88 | 02/08/88 | 13/08/88 |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Inondations et coulées de boue                                 | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 09/03/08 | 10/03/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| 29236           | Riec-sur-Bélon | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 03/01/14 | 04/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29236 NB</b> | <b>8</b>       |  |          |          |          |          |
| 29238           | Roscanvel      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29238           | Roscanvel      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29238 NB</b> | <b>2</b>       |  |          |          |          |          |
| 29239           | Roscoff        | Inondations et coulées de boue                                 | 03/06/85 | 03/06/85 | 15/07/85 | 27/07/85 |
| 29239           | Roscoff        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29239           | Roscoff        | Inondations et coulées de boue                                 | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29239           | Roscoff        | Inondations et coulées de boue                                 | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29239           | Roscoff        | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29239           | Roscoff        | Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'acti | 19/02/96 | 20/02/96 | 17/07/96 | 04/09/96 |
| 29239           | Roscoff        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29239           | Roscoff        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29239 NB</b> | <b>8</b>       |  |          |          |          |          |
| 29240           | Rosnoën        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29240           | Rosnoën        | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29240           | Rosnoën        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29240           | Rosnoën        | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29240           | Rosnoën        | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29240 NB</b> | <b>5</b>       |  |          |          |          |          |
| 29241           | Rosporden      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29241           | Rosporden      | Inondations et coulées de boue                                 | 04/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29241           | Rosporden      | Inondations et coulées de boue                                 | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29241           | Rosporden      | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29241           | Rosporden      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |



## Feuille1

|                 |               |   |          |          |          |          |
|-----------------|---------------|---|----------|----------|----------|----------|
| 29241           | Rosporden     | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29241           | Rosporden     | Inondations et coulées de boue                        | 01/01/01 | 06/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29241           | Rosporden     | Inondations et coulées de boue                        | 23/12/13 | 24/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| 29241           | Rosporden     | Inondations et coulées de boue                        | 10/02/14 | 12/02/14 | 07/08/14 | 10/08/14 |
| <b>29241 NB</b> |               | <b>9</b>  |          |          |          |          |
| 29243           | Saint-Coulitz | Poids de la neige - chutes de neige                   | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Inondations et coulées de boue                        | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Inondations et coulées de boue                        | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| 29243           | Saint-Coulitz | Inondations et coulées de boue                        | 23/12/13 | 25/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29243 NB</b> |               | <b>9</b>  |          |          |          |          |
| 29244           | Saint-Derrien | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29244           | Saint-Derrien | Inondations et coulées de boue                        | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29244           | Saint-Derrien | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29244           | Saint-Derrien | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29244           | Saint-Derrien | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29244           | Saint-Derrien | Inondations et coulées de boue                        | 31/08/08 | 31/08/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29244           | Saint-Derrien | Inondations et coulées de boue                        | 06/02/14 | 07/02/14 | 22/04/14 | 26/04/14 |
| <b>29244 NB</b> |               | <b>7</b>  |          |          |          |          |
| 29245           | Saint-Divy    | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29245           | Saint-Divy    | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29245           | Saint-Divy    | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29245           | Saint-Divy    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29245 NB</b> |               | <b>4</b>  |          |          |          |          |
| 29246           | Saint-Eloy    | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29246           | Saint-Eloy    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29246 NB</b> |               | <b>2</b>  |          |          |          |          |
| 29247           | Saint-Évarzec | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29247           | Saint-Évarzec | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 21/02/95 | 24/02/95 |
| 29247           | Saint-Évarzec | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29247 NB</b> |               | <b>3</b>  |          |          |          |          |
| 29248           | Saint-Frégant | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29248           | Saint-Frégant | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29248           | Saint-Frégant | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29248           | Saint-Frégant | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29248 NB</b> |               | <b>4</b>  |          |          |          |          |
| 29249           | Saint-Goazec  | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29249           | Saint-Goazec  | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29249           | Saint-Goazec  | Inondations et coulées de boue                        | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29249           | Saint-Goazec  | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29249           | Saint-Goazec  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29249           | Saint-Goazec  | Inondations et coulées de boue                        | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29249           | Saint-Goazec  | Inondations et coulées de boue                        | 04/01/01 | 06/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29249           | Saint-Goazec  | Inondations et coulées de boue                        | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29249 NB</b> |               | <b>8</b>  |          |          |          |          |
| 29250           | Saint-Hernin  | Tempête   | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29250           | Saint-Hernin  | Inondations et coulées de boue                        | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29250           | Saint-Hernin  | Inondations et coulées de boue                        | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29250           | Saint-Hernin  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |

## Feuille1

|                 |                        |  |          |          |          |          |
|-----------------|------------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29250           | Saint-Hernin           | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29250           | Saint-Hernin           | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29250           | Saint-Hernin           | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 29/12/14 | 06/01/15 |
| <b>29250 NB</b> |                        | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29251           | Saint-Jean-du-Doigt    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29251           | Saint-Jean-du-Doigt    | Inondations et coulées de boue                             | 27/05/92 | 27/05/92 | 04/02/93 | 27/02/93 |
| 29251           | Saint-Jean-du-Doigt    | Inondations et coulées de boue                             | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29251           | Saint-Jean-du-Doigt    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29251           | Saint-Jean-du-Doigt    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29251           | Saint-Jean-du-Doigt    | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29251           | Saint-Jean-du-Doigt    | Inondations et coulées de boue                             | 26/05/16 | 26/05/16 | 16/09/16 | 20/10/16 |
| <b>29251 NB</b> |                        | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29252           | Saint-Jean-Trolimon    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29252           | Saint-Jean-Trolimon    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29252 NB</b> |                        | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 30/04/07 | 30/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 13/05/08 | 13/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 16/05/08 | 16/05/08 | 05/12/08 | 10/12/08 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 25/05/08 | 25/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 28/09/13 | 28/09/13 | 21/01/14 | 24/01/14 |
| 29254           | Saint-Martindes-Champs | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/18 | 03/06/18 | 09/07/18 | 27/07/18 |
| <b>29254 NB</b> |                        | <b>12</b>  |          |          |          |          |
| 29255           | Saint-Méen             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29255           | Saint-Méen             | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29255 NB</b> |                        | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29256           | Saint-Nic              | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29256           | Saint-Nic              | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29256           | Saint-Nic              | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29256           | Saint-Nic              | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29256           | Saint-Nic              | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29256           | Saint-Nic              | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29256           | Saint-Nic              | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29256 NB</b> |                        | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29257           | Saint-Pabu             | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29257           | Saint-Pabu             | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |

## Feuille1

|                 |                             |  |          |          |          |          |
|-----------------|-----------------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29257           | Saint-Pabu                  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29257           | Saint-Pabu                  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29257           | Saint-Pabu                  | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 03/01/14 | 07/01/14 | 27/02/14 | 01/03/14 |
| 29257           | Saint-Pabu                  | Inondations et coulées de boue                                 | 06/02/14 | 07/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| 29257           | Saint-Pabu                  | Inondations et coulées de boue                                 | 12/08/15 | 13/08/15 | 23/12/15 | 22/01/16 |
| <b>29257 NB</b> |                             | <b>Z</b>   |          |          |          |          |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Inondations et coulées de boue                                 | 03/06/85 | 03/06/85 | 15/07/85 | 27/07/85 |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Inondations et coulées de boue                                 | 05/07/91 | 05/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Inondations et coulées de boue                                 | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Inondations et coulées de boue                                 | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'acti | 19/02/96 | 20/02/96 | 17/07/96 | 04/09/96 |
| 29259           | Saint-Pol-de-Léon           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29259 NB</b> |                             | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29260           | Saint-Renan                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29260           | Saint-Renan                 | Inondations et coulées de boue                                 | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29260           | Saint-Renan                 | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 03/05/95 | 07/05/95 |
| 29260           | Saint-Renan                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29260           | Saint-Renan                 | Inondations et coulées de boue                                 | 13/05/08 | 13/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| <b>29260 NB</b> |                             | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29261           | Saint-Rivoal                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29261           | Saint-Rivoal                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29261 NB</b> |                             | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29262           | Saint-Sauveur               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29262           | Saint-Sauveur               | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29262           | Saint-Sauveur               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29262 NB</b> |                             | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29263           | Saint-Ségal                 | Poids de la neige - chutes de neige                            | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29263           | Saint-Ségal                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29263           | Saint-Ségal                 | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29263           | Saint-Ségal                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29263 NB</b> |                             | <b>4</b>   |          |          |          |          |
| 29264           | Saint-Servais               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29264           | Saint-Servais               | Inondations et coulées de boue                                 | 05/06/98 | 05/06/98 | 18/09/98 | 03/10/98 |
| 29264           | Saint-Servais               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29264 NB</b> |                             | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29266           | Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29266           | Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner | Inondations et coulées de boue                                 | 21/05/89 | 21/05/89 | 05/12/89 | 13/12/89 |
| 29266           | Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29266           | Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner | Inondations et coulées de boue                                 | 17/10/90 | 17/10/90 | 28/03/91 | 17/04/91 |
| 29266           | Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |

## Feuille1

|                 |                             |  |          |          |          |          |
|-----------------|-----------------------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29266           | Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29266 NB</b> | <b>6</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29267           | Saint-Thois                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29267           | Saint-Thois                 | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29267           | Saint-Thois                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29267           | Saint-Thois                 | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29267 NB</b> | <b>4</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29268           | Saint-Thonan                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29268           | Saint-Thonan                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29268 NB</b> | <b>2</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29269           | Saint-Thurien               | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29269           | Saint-Thurien               | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29269           | Saint-Thurien               | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29269           | Saint-Thurien               | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29269           | Saint-Thurien               | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29269 NB</b> | <b>5</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29270           | Saint-Urbain                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29270           | Saint-Urbain                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29270           | Saint-Urbain                | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29270           | Saint-Urbain                | Inondations et coulées de boue                             | 30/04/07 | 30/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 29270           | Saint-Urbain                | Inondations et coulées de boue                             | 29/04/12 | 30/04/12 | 06/11/12 | 09/11/12 |
| 29270           | Saint-Urbain                | Inondations et coulées de boue                             | 22/11/12 | 23/11/12 | 18/04/13 | 25/04/13 |
| <b>29270 NB</b> | <b>6</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29271           | Saint-Vougay                | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29271           | Saint-Vougay                | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29271           | Saint-Vougay                | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29271           | Saint-Vougay                | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29271           | Saint-Vougay                | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 08/02/14 | 28/07/14 | 06/08/14 |
| <b>29271 NB</b> | <b>5</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29272           | Saint-Yvi                   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29272           | Saint-Yvi                   | Inondations et coulées de boue                             | 05/07/91 | 06/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29272           | Saint-Yvi                   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29272           | Saint-Yvi                   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29272           | Saint-Yvi                   | Inondations et coulées de boue                             | 10/02/14 | 12/02/14 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| <b>29272 NB</b> | <b>5</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29265           | Sainte-Sève                 | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29265           | Sainte-Sève                 | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29265           | Sainte-Sève                 | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29265           | Sainte-Sève                 | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29265           | Sainte-Sève                 | Inondations et coulées de boue                             | 30/04/07 | 30/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 292565          | Sainte-Sève                 | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/18 | 03/06/18 | 26/06/18 | 05/07/18 |
| <b>29265 NB</b> | <b>6</b>                    |  |          |          |          |          |
| 29273           | Santec                      | Inondations et coulées de boue                             | 03/06/85 | 03/06/85 | 15/07/85 | 27/07/85 |
| 29273           | Santec                      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29273           | Santec                      | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29273           | Santec                      | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29273           | Santec                      | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29273           | Santec                      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29273           | Santec                      | Inondations et coulées de boue                             | 08/02/01 | 09/02/01 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| 29273           | Santec                      | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29273           | Santec                      | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 07/02/14 | 28/07/14 | 06/08/14 |
| <b>29273 NB</b> | <b>9</b>                    |  |          |          |          |          |

## Feuille1

|                 |                 |  |          |          |          |          |
|-----------------|-----------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29274           | Scaër           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 09/08/94 | 09/08/94 | 15/11/94 | 24/11/94 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 06/08/95 | 06/08/95 | 24/10/95 | 31/10/95 |
| 29274           | Scaër           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 11/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 01/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 02/05/11 | 02/05/11 | 15/07/11 | 21/07/11 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 06/06/13 | 06/06/13 | 29/07/13 | 02/08/13 |
| 29274           | Scaër           | Inondations et coulées de boue                                 | 23/12/13 | 25/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29274 NB</b> |                 | <b>12</b>  |          |          |          |          |
| 29275           | Scrignac        | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29275           | Scrignac        | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29275           | Scrignac        | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29275           | Scrignac        | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29275           | Scrignac        | Inondations et coulées de boue                                 | 23/12/13 | 25/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29275 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29276           | Sibiril         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29276           | Sibiril         | Inondations et coulées de boue                                 | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29276           | Sibiril         | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29276           | Sibiril         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29276           | Sibiril         | Inondations et coulées de boue                                 | 07/02/01 | 10/02/01 | 06/07/01 | 18/07/01 |
| 29276           | Sibiril         | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues     | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| <b>29276 NB</b> |                 | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29277           | Sizun           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29277           | Sizun           | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29277           | Sizun           | Inondations et coulées de boue                                 | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29277           | Sizun           | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29277           | Sizun           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29277           | Sizun           | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29277           | Sizun           | Inondations et coulées de boue                                 | 23/12/13 | 24/12/13 | 17/01/14 | 18/01/14 |
| <b>29277 NB</b> |                 | <b>7</b>   |          |          |          |          |
| 29278           | Spézet          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29278           | Spézet          | Inondations et coulées de boue                                 | 21/05/89 | 21/05/89 | 18/08/89 | 06/09/89 |
| 29278           | Spézet          | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29278           | Spézet          | Inondations et coulées de boue                                 | 26/12/94 | 31/12/94 | 20/04/95 | 06/05/95 |
| 29278           | Spézet          | Inondations et coulées de boue                                 | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29278           | Spézet          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29278           | Spézet          | Inondations et coulées de boue                                 | 12/12/00 | 14/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29278           | Spézet          | Inondations et coulées de boue                                 | 23/12/13 | 24/12/13 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29278 NB</b> |                 | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29279           | Taulé           | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29279           | Taulé           | Inondations et coulées de boue                                 | 12/02/90 | 17/02/90 | 14/05/90 | 24/05/90 |
| 29279           | Taulé           | Inondations et coulées de boue                                 | 05/07/91 | 05/07/91 | 01/04/92 | 03/04/92 |
| 29279           | Taulé           | Inondations et coulées de boue                                 | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29279           | Taulé           | Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'acti | 19/02/96 | 20/02/96 | 17/07/96 | 04/09/96 |
| 29279           | Taulé           | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain          | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29279           | Taulé           | Inondations et coulées de boue                                 | 30/04/07 | 30/04/07 | 27/07/07 | 01/08/07 |
| 29279           | Taulé           | Inondations et coulées de boue                                 | 03/06/18 | 04/06/18 | 09/07/18 | 27/07/18 |
| <b>29279 NB</b> |                 | <b>8</b>   |          |          |          |          |
| 29280           | Telgruc-sur-Mer | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |

## Feuille1

|                 |                 |  |          |          |          |          |
|-----------------|-----------------|--|----------|----------|----------|----------|
| 29280           | Telgruc-sur-Mer | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29280           | Telgruc-sur-Mer | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29280 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29281           | Tourch          | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29281           | Tourch          | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29281           | Tourch          | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29281           | Tourch          | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29281           | Tourch          | Inondations et coulées de boue                             | 01/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| <b>29281 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29282           | Trébabu         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29282           | Trébabu         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29282           | Trébabu         | Inondations et coulées de boue                             | 06/02/14 | 08/02/14 | 13/05/14 | 18/05/14 |
| <b>29282 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29284           | Treffiatgat     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29284           | Treffiatgat     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 16/12/89 | 18/12/89 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29284           | Treffiatgat     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29284           | Treffiatgat     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 10/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29284           | Treffiatgat     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 07/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29284 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29285           | Tréflaouéan     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29285           | Tréflaouéan     | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29285           | Tréflaouéan     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29285           | Tréflaouéan     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29285           | Tréflaouéan     | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| 29285           | Tréflaouéan     | Inondations par remontées de nappe phréatique              | 23/12/13 | 24/12/13 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| <b>29285 NB</b> |                 | <b>6</b>   |          |          |          |          |
| 29286           | Tréflévénez     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29286           | Tréflévénez     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29286 NB</b> |                 | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29287           | Tréfléz         | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29287           | Tréfléz         | Inondations et coulées de boue                             | 27/05/92 | 27/05/92 | 04/02/93 | 27/02/93 |
| 29287           | Tréfléz         | Inondations et coulées de boue                             | 08/06/93 | 09/06/93 | 28/09/93 | 10/10/93 |
| 29287           | Tréfléz         | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29287           | Tréfléz         | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29287 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29288           | Trégarantec     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29288           | Trégarantec     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29288 NB</b> |                 | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29289           | Trégarvan       | Poids de la neige - chutes de neige                        | 10/02/83 | 11/02/83 | 11/04/83 | 15/04/83 |
| 29289           | Trégarvan       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29289           | Trégarvan       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29289 NB</b> |                 | <b>3</b>   |          |          |          |          |
| 29290           | Tréglonou       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29290           | Tréglonou       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29290 NB</b> |                 | <b>2</b>   |          |          |          |          |
| 29291           | Trégourez       | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29291           | Trégourez       | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29291           | Trégourez       | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29291           | Trégourez       | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29291           | Trégourez       | Inondations et coulées de boue                             | 05/01/01 | 05/01/01 | 12/02/01 | 23/02/01 |
| <b>29291 NB</b> |                 | <b>5</b>   |          |          |          |          |
| 29292           | Tréguennec      | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29292           | Tréguennec      | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |

## Feuille1

|                 |             |  |          |          |          |          |
|-----------------|-------------|--|----------|----------|----------|----------|
| <b>29292 NB</b> | <b>2</b>    |  |          |          |          |          |
| 29293           | Trégunc     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29293           | Trégunc     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29293           | Trégunc     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29293           | Trégunc     | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29293           | Trégunc     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 09/03/08 | 10/03/08 | 15/05/08 | 22/05/08 |
| 29293           | Trégunc     | Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 03/01/14 | 05/01/14 | 31/01/14 | 02/02/14 |
| <b>29293 NB</b> | <b>6</b>    |  |          |          |          |          |
| 29295           | Trémaouézan | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29295           | Trémaouézan | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29295           | Trémaouézan | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29295           | Trémaouézan | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 12/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| 29295           | Trémaouézan | Inondations et coulées de boue                             | 13/05/08 | 13/05/08 | 26/06/08 | 05/07/08 |
| 29295           | Trémaouézan | Inondations par remontées de nappe phréatique              | 28/12/13 | 10/01/14 | 02/10/14 | 04/10/14 |
| <b>29292 NB</b> | <b>6</b>    |  |          |          |          |          |
| 29296           | Tréméoc     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29296           | Tréméoc     | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29296           | Tréméoc     | Inondations et coulées de boue                             | 20/05/90 | 20/05/90 | 31/08/90 | 16/09/90 |
| 29296           | Tréméoc     | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29296           | Tréméoc     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29296 NB</b> | <b>5</b>    |  |          |          |          |          |
| 29297           | Tréméven    | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29297           | Tréméven    | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29297           | Tréméven    | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29297           | Tréméven    | Inondations et coulées de boue                             | 12/12/00 | 13/12/00 | 21/12/00 | 22/12/00 |
| <b>29297 NB</b> | <b>4</b>    |  |          |          |          |          |
| 29298           | Tréogat     | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29298           | Tréogat     | Inondations et coulées de boue                             | 12/02/90 | 17/02/90 | 16/03/90 | 23/03/90 |
| 29298           | Tréogat     | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29298           | Tréogat     | Inondations par remontées de nappe naturelle               | 12/02/14 | 12/02/14 | 18/11/15 | 19/11/15 |
| <b>29298 NB</b> | <b>4</b>    |  |          |          |          |          |
| 29299           | Tréouergat  | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29299           | Tréouergat  | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| <b>29299 NB</b> | <b>2</b>    |  |          |          |          |          |
| 29301           | Trézilidé   | Tempête  | 15/10/87 | 16/10/87 | 22/10/87 | 24/10/87 |
| 29301           | Trézilidé   | Inondations et coulées de boue                             | 17/01/95 | 31/01/95 | 06/02/95 | 08/02/95 |
| 29301           | Trézilidé   | Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain      | 25/12/99 | 29/12/99 | 29/12/99 | 30/12/99 |
| 29301           | Trézilidé   | Inondations et coulées de boue                             | 23/12/13 | 25/12/13 | 07/07/14 | 09/07/14 |
| <b>29301 NB</b> | <b>4</b>    |  |          |          |          |          |
| <b>Total</b>    | <b>1529</b> |  |          |          |          |          |



PREFET MARITIME DE  
L'ATLANTIQUE  
Commandeur de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

PREFET DU FINISTERE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Arrêté inter-préfectoral  
portant approbation de l'évaluation de la sûreté portuaire  
du port de Brest

AIP N° 2018/144

AIP N° 2018270-0004

- VU la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie en mer transposée en droit français par le décret n°80369 du 14 mai 1980 ;
- VU le code ISPS adopté à Londres le 12 décembre 2002 et transposé en droit français par le décret n° 2004-290 du 26 mars 2004 ;
- VU le règlement européen n° 725/2004 du 31 mars 2004 relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires ;
- VU la directive européenne 2005/65/CE du 26 octobre 2005 relative à l'amélioration de la sûreté des ports ;
- VU le code des transports, et notamment les articles L5314-1 et 2, L5332-1 et suivants et R5332-4 et suivants ;
- VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2007-476 du 29 mars 2007 relatif à la sûreté du transport maritime et des opérations portuaires ;
- VU le décret n° 2015-1756 du 24 décembre 2015 relatif à la sûreté des ports maritimes ;
- VU l'arrêté du 22 mars 2007 établissant la liste des missions en mer incombant à l'Etat ;
- VU l'arrêté du 10 avril 2007 fixant la liste des ports soumis au règlement UE 725/2004 ;
- VU l'arrêté du 22 avril 2008 définissant les modalités d'établissement des évaluations et des plans de sûreté portuaire et des installations portuaires ;
- VU l'arrêté conjoint n°2013-213-006 du 1<sup>er</sup> août 2013 du préfet maritime de l'Atlantique et du préfet du Finistère portant approbation de l'évaluation de sûreté du port de Brest ;
- VU l'arrêté du préfet du Finistère du 20 juillet 2018 portant prorogation de l'évaluation de sûreté du port de Brest ;
- VU l'avis favorable des membres du comité local de sûreté portuaire, en séance le 21 septembre 2018 ;
- VU l'avis de l'autorité portuaire, le conseil régional de Bretagne, le 21 septembre 2018 ;



## ARRETEMENT

- ARTICLE 1 :** L'évaluation de la sûreté portuaire du port de Brest, le rapport d'évaluation et l'évaluation de sûreté maritime annexés au présent arrêté, sont approuvés pour une durée de 5 ans.
- ARTICLE 2 :** En raison de leur caractère confidentiel, les documents annexés ne seront pas publiés au recueil des actes administratifs.
- ARTICLE 3 :** L'adjoint chargé de l'action de l'Etat en mer du préfet maritime de l'Atlantique, le sous-préfet de Brest, le président du Conseil Régional de Bretagne, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine de Bretagne Ouest, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le colonel commandant du groupement de gendarmerie maritime de l'Atlantique, le colonel commandant du groupement de gendarmerie du Finistère, la cheffe de division des douanes de Bretagne Ouest, la directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, le commandant du port de Brest, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Brest, le 26 SEP. 2018

Fait à Quimper, le 27 SEP. 2018

Le préfet maritime de l'Atlantique

Le préfet du Finistère



Jean-Louis Lozier



Pascal Lelarge



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU FINISTERE

Préfecture  
Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité

Arrêté préfectoral portant modification des statuts de  
la communauté de communes presqu'île de Crozon-Aulne maritime

-----

AP n° 2018 260-0002                      du    17 SEP. 2018

Le préfet du Finistère,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 à L.5211-20-1 et L.5214-1 à L.5214-29 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2016 portant création de la communauté de communes presqu'île de Crozon-Aulne maritime entre les communes de Argol, Camaret-sur-Mer, Crozon, Landévennec, Lanvéoc, Le Faou, Pont-de-Buis-les-Quimerc'h, Roscanvel, Rosnoën et Telgruc-sur-Mer ;
- VU la délibération du conseil communautaire du 11 juin 2018 décidant la modification des statuts de la communauté de communes presqu'île de Crozon-Aulne maritime ;
- VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes presqu'île de Crozon-Aulne Maritime se prononçant sur la modification des statuts de la communauté de communes ;

Considérant que les conditions de majorité requises par l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

Article 1 : A l'article 4 des statuts de la communauté de communes presqu'île de Crozon-Aulne maritime « compétences obligatoires », dans la compétence « développement économique » au 2.4 « actions de développement touristique d'intérêt communautaire » il est rajouté l'alinéa suivant :

*- l'Espace nautique de Lanvéoc*

Article 2 : Les nouveaux statuts de la communauté de communes presqu'île de Crozon-Aulne maritime sont annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans les mêmes conditions de délai, il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et la sous-préfet de Châteaulin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président de la communauté de communes Presqu'île de Crozon-Aulne maritime et aux maires de ses communes membres.

Fait à Quimper, le **17 SEP. 2018**  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Alain CASTANIER



# STATUTS

## COMMUNES MEMBRES, OBJET ET SIEGE

### Article 1 - Constitution

En application des articles L.5211-1 à L.5211-61 et L.5214-1 à L.5214-29 du Code général des collectivités territoriales, il est créé le 1<sup>er</sup> janvier 2017 une communauté de communes entre les dix communes de : Argol, Camaret-sur-mer, Crozon, Landévennec, Lanvéoc, Le Faou, Pont-de-Buis-lès-Quimerç'h, Roscanvel, Rosnoën, et Telgruc-sur-mer.

Elle prend le nom de « Communauté de Communes Presqu'île de Crozon - Aulne Maritime »

### Article 2 – Siège

Le siège social de la Communauté de Communes se trouve au sein du bâtiment communautaire situé dans la zone d'activités de Kerdanvez à Crozon.

Toutefois, le conseil communautaire de la Communauté de Communes peut se réunir et délibérer dans les bâtiments communautaires de la zone d'activités de Quiella, à Le Faou, ou dans l'une ou l'autre des communes membres sur proposition soit du Président, soit du Bureau, soit du Conseil de Communauté.

### Article 3 – Durée

La Communauté de Communes est instituée sans limitation de durée.

## OBJET ET COMPETENCES

De manière à pouvoir exercer l'ensemble des compétences indiquées ci-dessous et dans la limite de celles-ci, la Communauté de communes décide le cas échéant de :

- réaliser des études générales ou particulières,
- mettre en place les outils nécessaires,

Et pour permettre l'éventuelle prise en compte de nouvelles compétences, la Communauté de communes décide également de :

- mener toutes réflexions et études jugées utiles.

Les compétences exercées par la Communauté de communes sont les suivantes :

#### **Article 4 – Objet et compétences**

La Communauté de Communes a pour objet d'associer les communes de la Presqu'île de Crozon et de l'Aulne Maritime au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Elle exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

*A titre obligatoire (Article L5214-16 du CGCT):*

##### **1) Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire :**

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur,
- Plan local d'urbanisme et document d'urbanisme en tenant lieu,
- Chartes intercommunales de développement et d'aménagement de l'espace,
- Création, établissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques « structurantes » pour le territoire communautaire et toutes les opérations nécessaires pour y parvenir, ainsi que la fourniture de services de communications électroniques aux utilisateurs finaux en cas d'insuffisance de l'initiative privée, hors compétence du département en matière de communication électronique.

##### **2) Développement économique**

###### **2.1 Actions de développement économique d'intérêt communautaire**

Parmi les actions de développement économique, sont particulièrement assurées par la Communauté de Communes :

- La construction ou l'achat, en vue de location ou de vente, de bâtiments destinés à des entreprises (ou organismes) commerciales, industrielles, artisanales ou de services,
- L'aide à certains organismes en matière d'emploi et actions partenariales avec les structures travaillant pour le développement de l'emploi dans les communes de la communauté de communes, notamment dans le cadre du Pays de Brest,
- Le centre de ressources, situé résidence du Cré à Crozon,
- La promotion, le marketing et la recherche de projets d'implantation ou de développement d'entreprises et d'activités économiques, l'accueil et assistance aux porteurs de projets sur le territoire de la Communauté,
- Les aides directes ou indirectes aux entreprises dans le cadre des dispositions légales applicables, et en particulier l'assistance au maintien des agriculteurs et des pêcheurs en favorisant les nouvelles installations,
- La création et l'exploitation d'un abattoir public à vocation départementale, que l'EPCI le porte seul, dans le cadre d'une participation à un syndicat mixte, ou sous quelque autre forme juridique que ce soit,

###### **2.2 Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire, et exercice du droit de préemption urbain dans ces zones**

###### **2.3 Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire**

## 2.4 Actions de développement touristique d'intérêt communautaire

Sont d'intérêt communautaire :

- La construction, l'aménagement et la gestion d'équipements touristiques :
  - Maison du tourisme, bd de Pralognan la Vanoise à Crozon, et le local dédié à l'office de tourisme, rue des Quatre vents à Camaret-sur-mer
  - Village des « Gîtes Ar Ménez » à Argol
  - La Zone de Mouillages et d'Equipements Légers (ZMEL) de Térénez et l'ancien site militaire de Térénez, à Rosnoën
  - L'espace nautique de Lanvéoc
  - La création, le développement du réseau, la coordination de l'entretien, la promotion, la communication, le suivi et l'évaluation des sentiers de randonnée pédestre, vélo et équestre y compris les aires de détente, de pique-nique, et d'observation d'intérêt communautaire

## 2.5 Création d'un office de tourisme communautaire chargé des missions d'accueil, d'animation, d'information et de promotion touristique :

- Elaboration en partenariat avec les organismes et structures existantes des actions de promotion, de valorisation et de développement touristique,
- Elaboration d'une politique de développement touristique intercommunale et mise en œuvre d'actions de développement touristique d'intérêt communautaire,
- Participation au pays touristique du pays de Brest.

## 3) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (au 1<sup>er</sup> janvier 2018)

## 4) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

## 5) Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

La Communauté exerce :

- La collecte en conteneurs, le traitement et la valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés,
- L'organisation, la mise en œuvre, la gestion et le suivi du tri sélectif,
- La réalisation et la gestion d'équipements pour la collecte (hors aménagement des points de collecte), le traitement (Installation de Stockage des Déchets Inertes de Kerdanvez (ISDI), usine de compostage de Kerdanvez à Crozon...), le transfert et la valorisation des déchets,
- La création et la gestion de déchèteries pour la collecte sélective et la valorisation des déchets autres que les ordures ménagères.

A titre optionnel :

## 6) Protection et mise en valeur de l'environnement

### 6.1 Espaces naturels

- Elaboration du document d'objectifs « Natura 2000 » (site FR 5300019 Presqu'île de Crozon) et mise en œuvre des actions prévues par ce document,
- Acquisitions foncières concernées par des habitats ou des espèces d'intérêt communautaire situées sur le site « Natura 2000 » (site FR 5300019 Presqu'île de Crozon),
- Gestion de la réserve naturelle régionale des sites d'intérêt géologique de la presqu'île de Crozon, dénommée « ERB Presqu'île de Crozon », en partenariat avec la Maison des Minéraux.

## 6.2 Gestion de la ressource eu eau

- Participation à la gestion des eaux au niveau des bassins versants de l'Aulne et de la baie de Douarnenez, notamment par l'adhésion à l'EPAGA et à l'EPAB.

## 7) Alimentation eu eau potable

## 8) Politique du logement et du cadre de vie

Sont d'intérêt communautaire :

- La politique du logement social d'intérêt communautaire et l'action par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées,
- L'étude et la coordination de la politique de logement social sur le territoire de la Communauté, notamment par l'élaboration du programme local de l'habitat,
- La détermination d'une programmation pluriannuelle d'opérations de logement social confiées aux organismes H.L.M.,
- La participation à la garantie d'emprunts de nouvelles opérations de logement social confiées aux organismes H.L.M. dans le cadre de la programmation pluriannuelle,
- Les actions d'amélioration du parc locatif privé en soutenant les opérations de réhabilitation du patrimoine bâti dans le cadre d'une opération concertée d'amélioration de l'habitat

## 9) Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire :

- Une salle de spectacle, congrès, séminaires à vocation communautaire,
- Fort de Landaoudec à Crozon,
- Musée des vieux métiers, à Argol,
- Piscine, 1 rue Alain à Crozon,
- La définition et la mise en place de la route des forts y compris les acquisitions foncières.

A titre facultatif :

## 10) Actions à caractère scolaire

Sont d'intérêt communautaire :

- La gestion du service de transport scolaire *en complément* de la politique départementale ou régionale,
- La participation financière en faveur des élèves relevant des réseaux CLIS et RASED,
- La participation au financement de la voile scolaire sur le territoire communautaire pour les écoles primaires (CM1, CM2) et de la piscine scolaire pour les élèves des écoles primaires (CP, CE1, CE2) et des collèges (classes de 6<sup>ème</sup>) du territoire ainsi que le transport concernant ces deux activités,
- La participation financière aux activités nautiques du mercredi dans le cadre de l'UNSS et l'UGSEL,

- La participation financière au fonctionnement du navire « Belle Etoile » en contrepartie d'une mise à disposition du bateau aux écoles du territoire,
- La participation financière à l'éveil musical en milieu scolaire et extra- scolaire pour les élèves scolarisés dans les écoles du territoire.

#### **11) Actions à caractère social**

*Sont d'intérêt communautaire :*

- L'aménagement (investissement) et la gestion de la halte-garderie, résidence du Cré à Crozon,
- La participation financière à la coordination et à l'animation en milieu rural sur le territoire,
- La participation financière au Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC)
- La mise à disposition d'un local à usage de fourrière à un organisme habilité et participation financière au fonctionnement,
- La participation financière au Département ou à la Région pour les rabattements de la liaison de transport collectif « Camaret / Brest »,
- Les éventuels transports à la demande d'intérêt communautaire,
- La participation financière à la construction de micro-crèches intercommunales,
- Les dispositifs locaux d'intérêt communautaire de prévention de la délinquance : création et animation d'un CISPD, mise en œuvre des actions résultant du travail des instances du CISPD,
- La gestion des BAFA.

#### **12) Soutien à des manifestations ou spectacles culturels d'intérêt communautaire**

- Le festival du bout du monde

#### **Article 5 – Réalisation de prestations de services**

La Communauté de Communes pourra assister les communes membres qui en feront la demande dans les domaines suivants, après conventionnement :

- coordination de la politique « enfance-jeunesse » sur le territoire communautaire en accompagnant les communes dans le cadre du contrat CAF « enfance-jeunesse » et la mise en place d'un relais assistantes maternelles (RAM)
- mise en place des règles d'hygiène et de sécurité des agents des communes
- constitution des dossiers d'appels d'offres
- mise en place du service public d'assainissement non collectif
- suivi de la qualité des eaux de baignade
- mise en place d'un système d'informations géographiques
- toutes les missions d'accompagnement à la conception et à la réalisation de travaux
- instruction, en matière d'urbanisme, des différentes demandes relatives au droit des sols
- quittancement de l'assainissement collectif et non collectif
- administration électronique.



## **ORGANE DELIBERANT**

### **Article 6 – Composition**

Le conseil communautaire de la Communauté de Communes est administré par un organe délibérant composé de délégués des communes membres. La répartition est définie selon les dispositions fixées par l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Le nombre de sièges attribués à chaque commune est le suivant :

|                                    |                 |
|------------------------------------|-----------------|
| - Argol .....                      | : ... 2         |
| - Camaret-sur-mer .....            | : ... 4         |
| - Crozon .....                     | : ... 10        |
| - Landévennec .....                | : ... 1         |
| - Lanvéoc .....                    | : ... 3         |
| - Le Faou .....                    | : ... 3         |
| - Pont-de-Buis-Lès-Quimerç'h : ... | 5               |
| - Roscanvel .....                  | : ... 2         |
| - Rosnoën .....                    | : ... 2         |
| - Telgruc-sur-mer .....            | : ... 3         |
| <b>Total .....</b>                 | <b>: ... 35</b> |

Les communes n'ayant qu'un délégué disposent d'un suppléant avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

Les délégués des conseils municipaux suivent le sort de leur assemblée quant à la durée de leur mandat.

### **Article 7 – Bureau**

Le Bureau est composé du Président, des Vice-Présidents, et d'autres membres de l'organe délibérant, éventuellement nommés par délibération du Conseil.

Le nombre de vice-présidents est fixé par le conseil communautaire dans la limite d'un maximum de 30% du nombre de délégués, et de façon à ce que chaque commune soit représentée.

Le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant sauf :

- o en matière budgétaire (vote du budget, approbation du compte administratif, institution et fixation des taux, tarif des redevances)
- o en matière statutaire (modification des conditions de fonctionnement, durée de l'EPCI...)
- o d'adhésion de l'EPCI à un établissement public
- o de délégation de gestion de service public
- o de disposition portant orientation en matière d'aménagement communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant lors de chaque réunion de celui-ci.

### **Article 8 - Indemnités**

Les membres du conseil de communauté ont droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de leur mandat, dans les conditions déterminées par le conseil de communauté et dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Les indemnités de fonction des Présidents et Vice-Présidents sont fixées dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Pour un établissement public doté d'une fiscalité propre, les indemnités sont fixées par le barème spécifique aux groupements intercommunaux.

↳ Selon les principes affirmés par la Loi n° 92-108 du 03/02/1992 :

- ces indemnités constituent une dépense obligatoire pour la Communauté,
- l'organe délibérant doit fixer les taux des indemnités de fonction retenus, le décret donnant un barème d'indemnités maximales.

### **Article 9 – Rôle du Président**

Le Président de la Communauté de Communes est chargé d'assurer l'exécution des délibérations du Conseil de Communauté, il ordonne les dépenses, prescrit l'exécution des recettes, assure l'administration.

Sur avis du Bureau, le Président intente et soutient les actions judiciaires, nomme le personnel de la Communauté de Communes, passe les marchés, présente le budget et les comptes du Conseil de Communauté qui a seule qualité pour les voter et les approuver.

Il délègue certaines fonctions aux Vice-Présidents et éventuellement aux autres membres du bureau communautaire.

## **DISPOSITIONS FINANCIERES, FISCALES ET BUDGETAIRES**

### **Article 10**

Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à celle de la Communauté de Communes. Les fonctions de Receveur de la Communauté sont exercées par le Trésorier de Crozon.

Le budget communautaire comprend :

a) En recettes :

- Les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 quinquies C du code général des impôts,
- le revenu des biens meubles ou immeubles de la Communauté de Communes,
- les sommes reçues des administrations publiques, associations, particuliers, en échange d'un service rendu,
- les subventions ou dotations de l'Etat, de la Région, du Département, des Communes ainsi que de l'Union Européenne,
- le produit des dons et legs,
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- le produit des emprunts
- la dotation globale de fonctionnement, la dotation générale d'équipement ou toute autre dotation
- le fonds de compensation de la TVA
- la vente de bâtiments et de terrains.

b) En dépenses :

- les frais d'administration de la Communauté de Communes (dépenses du personnel et de matériel),
- les dépenses résultant des activités propres à la Communauté de Communes telles qu'elles peuvent résulter des dispositions de l'Article 4 ci-dessus.

Le Conseil de Communauté devra, par délibération :

- constituer, préalablement à tout engagement de ces dépenses, les ressources nécessaires à leur paiement,
- fixer les taux d'imposition et les tarifs ou redevances pour services rendus.

### **Article 11**

La Communauté de Communes pourra assurer, dans le cadre de ses compétences, de prestations à la demande et pour le compte de collectivités territoriales ou d'établissements publics non membres. Les prestations devront respecter la réglementation en vigueur.

## **EVOLUTION DES STATUTS**

### **Article 12**

Le Conseil de Communauté décide de l'admission de nouvelles collectivités ou du retrait de l'une des communes et des modifications aux présents statuts, dans les formes et selon les procédures prévues dans le Code Général des Collectivités Territoriales, c'est à dire après accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant les deux tiers de la population.

Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

Il en est de même pour l'adhésion de la Communauté de Communes à un syndicat mixte ou à tout autre EPCI.

La commune se retirant de la Communauté de Communes continue de supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par la Communauté de Communes pendant la période au cours de laquelle la commune était membre de la Communauté de Communes jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts.

Le Conseil Communautaire constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu'il adopte le budget.

### **Article 13**

Toute disposition non prévue aux présents statuts, toute modification des conditions initiales de fonctionnement, toute extension de compétences sera réglée conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Préfecture  
Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité et de  
l'intercommunalité

Arrêté préfectoral  
modifiant le périmètre et les statuts du syndicat mixte d'études  
pour la gestion durable des déchets du Finistère (SYMEED29)

AP n° 2018270-0001 du **27 SEP. 2018**

Le Préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5721-1 et suivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2001 modifié portant création du syndicat mixte pour l'élimination des déchets ;
- VU les délibérations du conseil départemental du Finistère sollicitant son retrait du SYMEED29 ;
- VU la délibération du conseil régional de Bretagne concernant sa participation au SYMEED29 en tant que membre associé ;
- VU les délibérations des communautés de communes du pays Fouesnantais et de Pleyben-Châteaulin-Porzay approuvant leur adhésion au SYMEED29 ;
- VU les délibérations des communes membres des communautés de communes du pays Fouesnantais et de Pleyben-Châteaulin-Porzay approuvant l'adhésion de leur communauté de communes au SYMEED29 ;
- VU les délibérations du comité syndical du SYMEED29 approuvant l'évolution du périmètre du syndicat et la modification de ses statuts ;

Considérant que l'adhésion de la communauté de communes du pays Fouesnantais et de la communauté de communes Pleyben-Châteaulin-Porzay, le retrait du conseil départemental du Finistère ainsi que la participation de la région Bretagne en tant que membre associé, nécessitent de revoir les statuts du SYMEED29 ;

Considérant que les conditions de majorité requises par les articles 6 et 8 des statuts du syndicat sont réunies pour approuver les modifications précitées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

## ARRETE

Article 1 : le retrait du conseil départemental du Finistère est approuvé.

Article 2 : l'adhésion de la communauté de communes du pays Fouesnantais et de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay est approuvée.

Article 3 : la liste des membres associés au SYMEED29 est modifiée (intégration de la région Bretagne).

Article 4 : les articles 2, 4, 11 des statuts du SYMEED29 sont modifiés.

Article 5 : les statuts du SYMEED29 sont annexés au présent arrêté et se substituent aux précédents.

Article 6 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans les mêmes conditions de délai, il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 7 : le secrétaire général de la préfecture du Finistère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère et notifié au président du SYMEED29 et aux présidents des collectivités membres.

Fait à Quimper, le **27 SEP. 2018**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

  
Alain CASTANIER

27 SEP. 2018

## STATUTS DU SYMEED29

### I – DISPOSITIONS GENERALES

#### Article 1 – Constitution du Syndicat :

En application de l'article L.5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et afin de satisfaire au mieux aux objectifs de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, il est formé entre les syndicats mixtes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les communes exerçant des compétences en matière de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers et adhérant aux présents statuts, un syndicat mixte dénommé « Syndicat Mixte d'Etudes pour la gestion durable des Déchets du Finistère » (SYMEED29), ci-après désigné par « Le Syndicat ».

La liste des membres adhérents au SYMEED29 est jointe en annexe aux présents statuts.

#### Article 2 – Objet statutaire :

Le syndicat a pour objet d'animer, de coordonner et d'accompagner les actions concourant à l'atteinte et au respect des objectifs des plans en vigueur en matière de prévention, de valorisation et d'optimisation territoriale. Cela s'inscrit, jusqu'à l'adoption du plan régional de prévention et de gestion des déchets, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie départementale définie par le Conseil départemental, avec les acteurs locaux compétents, au travers du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux (Plan DND) et du plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics (Plan BTP). Les actions menées par le SYMEED29 contribuent également aux travaux d'élaboration et de suivi du plan de prévention et de gestion des déchets menés par la Région Bretagne.

Dans cet objectif, il a pour missions de :

- être un lieu d'échange et de concertation en matière d'organisation de prévention et de gestion durable des déchets et de réaliser toute étude utile à la réflexion sur ces sujets ;
- accompagner les adhérents du syndicat dans leurs réflexions en matière de politiques de prévention ainsi que dans la réalisation d'études visant à l'optimisation ou à la réalisation de projets d'équipements de collecte, de valorisation ou de traitement de déchets (modalités juridiques, techniques et financières);
- élaborer et mettre en œuvre la communication à l'échelle départementale, notamment en ce qui concerne l'information et la sensibilisation du public à la gestion et à la prévention des déchets ;
- élaborer et mettre en œuvre des projets pilote sur la prévention, la collecte, la valorisation et le traitement des déchets ;
- assurer, à la demande et pour le compte de ses adhérents, des missions de conseil ou d'assistance techniques et administratives ainsi que des prestations d'études, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### Article 3 – Siège du Syndicat :

Le siège du Syndicat est fixé à la Maison du Département, 32 boulevard Duplex - CS29029 - 29 196 QUIMPER Cedex

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du Comité Syndical.

#### Article 4 – Périmètre d'intervention :

Le périmètre d'intervention du syndicat couvre le département du Finistère et, à titre accessoire, au-delà de son territoire de compétence dans le cadre de collaborations et de conventions avec les collectivités territoriales concernées, sous réserve d'acceptation par le comité syndical.

### **Article 5 – Durée du Syndicat :**

Le Syndicat est constitué pour une durée indéterminée.

Sa dissolution intervient dans les conditions fixées à l'article L5721-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **Article 6 – Adhésion au Syndicat :**

L'adhésion des communes, syndicats mixtes ou établissements publics de coopération intercommunale au Syndicat ne remettra pas en cause les conventions en cours ni les compétences exercées en matière de gestion des déchets.

### **Article 7 – Admission de nouveaux membres :**

Des communes ou établissements publics autres que ceux initialement adhérents, pourront être admis à faire partie du Syndicat :

- Soit à la demande des organes délibérants des collectivités ou établissements publics candidats à l'adhésion. L'adhésion est alors subordonnée, d'une part, à l'accord du comité du Syndicat exprimé à la majorité simple des membres présents (ou représentés au sens de l'article 11) au vu d'un projet de statuts modifiés pour permettre l'adhésion, d'autre part, à une nouvelle décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public intéressé exprimant son accord sur le projet de statuts. Le comité du syndicat, puis l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public candidat à l'adhésion, disposent d'un délai de quatre mois pour se prononcer, compté à partir de la notification de la délibération qui l'a saisi, le silence gardé au terme de ce délai valant rejet.
- Soit sur l'initiative du comité du Syndicat, exprimée à la majorité simple des membres présents (ou représentés au sens de l'article 11) au vu d'un projet de statuts modifiés pour permettre l'adhésion. L'adhésion est alors subordonnée à l'accord de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dont l'adhésion est envisagée. Ledit organe délibérant dispose d'un délai de quatre mois, compté à partir de la notification de la délibération du comité du syndicat, pour se prononcer sur l'adhésion, l'absence de délibération dans ce délai valant rejet.

Les délibérations concordantes sont adressées, ainsi que les statuts modifiés en conséquence, au Préfet de département qui arrête la nouvelle composition du syndicat et les nouveaux statuts.

### **Article 8 – Modifications des statuts :**

Les modifications des statuts autres que celles visées à l'article 7 interviennent dans les conditions suivantes :

#### **8.1. Les modifications relatives aux compétences du syndicat sont décidées dans les conditions suivantes :**

Le comité du Syndicat délibère sur le projet de statuts modifiés à la majorité des deux tiers des membres présents (ou représentés au sens de l'article 11).

Chaque organe délibérant des collectivités et établissements adhérents dispose d'un délai de quatre mois, à compter de la notification de ladite délibération, pour se prononcer sur les modifications statutaires. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

L'accord doit être exprimé par deux tiers au moins des organes délibérants des collectivités et établissements intéressés.

Les délibérations sont adressées, ainsi que les statuts modifiés, au Préfet de département qui les adopte par arrêté.

#### **8.2. Les modifications statutaires autres que celles visées par les articles 7 et 8.1 des présents statuts sont adoptées par délibération du comité syndical à la majorité des deux tiers des membres présents (ou représentés au sens de l'article 11).**

La délibération ainsi que les statuts modifiés sont adressés au Préfet de département qui les adopte par arrêté.

### **Article 9 – Retrait :**

Un adhérent peut demander à se retirer du Syndicat par courrier recommandé, adressé au.à la Président.e du SYMEED29. Le.la Président.e rencontrera le.la Président.e ou le.la Maire de la collectivité qui a demandé à se retirer du Syndicat.

Le comité syndical du SYMEED29 se prononcera sur la demande de retrait à la majorité simple dans le délai de quatre mois suivant la réception du courrier prévu au précédent alinéa.

En cas d'accord, l'adhérent devra signifier son retrait effectif au SYMEED29 par décision de son organe délibérant, notifiée au.à la Président.e du Syndicat. Le retrait prendra effet :

- au plus tôt lors de l'adoption des statuts modifiés intégrant le retrait de l'adhérent ;
- au plus tard 6 mois après la délibération de l'adhérent signifiant son retrait effectif en application du présent alinéa.

Les conséquences du retrait d'un membre du Syndicat sont réglées dans les conditions prévues par l'article L.5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Si la demande intervient après le vote du budget primitif, cette collectivité contribue financièrement au syndicat pour l'année du budget, sans pouvoir demander le remboursement de tout ou partie de sa contribution.

## **II – ADMINISTRATION DU SYNDICAT**

### **Article 10 – Composition du Comité Syndical :**

Le Comité Syndical est composé de membres ainsi répartis :

- Collège des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'ensemble de la gestion des déchets (collecte et traitement) : 1 à 4 délégué.e.s par groupement, en fonction de l'importance de sa population DGF, désignés par l'organe délibérant de chacun des groupements :
  - Jusqu'à 50.000 habitant.e.s : 1 délégué.e ;
  - de 50.001 à 70.000 habitant.e.s : 2 délégué.e.s ;
  - de 70.001 à 100.000 habitant.e.s : 3 délégué.e.s ;
  - plus de 100.000 habitant.e.s : 4 délégué.e.s.

Avec 2 voix par délégué.e

- Collège des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour la collecte des déchets : 1 à 4 délégué.e.s par groupement en fonction de l'importance de sa population DGF, désignés par l'organe délibérant de chacun des groupements :
  - Jusqu'à 50.000 habitant.e.s : 1 délégué.e ;
  - de 50.001 à 70.000 habitant.e.s : 2 délégué.e.s ;
  - de 70.001 à 100.000 habitant.e.s : 3 délégué.e.s ;
  - plus de 100.000 habitant.e.s : 4 délégué.e.s.

Avec 1 voix par délégué.e

- Collège des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour le traitement des déchets : 1 à 2 délégué.e.s par groupement en fonction de l'importance de sa population DGF, désignés par l'organe délibérant de chacun des groupements
  - jusqu'à 100 000 habitant.e.s : 1 délégué.e par groupement ;
  - au-delà de 100 000 habitant.e.s : 2 délégué.e.s par groupement.

Avec 1 voix par délégué.e.

- Collège des communes isolées : 1 délégué .e. avec 1 voix par délégué.e

Il est désigné pour chaque délégué.e titulaire un délégué.e suppléant.e qui siège au Comité syndical en cas d'absence du titulaire.



En cas d'absences consécutives injustifiées d'un membre titulaire à deux séances du Comité syndical, le.la Président.e adressera un courrier à l'intéressé afin de s'enquérir des raisons de cette absence et l'informer des dispositions prévues par le présent article.

En cas d'absences consécutives injustifiées d'un membre titulaire à trois séances du Comité syndical, et dès lors qu'il aura été averti préalablement dans les conditions prévues par le précédent alinéa, le Comité syndical pourra demander à ce qu'un.e autre représentant.e de la collectivité adhérente soit nommé.

Au vu de la délibération du Comité syndical, le.la Président.e adressera un courrier à la collectivité concernée. Dans les deux mois suivant la notification dudit courrier, l'organe délibérant de la collectivité adhérente procédera à la désignation d'un.e nouveau.elle représentant.e par délibération qu'elle transmettra au SYMEED29.

Le Comité Syndical associera, à titre consultatif, à ses travaux :

- 1 représentant.e des services de l'Etat
- 1 représentant.e de la Région Bretagne
- 1 représentant.e des Chambres de Commerce et d'Industrie
- 1 représentant.e de la Chambre d'Agriculture
- 1 représentant.e de la Chambre de Métiers
- 1 représentant.e du Pays de Brest
- 1 représentant.e du Pays de Morlaix
- 1 représentant.e de la SEML SOTRAVAL
- 1 représentant.e de la Confédération Logement Cadre de Vie
- 1 représentant.e de l'UFC QUE CHOISIR
- 1 représentant.e de la SEPNE
- 1 représentant.e d'Eau et Rivières de Bretagne
- 1 représentant.e d'AE2D
- toute personne qualifiée que le comité syndical juge nécessaire

#### **Article 11 – Fonctionnement et attributions du Comité syndical :**

Sauf le cas où elles seraient contraires aux dispositions des articles L.5721-1 et suivantes, aux présents statuts ou aux dispositions du règlement intérieur adopté par le comité syndical, les dispositions du chapitre 1<sup>er</sup> du titre II du livre 1<sup>er</sup> de la deuxième partie du Code Général des Collectivités Territoriales, relatives au fonctionnement du conseil municipal des communes de 3.500 habitants et plus, sont applicables au fonctionnement du comité syndical.

Le Comité syndical et les membres associés se réunissent en Assemblée ordinaire au moins deux fois par an.

Ils peuvent être convoqués en séance extraordinaire soit par le.la Président.e, soit à la demande du tiers au moins des membres en exercice, à voix délibérative et consultative.

Les convocations peuvent être valablement adressées par voie électronique.

Le Comité syndical est chargé d'administrer le Syndicat. Le Comité règle, par ses délibérations, les affaires du syndicat, notamment :

- l'élection du.de la Président.e et des membres du bureau ;
- le vote du budget et du compte administratif ;
- la conclusion des contrats et marchés ;
- la décision d'ester ou de défendre en justice ;
- d'une manière générale, toutes les affaires pour lesquelles la compétence lui est attribuée par les textes ou les présents statuts, et toutes celles pour lesquelles la compétence n'est pas explicitement attribuée à une autre autorité par les textes ou les présents statuts.

Le Comité syndical ne peut valablement délibérer que lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- la majorité de ses membres en exercice, titulaires ou suppléant.e.s, est présente ou représentée (pouvoirs inclus, en nombre de voix) ;
- 40 % de ses membres en exercice, titulaires ou suppléant.e.s, sont présents.

Un même membre ne peut être porteur de plus d'un pouvoir.

Sauf cas de maladie dûment constatée, un pouvoir ne peut être valable pour plus de deux séances consécutives.

Les règles de majorité simple ou qualifiée, exprimées dans les présents statuts, sont appliquées en tenant compte de la distribution des voix figurant à l'article 10.

Sauf dans les hypothèses où il en est disposé autrement dans les présents statuts, le vote est réalisé à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés (compte tenu des pouvoirs présentés par les membres présents).

### **Article 12 – Bureau du Comité Syndical :**

Le.la Président.e peut réunir le Bureau pour des questions spécifiques ou préalablement à un Comité syndical.

Le Comité syndical élit parmi ses membres :

- 1 Président.e ;
- 11 membres du bureau, dont un nombre de vice-présidents déterminé par le comité dans la limite de 4.

La répartition des 11 membres du Bureau se fait de la façon suivante :

- 4 représentant.e.s des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'ensemble de la gestion des déchets (collecte et traitement), avec deux voix par délégué.e ;
- 5 représentant.e.s des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour la collecte des déchets, avec une voix par délégué.e ;
- 2 représentant.e.s des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour le traitement des déchets, avec une voix par délégué.e ;

Le Bureau gère les affaires courantes dans le cadre des délégations que lui attribue le Comité syndical, et participe, sur l'initiative du.de la Président.e, à la préparation des délibérations du comité syndical.

Le Bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité syndical à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution ou de la fixation des tarifs des prestations d'études ;
- de l'approbation du compte administratif ;
- des subventions octroyées par le syndicat ;
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement, et de durée du syndicat ;
- de l'adhésion du syndicat à un autre établissement public de coopération intercommunale ;
- de la prise de participation financière ;
- de la fixation des effectifs du personnel syndical ;

Le Bureau rend compte de son action au Comité syndical.

Le Bureau syndical ne peut valablement délibérer que lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- la majorité de ses membres en exercice est présente ou représentée (pouvoirs inclus, en nombre de voix);
- 40 % de ses membres en exercice sont présents.

En cas d'égalité des suffrages, la voix du.de la Président.e est prépondérante.

### **Article 13 –Président.e et Vice-président.e :**

Le.la Président.e est l'organe exécutif du Syndicat mixte.

Il.elle prépare et exécute les délibérations du Comité syndical et du Bureau.

Il.elle est l'ordonnateur des dépenses et il.elle prescrit l'exécution des recettes du Syndicat.

Il.elle est seul.e chargé.e de l'administration mais il.elle peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-président.e.s.

Il.elle peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature à un ou plusieurs agents du Syndicat.

Il.elle est le chef.fe. des services du Syndicat.

Il.elle représente en justice le Syndicat.

A partir de l'installation du Comité syndical et jusqu'à l'élection du.de la Président.e, les fonctions de Président.e sont assurées par le.la doyen.ne d'âge.

Le.la Président.e peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité syndical à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution ou de la fixation des tarifs des prestations d'études,
- de l'approbation du compte administratif ;
- des subventions octroyées par le Syndicat ;
- des décisions visées aux articles 7 et 8 des présents statuts, et plus généralement des décisions d'ordre statutaire pour le Syndicat ;
- de l'approbation du règlement intérieur ;
- de l'adhésion du Syndicat à un autre établissement public ;
- des participations des adhérents au financement du Syndicat ;
- de la fixation des effectifs du personnel syndical.

#### **Article 14 – Règlement intérieur :**

Le Syndicat adoptera un règlement intérieur soumis à l'approbation du Comité, dans les six mois suivant sa constitution.

#### **Article 15 – Budget du Syndicat :**

Le Syndicat pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à celles pouvant découler de ses responsabilités ou qui en résulteraient.

### **III – DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

#### **Article 16 – Receveur :**

Les fonctions de receveur du Syndicat seront exercées par un comptable public.

#### **Article 17 – Recettes du Syndicat :**

Les recettes comprennent :

- la contribution des collectivités et établissements publics adhérents ;
- les sommes qu'il reçoit de personnes publiques ou privées, en échange des services assurés. Les tarifs sont fixés par délibération tous les ans, au cours de la séance à laquelle se tient le débat d'orientation budgétaire ;
- le revenu des biens, meubles ou immeubles du Syndicat ;
- les subventions et dotations ;
- les produits des dons et legs ;
- les participations des administrations, de l'Etat, établissements publics, associations et particuliers à titre de fonds de concours ;
- le produit des emprunts ;
- toute autre ressource liée à son activité.

#### **Article 18 – Participation financière des communes et établissements publics adhérents :**

Les charges de fonctionnement et d'investissement incombant au Syndicat seront réparties :

- pour les EPCI et les collectivités adhérentes détenant l'ensemble de la compétence de gestion des déchets (collecte et traitement) ou uniquement la compétence traitement :  
au prorata de la population DGF de chaque collectivité et EPCI.
- pour les adhérents des territoires dans lesquels les compétences de collecte et de traitement sont réparties entre des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats de communes ou syndicats mixtes :  
au prorata de la population DGF de chaque syndicat. La participation financière sera versée par les syndicats à charge pour eux de répercuter partiellement la contribution auprès de chacun de leurs membres EPCI.

#### **Article 19 – Dissolution du syndicat :**

En cas de dissolution du Syndicat, les collectivités adhérentes devront assurer leur contribution aux dettes et créances en fonction du nombre d'habitants RAAR 31 de septembre 2016

**Article 20 – Dispositions diverses :**

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, seront appliquées les dispositions du titre 2 du livre 7 de la cinquième partie du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 21 – Entrée en vigueur :**

Les présents statuts entreront en vigueur dès leur approbation par la préfecture du Finistère.

## ANNEXE

### Composition du comité syndical et du bureau

#### I- Comité Syndical

##### **• Collège des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents pour l'ensemble de la compétence de gestion des déchets (collecte et traitement) :**

|  |                 |
|--|-----------------|
| - BREST METROPOLE                                      | : 4 délégué.e.s |
| - MORLAIX COMMUNAUTE                                   | : 3 délégué.e.s |
| - CC DU PAYS BIGOUDEN SUD                              | : 1 délégué.e.  |
| - CC DU PAYS D'IROISE                                  | : 2 délégué.e.s |
| - CC DU PAYS DES ABERS                                 | : 1 délégué.e   |
| - CC DU PAYS DE LESNEVEN ET<br>DE LA COTE DES LEGENDES | : 1 délégué.e   |
| -HAUT LEON COMMUNAUTE                                  | : 1 délégué.e   |
| - CC DU PAYS DE LANDIVISIAU                            | : 1 délégué.e   |
| - CC DU PAYS DE LANDERNEAU DAOULAS                     | : 1 délégué.e   |

TOTAL : 15 délégué.e.s (chacun ayant 2 voix)

##### **• Collège des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents pour la compétence collecte des déchets :**

|  |                 |
|--|-----------------|
| - QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE             | : 4 délégué.e.s |
| - CC PRESQU'ILE DE CROZON – AULNE MARITIME | : 1 délégué.e   |
| - POHER COMMUNAUTE                         | : 1 délégué.e   |
| - CC DE HAUTE CORNOUAILLE                  | : 1 délégué.e   |
| - MONTS D'ARREE COMMUNAUTE                 | : 1 délégué.e   |
| - CC DU PAYS DE DOUARNENEZ                 | : 1 délégué.e   |
| - QUIMPERLE COMMUNAUTE                     | : 2 délégués.e  |
| - CC DU CAP SIZUN                          | : 1 délégué.e   |
| - CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION     | : 2 délégué.e.s |
| - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN                 | : 1 délégué.e   |
| - CC PLEYBEN-CHATEAULIN-PORZAY             | : 1 délégué.e   |
| - CC DU PAYS FOUESNANTAIS                  | : 1 délégué.e   |

TOTAL : 17 délégué.e.s (chacun ayant 1 voix)

##### **• Collège des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents pour la compétence traitement des déchets :**

|           |                 |
|-----------|-----------------|
| - VALCOR  | : 2 délégué.e.s |
| - SIDEPAQ | : 2 délégué.e.s |
| - SIRCOB  | : 1 délégué.e   |

TOTAL : 5 délégué.e.s (chacun ayant 1 voix)

##### **• Collège des communes**

|                              |                              |
|------------------------------|------------------------------|
| - Communes de SEIN, OUESSANT | : 1 délégué.e (ayant 1 voix) |
|------------------------------|------------------------------|

TOTAL : 38 délégué.e.s (53 voix)

## II – Bureau :

Le/la Président.e, et 11 membres, dont 1 à 4 vices-président.e.s, désignés parmi les collectivités adhérentes :

- Collège des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents pour l'ensemble de la compétence de gestion des déchets et des communes (collecte et traitement) :

4 délégué.e.s (chacun ayant 2 voix)

- Collège des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents pour l'ensemble de la compétence collecte des déchets :

5 délégué.e.s (chacun ayant 1 voix)

- Collège des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents pour la compétence traitement des déchets :

2 délégué.e.s (chacun ayant 1 voix)

TOTAL : 12 délégué.e.s (16 voix)

PRÉFET DU FINISTÈRE

## Préfecture

Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

### Arrêté préfectoral portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

Arrêté n° 2018257-0001

Le préfet du Finistère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1416-1, R.1416-2 relatifs aux désignations et propositions de membres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-0908 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'arrêté n° 2018180-0001 du 29 juin 2018 portant renouvellement de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU le courriel du 10 septembre 2018 informant de la désignation du commandant François GERARD pour représenter le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Finistère au sein du CODERST en remplacement du capitaine Gauthier COL ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère

### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** – La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, placé sous la présidence du préfet ou de son représentant, est renouvelée comme suit :

#### 1) Représentants des services de l'Etat (6)

- trois représentants du directeur départemental des territoires et de la mer
- un représentant du directeur départemental de la protection des populations
- deux représentants du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Ibis) Agence régionale de santé (ARS) (1)

- le directeur de la délégation départementale de l'agence régionale de santé ou son représentant

2) Représentants des collectivités territoriales (5)

- M. Georges LOSTANLEN, conseiller départemental du canton de PLOUIGNEAU  
suppléant : M. Michaël QUERNEZ, conseiller départemental du canton de Quimperlé
- M. Stéphane PERON, conseiller départemental du canton de Guipavas  
suppléante : Mme Maryse RIOUAL GUYADER, conseillère départementale du canton de Moëlan-sur-Mer
- M. Hervé BRIANT, maire de Logonna-Daoulas  
suppléant : M. Jean-Claude GOUIFFES, maire de Saint-Goazec
- M. Jean-Marie LEBRET, maire de Pont-Aven  
suppléant : M. Michel LAHUEC, maire de Clohars-Fouesnant
- M. Alain DECOURCHELLE, maire de Pluguffan  
suppléant : M. Jean L'HELGOUARC'H, maire de Tréméoc

3) Représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des membres de professions ayant leur activité dans les domaines de compétence du conseil et des experts dans ces mêmes domaines (9)

a) au titre des membres d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement :

- M. Robert COUNIO, titulaire, représentant l'union départementale Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV)  
suppléant : M. Philippe BONNOT représentant de l'UFC Que Choisir de Quimper
- M. NOBLET Charles Henri, titulaire, représentant la Fédération du Finistère pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique  
suppléant : M. SOULIGOUX Gilbert
- M. Alain-François CALDERON, titulaire, représentant l'association Eau et Rivières de Bretagne  
suppléante : Mme Marie-Suzanne PERENNOU

b) au titre des membres des professions ayant leur activité dans les domaines de compétences du conseil :

- M. André SERGENT, titulaire, représentant la Chambre d'Agriculture du Finistère  
suppléant : M. Hervé SEVENOU
- M. Stéphane SUEUR, titulaire, représentant la Fédération du BTP du Finistère  
suppléant : M. Eric GUYADER
- M. Michaël CIAPA, titulaire, représentant la chambre de commerce et d'industrie métropolitaine Bretagne ouest  
suppléant : M. Dominique CICCONE



c) au titre des experts dans les domaines de compétence du conseil :

- M. Patrice LASILIER, titulaire, architecte  
*suppléant* : M. Francis PESSEIN, architecte

- M. Vincent HOCDE, titulaire, directeur général adjoint du GIP LABOCEA  
*suppléante*: Mme Aline CHEIZE, directrice opérationnelle des sites du Finistère du GIP LABOCEA

- **Commandant François GERARD, titulaire, représentant le service départemental d'incendie et de secours du Finistère**

*suppléant* : Commandant Michel LE BRAS, représentant le service départemental d'incendie et de secours du Finistère

4) Quatre personnalités qualifiées

- Le Docteur André CARIOU, médecin
- M. Raymond LEOST, maître de conférences en droit à l'UBO
- M. Georges TYMEN, professeur émérite de l'UBO
- M. Alain DERAS, retraité de l'industrie

Article 2 – Le reste est inchangé.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère et notifié aux intéressés.

Fait à QUIMPER, 14 SEP. 2018

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

  
Alain CASTANIER



PRÉFET DU FINISTÈRE

## Préfecture

Direction de l'animation  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la coordination

Arrêté préfectoral  
donnant délégation de signature à M. Pascal APPREDERISSE,  
directeur régional des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne

----

AP n° 2018261-0004

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code de commerce ;
- VU le code du tourisme ;
- VU le code de la consommation ;
- VU le code du travail ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
- VU Le décret n°2009-1377 en date du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- VU le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet du Finistère ;
- VU l'arrêté du ministre des finances et des comptes publics, du ministre du travail, de

l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, et du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, du 4 mai 2015, nommant Monsieur Pascal APPREDERISSE directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère,

Article 1 :

Délégation de signature est donnée à Monsieur Pascal APPREDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, visés aux articles 2, 3 et 4, à l'exception :

- des correspondances adressées aux élus ;
- de tout acte ou lettre adressé aux présidents des chambres consulaires ;
- des courriers ou mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières, hormis les courriers au parquet dans le cadre des pouvoirs de police ;
- des courriers et avis adressés aux ministres et aux directeurs des agences nationales, hormis les échanges de données factuelles ou statistiques ;
- des conventions, contrats ou chartes engageant l'Etat avec une collectivité territoriale ;
- des courriers faisant part de la position de l'Etat sur une question d'intérêt général dans le cadre d'un dossier finistérien ;
- des décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Pascal APPREDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne dans les domaines suivants, sous réserve des exclusions prévues à l'article 1 :

| N° DE COTE          | NATURE DU POUVOIR  | CODE DU TRAVAIL OU AUTRE CODE <sup>1</sup> |
|---------------------|--|--|
| <b>A - SALAIRES</b> |  |  |
| A-1                 | Etablissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile, à défaut de convention ou accord collectif de travail étendu | Art. L.7422-2                              |
| A-2                 | Fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile  | Art. L.7422-6 et L.7422-11                 |

|  |  |   |
|--|--|---|
| A-3  | Établissement de la liste des conseillers du salarié   | Art. L.1232-7 et D.1232-4   |
| A-4  | Décisions en matière de remboursement de frais des déplacements réels ou forfaitaires exposés par les conseillers du salarié   | Art. D.1232-7 et 8  |
| A-5  | Décision en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission                                      | Art. L.1232.11  |
| <b>C - HEBERGEMENT DU PERSONNEL</b>                        |  |   |
| C-1  | Délivrance de l'accusé de réception de la déclaration d'un employeur d'affectation d'un local à l'hébergement  | Art. 1 de la loi 73-548 du 27 juin 1973   |
| <b>D - CONFLITS COLLECTIFS</b>                             |  |   |
| D-1  | Engagement des procédures de conciliation ou de médiation au niveau départemental  | Art. L.2523-2 et R.2522-14  |
| <b>E - AGENCE DE MANNEQUINS</b>                            |  |   |
| E-1  | Attribution, renouvellement, suspensions, retrait de la licence d'agence de mannequins   | Art.L.7123-14<br>Art. R.7123-8 à R.7123-17  |
| <b>F - EMPLOI DES ENFANTS ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS</b> |  |   |
| F-1  | Délivrance, retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode. | Art. L.7124-1   |
| F-2  | Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément de l'agence de mannequins lui permettant d'engager des enfants.  | Art. L.7124-5   |
| F-3  | Fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant entre ses représentants légaux et le pécule ; autorisation de prélèvement                                | Art. L.7124-9   |
| <b>G - APPRENTISSAGE ET ALTERNANCE</b>                     |  |   |
| G-1  | Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours   | Art. L.6223-1 et<br>Art. L.6225-1 à L.6225-3<br>Art. R.6223-16 et<br>Art. R.6225-4 à R.6225-8 |

|                              |  |   |
|------------------------------|--|---|
| <b>I - PLACEMENT AU PAIR</b> |  |   |
| I-1                          | Autorisation de placement au pair de stagiaire "aides familiales"  | Accord européen du 21 novembre 1998<br>Circulaire n°90.20 du 23 janvier 1999  |
| <b>J - PLACEMENT</b>         |  |   |
| J-1                          | Convention, mise en demeure et fermeture administrative  | Art. R.5322-3 et R.5324-1   |
| <b>K - EMPLOI</b>            |  |   |
| K-1                          | Attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel  | Art. L.5122-1<br>Art. R.5122-1 à R.5122-29  |
| K-2                          | Conventions relatives au fonds national pour l'emploi, sous réserve du respect des dispositions prévues à l'art.3, de ce présent arrêté.   | Les articles ci-dessous concernent la totalité du point K-2 :<br>Art. L.5111-1 à L.5111-2<br>Art. L.5123-1 à L.5123-9<br>Art. L.5123-7, L.1233-1-3-4, R.5112-11, L.5123-2, L.5124-1, R.5123-3 et R.5111-1, L.5111-1 et L.5111-3<br>Circulaire DGEFP 2004-004 du 30 juin 2004<br>Circulaire DGEFP 2008-009 du 19 juin 2008 |
| K-3                          | GPEC :<br>- Convention d'appui à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences                          | Art. L.5121-3<br>Art. R.5121-14 à R.5121-15   |
| K-5                          | Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière et de Production (SCOP) compétence ministère du travail | Loi n°47.1775 du 10 septembre 1947 / Loi n°78.763 du 19 juillet 1978 / Loi n°92.643 du 13 juillet 1992 / Décret n°87.276 du 16 avril 1987 / Décret n°93.455 du 23 mars 1993 / Décret n°93.1231 du 10 novembre 1993  |
| K-6                          | Agrément des sociétés coopératives d'intérêt collectif   | Art. 36 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001<br>Décret du 20 février 2002  |



|  |  |   |
|--|--|---|
| K-7  | Diagnostics locaux d'accompagnement  | Circulaires DGEFP<br>n°2002-53 du 10<br>décembre 2002 et<br>n°2003-04 du 4 mars<br>2003 |
| K-8  | Toutes décisions et conventions relatives :<br>- aux contrats aidés<br>- à la garantie jeunes et au parcours contractualisé<br>d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie                                     | Art. L.5134-1 à L.5134-<br>129<br>Art. R.5131-8 à R.5131-<br>25                         |
| K-9  | Attribution, extension, renouvellement, retrait d'agrément<br>d'une association ou d'une entreprise de services à la<br>personne   | Art. L.7232-1 et suivants   |
| K-10   | Toutes décisions relatives aux conventions de promotion<br>de l'emploi incluant les accompagnements des contrats en<br>alternance par les GEIQ.  | Art. D.6325-24  |
| K - 12   | Attribution, extension, renouvellement et retrait des<br>agrément "entreprise solidaire"   | Art. L.3332-17-1  |
| <b>L - GARANTIE DE RESSOURCES DES TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI</b> |  |   |
| L-1  | Exclusion temporaire ou définitive des droits à l'allocation<br>de recherche d'emploi, d'allocation temporaire d'attente ou<br>d'allocation de solidarité spécifique et prononcé de<br>sanctions administratives | Art. L.5426-1 à L.5426-9<br>Art. R.5426-1 à R.5426-<br>17                               |
| <b>M - TRAVAILLEURS HANDICAPES</b>                                 |  |   |
| M-1  | Subvention d'installation d'un travailleur handicapé   | Art. R.5213-52<br>Art. D.5213-53 à D.5213-<br>61  |
| M-2  | Agrément des accords de groupe, d'entreprise ou<br>d'établissement en faveur des travailleurs handicapés   | Art. L.5212-8 et<br>R.5212-12 à R.5212-18   |

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Pascal APPREDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la

consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne dans les domaines suivants, **après avis préalable du Préfet**, sous réserve des exclusions prévues à l'article 1 :

| <b>B - REPOS HEBDOMADAIRE</b> |   |  |
|-------------------------------|---|--|
| B-1                           | Dérogations au repos dominical  | Art. L.3132.20 et 23   |
| B-2                           | Décision de fermeture hebdomadaire au public des établissements d'une profession ou (et) de la région   | Art. L.3132-29   |
| <b>K - EMPLOI</b>             |   |  |
| K-2                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toutes conventions d'allocation temporaire dégressive</li> <li>- Autres conventions relatives au fonds national pour l'emploi d'un montant égal ou supérieur à 23 000 €</li> </ul> | <p>Les articles ci-dessous concernent la totalité du point K-2 :</p> <p>Art. L.5111-1 à L.5111-2<br/>           Art. L.5123-1 à L.5123-9<br/>           Art. L.5123-7, L.1233-1-3-4, R.5112-11, L.5123-2, L.5124-1, R.5123-3 et R.5111-1, L.5111-1 et L.5111-3<br/>           Circulaire DGEFP 2004-004 du 30 juin 2004<br/>           Circulaire DGEFP 2008-009 du 19 juin 2008</p> |

Article 4 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Pascal APPREDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne dans les domaines suivants, sous réserve des exclusions prévues à l'article 1 :

- agrément des organismes pour l'installation, la réparation et le contrôle en service des instruments de mesure, ainsi que les actes relatifs à l'attribution, à la suspension et au retrait des marques d'identification.

Article 5 :

Un compte rendu d'exécution de la présente délégation sera adressé au préfet du Finistère le 1<sup>er</sup> août et 1<sup>er</sup> décembre de chaque année.

Article 6 :

En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Monsieur Pascal APPREDERISSE peut subdéléguer sa signature aux agents de catégorie A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Article 7 :

L'arrêté préfectoral n° 2016263-0030 du 19 septembre 2016 donnant délégation de signature à M. Pascal APPREDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne est abrogé.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Quimper, le 18 SEP. 2018



Pascal LELARGE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*



PRÉFET DU FINISTÈRE

**Préfecture**

Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

Arrêté préfectoral n° 2018267-0001  
modifiant l'arrêté n° 2017307-0001 du 03/11/2017  
portant composition de la commission départementale  
chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur

Le Préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R123-34, D123-35 et suivants issus du décret 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016301-0001 du 27 octobre 2016 portant renouvellement de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;
- VU la décision en date du 2 janvier 2017 du président du tribunal administratif de Rennes relative à la présidence de la commission chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur dans le département du Finistère ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 2016301-0001 du 27 octobre 2016 est modifié ainsi qu'il suit :

La commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur est composée comme suit en ce qui concerne le Finistère :

1) Président :

- M. Dominique RÉMY, premier conseiller au tribunal administratif de Rennes.

2) Représentants de l'Administration :

- deux représentants du préfet :
  - la directrice de la Coordination des politiques publiques et de l'Appui territorial
  - le chef du Bureau des installations classées et des enquêtes publiques ou son adjoint
- un représentant de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bretagne
- un représentant de la direction départementale des Territoires et de la Mer

3) Membres désignés par l'association départementale des maires :

- Monsieur Daniel MOYSAN, maire de Crozon, titulaire
- *M. Christian CORROLLER, maire de Plonéis, suppléant*

4) Membres désignés par le Conseil Départemental du Finistère :

- M. Franck RESPRIGET, représentant le Conseil départemental

5) Personnalités qualifiées en matière de protection de l'environnement :

- M. Raymond LEOST, représentant l'association Eaux et Rivières de Bretagne, titulaire  
*M. Jean-Paul GUYOMARC'H, suppléant*
- M. Xavier GREMILLET, représentant le Groupe mammalogique breton, titulaire  
*M. Franck SIMONNET, suppléant*

6) Une personne inscrite sur la liste d'aptitude des commissaires enquêteurs ayant voix consultative

- Mme Martine VIART, commissaire enquêteur inscrit sur la liste d'aptitude du département des Côtes-d'Armor

Article 2

Le secrétariat de la commission sera assuré par la préfecture du Finistère, direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, Bureau des installations classées et des enquêtes publiques.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

À Quimper, le **24 SEP. 2018**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général,

  
Alain CASTANIER



PRÉFET DU FINISTÈRE

**Préfecture**

Direction de la coordination  
des politiques publiques et de  
l'appui territorial  
Bureau de la coordination  
Secrétariat de la CDAC

Quimper, le 18 septembre 2018

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL**

**du 19 octobre 2018 à 10 h 30**

**Salle Jean Moulin**

**ORDRE DU JOUR**

**Dossier n° 029-2018022 – 10 h 30 – CROZON**

Demande de permis de construire n° 029 042 18 0 0058 - valant demande d'autorisation au titre de l'exploitation commerciale - relative à la création, par transfert, d'un magasin sous l'enseigne LIDL, d'une surface de vente de 1 286 m<sup>2</sup>, situé Boulevard de Pralognan la Vanoise à CROZON (29160).

Ce projet est présenté par la société LIDL, située ZA de Runanzit à PLOUMAGOAR (22970), représentée par M. Romuald GOURICHON.

**Dossier n° 029-2018023 – 11 h 00 – SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS**

Demande de permis de construire n° 2018 PC 000 19 - valant demande d'autorisation au titre de l'exploitation commerciale - relative à la création d'un magasin à l'enseigne TERRANIMO d'une surface de vente de 462,15 m<sup>2</sup>, situé rue Goarem Vraz, zone d'activités du Launay à SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS (29600).

Ce projet est présenté par la société FIRST, située 3 rue Louis de Broglie à VANNES (56000), représentée par Mme Juliette NORMAND.





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

**Préfecture**

Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la coordination

Secrétariat de la CDAC

Quimper, le **25 SEP. 2018**

**Commission départementale d'aménagement commercial du 17 septembre 2018**  
**Avis n° 029-2018021**

La commission départementale d'aménagement commercial du Finistère, aux termes du procès-verbal de sa délibération en date du 17 septembre 2018 prise sous la présidence de M. Alain CASTANIER, secrétaire général de la préfecture, représentant M. le Préfet empêché :

- VU le code du commerce, et notamment les dispositions des articles L 751-1 et suivants et R 751-1 et suivants dans leur rédaction issue de la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, et du décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R 423-2 et R 423-13-2 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018045-0001 du 14 février 2018, fixant la liste des représentants des maires, des intercommunalités et des personnalités qualifiées en matière de consommation et de protection du consommateur, de développement durable et d'aménagement du territoire appelés à siéger en commission départementale d'aménagement commercial en application des dispositions de l'article L 751-2 du code du commerce ;
- VU la demande de permis de construire n° 029232 16 00105 - valant demande d'autorisation au titre de l'exploitation commerciale - relative à l'extension d'un ensemble commercial par la création d'un bâtiment composé de 4 cellules commerciales d'une surface de vente respectivement de 413,43 m<sup>2</sup>, 361,74 m<sup>2</sup>, 433,61 m<sup>2</sup> et 588,56 m<sup>2</sup>, soit un total de 1.797,34 m<sup>2</sup>, situé 157b - 159 route de Brest, zone de Gourvily à QUIMPER (29000) ; projet présenté par la société SCI CENI, située 18 rue du Docteur Calmette à AURAY (56400), représentée par M. Cédric MACHUT ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2018 fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial appelée à statuer sur cette demande ;
- VU le rapport d'instruction présenté par la direction départementale des territoires et de la mer ;
- VU les désignations d'élus effectuées en application de l'article L 751-2 du code de commerce ;

Après délibération de ses membres :

Élus locaux :

- M. Dominique SCOARNEC, conseiller municipal délégué au commerce et à l'artisanat, représentant le maire de Quimper ;
- M. Jean-Hubert PETILLON, maire de Briec, représentant le président de la communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;
- M. Jean-Paul COZIEN, maire d'Edern, représentant du président du syndicat mixte d'études pour l'élaboration du ScoT de l'Odet (SYMESCOTO) ;
- M. Claude JAFFRE représentant la présidente du conseil départemental ;
- M. Christian JOLIVET représentant les intercommunalités au niveau départemental ;

Personnes qualifiées :

- Mme Maïté QUIDEAU-DENIEL et M. Patrick LE GOFF, au titre des personnes qualifiées en matière de consommation et de protection du consommateur ;

assisté de :

- Mme Nathalie BODERE-LELAY, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer.

**Motivation de l'avis**

Considérant que les conditions d'implantation du projet sont conformes au SCoT de l'Odet et au PLU de la ville de Quimper ;

Considérant que le projet comporte des cellules commerciales d'une surface minimale de 400 m<sup>2</sup>, ce qui ne leur permet pas de s'implanter en centre-ville et n'entraîne pas de concurrence avec les commerces du centre-ville ;

Considérant que le projet se situe en zone « d'implantation périphérique préférentielle » du PLU ;

Considérant que le projet ne prévoit pas de trafic automobile supplémentaire du fait qu'il remplace un autre commerce (Quick) ;

Considérant que le projet permet la création de 5 à 6 emplois par cellule commerciale ;

Considérant que le traitement des eaux pluviales sera assuré par l'installation d'un bassin de rétention ;

La commission a décidé d'émettre un avis favorable par 5 voix favorables, 1 voix défavorable et 1 abstention sur 7 votants

Ont émis un avis favorable au projet : M. SCOARNEC, M. PETILLON, M. COZIEN, M. JAFFRE et Mme QUIDEAU-DENIEL

A émis un avis défavorable au projet : M. LE GOFF

S'est abstenu au projet : M. JOLIVET

En conséquence, la CDAC émet un avis favorable à la demande de permis de construire n° 029232 16 00105 - valant demande d'autorisation au titre de l'exploitation commerciale - relative à l'extension d'un ensemble commercial par la création d'un bâtiment composé de 4 cellules commerciales d'une surface de vente respectivement de 413,43 m<sup>2</sup>, 361,74 m<sup>2</sup>, 433,61 m<sup>2</sup> et 588,56 m<sup>2</sup>, soit un total de 1.797,34 m<sup>2</sup>, situé 157b - 159 route de Brest, zone de Gourvily à QUIMPER (29000).

Ce projet est présenté par la société SCI CENI, située 18 rue du Docteur Calmette à AURAY (56400), représentée par M. Cédric MACHUT.

Pour le Préfet,  
Le Président de la commission  
départementale d'aménagement commercial,

  
Alain CASTANIER



## DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Article L752-17 du code de commerce (extraits) :

I.- Conformément à l'article L. 425-4 du code de l'urbanisme, le demandeur, le représentant de l'Etat dans le département, tout membre de la commission départementale d'aménagement commercial, tout professionnel dont l'activité, exercée dans les limites de la zone de chalandise définie pour chaque projet, est susceptible d'être affectée par le projet ou toute association les représentant peuvent, dans le délai d'un mois, introduire un recours devant la Commission nationale d'aménagement commercial<sup>1</sup> contre l'avis de la commission départementale d'aménagement commercial.

A peine d'irrecevabilité, la saisine de la commission nationale par les personnes mentionnées au premier alinéa du présent I est un préalable obligatoire au recours contentieux dirigé contre la décision de l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire. Le maire de la commune d'implantation du projet et le représentant de l'Etat dans le département ne sont pas tenus d'exercer ce recours préalable.

II.- Lorsque la réalisation du projet ne nécessite pas de permis de construire, les personnes mentionnées au premier alinéa du I peuvent, dans un délai d'un mois, introduire un recours contre la décision de la commission départementale d'aménagement commercial.

A peine d'irrecevabilité, la saisine de la commission nationale est un préalable obligatoire au recours contentieux.

Article R752-30 du code de commerce

**Le délai de recours contre une décision ou un avis de la commission départementale est d'un mois. Il court :**

1° Pour le demandeur, à compter de la notification de la décision ou de l'avis ;

2° Pour le préfet et les membres de la commission départementale, à compter de la réunion de la commission ou, en cas de décision ou d'avis tacite, à compter de la date à laquelle l'autorisation est réputée accordée ;

3° Pour toute autre personne mentionnée à l'article [L. 752-17](#), à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues aux troisième et cinquième alinéas de l'article [R. 752-19](#)<sup>2</sup>.

Le respect du délai de recours est apprécié à la date d'envoi du recours.

Article R752-32 du code de commerce (extrait)

A peine d'irrecevabilité de son recours, dans les cinq jours suivant sa présentation à la commission nationale, le requérant, s'il est distinct du demandeur de l'autorisation d'exploitation commerciale, communique son recours à ce dernier soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par tout moyen sécurisé.

---

<sup>1</sup>Commission Nationale d'aménagement Commercial – Télédéc 121 - Bâtiment Sieyès – 61 boulevard Vincent Auriol – 75703 Paris cedex 13

<sup>2</sup> Insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture et, en cas d'avis ou de décision favorable, publication dans deux journaux locaux.



PRÉFET DU FINISTÈRE

**Direction départementale  
de la cohésion sociale**  
Service Hébergement et Logement

ARRETE préfectoral n° 2018255-0005  
portant nomination des membres de la commission de médiation  
du département du Finistère

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU l'article L.441-2-3 du Code de la Construction et de l'Habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale et modifié par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 ;
- VU les articles R.441-13 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2017186-0004 du 5 juillet 2017 portant nomination des membres de la commission de médiation du département du Finistère, modifié les 30 août 2017, 29 novembre 2017 et 22 mars 2018 ;
- VU Le mail de la directrice adjointe à l'action sociale, à la santé et du CCAS de Brest, du 27 août 2018 ;
- SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

### ARRETE

Article 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017186-0004 du 5 juillet 2017 portant nomination des membres de la commission de médiation du département du Finistère est modifié comme suit :

**3° Représentants des organismes bailleurs et des organismes chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un établissement ou logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale:**

.../...

- **Un représentant d'un organisme chargé de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un établissement ou logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale :**

Titulaire : Madame Nancy CLARK, CCAS de Concarneau,

Suppléante : Madame Estelle BILLON, CCAS de Brest,

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté n° 2017186-0004 du 5 juillet 2017, modifié le 30 août 2017, le 29 novembre 2017 et le 22 mars 2018 sont inchangées.

Article 3 : Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère et le directeur départemental de la cohésion sociale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

**12 SEP. 2018**

Le Préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire général

  
Alain CASTANIER





PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale  
de la Cohésion Sociale  
Service des solidarités territoriales

## ARRÊTÉ PORTANT CRÉATION ET COMPOSITION DU COLLÈGE DÉPARTEMENTAL CONSULTATIF DU FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE

AP n° 2018 268-0002

Le Préfet du Finistère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R. 133-3 et R. 133-13 ;  
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;  
Vu le décret n° 2018-460 du 8 juin 2018 relatif au fonds pour le développement de la vie associative et notamment son article 7 ;

### ARRÊTE

#### Article 1<sup>er</sup> :

Un collège départemental consultatif de la commission régionale du fonds pour le développement de la vie associative est créé.

#### Article 2 :

Le collège visé à l'article 1<sup>er</sup> est présidé par le représentant de l'État dans le département ou son représentant.  
Son secrétariat est assuré par la direction départementale de la cohésion sociale.

#### Article 3 :

Sont désignés membres de la commission par le préfet de département, en qualité de personnalités qualifiées en raison de leur engagement et de leur compétence reconnus en matière associative ou de formation :

1° Sur proposition du Mouvement Associatif de Bretagne :

- Monsieur Pierre BARBIER, administrateur des Associations de Solidarité Internationale.

2° Sont également désignés :

- Monsieur Gabriel CERCLIER, Directeur territorial de Coallia,
- Monsieur Jean-Paul CANAUD, Vice-Président du CDOS 29,
- Monsieur Pierre ALEXANDRE, Architecte des Bâtiments de France.

Article 4 :

Sont désignés par l'association des maires du Finistère :

- Monsieur Dominique CAP, président, maire de Plougastel-Daoulas, vice-président de Brest Métropole,
- Monsieur Roger LARS, maire de Landévennec, vice-président de la communauté de communes de la presqu'île de Crozon.

Article 5 :

Est désigné par l'association des maires ruraux du Finistère :

- Monsieur Jean KERIVEL, maire de Poullan-sur-Mer.

Article 6 :

Est désignée par la présidente du Conseil départemental du Finistère :

- Madame Elyane PALLIER, conseillère départementale.

Article 7 :

Les dispositions du présent arrêté sont valables pour une durée de cinq ans, à compter de sa date de signature.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif hiérarchique ou gracieux et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 8 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 25 septembre 2018

Le Préfet  
Pour le Préfet, Le Secrétaire Général



Alain CASTANIER



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DU FINISTERE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service santé et protection des animaux  
et des végétaux

**Arrêté préfectoral n° 2018257-0003**

**attribuant l'habilitation sanitaire à Monsieur Didier DESLANDES**

-----

**Le Préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment ses articles L.203-1 à L.203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R.242-33.
- VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1<sup>er</sup> août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. LELARGE Pascal, Préfet, en qualité de Préfet du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018050-0005 du 19 février 2018 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID, Inspecteur en chef de la Santé Publique Vétérinaire, Directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018106-0008 du 16 avril 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;

**CONSIDERANT** la demande présentée par Monsieur Didier DESLANDES né le 15 septembre 1992 à Vitry sur Seine et domicilié professionnellement à la Clinique vétérinaire des Ajoncs – 41 rue de Quimper – 29190 PLEYBEN ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Didier DESLANDES remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire,

**SUR** proposition du directeur départemental de la protection des populations du Finistère,

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Monsieur Didier DESLANDES, docteur vétérinaire administrativement domicilié à la Clinique vétérinaire des Ajoncs – 41 rue de Quimper – 29190 PLEYBEN.

## ARTICLE 2

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans auprès du Préfet du Finistère, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R.203-12.

## ARTICLE 3

Monsieur Didier DESLANDES s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## ARTICLE 4

Monsieur Didier DESLANDES pourra être appelé par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## ARTICLE 5

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R.203-15, R.228-6 et suivants du code rural et la pêche maritime.

## ARTICLE 6

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

## ARTICLE 7

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère et le Directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 14 septembre 2018



**Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de la protection des populations,  
Le chef du service santé et protection des animaux  
et des végétaux,**

  
Aline SCALABRINO

PREFET DU FINISTERE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service santé et protection des animaux  
et des végétaux

**Arrêté préfectoral n° 2018257-0004**

**attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Manon LECARPENTIER**

-----  
**Le Préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment ses articles L.203-1 à L.203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R.242-33.
- VU** le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1<sup>er</sup> août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU** le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. LELARGE Pascal, Préfet, en qualité de Préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2018050-0005 du 19 février 2018 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID, Inspecteur en chef de la Santé Publique Vétérinaire, Directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2018106-0008 du 16 avril 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;

**CONSIDERANT** la demande présentée par Madame Manon LECARPENTIER née le 31 mai 1992 à Rouen et domicilié professionnellement à la Clinique vétérinaire – 260 rue de la Petite Palud – 29411 LANDERNEAU CEDEX ;

**CONSIDERANT** que Madame Manon LECARPENTIER remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire,

**SUR** proposition du directeur départemental de la protection des populations du Finistère,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Madame Manon LECARPENTIER, docteur vétérinaire administrativement domicilié Clinique vétérinaire – 260 rue de la Petite Palud – 29411 LANDERNEAU CEDEX.

## ARTICLE 2

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans auprès du Préfet du Finistère, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R.203-12.

## ARTICLE 3

Madame Manon LECARPENTIER s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## ARTICLE 4

Madame Manon LECARPENTIER pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## ARTICLE 5

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R.203-15, R.228-6 et suivants du code rural et la pêche maritime.

## ARTICLE 6

L'arrêté préfectoral du département de la Haute Garonne n° 31-2018-176 du 26 juin 2018 portant attribution de l'habilitation sanitaire à Madame Manon LECARPENTIER est abrogé.

## ARTICLE 7

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

## ARTICLE 8

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère et le Directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 14 septembre 2018



**Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de la protection des populations,  
Le chef du service santé et protection des animaux et des végétaux,**

**Aline SCALABRINO**



PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service alimentation

Arrêté préfectoral n° 2018263-0001 du 20 septembre 2017

portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, de l'expédition, de la distribution,  
de la commercialisation des coquilles Saint-Jacques provenant de la zone marine

« Gisement de l'Auberlach » (n°039) en rade de Brest.

-----

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;
- VU le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;
- VU le règlement n°854/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret n°2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

(IFREMER) ;

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les tailles maximales des coquillages juvéniles récoltés en zone C et les conditions de captage et de récolte du naissain en dehors des zones classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016362-0004 du 27 décembre 2016 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018050-0005 du 19 février 2018 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018246-0006 du 03 septembre 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;
- VU le résultat des analyses effectuées par le réseau de surveillance phytoplanctonique (REPHYTOX) en dates du 06 septembre 2018 et du 20 septembre 2018.

Considérant que les résultats des analyses effectuées par Laboceca sur les coquilles Saint-Jacques (*Pecten maximus*) prélevées le 04 septembre 2018 et le 18 septembre 2018 sur le **Gisement de Roscanvel** en rade de Brest (n°039) ont démontré leur absence de toxicité en toxines amnésiantes ;

Considérant que les résultats des analyses effectuées par Laboceca sur les coquilles Saint-Jacques (*Pecten maximus*) prélevées le 04 septembre 2018 et le 18 septembre 2018 sur le **Gisement du Fret** en rade de Brest (n°039) ont démontré leur absence de toxicité en toxines amnésiantes ;

Considérant en revanche que les résultats des analyses effectuées par Laboceca sur les coquilles Saint-Jacques prélevées le 04 septembre 2018 et le 18 septembre 2018 sur le **Gisement de L'Auberlach** en rade de Brest ont confirmé leur toxicité par présence de toxines amnésiantes à des taux de 27,89 et 25,65 mg AD/kg supérieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 20 mg AD/kg par le règlement (CE) 853/2004, et sont donc susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

Considérant que les toxines de type amnésiantes (ASP) sont très dangereuses pour la santé humaine ;



Sur avis de M. le directeur départemental des territoires et de la mer ;

Sur avis de l'agence régionale de santé ;

Sur proposition de M. le Directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1 : FERMETURE DE LA ZONE**

Demeurent interdits depuis le 20 avril 2017, la pêche maritime professionnelle et récréative, le ramassage, le transfert, la purification, l'expédition, la distribution et la commercialisation des coquilles Saint-Jacques en provenance du secteur délimité comme suit :

#### **Gisement de l'Auberlach**

*Au Nord : de la pointe de l'Armorique jusqu'à la pointe de Rozégat en suivant le trait de côte ;*

*Au sud : par le parallèle 48°18'.80 ;*

*A l'ouest : l'alignement de la pointe de l'Armorique à la pointe nord de l'Île Ronde, puis de la pointe sud de l'île Ronde en direction de la Pointe de Lanvéoc jusqu'au point d'intersection avec le parallèle 48°18'.80 ;*

*A l'est : de la pointe de Rozégat en direction de la pointe de Pen ar Vir jusqu'au point d'intersection avec le parallèle 48°18'.80.*

Les interdictions concernant la pêche maritime professionnelle et récréative, le ramassage, le transfert, la purification, l'expédition, la distribution et la commercialisation des coquilles Saint Jacques des gisements de Roscanvel et du Fret sont levées.

### **ARTICLE 2 : VOIE DE RECOURS**

Le présent arrêté préfectoral est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes pendant un délai de deux mois à compter de sa publication.

### **ARTICLE 3: EXCLUSIONS**

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités des écloséries ainsi qu'aux transferts de naissains et juvéniles en vue de l'élevage.

### **ARTICLE 4:**

L'arrêté préfectoral n°2017278-0004 du 05 octobre 2017 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation des coquilles Saint-Jacques provenant de la zone marine « Rade de Brest » est **abrogé**.

### **ARTICLE 5:**

Le sous-préfet de Châteaulin, le sous-préfet de Brest le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le

commandant du groupement de gendarmerie du Finistère et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 20 septembre 2018

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations  
par empêchement, la chef du service alimentation



**Florence LE CRENN**

Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts  
Chef de Service Alimentation

PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service alimentation

Arrêté préfectoral  
portant levée de l'interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de  
l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous les coquillages ainsi que du  
pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine  
« CAMARET » (n°39).

-----

AP n° 2018263-0002 du 20 septembre 2018

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;
- VU le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;
- VU le règlement n°854/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret n°2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016362-0004 du 27 décembre 2016 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018050-0005 du 19 février 2018 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018246-0006 du 03 septembre 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;
- VU les 2 résultats successifs des analyses effectuées par le réseau de surveillance phyco-planctonique (REPHYTOX) en dates du 13 septembre 2018 et du 20 septembre 2018;

Considérant que les résultats en toxines lipophiles des analyses effectuées par LABOCEA sur les moules prélevées le 10 septembre 2018 et le 17 septembre 2018 démontrent un retour à la normale sur la zone « Camaret » (n°39) ;

Sur avis de M. le directeur départemental des territoires et de la mer ;

Sur avis de l'agence régionale de santé ;

Sur proposition de M. le Directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRETE :

#### Article 1

L'arrêté préfectoral n°2018228-0003 du 16 août 2018 est **abrogé**.

#### Article 2

Le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaulin, le sous-préfet de l'arrondissement de Brest, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie du Finistère, et les

maires des communes de Camaret sur Mer, Crozon, Roscanvel, Plouzané et Plougonvelin sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 20 septembre 2018

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations  
par empêchement la chef du service alimentation

**Florence LE CRENN**

Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts  
Chef de Service Alimentation



PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service alimentation

Arrêté préfectoral n° 2018264-0001 du 21/09/2018

portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transfert, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous les coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine  
Pays bigouden sud (44).

-----

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;
- VU le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;
- VU le règlement n°854/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret n°2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au

fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les tailles maximales des coquillages juvéniles récoltés en zone C et les conditions de captage et de récolte du naissain en dehors des zones classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016362-0004 du 27 décembre 2016 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018050-0005 du 19 février 2018 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018246-0006 du 3 septembre 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;
- VU le résultat des analyses effectuées par le réseau de surveillance phytoplanctonique (REPHYTOX) de LABOCEA en date du 21 septembre 2018.

Considérant que les résultats des analyses effectuées par IFREMER sur les moules prélevées le 19 septembre 2018 dans la zone Pays bigouden sud (44) ont démontré leur toxicité par présence de toxines lipophiles à un taux de 347,4 µg eq AO/kg supérieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 µg eq AO/kg par le règlement (CE) 853/2004, et sont donc susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

Sur avis de M. le directeur départemental des territoires et de la mer ;

Sur avis de l'agence régionale de santé ;

Sur proposition de M. le Directeur départemental de la protection des populations;

### **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 : FERMETURE DE LA ZONE**

Sont provisoirement interdits, à partir du 21 septembre 2018, la pêche maritime professionnelle et récréative, le ramassage, le transfert, la purification, l'expédition, la distribution et la commercialisation de tous les coquillages en provenance du secteur délimité comme suit :

- *Limite sud : la ligne reliant la pointe de Penmarc'h (commune de Penmarc'h), le point 47° 43' 21.2" N, 4° 16' 00.4" W et la pointe de Mousterlin (commune de Fouesnant)*

- *Limite est : le méridien passant par la pointe de Kerafédé.*

Incluant la zone de production **Toul ar Ster** 29.07.020 et partiellement la zone de production **Eaux profondes Guilvinec-Bénodet-Glénan** 29.07.010.

### **ARTICLE 2 : MESURES DE RETRAIT DES COQUILLAGES CONCERNÉS**

Tous les coquillages récoltés et/ou pêchés dans la zone Pays bigouden sud (44) depuis le 19 septembre 2018, date du prélèvement ayant révélé leur toxicité, sont considérés comme impropres à la consommation humaine.

Tout professionnel qui a depuis cette date commercialisé ces espèces de coquillages, doit engager immédiatement, sous sa responsabilité, leur retrait du marché en application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002, et en informer la Direction départementale de la protection des populations. Ces produits doivent être détruits, selon les modalités fixées par le règlement (CE) n° 1069/2009.

### **ARTICLE 3 : UTILISATION DE L'EAU DE MER PROVENANT DE LA ZONE FERMÉE**

#### **Article 3.1. Mesures générales**

Il est interdit d'utiliser pour l'immersion de tous les coquillages, et quelles que soient leurs provenances, l'eau de mer provenant de la zone Pays bigouden sud (44) tant que celle-ci reste fermée.

Seules les opérations de lavage des coquillages, sans immersion, sont possibles.

Compte tenu des risques associés, cette interdiction est également applicable pour l'eau de mer qui aurait été pompée dans cette zone depuis le 19 septembre 2018 et stockée dans les bassins et réserves des établissements. Les coquillages qui seraient déjà immergés dans cette eau sont considérés comme contaminés et ne peuvent être commercialisés pour la consommation humaine.

Ces coquillages peuvent cependant être ré-immersés dans la zone fermée en attente de sa réouverture, sous réserve de l'accord de Direction départementale de la protection des populations.

#### **Article 3.2 Mesures particulières**

Les établissements, qui peuvent justifier auprès de la direction départementale de la protection des populations un approvisionnement en eau de mer non contaminée (du fait par exemple des dates et lieux de pompage), peuvent continuer à commercialiser des coquillages qui proviennent soit de zones ouvertes soit de la zone fermée mais « mis à l'abri » avant la période de toxicité retenue.

#### **Article 3.3 Mesures dérogatoires en l'absence démontrée de cellules algales dans l'eau alimentant les bassins**



Si les professionnels prouvent par analyse, auprès de la Direction départementale de la protection des populations du Finistère:

- l'absence de cellules algales toxiques dans l'eau alimentant leurs bassins,
- l'absence de toxicité des coquillages ayant séjourné dans leurs bassins.

alors cette eau de mer issue de la zone fermée pourra être utilisée de manière dérogatoire pour l'immersion de coquillages non soumis à des mesures de restriction.

Cette analyse devra être renouvelée lors de chaque nouveau pompage dans la zone fermée.

#### **ARTICLE 4 : VOIE DE RECOURS**

Le présent arrêté préfectoral est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes pendant un délai de deux mois à compter de sa publication.

#### **ARTICLE 5 : EXCLUSIONS**

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités des écloseries ainsi qu'aux transferts de naissains et juvéniles en vue de l'élevage.

#### **ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie du Finistère et les maires des communes de Penmarc'h, Guilvinec, Tréffiagat, Plobannalec-Lesconil et Loctudy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 21 septembre 2018

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations  
par empêchement, la cheffe du service alimentation



**Florence LE CRENN**  
Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts  
Chef de Service Alimentation



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service alimentation

Arrêté préfectoral n° 2018270-0002 du 27 septembre 2018

portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transfert, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous les coquillages sauf les huîtres ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine Pays bigouden sud (44).

-----

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;
- VU le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;
- VU le règlement n°854/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret n°2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au

fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les tailles maximales des coquillages juvéniles récoltés en zone C et les conditions de captage et de récolte du naissain en dehors des zones classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016362-0004 du 27 décembre 2016 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018050-0005 du 19 février 2018 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018246-0006 du 3 septembre 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;
- VU le résultat des analyses effectuées par le réseau de surveillance phytoplanctonique (REPHYTOX) en date du 21 septembre 2018.
- VU le résultat des analyses effectuées par le réseau de surveillance phytoplanctonique (REPHYTOX) en date du 27 septembre 2018.

Considérant que les résultats des analyses effectuées par LABOCEA sur les moules prélevées le 19 septembre 2018 dans la zone Pays bigouden sud (44) ont démontré leur toxicité par présence de toxines lipophiles à un taux de 347,4 µg eq AO/kg supérieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 µg eq AO/kg par le règlement (CE) 853/2004, et sont donc susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

Considérant que les résultats des analyses effectuées par LABOCEA sur les huîtres prélevées le 25 septembre 2018 dans la zone Pays bigouden sud (44) sont inférieurs au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 µg eq AO/kg par le règlement (CE) 853/2004 pour les toxines lipophiles ;

Sur avis de M. le directeur départemental des territoires et de la mer ;

Sur avis de l'agence régionale de santé ;

Sur proposition de M. le Directeur départemental de la protection des populations;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 : FERMETURE DE LA ZONE**

Sont maintenus interdits, depuis le 21 septembre 2018, la pêche maritime professionnelle et récréative, le ramassage, le transfert, la purification, l'expédition, la distribution et la commercialisation de tous les coquillages sauf les huîtres en provenance du secteur délimité comme suit :

- *Limite sud : la ligne reliant la pointe de Penmarc'h (commune de Penmarc'h), le point 47° 43' 21.2" N, 4° 16' 00.4" W et la pointe de Moustierlin (commune de Fouesnant)*
- *Limite est : le méridien passant par la pointe de Kerafédé.*

Incluant la zone de production **Toul ar Ster 29.07.020** et partiellement la zone de production **Eaux profondes Guilvinec-Bénodet-Glénan 29.07.010**.

### **ARTICLE 2 : MESURES DE RETRAIT DES COQUILLAGES CONCERNÉS**

Tous les coquillages sauf les huîtres récoltés et/ou pêchés dans la zone Pays bigouden sud (44) depuis le 19 septembre 2018, date du prélèvement ayant révélé leur toxicité, sont considérés comme impropres à la consommation humaine.

Tout professionnel qui a depuis cette date commercialisé ces espèces de coquillages, doit engager immédiatement, sous sa responsabilité, leur retrait du marché en application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002, et en informer la Direction départementale de la protection des populations. Ces produits doivent être détruits, selon les modalités fixées par le règlement (CE) n° 1069/2009.

### **ARTICLE 3 : UTILISATION DE L'EAU DE MER PROVENANT DE LA ZONE FERMÉE**

#### **Article 3.1. Mesures générales**

Il est interdit d'utiliser pour l'immersion des coquillages sauf les huîtres, et quelles que soient leurs provenances, l'eau de mer provenant de la zone Pays bigouden sud (44) tant que celle-ci reste fermée.

Seules les opérations de lavage des coquillages, sans immersion, sont possibles.

Compte tenu des risques associés, cette interdiction est également applicable pour l'eau de mer qui aurait été pompée dans cette zone depuis le 19 septembre 2018 et stockée dans les bassins et réserves des établissements. Les coquillages sauf les huîtres qui seraient déjà immergés dans cette eau sont considérés comme contaminés et ne peuvent être commercialisés pour la consommation humaine.

Ces coquillages peuvent cependant être ré-immersés dans la zone fermée en attente de sa réouverture, sous réserve de l'accord de Direction départementale de la protection des populations.

### Article 3.2 Mesures particulières

Les établissements, qui peuvent justifier auprès de la direction départementale de la protection des populations un approvisionnement en eau de mer non contaminée (du fait par exemple des dates et lieux de pompage), peuvent continuer à commercialiser des coquillages qui proviennent soit de zones ouvertes soit de la zone fermée mais « mis à l'abri » avant la période de toxicité retenue.

### Article 3.3 Mesures dérogatoires en l'absence démontrée de cellules algales dans l'eau alimentant les bassins

Si les professionnels prouvent par analyse, auprès de la Direction départementale de la protection des populations du Finistère:

- l'absence de cellules algales toxiques dans l'eau alimentant leurs bassins,
- l'absence de toxicité des coquillages ayant séjourné dans leurs bassins.

alors cette eau de mer issue de la zone fermée pourra être utilisée de manière dérogatoire pour l'immersion de coquillages non soumis à des mesures de restriction.

Cette analyse devra être renouvelée lors de chaque nouveau pompage dans la zone fermée.

### ARTICLE 4 : VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté préfectoral est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes pendant un délai de deux mois à compter de sa publication.

### ARTICLE 5 : EXCLUSIONS

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités des écloséries ainsi qu'aux transferts de naissains et juvéniles en vue de l'élevage.

### ARTICLE 6 :

L'arrêté préfectoral n°2018264-0001 du 21 septembre 2018 est abrogé.

### ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie du Finistère et les maires des communes de Penmarc'h, Guilvinec, Tréffiagat, Plobannalec-Lesconil et Loctudy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 27 septembre 2018

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations  
par empêchement, la responsable de filière au service  
alimentation



Dr Vét. Ghislaine LOBJOIT  
Inspecteur en chef de la  
santé publique vétérinaire

4 / 4



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service alimentation

Arrêté préfectoral n° 2018270-0003 du 27 septembre 2018

portant levée de l'interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine  
**« baie de Douarnenez estran » (n° 40).**

-----

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;
- VU le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;
- VU le règlement n°854/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret n°2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016362-0004 du 27 décembre 2016 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018050-0005 du 19 février 2018 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018246-0006 du 03 septembre 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;
- VU les 2 résultats successifs des analyses effectuées par le réseau de surveillance phyco-planctonique (REPHYTOX) de l'IFREMER en dates du 20/09/2018 et 27/09/2018;

Considérant que les résultats des analyses effectuées par LABOCEA sur les tellines prélevées le 17/09/2018 et le 23/09/2018 démontrent un retour à la normale sur la zone « **baie de Douarnenez estran** » (n° 40) ,

Sur avis de M. le directeur départemental des territoires et de la mer ;

Sur avis de l'agence régionale de santé ;

Sur proposition de M. le Directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRETE :

#### Article 1

L'arrêté préfectoral n° 2018165-0004 du 14 juin 2018 est **abrogé**.

La pêche maritime professionnelle et de loisir, le ramassage, l'expédition et la commercialisation de tous coquillages sont autorisés à partir du 27/09/2018, sur la zone n°40 « baie de Douarnenez estran »


## Article 2

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère , le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaulin, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie du Finistère et les maires des communes de Crozon, Telgruc-sur-Mer, Argol, Saint Nic, Plomodiern, Ploeven, Plonevez Porzay, Kerlaz, Douarnenez, Poullan-sur-Mer et Beuzec-Cap-Sizun sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 27/09/2018

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations  
par empêchement, la responsable de filière au service  
alimentation



  
Dr Vét. Ghislaine LOBJOIT  
Inspecteur en chef de la  
santé publique vétérinaire





PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Direction

AP n° 2018260-0004  
du 17 septembre 2018

**Arrêté Préfectoral**  
donnant délégation pour effectuer des opérations sur les logiciels CHORUS - CHORUS  
FORMULAIRE - CHORUS DT - ADS2007 (module taxes d'urbanisme) - GALION - CARTE ACHAT

Le directeur départemental des territoires et de la mer,

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 portant nomination de M. Philippe CHARRETTON en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018080-0001 du 21 mars 2018 donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETTON en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer, en matière d'ordonnancement secondaire et en matière de marchés publics et d'accords-cadres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018255-0003 du 12 septembre 2018 portant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire et en matière de marchés publics et d'accords-cadres ;

Vu l'organisation budgétaire et comptable de la DDTM 29 ;

### ARRÊTÉ

#### Article 1

Les agents ci-dessous reçoivent délégation pour effectuer les opérations correspondant à la fonction de « gestionnaire valideur des ordres de missions, des états de frais, des factures fournisseurs » dans l'application CHORUS Déplacements Temporaires :

| <b>Secrétariat général</b> |                |  |
|----------------------------|----------------|--|
| SG-Moyens financiers       | Michelle JUHEL | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure |
|                            | Pascal CHIRON  | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale    |
|                            | Yves QUEINNEC  | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale    |

2 / Les agents ci-dessous reçoivent délégation pour effectuer les opérations de gestion des taxes d'urbanisme et de validation dans le logiciel ADS2007 interfacé CHORUS :

| <b>Service aménagement</b>             |                    |   |
|--|--------------------|---|
| Pôle ADS Application du Droit des Sols | Claude GUEGUEN     | Technicien supérieur en chef du développement durable                                 |
|  | Marie Thérèse FAVE | Adjoint administratif principal 1ère classe   |
|  | Ghislaine KERHUEL  | Adjoint administratif principal 1ère classe   |
|  | Viviane MAUGUEN    | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale |
|  | Annie SIMON        | Adjoint administratif principal 1ère classe   |

3 / Les agents ci-dessous reçoivent délégation pour effectuer les opérations de gestion des concours du service et de validation dans le logiciel GALION interfacé CHORUS :

| <b>Service habitat et construction</b> |                  |  |
|--|------------------|--|
| SHC                                    | Gérard DENIEL    | Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement hors classe |
| SHC-PHC                                | Philippe ABRAHAM | Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État        |

4 / Les agents ci-dessous reçoivent délégation pour effectuer les opérations de demande d'achat et /ou subvention, de constatation du service fait dans l'application CHORUS Formulaire :

« La validation de toute demande d'achat est subordonnée à la signature préalable d'un bon de commande interne DDTM par le chef de service ou la personne habilitée au regard de l'arrêté de subdélégation de signature d'ordonnancement secondaire en vigueur »

| <b>Services</b>      |                        |  |
|----------------------|------------------------|--|
| SG-Moyens financiers | Esther FOUEGUE-DEMTELI | Attaché d'administration   |
|                      | Michelle JUHEL         | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure |
|                      | Pascal CHIRON          | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale    |
|                      | Yves QUEINNEC          | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale    |

| Services |                       |  |
|----------|-----------------------|--|
| SG       | Marie-Hélène CLOAREC  | Adjoint administratif principal 1ère classe  |
| SEA      | Sophie DEHEAZE        | Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement   |
|          | Véronique GENTRIC     | Chef technicien / STEA   |
| SHC-PHC  | Jacques CRENN         | Secrétaire d'administration et de contrôle de classe supérieure du développement durable |
| SEB      | Claire LE MARC        | Technicien supérieur en chef du développement durable                                    |
|          | Maryse LAVIGNE        | Technicien supérieur en chef du développement durable                                    |
| SRS      | Jean-François PERTUET | Secrétaire administratif de classe exceptionnelle  |
| SA       | Annie LAURANS         | Adjoint administratif principal 1ère classe  |
| SSCAM    | Méline GUESNON        | Technicien / SFTR  |
|          | Laurent OHAROKI       | Lieutenant de port 1ère classe   |
| DML-SL   | Sophie PICHAVANT      | Technicien supérieur en chef du développement durable                                    |

5 / Les agents ci-dessous reçoivent délégation pour effectuer les opérations de rétablissement des crédits (établissement des titres de recettes par le CPCM) tous BOP confondus :

| Services             |                        |  |
|----------------------|------------------------|--|
| SG-Moyens financiers | Esther FOUEGUE-DEMTELI | Attaché d'administration   |
|                      | Michelle JUHEL         | Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure |

## **Article 2 Carte d'achat**

Les titulaires de cartes d'achat sont :

- Claude LE BIHAN, Adjoint technique principal 1ere classe

Avec autorisation d'effectuer des achats de proximité avec un plafond annuel de **8 000 € toutes taxes comprises**.

- Yves QUEINNEC, Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale

Avec autorisation d'effectuer des achats sur les marchés Lyreco et UGAP avec un plafond annuel de **33 000 € toutes taxes comprises**.

- Pierre LE LOCH, Technicien supérieur en chef du développement durable

Avec autorisation d'effectuer des achats de proximité avec un plafond annuel de **15 000 € toutes taxes comprises**.

Quimper, le 17 septembre 2018

Pour le préfet et par délégation  
le directeur départemental des territoires et de la mer

Le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer  
**Philippe CHARRETTON**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Délégation à la mer et au littoral  
Service du littoral

Arrêté préfectoral n° 2018267-0002  
portant déclaration d'inutilité et déclassement  
par désaffectation du domaine public maritime de l'Etat, de deux parcelles  
identifiées au cadastre section B0 sous le n° 152 et section BN sous le n° 313  
situées sur le territoire de la commune de Brest

Le préfet du Finistère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2111-6 et L. 2141-1 ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le schéma de référence portuaire du 17 mai 1994 de la zone d'aménagement concerté du port de commerce de Brest, cosigné notamment par l'Etat ;
- VU la décision ministérielle du 18 juillet 1997 déclassant du domaine public de l'État les parcelles de l'îlot 3 dit Bassam Colonies, situées de part et d'autre de la portion concernée de la rue de Bassam à Brest, pour en poursuivre l'aliénation au profit de la communauté urbaine de Brest ; cette acquisition ayant été réalisée le 19 mars 1999 par cession amiable de l'État ;
- VU l'arrêté préfectoral n°98-0364 du 20 février 1998 portant transfert de gestion de dépendances du domaine public maritime du port de commerce de Brest au profit de la communauté urbaine de Brest, et notamment la portion concernée de la rue de Bassam ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2005-1242 du 17 novembre 2005 portant délimitation administrative du port de Brest ;
- VU les demandes de Brest Métropole Océane du 26 septembre 2006 et du 6 décembre 2007 sollicitant le transfert en pleine propriété des dépendances du domaine public maritime lui ayant été transférées en gestion par l'arrêté préfectoral n°98-0364 du 20 février 1998 ;
- VU l'avis favorable de la direction générale des finances publiques du 2 juin 2008,
- VU l'avis favorable du conseil régional de Bretagne du 26 mai 2008, propriétaire du port de commerce situé à proximité de la portion concernée de la rue de Bassam,
- VU l'avis favorable du directeur départemental de l'Équipement du 17 septembre 2008, et demandant le déclassement de cette portion de domaine public par arrêté ministériel,

- VU le courrier du 30 octobre 2017 de demande de Brest Métropole, en l'absence de déclassement prononcé à ce stade par l'État, d'une emprise du domaine public maritime à Brest afin d'en permettre ultérieurement l'acquisition par Brest Métropole Aménagement, gestionnaire de la zone d'aménagement concerté du port de commerce de Brest ;
- VU l'avis du ministère de la transition écologique et solidaire du 18 janvier 2018 et la réponse de la direction départementale des territoires et de la mer du 16 février 2018 ;
- VU la réponse de la direction régionale des finances publiques du 16 avril 2018 ;
- VU les parcelles BO n°152 d'une superficie de 716 m<sup>2</sup> et BN n° 313 d'une superficie de 396 m<sup>2</sup> créées par les documents d'arpentage n° 8552A et n° 8551E datés du 03 août 2018 déposés au service du cadastre de la direction générale des finances publiques ;

CONSIDERANT que cette portion de la rue de Bassam constitue une dépendance de domaine public maritime, qui est largement artificialisée, située en zone urbaine, jouxtant les limites du port de commerce de Brest, et incluse dans la zone d'aménagement concerté du port,

CONSIDERANT que cette dépendance relève du domaine public maritime artificiel, cette portion de voie ayant été exclue des limites administratives du port de commerce de Brest, tel que figurant au plan annexé à l'arrêté préfectoral n°2005-1242 du 17 novembre 2005,

CONSIDERANT que la dépendance précitée de domaine public maritime artificiel n'est plus utilisée par les services de l'Etat, ni affectée à l'usage direct du public en lien avec une occupation maritime, et n'a plus aucune vocation maritime,

CONSIDERANT que de part et d'autre de cette portion de la rue de Bassam, le domaine public maritime a déjà été déclassé par l'Etat en 1997, préalablement à un acte de vente au profit de la Communauté Urbaine de Brest en 1999, dans le cadre à la fois du schéma de référence portuaire et de la recomposition urbaine dans ce secteur,

CONSIDERANT que la dépendance de domaine public maritime artificiel d'une superficie totale de 1 112 m<sup>2</sup>, est désormais constituée suite à documents d'arpentage, d'une part de la parcelle nouvellement créée B0 n° 152 pour une superficie de 716 m<sup>2</sup> et de la parcelle nouvellement créée BN n° 313 pour une superficie de 396 m<sup>2</sup> sur la commune de Brest,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

## ARRETE

### Article 1 :

Sur la commune de Brest, la dépendance du domaine public maritime artificiel constituée des parcelles B0 n° 152 d'une superficie de 716 m<sup>2</sup> et BN n° 313 d'une superficie de 396 m<sup>2</sup>, dont les limites sont définies au plan de masse qui demeurera annexé au présent arrêté, est déclarée inutile au regard du domaine public maritime de l'Etat.

Article 2 :

La dépendance du domaine public maritime artificiel constituée des parcelles B0 n° 152 et BN n° 313 est déclassée du domaine public maritime de l'Etat.

Article 3 :

Le service affectataire, la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère, est autorisé à remettre la dépendance décrite à l'article 1<sup>er</sup> à la direction départementale des finances publiques du Finistère - service local du Domaine pour procéder à son aliénation.

Article 4 :

Le présent acte peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministre concerné. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois.
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes par les tiers intéressés dans les deux mois qui suivent sa publication.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le directeur départemental des finances publiques du Finistère - service local du Domaine, le maire de Brest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et consultable à la préfecture du Finistère.

A Quimper, le **24 SEP. 2018**

Le préfet du Finistère

Pascal LELARGE

- Annexes : - annexe 1 : plan de situation  
- annexe 2 : plan de masse

Destinataires :

- Brest Métropole
- Brest Métropole Aménagement
- Mairie de Brest
- Direction départementale des finances publiques du Finistère - service local du Domaine
- Direction régionale des finances publiques – pôle de gestion domaniale
- Direction des territoires et de la mer/délégation à la mer et au littoral/pôle littoral et affaires maritimes de Brest
- Direction des territoires et de la mer/délégation à la mer et au littoral/service du littoral



Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2018267-0002

portant déclaration d'inutilité et déclassement par désaffectation du domaine public du domaine public maritime de l'Etat, de deux parcelles identifiées au cadastre section B0 sous le n° 152 et section BN sous le n° 313 situées sur le territoire de la commune de Brest



PLAN DE SITUATION  
Brest - Portion de la rue de Bassam



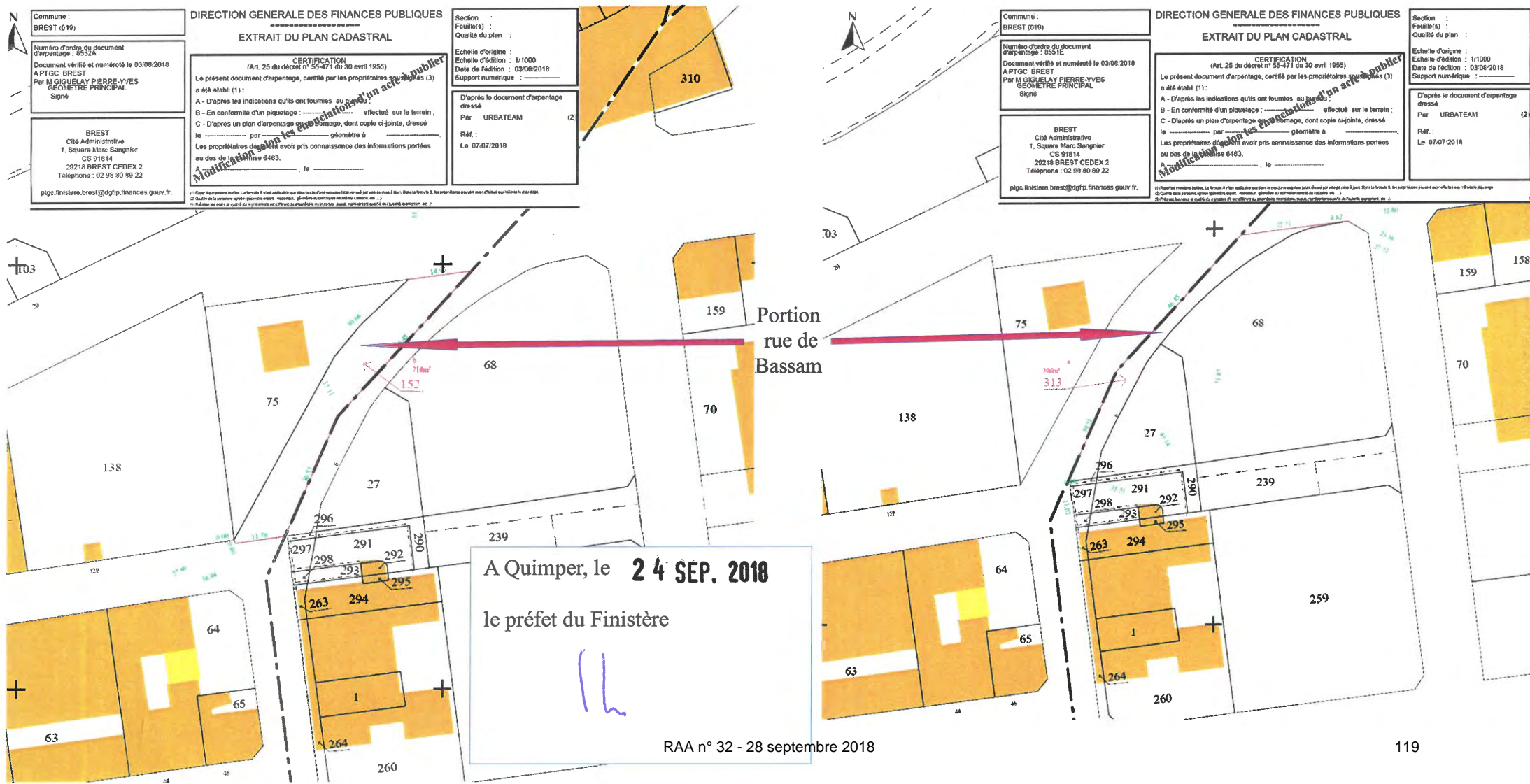
A Quimper, le **24 SEP. 2018**  
le préfet du Finistère

RAA n° 32 - 28 septembre 2018



Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2018267-0002 portant déclaration d'inutilité et déclassement par désaffectation du domaine public du domaine public maritime de l'Etat, de deux parcelles identifiées au cadastre section B0 sous le n° 152 et section BN sous le n° 313 situées sur le territoire de la commune de Brest

**PLAN DE MASSE**  
de la portion déclassée de domaine public maritime artificiel





Préfet du Finistère

Direction départementale des territoires et de la mer  
Service Economie Agricole

**ARRETE PREFECTORAL**  
**actualisant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation**  
**d'exploitations agricoles**

AP n° 2018263-0003

-----  
Le Préfet du Finistère,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code rural et de la pêche maritime (CRPM) et notamment les articles L 411-11 et R 411-1 ;
  - VU** la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
  - VU** le décret n° 2008-27 du 8 janvier 2008 relatif au calcul des références à utiliser pour arrêter les maxima et les minima du loyer des bâtiments d'habitation et modifiant le CRPM ;
  - VU** L'arrêté préfectoral N° 2013268-0003 du 25 septembre 2013 fixant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation;
  - VU** L'indice de référence des loyers du 2<sup>ème</sup> trimestre 2018 publié par l'INSEE de 127,77
- SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'article 19 de l'arrêté préfectoral du 11 mars 1997 modifié par l'arrêté préfectoral du 2 avril 1997 fixant la valeur locative des bâtiments d'habitation est remplacé par les dispositions suivantes :

En application de l'article R 411-1 (1°) du CRPM, le loyer des bâtiments d'habitation est défini ainsi et s'applique sur l'ensemble du territoire du département du finistère.

Ce loyer est évalué à raison de la *surface privative* du bâtiment, sur la base d'un *prix de loyer par mètre carré et par catégorie de logement* pondéré, le cas échéant, par l'application d'un coefficient de dégressivité lié à l'*importance du logement*.

**1. La surface privative**

Les maxima et minima des loyers des bâtiments d'habitation sont exprimés en monnaie et calculés par mètre carré de surface définie conformément aux dispositions de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965.

Cette surface correspond à la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres.

Il n'est pas tenu compte de la superficie des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, ni des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée ci-dessus, excepté la superficie des locaux et équipements sanitaires qui satisfait aux dispositions qui précèdent.

Conformément à l'article L 411-4 du CRPM, un état des lieux doit être établi. Il indiquera en particulier la surface louée.

.../...

## 2. Catégories de logement

Quatre catégories de logements sont définies au regard d'une grille de notation prenant en compte les critères d'entretien et de conservation, de confort et de situation des habitations.

La grille de notation est définie suivant l'annexe 1 du présent arrêté.

La grille permet de définir 4 catégories de logement (A/B/C/D) suivant une qualité décroissante, dont les bornes sont arrêtées entre 16 et 50 points pour la catégorie D, entre 51 et 75 points pour la catégorie C, de 76 à 100 points pour la catégorie B et de 101 à 120 points pour la catégorie A.

## 3. Maxima et minima par catégorie de logement

En application de l'article L 411-11, 2ème alinéa du CRPM, le loyer mensuel des bâtiments d'habitation est fixé, selon la catégorie de logement, entre des maxima et des minima déterminés comme suit :

|             | Nombres de points | minimum               | maximum               |
|-------------|-------------------|-----------------------|-----------------------|
| catégorie A | 101 à 120         | 5,43 €/m <sup>2</sup> | 7,06 €/m <sup>2</sup> |
| catégorie B | 76 à 100          | 4,34 €/m <sup>2</sup> | 5,34 €/m <sup>2</sup> |
| catégorie C | 51 à 75           | 3,25 €/m <sup>2</sup> | 4,30 €/m <sup>2</sup> |
| catégorie D | 16 à 50           | 2,17 €/m <sup>2</sup> | 3,22 €/m <sup>2</sup> |

Base : Indice de référence INSEE 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 (124,44)

Une dégressivité du loyer sera appliquée sur les différentes tranches de surface, le cas échéant et au regard des coefficients suivants :

- Surface de 1 à 90 m<sup>2</sup> = coefficient 1,0
- Surface entre 91 à 120 m<sup>2</sup> = coefficient 0,7
- Surface entre 121 et 150 m<sup>2</sup> = coefficient 0,5
- Surface au delà de 150 m<sup>2</sup> = coefficient 0,3

## 4. Actualisation

Le loyer des bâtiments d'habitation ainsi que les loyers maxima et minima fixés aux termes du présent arrêté sont actualisés, chaque année, selon la variation de l'indice de référence des loyers publié chaque trimestre par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Les parties peuvent éventuellement convenir aussi du paiement d'un loyer d'habitation trimestriel, semestriel ou annuel par application du multiple approprié au loyer mensuel estimé suivant les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2.-** Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du finistère.

A Quimper, le 20 SEP. 2018

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Alain CASTANIER

**ANNEXE n° 1 de l'AP n°  
GRILLE DE NOTATION DU BATIMENT D'HABITATION**

| <i>DESCRIPTIF</i>                                     |  | <i>notation</i>      |
|---|--|----------------------|
| <b><u>CRITERES D'ENTRETIEN ET DE CONSERVATION</u></b> |  |                      |
| <b>GROS OEUVRE</b>                                    |  |                      |
| <b>TRES BON</b>                                       | Construction neuve ou de moins de 10 ans, assainissement aux normes  | <b>10 à 8</b>        |
| <b>BON</b>  | Construction en bon état, peu de trace de vétusté, ayant conservé malgré son âge les qualités initiales, dont le ravalement a moins de 9 ans, assainissement non encore aux normes, le propriétaire devant réaliser les travaux dans les délais légaux | <b>7 à 5</b>         |
| <b>MOYEN</b>  | Murs ou charpente présentant des fissures ou des déformations, construction, dont le ravalement a plus de 9 ans, assainissement non aux normes, le propriétaire n'a pas réalisé les travaux dans les délais légaux.                                    | <b>4 à 1</b>         |
| <b>TOITURE</b>  |  |                      |
| <b>TRES BON</b>                                       | Neuve (moins de 10 ans ou « remaniée »)  | <b>10 à 8</b>        |
| <b>BON</b>  | En bon état d'étanchéité. Présence de gouttières et de conduites d'eaux pluviales en bon état  | <b>7 à 5</b>         |
| <b>MOYEN</b>  | Etat d'étanchéité moyen. Présence ou non de gouttières et conduites d'eaux pluviales en mauvais état   | <b>4 à 1</b>         |
| <b>MENUISERIES</b>                                    |  |                      |
| <b>TRES BON</b>                                       | Habitation bénéficiant d'une isolation aux normes avec ouvertures en double vitrage et peintures extérieures faites depuis moins de 9 ans  | <b>10 à 8</b>        |
| <b>BON</b>  | Isolation satisfaisante et peintures extérieures faites depuis moins de 9 ans  | <b>7 à 5</b>         |
| <b>MOYEN</b>  | Peintures faites depuis plus de 9 ans ou étanchéité aux grosses pluies mal assurée. Jeu des portes et des fenêtres   | <b>4 à 1</b>         |
| <b>ENDUIT INTERIEUR</b>                               |  |                      |
| <b>TRES BON</b>                                       | Enduit neuf ou de moins de 9 ans   | <b>10 à 8</b>        |
| <b>BON</b>  | Murs plans dont les enduits sont en bon état   | <b>7 à 5</b>         |
| <b>MOYEN</b>  | Enduits présentant des dégradations  | <b>4 à 1</b>         |
| <b>CARRELAGE ET SOL</b>                               |  |                      |
| <b>TRES BON</b>                                       | Revêtements de sol neufs ou de moins de 5 ans et d'entretien facile  | <b>10 à 8</b>        |
| <b>BON</b>  | Sol uni propre et d'entretien facile   | <b>7 à 5</b>         |
| <b>MOYEN</b>  | Sol présentant des ondulations ou différences de niveaux entre les pièces, augmentant les difficultés d'entretien  | <b>4 à 1</b>         |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>entre 50 et 5</b> |

## CRITERES DE CONFORT

### ELECTRICITE

|          |   |        |
|----------|---|--------|
| TRES BON | Installation neuve ou aux normes en vigueur, équipés de plusieurs différentiels   | 10 à 8 |
| BON      | Installation en bon état général, comportant au minimum une lampe et une prise de courant par pièce, et permettant l'utilisation d'appareil thermique<br>Installation aux normes en vigueur | 7 à 5  |
| MOYEN    | Installation relativement vétuste, et avec certaines pièces ne comportant pas de prise  | 4 à 1  |

### EQUIPEMENT SANITAIRE

|  |        |
|--|--------|
| Habitation comptant plus de 3 postes d'eau chaude (évier, lavabos, douche et/ou baignoire) et 1 WC séparé de la salle de bain ou de la salle d'eau<br>Sanitaire équipé d'installations en bon état de fonctionnement favorisant les économies d'eau et parois des sanitaires hydrofugées et saines | 10 à 8 |
| Habitation comptant 3 postes d'eau chaude (évier, lavabo, douche et/ou baignoire) et 1 WC séparé ou pas de la salle de bain ou de la salle d'eau<br>Parois des sanitaires hydrofugées et saines  | 7 à 5  |
| Habitation comptant moins de 3 postes d'eau chaude et 1 WC<br>Ou parois des sanitaires non hydrofugées   | 4 à 1  |

### MODE DE CHAUFFAGE

|  |        |
|--|--------|
| Chauffage de l'ensemble du logement lié à des équipements et des caractéristiques thermiques permettant une dépense d'énergie limitée          | 10 à 8 |
| Chauffage central ou convecteurs électriques en nombre suffisant pour assurer dans de bonnes conditions le chauffage de l'ensemble du logement | 7 à 5  |
| Chauffage notoirement insuffisant pour l'ensemble du logement  | 4 à 1  |

### VENTILATION

|   |        |
|---|--------|
| Notation selon que la maison est très humide ou au contraire très saine et sèche                  | 10 à 1 |
| Notation selon que la maison est équipée ou non de VMC, et fonction de son état de fonctionnement | 10 à 0 |

### TOTAL

**entre 50 et 4**

## CRITERES DE SITUATION

### SITUATION - ORIENTATION

|   |        |
|---|--------|
| Notation selon l'orientation de la façade principale, comportant le plus d'ouvertures : exposée au sud (10 points) ou au contraire au nord (6 points) | 10 à 6 |
|---|--------|

### PROXIMITE AVEC L'EXPLOITATION

|  |        |
|--|--------|
| Notation selon que l'habitation est plus ou moins proche des bâtiments d'exploitation, avec ou sans accès indépendant : la note de 1 étant attribuée à la maison située dans le corps de ferme, sans accès indépendant | 10 à 1 |
|--|--------|

### TOTAL

**entre 20 et 7**

**TOTAUX (en points)**

**maximum : 120 points**

**minimum : 16 points**



Direction départementale des territoires et de la mer  
Service Economie Agricole

**ARRETE PREFECTORAL** 2018263-0004

actualisant les maxima et minima relatifs  
à la valeur locative des terres et des bâtiments d'exploitation agricoles

-----  
**Le Préfet du Finistère,**  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche n° 2010 -874 du 27 juillet 2010, notamment son article 62 relatif au calcul des fermages ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 411-11 et R 411-9-10 relatifs au prix du bail et à l'actualisation annuelle des minima et maxima ;
- VU** le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et de ses composantes ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 juillet 2018 constatant pour 2018 l'indice national des fermages à 103,05 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 97-0527 du 11 mars 1997 fixant les données techniques permettant d'établir la valeur locative des terres nues et des bâtiments d'exploitation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-1285 du 1er octobre 2010 fixant les maxima et minima relatifs à la valeur locative des terres et des bâtiments d'exploitation et procédant à une révision des maxima et minima applicable aux nouveaux baux et renouvellements signés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010 ;
- VU** L'arrêté préfectoral du 2016244-0005 du 31 août 2016 relatif à la valeur locative des terres et bâtiments d'exploitations agricoles ;
- VU** L'avis de la commission consultative paritaire des baux ruraux du 10 septembre 2018
- CONSIDERANT** que le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 dispose d'appliquer un indice national avec comme référence en base 100 l'indice départemental arrêté en 2009 ;
- CONSIDERANT** que l'indice national arrêté pour 2018 de 103,05 constitue une variation annuelle de - 3,04 % par rapport à l'année 2017 et qu'il convient d'actualiser les maxima minima en conséquence ;
- SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er.** -

Les données techniques liées à la nature et à la qualité des terres et des bâtiments d'exploitation mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> et aux titres I, II, IV et VI de l'arrêté préfectoral du 11 mars 1997 sus-visées restent applicables pour la caractérisation des catégories désignées par l'annexe I du présent arrêté. Elles sont rappelées en annexe II.

### **ARTICLE 2.-**

Conformément à l'indice national constaté par l'arrêté ministériel du 20 juillet 2018 sus -visé et la variation de cet indice, les maxima et minima applicables aux baux établis sont actualisés conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime sus-visés, en tenant compte de la distinction à appliquer sur les actes établis ou renouvelés postérieurement à la révision opérée le 1<sup>er</sup> octobre 2010 (cf annexe I ).

### **ARTICLE 3.-**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, MM. Les sous-préfets, Mmes et MM. Les maires du département, M. le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

à Quimper, le **20 SEP. 2018**  
Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Alain CASTANIER

| VALEURS LOCATIVES DES TERRES ET DES BATIMENTS |  |                     |  |   |
|---|--|---------------------|--|---|
|   |  |                     | BAUX établis avant le 1er octobre 2010 | BAUX (et renouvellements) établis depuis le 1er octobre 2010) |
|   | <b>MAXIMA ET MINIMA en euros</b>   |                     |  |   |
|   | <b>Indices Sept 2018</b>   |                     | <b>103,05</b>                          |   |
|   |  |                     | Base 103,05 par rapport à 2009         | Base 103,05 par rapport à 2009 et après augmentation de 10 %  |
| <b>TERRES</b>                                 | Le fermage 2018 se calcule en multipliant le fermage 2017 par 103,05 (Indice 2018) divisé par 106,28 (Indice 2017) |                     |  |   |
|   | <b>points /ha</b>  | <b>catégorie</b>    |  |   |
| <b>Polyculture</b>                            |  | première catégorie  |  |   |
|   | 94 points  | maximun             | 180,03                                 | 198,03  |
|   | 80 points  | minimun             | 153,18                                 | 168,51  |
|   |  | deuxième catégorie  |  |   |
|   | 79 points  | maximun             | 151,16                                 | 166,29  |
|   | 60 points  | minimium            | 114,84                                 | 126,34  |
|   |  | troisième catégorie |  |   |
|   | 59 points  | maximun             | 112,83                                 | 124,13  |
|   | 40 points  | minimun             | 76,67                                  | 84,33   |
|   |  | quatrième catégorie |  |   |
|   | 39 points  | maximun             | 74,65                                  | 82,11   |
|   | 20 points  | minimium            | 38,33                                  | 42,16   |
|   |  | cinquième catégorie |  |   |
|   | 19 points  | maximun             | 36,42                                  | 40,05   |
|   | 3 points   | minimum             | 5,75                                   | 6,33  |
| <b>BATIMENTS</b>                              |  |                     |  |   |
| <b>Etable vaches laitières</b>                |  |                     |  |   |
|   | <b>Points / UGB logés</b>  | <b>catégorie</b>    |  |   |
|   |  | première categorie  |  |   |
|   | 15 points  | maxima              | 28,73                                  | 31,60   |
|   | 12,5 points  | minima              | 23,94                                  | 26,33   |
|   |  | deuxième categorie  |  |   |
|   | 12,5 points  | maxima              | 23,94                                  | 26,33   |
|   | 10 points  | minima              | 19,15                                  | 21,07   |
|   |  | troisième categorie |  |   |
|   | 10 points  | maxima              | 19,15                                  | 21,07   |
|   | 7,5 points   | minima              | 14,36                                  | 15,80   |
|   |  | quatrième categorie |  |   |
|   | 7,5 points   | maxima              | 14,36                                  | 15,80   |
|   | 5 points   | minima              | 9,58                                   | 10,53   |
|   |  | cinquème categorie  |  |   |
|   | 5 points   | maxima              | 9,58                                   | 10,53   |

2,5 points

minima

4,79

5,26

## Étable de bovins à l'engrais

| Points / UGB logés | catégorie           |       |       |
|--------------------|---------------------|-------|-------|
|                    | première catégorie  |       |       |
| 15 points          | maxima              | 28,73 | 31,60 |
| 12,5 points        | minima              | 23,94 | 26,33 |
|                    | deuxième catégorie  |       |       |
| 12,5 points        | maxima              | 23,94 | 26,33 |
| 10 points          | minima              | 19,15 | 21,07 |
|                    | troisième catégorie |       |       |
| 10 points          | maxima              | 19,15 | 21,07 |
| 7,5 points         | minima              | 14,36 | 15,80 |
|                    | quatrième catégorie |       |       |
| 7,5 points         | maxima              | 14,36 | 15,80 |
| 5 points           | minima              | 9,58  | 10,53 |
|                    | cinquième catégorie |       |       |
| 5 points           | maxima              | 9,58  | 10,53 |
| 2,5 points         | minima              | 4,79  | 5,26  |

## 1- Poulailleurs : volaille de chair (poulets, poulets sous label, dindes, canards, pintades et poulettes au sol)

catégorie

ancienneté du bâtiment

## 1) Valeur locative de l'ensemble(en euros)

|   | ancienneté du bâtiment<br>moins de 5 ans |      |      |
|---|--|------|------|
| A | maximun                                  | 5,86 | 6,46 |
|   | minimun                                  | 4,70 | 5,18 |
| B | maximun                                  | 2,93 | 3,22 |
|   | minimun                                  | 2,37 | 2,61 |
| C | maximun                                  | 1,47 | 1,62 |
|   | minimun                                  | 1,19 | 1,32 |
|   | de 5 à 10 ans                            |      |      |
| A | maximun                                  | 4,75 | 5,21 |
|   | minimun                                  | 3,64 | 4,00 |
| B | maximun                                  | 2,37 | 2,61 |
|   | minimun                                  | 1,82 | 2,00 |
| C | maximun                                  | 1,19 | 1,32 |
|   | minimun                                  | 0,92 | 1,02 |
|   | plus de 10 ans                           |      |      |
| A | maximun                                  | 3,64 | 4,00 |
|   | minimun                                  | 2,53 | 2,76 |
| B | maximun                                  | 1,82 | 2,00 |
|   | minimun                                  | 1,26 | 1,39 |
| C | maximun                                  | 0,92 | 1,02 |
|   | minimun                                  | 0,63 | 0,69 |



## 2 ) Valeur locative de la coque(en euros)

|   |         | <b>ancienneté du bâtiment<br/>moins de 5 ans</b> |             |
|---|---------|--|-------------|
| A | maximun | <b>3,79</b>                                      | <b>4,16</b> |
|   | minimun | <b>2,95</b>                                      | <b>3,25</b> |
| B | maximun | <b>1,90</b>                                      | <b>2,07</b> |
|   | minimun | <b>1,47</b>                                      | <b>1,62</b> |
| C | maximun | <b>0,96</b>                                      | <b>1,05</b> |
|   | minimun | <b>0,73</b>                                      | <b>0,79</b> |
|   |         | <b>de 5 à 10 ans</b>                             |             |
| A | maximun | <b>2,95</b>                                      | <b>3,25</b> |
|   | minimun | <b>2,09</b>                                      | <b>2,31</b> |
| B | maximun | <b>1,47</b>                                      | <b>1,62</b> |
|   | minimun | <b>1,05</b>                                      | <b>1,15</b> |
| C | maximun | <b>0,73</b>                                      | <b>0,79</b> |
|   | minimun | <b>0,52</b>                                      | <b>0,58</b> |
|   |         | <b>plus de 10 ans</b>                            |             |
| A | maximun | <b>2,09</b>                                      | <b>2,31</b> |
|   | minimun | <b>1,23</b>                                      | <b>1,35</b> |
| B | maximun | <b>1,05</b>                                      | <b>1,15</b> |
|   | minimun | <b>0,61</b>                                      | <b>0,67</b> |
| C | maximun | <b>0,52</b>                                      | <b>0,58</b> |
|   | minimun | <b>0,31</b>                                      | <b>0,34</b> |

## 2- Poulailers , poules pondeuses(en extrapolant poulettes en cage)

### 1 ) Valeur locative de l'ensemble(en euros) par place

|   |         | <b>ancienneté du bâtiment<br/>moins de 5 ans</b> |             |
|---|---------|--|-------------|
| A | maximun | <b>0,77</b>                                      | <b>0,83</b> |
|   | minimun | <b>0,71</b>                                      | <b>0,78</b> |
| B | maximun | <b>0,38</b>                                      | <b>0,42</b> |
|   | minimun | <b>0,34</b>                                      | <b>0,37</b> |
| C | maximun | <b>0,19</b>                                      | <b>0,21</b> |
|   | minimun | <b>0,17</b>                                      | <b>0,20</b> |
|   |         | <b>de 5 à 10 ans</b>                             |             |
| A | maximun | <b>0,71</b>                                      | <b>0,78</b> |
|   | minimun | <b>0,63</b>                                      | <b>0,69</b> |
| B | maximun | <b>0,34</b>                                      | <b>0,37</b> |
|   | minimun | <b>0,33</b>                                      | <b>0,35</b> |
| C | maximun | <b>0,17</b>                                      | <b>0,20</b> |
|   | minimun | <b>0,15</b>                                      | <b>0,18</b> |
|   |         | <b>plus de 10 ans</b>                            |             |
| A | maximun | <b>0,63</b>                                      | <b>0,69</b> |
|   | minimun | <b>0,57</b>                                      | <b>0,64</b> |
| B | maximun | <b>0,33</b>                                      | <b>0,35</b> |
|   | minimun | <b>0,29</b>                                      | <b>0,31</b> |
| C | maximun | <b>0,15</b>                                      | <b>0,18</b> |
|   | minimun | <b>0,15</b>                                      | <b>0,18</b> |

## 2 ) Valeur locative de la coque(en euros) par m<sup>2</sup>

|   |         | <b>ancienneté du bâtiment<br/>moins de 5 ans</b> |             |
|---|---------|--|-------------|
| A | maximun | <b>3,04</b>                                      | <b>3,35</b> |
|   | minimun | <b>2,49</b>                                      | <b>2,74</b> |
| B | maximun | <b>1,51</b>                                      | <b>1,68</b> |
|   | minimun | <b>1,24</b>                                      | <b>1,37</b> |
| C | maximun | <b>0,77</b>                                      | <b>0,83</b> |
|   | minimun | <b>0,63</b>                                      | <b>0,69</b> |
|   |         | <b>de 5 à 10 ans</b>                             |             |
| A | maximun | <b>2,49</b>                                      | <b>2,74</b> |
|   | minimun | <b>1,95</b>                                      | <b>2,15</b> |
| B | maximun | <b>1,24</b>                                      | <b>1,37</b> |
|   | minimun | <b>0,98</b>                                      | <b>1,06</b> |
| C | maximun | <b>0,63</b>                                      | <b>0,69</b> |
|   | minimun | <b>0,48</b>                                      | <b>0,54</b> |
|   |         | <b>plus de 10 ans</b>                            |             |
| A | maximun | <b>1,95</b>                                      | <b>2,15</b> |
|   | minimun | <b>1,40</b>                                      | <b>1,54</b> |
| B | maximun | <b>0,98</b>                                      | <b>1,06</b> |
|   | minimun | <b>0,71</b>                                      | <b>0,78</b> |
| C | maximun | <b>0,48</b>                                      | <b>0,54</b> |
|   | minimun | <b>0,34</b>                                      | <b>0,37</b> |

## Veaux de boucherie

### 1 ) Valeur locative de l'ensemble(en euros) par place

|   |         | <b>ancienneté du bâtiment<br/>moins de 5 ans</b> |              |
|---|---------|--|--------------|
| A | maximun | <b>26,75</b>                                     | <b>29,44</b> |
|   | minimun | <b>21,60</b>                                     | <b>23,76</b> |
| B | maximun | <b>13,39</b>                                     | <b>14,73</b> |
|   | minimun | <b>10,80</b>                                     | <b>11,88</b> |
| C | maximun | <b>6,68</b>                                      | <b>7,36</b>  |
|   | minimun | <b>5,40</b>                                      | <b>5,94</b>  |
|   |         | <b>de 5 à 10 ans</b>                             |              |
| A | maximun | <b>21,60</b>                                     | <b>23,76</b> |
|   | minimun | <b>16,57</b>                                     | <b>18,22</b> |
| B | maximun | <b>10,80</b>                                     | <b>11,88</b> |
|   | minimun | <b>8,29</b>                                      | <b>9,14</b>  |
| C | maximun | <b>5,40</b>                                      | <b>5,94</b>  |
|   | minimun | <b>4,14</b>                                      | <b>4,53</b>  |
|   |         | <b>plus de 10 ans</b>                            |              |
| A | maximun | <b>16,57</b>                                     | <b>18,22</b> |
|   | minimun | <b>11,53</b>                                     | <b>12,69</b> |
| B | maximun | <b>8,29</b>                                      | <b>9,14</b>  |
|   | minimun | <b>5,76</b>                                      | <b>6,34</b>  |
| C | maximun | <b>4,14</b>                                      | <b>4,53</b>  |
|   | minimun | <b>2,89</b>                                      | <b>3,18</b>  |

## 2 ) Valeur locative de la coque(en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment<br>moins de 5 ans |       |
|---|---------|--|-------|
| A | maximun | 17,25                                    | 18,97 |
|   | minimun | 13,37                                    | 14,72 |
| B | maximun | 8,64                                     | 9,50  |
|   | minimun | 6,68                                     | 7,36  |
| C | maximun | 4,31                                     | 4,74  |
|   | minimun | 3,35                                     | 3,69  |
|   |         | de 5 à 10 ans                            |       |
| A | maximun | 13,37                                    | 14,72 |
|   | minimun | 9,50                                     | 10,44 |
| B | maximun | 6,68                                     | 7,36  |
|   | minimun | 4,75                                     | 5,21  |
| C | maximun | 3,35                                     | 3,69  |
|   | minimun | 2,37                                     | 2,61  |
|   |         | plus de 10 ans                           |       |
| A | maximun | 9,50                                     | 10,44 |
|   | minimun | 5,61                                     | 6,16  |
| B | maximun | 4,75                                     | 5,21  |
|   | minimun | 2,82                                     | 3,12  |
| C | maximun | 2,37                                     | 2,61  |
|   | minimun | 1,40                                     | 1,54  |

## Production porcine

### 1- Porcherie d'engraissement

#### 1 ) Valeur locative de l'ensemble(en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment<br>moins de 5 ans |       |
|---|---------|--|-------|
| A | maximun | 10,72                                    | 11,79 |
|   | minimun | 9,56                                     | 10,51 |
| B | maximun | 5,36                                     | 5,89  |
|   | minimun | 4,79                                     | 5,26  |
| C | maximun | 2,68                                     | 2,95  |
|   | minimun | 2,39                                     | 2,63  |
|   |         | de 5 à 10 ans                            |       |
| A | maximun | 9,56                                     | 10,51 |
|   | minimun | 8,39                                     | 9,22  |
| B | maximun | 4,79                                     | 5,26  |
|   | minimun | 4,19                                     | 4,61  |
| C | maximun | 2,39                                     | 2,63  |
|   | minimun | 2,11                                     | 2,34  |
|   |         | plus de 10 ans                           |       |
| A | maximun | 8,39                                     | 9,22  |
|   | minimun | 7,22                                     | 7,93  |
| B | maximun | 4,19                                     | 4,61  |
|   | minimun | 3,62                                     | 3,99  |
| C | maximun | 2,11                                     | 2,34  |
|   | minimun | 1,80                                     | 1,97  |

## 2 ) Valeur locative de la coque seule (en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment |      |
|---|---------|------------------------|------|
|   |         | moins de 5 ans         |      |
| A | maximun | 3,16                   | 3,47 |
|   | minimun | 2,59                   | 2,83 |
| B | maximun | 1,57                   | 1,73 |
|   | minimun | 1,30                   | 1,44 |
| C | maximun | 0,79                   | 0,87 |
|   | minimun | 0,65                   | 0,71 |
|   |         | de 5 à 10 ans          |      |
| A | maximun | 2,59                   | 2,83 |
|   | minimun | 2,03                   | 2,24 |
| B | maximun | 1,30                   | 1,44 |
|   | minimun | 1,01                   | 1,11 |
| C | maximun | 0,65                   | 0,71 |
|   | minimun | 0,50                   | 0,56 |
|   |         | plus de 10 ans         |      |
| A | maximun | 2,03                   | 2,24 |
|   | minimun | 1,46                   | 1,60 |
| B | maximun | 1,01                   | 1,11 |
|   | minimun | 0,73                   | 0,79 |
| C | maximun | 0,50                   | 0,56 |
|   | minimun | 0,36                   | 0,40 |

## 2- Post sevrage seul

### 1 ) Valeur locative de l'ensemble(en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment |      |
|---|---------|------------------------|------|
|   |         | moins de 5 ans         |      |
| A | maximun | 7,30                   | 8,02 |
|   | minimun | 6,49                   | 7,14 |
| B | maximun | 3,64                   | 4,00 |
|   | minimun | 3,26                   | 3,60 |
| C | maximun | 1,82                   | 2,00 |
|   | minimun | 1,63                   | 1,79 |
|   |         | de 5 à 10 ans          |      |
| A | maximun | 6,49                   | 7,14 |
|   | minimun | 5,71                   | 6,28 |
| B | maximun | 3,26                   | 3,60 |
|   | minimun | 2,85                   | 3,14 |
| C | maximun | 1,63                   | 1,79 |
|   | minimun | 1,44                   | 1,58 |
|   |         | plus de 10 ans         |      |
| A | maximun | 5,71                   | 6,28 |
|   | minimun | 4,92                   | 5,40 |
| B | maximun | 2,85                   | 3,14 |
|   | minimun | 2,47                   | 2,72 |
| C | maximun | 1,44                   | 1,58 |
|   | minimun | 1,23                   | 1,35 |

## 2 ) Valeur locative de la coque seule (en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment |      |
|---|---------|------------------------|------|
|   |         | moins de 5 ans         |      |
| A | maximun | 2,14                   | 2,37 |
|   | minimun | 1,76                   | 1,93 |
| B | maximun | 1,07                   | 1,16 |
|   | minimun | 0,88                   | 0,99 |
| C | maximun | 0,54                   | 0,60 |
|   | minimun | 0,44                   | 0,48 |
|   |         | de 5 à 10 ans          |      |
| A | maximun | 1,76                   | 1,93 |
|   | minimun | 1,38                   | 1,50 |
| B | maximun | 0,88                   | 0,99 |
|   | minimun | 0,69                   | 0,76 |
| C | maximun | 0,44                   | 0,48 |
|   | minimun | 0,34                   | 0,37 |
|   |         | plus de 10 ans         |      |
| A | maximun | 1,38                   | 1,50 |
|   | minimun | 1,00                   | 1,09 |
| B | maximun | 0,69                   | 0,76 |
|   | minimun | 0,50                   | 0,56 |
| C | maximun | 0,34                   | 0,37 |
|   | minimun | 0,25                   | 0,26 |

## 3- Naisseur seul

### 1 ) Valeur locative de l'ensemble (en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment |       |
|---|---------|------------------------|-------|
|   |         | moins de 5 ans         |       |
| A | maximun | 71,86                  | 79,04 |
|   | minimun | 64,04                  | 70,46 |
| B | maximun | 35,93                  | 39,52 |
|   | minimun | 32,02                  | 35,21 |
| C | maximun | 17,96                  | 19,75 |
|   | minimun | 16,01                  | 17,63 |
|   |         | de 5 à 10 ans          |       |
| A | maximun | 64,04                  | 70,46 |
|   | minimun | 56,23                  | 61,86 |
| B | maximun | 32,02                  | 35,21 |
|   | minimun | 28,11                  | 30,92 |
| C | maximun | 16,01                  | 17,63 |
|   | minimun | 14,06                  | 15,48 |
|   |         | plus de 10 ans         |       |
| A | maximun | 56,23                  | 61,86 |
|   | minimun | 48,41                  | 53,26 |
| B | maximun | 28,11                  | 30,92 |
|   | minimun | 24,21                  | 26,64 |
| C | maximun | 14,06                  | 15,48 |
|   | minimun | 12,10                  | 13,32 |

## 2 ) Valeur locative de la coque seule (en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment<br>moins de 5 ans |       |
|---|---------|--|-------|
| A | maximun | 21,14                                    | 23,25 |
|   | minimun | 17,35                                    | 19,06 |
| B | maximun | 10,57                                    | 11,63 |
|   | minimun | 8,68                                     | 9,54  |
| C | maximun | 5,29                                     | 5,81  |
|   | minimun | 4,33                                     | 4,76  |
|   |         | de 5 à 10 ans                            |       |
| A | maximun | 17,35                                    | 19,06 |
|   | minimun | 13,54                                    | 14,88 |
| B | maximun | 8,68                                     | 9,54  |
|   | minimun | 6,76                                     | 7,44  |
| C | maximun | 4,33                                     | 4,76  |
|   | minimun | 3,39                                     | 3,73  |
|   |         | plus de 10 ans                           |       |
| A | maximun | 13,54                                    | 14,88 |
|   | minimun | 9,73                                     | 10,72 |
| B | maximun | 6,76                                     | 7,44  |
|   | minimun | 4,86                                     | 5,34  |
| C | maximun | 3,39                                     | 3,73  |
|   | minimun | 2,43                                     | 2,68  |

## 4- Naissage avec post sevrage :

### 1 ) Valeur locative de l'ensemble (en euros)

|   |         | ancienneté du bâtiment<br>moins de 5 ans |        |
|---|---------|--|--------|
| A | maximun | 104,12                                   | 114,53 |
|   | minimun | 92,81                                    | 102,10 |
| B | maximun | 52,07                                    | 57,28  |
|   | minimun | 46,40                                    | 51,03  |
| C | maximun | 26,03                                    | 28,65  |
|   | minimun | 23,21                                    | 25,53  |
|   |         | de 5 à 10 ans                            |        |
| A | maximun | 92,81                                    | 102,10 |
|   | minimun | 81,49                                    | 89,64  |
| B | maximun | 46,40                                    | 51,03  |
|   | minimun | 40,75                                    | 44,84  |
| C | maximun | 23,21                                    | 25,53  |
|   | minimun | 20,38                                    | 22,41  |
|   |         | plus de 10 ans                           |        |
| A | maximun | 81,49                                    | 89,64  |
|   | minimun | 70,17                                    | 77,19  |
| B | maximun | 40,75                                    | 44,84  |
|   | minimun | 35,08                                    | 38,58  |
| C | maximun | 20,38                                    | 22,41  |
|   | minimun | 17,54                                    | 19,30  |

**2 ) Valeur locative de la coque seule (en euros)**

|   |         | ancienneté du bâtiment |              |
|---|---------|------------------------|--------------|
|   |         | moins de 5 ans         |              |
| A | maximun | <b>30,66</b>           | <b>33,74</b> |
|   | minimun | <b>25,14</b>           | <b>27,65</b> |
| B | maximun | <b>15,32</b>           | <b>16,86</b> |
|   | minimun | <b>12,56</b>           | <b>13,82</b> |
| C | maximun | <b>7,66</b>            | <b>8,42</b>  |
|   | minimun | <b>6,28</b>            | <b>6,91</b>  |
|   |         | de 5 à 10 ans          |              |
| A | maximun | <b>25,14</b>           | <b>27,65</b> |
|   | minimun | <b>19,63</b>           | <b>21,58</b> |
| B | maximun | <b>12,56</b>           | <b>13,82</b> |
|   | minimun | <b>9,81</b>            | <b>10,79</b> |
| C | maximun | <b>6,28</b>            | <b>6,91</b>  |
|   | minimun | <b>4,90</b>            | <b>5,39</b>  |
|   |         | plus de 10 ans         |              |
| A | maximun | <b>19,63</b>           | <b>21,58</b> |
|   | minimun | <b>14,09</b>           | <b>15,52</b> |
| B | maximun | <b>9,81</b>            | <b>10,79</b> |
|   | minimun | <b>7,05</b>            | <b>7,75</b>  |
| C | maximun | <b>4,90</b>            | <b>5,39</b>  |
|   | minimun | <b>3,52</b>            | <b>3,87</b>  |

## Données techniques

## ANNEXE II

### Définition des bâtiments d'exploitation

a. Les bâtiments d'exploitation seront classés selon 3 catégories :

- bâtiments spécialisés de production bovine : stabulation libre, étable à stabulation entravée, étable de bovins à l'engrais ;
- bâtiments hors sol : poulaillers, ateliers de veaux de boucherie, porcherie ;
- bâtiments traditionnels : tout autre bâtiment d'exploitation.

b. Pour l'évaluation de la valeur locative des bâtiments, il est tenu compte de leur état et des équipements réalisés par le propriétaire après déduction des travaux réalisés par le preneur en place, même s'ils sont amortis.

c. Il est recommandé aux parties de s'assurer, avant la signature du bail, que les bâtiments loués satisfont aux règles d'urbanisme, d'environnement, du règlement Sanitaire Départemental ou de la législation sur les installations classées.

### Etat des lieux

Il est rappelé l'obligation de dresser un état des lieux contradictoire, conformément aux dispositions de l'article L 411-4 du Code Rural. Si le bien loué comporte des bâtiments, cet état des lieux devra faire apparaître notamment la distinction entre les éléments mobiliers et les équipements considérés comme immeubles par destination.

### VALEUR LOCATIVE DES TERRES

Etant donné qu'il n'est pas possible de définir des zones homogènes au point de vue de la qualité du sol, celle-ci étant très variable même à l'intérieur d'une commune, il n'est pas déterminé de régions naturelles dans le Finistère pour l'appréciation de la valeur locative des terres.

L'ensemble des parcelles louées est divisé en îlot de culture, chaque îlot étant constitué, soit par une ou plusieurs parcelles cadastrales comparables et contiguës, soit par une partie de parcelle cadastrale lorsque celle-ci n'est pas homogène. Aucune distinction n'est faite entre terres labourables et prairies.

La valeur locative des terres est déterminée en tenant compte des différents éléments énumérés ci-dessous.

### Qualité et état du sol

Selon leur qualité et leur état à l'entrée en jouissance, les sols sont répartis en 3 classes, une note étant donnée à chaque îlot.

#### *1ère Classe : 38 à 62 points par hectare*

- terre franche pouvant être travaillée jusqu'à une profondeur de 30 cm et plus sans difficulté particulière, sans modifier l'apparence du sol et sans nuire à sa qualité ni à sa composition,
- sol apte à supporter les instruments de culture classiques et le pâturage des bovins pendant toute l'année lorsque les conditions climatiques sont normales pour la saison,
- sol sur lequel pourront être implantées toutes les cultures habituellement pratiquées dans la région,
- sol ne contenant pas de pierres ou pouvant contenir quelques pierres sans que leur nombre et leur taille nécessite le recours à un épierreage après des façons culturales soignées.

#### *2ème Classe : 13 à 37 points par hectare*

- terre pouvant être travaillée jusqu'à une profondeur de l'ordre de 16 à 30 cm, sans difficulté particulière, sans modifier l'apparence du sol et sans nuire à sa qualité ni à sa composition,
- sol apte à supporter les instruments de culture classiques et le pâturage des bovins pendant 9 mois de l'année lorsque les conditions climatiques sont normales pour la saison,
- sol apte à produire de bonnes cultures fourragères,
  - sol pouvant contenir des pierres à condition qu'elles ne gênent pas la réalisation des façons culturales, ou les pierres ne devront pas être trop importantes afin que le sol soit apte à recevoir des façons culturales régulières.

#### *3ème Classe : 5 à 12 points par hectare*

- terre pouvant être travaillée jusqu'à une profondeur de l'ordre de 5 à 16 cm, sans difficulté particulière, sans modifier l'apparence du sol et sans nuire à sa qualité ni à sa composition,
- sol apte à supporter les instruments de culture classiques et le pâturage des bovins pendant 6 à 8 mois de l'année lorsque les conditions climatiques sont normales pour la saison,
- sol apte à produire des cultures fourragères,



- les pierres ne devront pas être trop importantes afin que le sol soit apte à recevoir des façons culturales régulières.

. 4ème Classe : 1 à 5 points par hectare

- les autres terres dont les normes et aptitudes ne répondent pas aux critères définis ci-dessus, mais pouvant cependant être utilisées comme pâture.

### **Morcellement : 0 à 4 points par hectare**

Il sera attribué :

- une note 0 pour tout îlot inférieur à 0,50 hectare,
- une note 4 pour tout îlot supérieur à 4 hectares.

### **Forme : 0 à 4 points par hectare**

Cette note sera en fonction de la régularité des formes de l'îlot. Il sera tenu compte notamment des angles aigus et des éléments gênants (dont les obstacles), la note 0 pouvant concerner des terres dont les rayages successifs ne sont pas de même longueur.

### **Accès : 1 à 3 points par hectare**

La note 3 n'est attribuée qu'aux îlots auxquels peuvent accéder en toute saison et sans difficulté particulière les instruments de culture, d'épandage et de récolte classiques.

### **Eloignement : 1 à 4 points par hectare**

Cet éloignement est apprécié en fonction de la distance du siège de l'exploitation à l'entrée de l'îlot la plus proche par laquelle peuvent pénétrer tous les instruments agricoles. Pour une exploitation de 20 ha, la note 4 ne sera donnée qu'à des îlots dont l'accès est inférieur à 250 m. Pour les exploitations de surface nettement inférieure ou supérieure, ces chiffres pourraient être diminués ou augmentés.

### **Relief : 0 à 4 points par hectare**

- Au-dessus de 8 % de pente, il est attribué la note 0.
- Au-dessous de 4 % de pente, il est attribué la note 4.

### **Exposition : 0 à 3 points par hectare**

- La note 0 sera donnée aux terres en pente exposées au nord.
- La note 3 sera donnée aux terres exposées au sud.

## **Cultures légumières et horticoles**

Pour les terres supportant les cultures légumières, horticoles, maraîchères ou florales et dont la production de légumes destinés à la vente en frais, de fruits, de fleurs, de plantes d'ornement ou de bulbes à fleur constitue l'objet principal, **la valeur locative est susceptible d'être majorée sans que cette majoration n'ait pour effet de porter cette valeur au delà du double des bases retenues pour la polyculture.**

En cas d'équipements spéciaux tels qu'installation d'irrigation, châssis mobiles, serres..., il peut être appliqué des majorations qui seront fonction des équipements loués.

## VALEUR LOCATIVE DES BATIMENTS D'EXPLOITATION TRADITIONNELS

### Bâtiments traditionnels

Lorsque le bien loué comporte des bâtiments traditionnels tels que définis à l'article 1 ceux-ci, compte tenu de leur nature et de leur état, sont affectés d'une note au plus égale à 10 points/ha. Sont considérés de type traditionnel avec leur valeur maximale, les bâtiments d'exploitation en très bon état d'entretien et fonctionnels permettant le logement du matériel, du fourrage et du bétail.

### Correctifs aux valeurs locatives des bâtiments traditionnels en fonction de la superficie des exploitations

Pour l'application des dispositions précédentes, il sera tenu compte de la superficie de l'exploitation de la façon suivante :

- si les bâtiments d'exploitation sont de dimension suffisante et normalement utilisés pour des productions en provenance de superficies non comprises dans le bail, le nombre de points par hectare qui leur sera attribué sera multiplié par l'ensemble des superficies des terres correspondantes,

- si les bâtiments d'exploitation sont de capacité telle qu'ils ne peuvent servir qu'à une exploitation de superficie inférieure à celle réellement louée, la location sera calculée sur la superficie correspondant aux bâtiments.

## VALEUR LOCATIVE DES BATIMENTS SPECIALISES

1 - Les bâtiments spécialisés tels que définis à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 97 – 0527 du 11/03/97 sont affectés, compte tenu de leur nature et de leur état, d'une note comprise entre 2,5 et 15 points par UGB logée (Unité de Gros Bovins). Leur valeur locative sera obtenue en multipliant cette note par le nombre d'UGB logées calculé suivant les dispositions de l'article 14.

2 - Il n'est pas défini de régions naturelles car les conditions d'exploitation des bâtiments spécialisés sont homogènes à l'intérieur du département.

3 - Il est rappelé : - l'article 1 b. - et la recommandation visée à l'article 1 c. de l'arrêté préfectoral du 11/03/97.

4 - Obtiendront la valeur maximale, les bâtiments d'exploitation en très bon état d'entretien et fonctionnels permettant le logement du bétail et répondant aux critères suivants :

### Etable vaches laitières

La valeur locative est déterminée en tenant compte des différents éléments énumérés ci-dessous :

| Points/UGB logée  | Eléments  |
|-------------------|---|
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à l'existence d'aire de repos couverte et fermée sur 3 côtés, avec aire d'exercice stabilisée.  |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à la présence de surfaces de couchage et d'exercice, aux superficies correspondant aux normes préconisées par les instituts techniques concernés.   |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée aux bâtiments présentant une bonne orientation des bâtiments et un volume d'air conforme aux normes préconisées par les organisations techniques précitées.   |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée aux bâtiments permettant une bonne organisation du travail au niveau de la circulation des animaux, des circuits de distribution de l'aliment, de la surveillance, du nettoyage et des soins (locaux annexes : nurserie, boxe, vêlage, local de soins, local d'insémination). |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à l'existence d'une salle de traite fonctionnelle, jouxtant l'aire d'attente de la laiterie.  |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à l'existence d'un stockage de fourrage et un stockage des déjections aménagées conformément à la réglementation environnementale. Bon processus d'évacuation des déjections.   |
| Total : 15 points | Valeur maximale attribuée au bâtiment et équipement présentant l'ensemble des éléments ci-dessus.   |

## Valeur locative par catégorie pour l'étable vaches laitières

En fonction du nombre de points obtenus en application de l'article 10, l'étable vaches laitières est classée en 5 catégories.

La valeur locative dans chaque catégorie sera comprise entre un minimum et un maximum, exprimés en monnaie (euros par UGB logée).

## Etable de bovins à l'engrais

La valeur locative est déterminée en tenant compte des différents éléments énumérés ci-dessous :

| Points/UGB logée  | Eléments  |
|-------------------|---|
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points est attribuée au bâtiment ayant des normes et une maîtrise d'ambiance optimisées. Volume d'air conforme aux recommandations des organisations techniques concernées.                       |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à l'existence de cases de bonne qualité (rigidité, dimension).  |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à la présence d'un bon processus d'évacuation des déjections et d'une capacité de stockage des déjections conforme à la réglementation environnementale.                    |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à la possibilité d'une bonne organisation du travail au niveau de l'alimentation (auge - abreuvoir), de la surveillance (couloir et portes de contention), et du nettoyage. |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à la présence de silos (alimentation) correctement aménagés.  |
| 0 à 2,5 points    | La note 2,5 points sera attribuée à la présence d'une nurserie disposant d'une isolation performante et d'équipements permettant une bonne préparation de l'aliment.  |
| Total : 15 points | Valeur maximale attribuée au bâtiment et équipement présentant l'ensemble des éléments ci-dessus.   |

## Valeur locative par catégorie pour l'étable de bovins à l'engrais

En fonction du nombre de points obtenus en application de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 11/03/97, l'étable de bovins à l'engrais est classée en 5 catégories.

La valeur locative dans chaque catégorie sera comprise entre un minimum et un maximum exprimés en monnaie (euros/UGB logée).

Ces minima et maxima, actualisés chaque année, seront également publiés au Recueil des Actes Administratif de la Préfecture.

## Calcul du nombre d'U.G.B. logées

| Désignation          | Cheptel présent (UGB / unité) | Cheptel produit (UGB / unité) |
|----------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Vaches laitières     | 1,00                          | 0,17                          |
| Veaux jusqu'à bovins |                               |                               |
| Bovins               |                               |                               |
| - de 3 mois à 1 an   | 0,50                          |                               |
| - de 1 à 2 ans       | 0,50                          |                               |

## VALEUR LOCATIVE DES BATIMENTS HORS SOL

### **Définition et bases de la valeur locative des bâtiments hors sol**

La valeur locative des bâtiments hors sol sera fixée en monnaie (euros) comme suit :

- pour les élevages de volaille de chair..... au m<sup>2</sup>,
- pour les élevages de pondeuses..... à la place,
- pour les élevages de veaux de boucherie.....à la place,
- pour les élevages de porc..... à la place.

#### **1 - Détermination des différentes régions naturelles existantes :**

Il n'est pas défini de régions naturelles car les conditions d'exploitation d'un élevage hors-sol sont homogènes à l'intérieur du département.

#### **2 - Il est rappelé :** - l'article 1 b.

- et la recommandation visée à l'article 1 c. de l' arrêté préfectoral du 11/03/97.

#### **3 - Prix des baux de 9 ans des élevages hors sol :**

La valeur locative (place ou mètre carré) selon les élevages, est fonction :

- de l'âge du bâtiment,
- de la classification en 3 catégories, tenant compte des critères suivants : bâtiment moderne, fonctionnel, bien entretenu, permettant une optimisation des résultats et une bonne productivité du travail.

Pour la justification de la classification d'un bâtiment dans l'une de ces catégories, on pourra se référer aux normes techniques préconisées par les Instituts Techniques concernés.

#### **4 - Définition de la coque :**

Par coque, il faut entendre l'ensemble du bâtiment et ouvrages annexes à l'exclusion de tous biens meubles ou démontables sans déprédation pour l'immeuble.

#### **5 - Recommandation :**

Il est recommandé aux parties de ne louer que la coque, les biens meubles ou démontables sans déprédation pour l'immeuble, étant achetés ou vendus.

### **Poulaillers**

#### **1 - Poulailier volaille de chair (poulets, poulets sous label, dindes, canards, pintades et poulettes au sol)**

La définition des catégories est la suivante :

Catégorie A : atelier où le bâtiment et les équipements permettent les meilleurs résultats (Indice de consommation) avec un minimum de main d'oeuvre et présentent notamment :

- isolation performante (qualité des matériaux, épaisseur,...), normes et maîtrise d'ambiance optimisées,
- bonne qualité du matériel d'alimentation et d'abreuvement,
- bon état du sol.

Catégorie B : bâtiment et équipement ne permettant que l'obtention de résultats techniques moyens ou qu'une productivité du travail moyenne.

Catégorie C : bâtiment ne pouvant être classé ni en A, ni en B.

#### **2 - Poulailier poules pondeuses (en extrapolant poulettes en cage)**

La définition des catégories est la suivante :

Catégorie A : atelier où le bâtiment et surtout les équipements permettent les meilleurs résultats (productivité, indice de consommation) avec un minimum de main d'oeuvre et présentent notamment :

- isolation performante (qualité des matériaux, épaisseur,...),
- normes et maîtrise d'ambiance optimisées,
- matériel en très bon état, agrafes des cages, état des fonds de cages,
- chaîne d'alimentation automatique avec possibilité de rationnement,
- abreuvement moderne (maîtrise de la quantité et de la qualité),

- manipulations organisées efficacement,
- bon processus d'évacuation des fumiers,
- accès pour l'approvisionnement et l'évacuation (environnement du bâtiment satisfaisant),
- capacité de stockage des aliments suffisante.

**Catégorie B :** bâtiment et équipement ne permettant que l'obtention de résultats techniques moyens ou qu'une productivité du travail moyenne.

**Catégorie C :** bâtiment ne pouvant être classé ni en A, ni en B.

## **Veaux de boucherie**

La définition des catégories est la suivante :

**Catégorie A :** atelier où le bâtiment et les équipements permettent les meilleurs résultats (Indice de consommation) avec un minimum de main d'oeuvre et présentent notamment :

- isolation performante (qualité des matériaux et épaisseur),
- normes et maîtrise d'ambiance optimisées ; volume d'air conforme aux recommandations des organismes Techniques concernés,
- bonne qualité des cases (dimensions, matériaux : bois = qualité chêne),
- bon processus d'évacuation des déjections et bonne capacité de stockage,
- possibilité d'une bonne organisation du travail (au niveau de l'alimentation, de la surveillance, du nettoyage et de la désinfection).

**Catégorie B :** bâtiment et équipement ne permettant que l'obtention de résultats techniques moyens ou qu'une productivité du travail moyenne.

**Catégorie C :** bâtiment ne pouvant être classé ni en A, ni en B.

## **Production porcine**

Tout élevage est supposé disposer :

- d'un quai d'embarquement efficace sur les plans de la protection sanitaire de l'élevage et de l'embarquement des animaux,
- d'une clôture,
- d'une quarantaine,
- d'une capacité de stockage des aliments suffisante et de voies d'accès satisfaisantes.

### **1 - Porcherie d'engraissement**

La définition des catégories est la suivante :

**Catégorie A :** atelier où le bâtiment et les équipements permettent les meilleurs résultats (indice de consommation, G.M.Q.) avec un minimum de main d'oeuvre et présentent notamment :

- isolation performante en fonction du type de bâtiment (important sur caillebotis intégral, moindre sur litière accumulée),
- étanchéité parfaite,
- bonne conception de la ventilation, permettant une bonne maîtrise de l'ambiance en fonction du type de bâtiment,
- maîtrise de l'alimentation (rationnement possible et bonne organisation du travail),
- dimension des cases correspondant aux normes préconisées par les Instituts Techniques concernés,
- processus d'évacuation des déjections efficace et capacité de stockage conforme aux normes en vigueur.

**Catégorie B :** bâtiment et équipement ne permettant que l'obtention de résultats techniques moyens ou qu'une productivité du travail moyenne.

**Catégorie C :** bâtiment ne pouvant être classé ni en A, ni en B.

## **2 - Post-sevrage seul**

La définition des catégories est la suivante :

**Catégorie A :** atelier où le bâtiment et les équipements permettent les meilleurs résultats (indice de consommation, G.M.Q., taux de perte) avec un minimum de main d'oeuvre et présentent notamment :

- isolation performante en fonction du type de bâtiment (type du sol, existence de niches),
- chauffage permettant d'obtenir la température recherchée à un coût faible,
- bonne conception de la ventilation permettant une bonne maîtrise de l'ambiance en fonction du type de bâtiment,
- dimension des cases correspondant aux normes préconisées par les Instituts Techniques concernés,
- processus d'évacuation des déjections efficace et capacité de stockage conforme aux normes en vigueur.

**Catégorie B :** bâtiment et équipement ne permettant que l'obtention de résultats techniques moyens ou qu'une productivité du travail moyenne.

**Catégorie C :** bâtiment ne pouvant être classé ni en A, ni en B.

## **3 - Naissage seul**

La partie gestante et verraterie devra être fonctionnelle et cohérente avec le nombre de places disponibles en maternité.

La définition des catégories est la suivante :

**Catégorie A :** atelier où le bâtiment et les équipements permettent les meilleurs résultats possibles (productivité numérique et poids du porcelet au sevrage) avec un minimum de main d'oeuvre et présentent notamment :

- isolation performante en fonction du type de bâtiment, étanchéité parfaite,
- aménagement intérieur (cage, chauffage, niche, matériel), tel qu'aucune réparation ne soit à envisager dans les 5 ans à venir,
- processus d'évacuation des déjections efficace et capacité de stockage conforme aux normes en vigueur,
- bonne conception de la ventilation, permettant une maîtrise de l'ambiance en fonction du bâtiment,
- chauffage permettant d'obtenir la température recherchée à un coût faible,
- sol non abrasif,
- présence de couloir de surveillance et d'alimentation.

**Catégorie B :** bâtiment et équipement ne permettant que l'obtention de résultats techniques moyens ou qu'une productivité du travail moyenne.

**Catégorie C :** bâtiment ne pouvant être classé ni en A, ni en B.

## **4 - Naissage avec post-sevrage**

La partie gestante-verraterie devra être fonctionnelle et cohérente avec le nombre de places disponibles en maternité.

La définition des catégories est la suivante :

**Catégorie A :** atelier où le bâtiment et les équipements permettent les meilleurs résultats possibles (productivité numérique à 25 kg) avec un minimum de main d'oeuvre et présentent notamment les éléments visés dans les catégories A des deux postes ci-dessus (Post sevrage seul et naissage seul).

**Catégorie B :** bâtiment et équipement ne permettant que l'obtention de résultats techniques moyens ou qu'une productivité du travail moyenne.

**Catégorie C :** bâtiment ne pouvant être classé ni en A, ni en B.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DU FINISTÈRE**

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
du Finistère  
Service économie agricole**

**Arrêté n°2018269-0001 désignant  
les organismes agréés pour effectuer les missions d'audit global de l'exploitation agricole**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU les articles D 354-1 à D 354-15 du Code rural et de la pêche maritime ;  
VU l'arrêté du 26 mars 2018 fixant le montant des aides pour les exploitations agricoles en difficulté ;  
VU l'instruction technique DGPE/SDPE/SDC/2018-325 du 24/04/2018 relative à l'audit global de l'exploitation agricole ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Les organismes agréés pour effectuer les missions d'audit portant sur l'analyse globale de l'exploitation agricole dans le département du Finistère, telles que décrites dans l'instruction technique DGPE/SDPE/SDC/2018-325 du 24/04/2018, sont les suivants :

- Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne
- Solidarité Paysans de Bretagne

Ces organismes peuvent exercer les missions correspondantes après signature d'une convention d'expertise avec les services de la Préfecture.

Le nom des experts habilités à effectuer un audit figurent en annexe du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à QUIMPER, le

**26 SEP. 2018**

LL  
LE PRÉFET,

## ANNEXE

### Liste des experts habilités à effectuer un audit global de l'exploitation agricole

| Nom- Prénom  | Organisme  |
|--|--|
| <b>M. Bernard GOALEC</b><br><b>M. Paul MARHIC</b><br><b>Madame Nolwenn GARINO</b><br><b>Madame Anne Laure LAGEL</b><br><b>Madame Agnès JOUIN</b> | <b>Chambre Régionale d'Agriculture<br/>de Bretagne</b> |
| <b>Madame Gaëlle RINGEARD</b><br><b>Madame Claire SCRIGNAC</b>   | <b>Solidarité Paysans de Bretagne</b>                  |



PRÉFET DU FINISTÈRE

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité  
Pôle police de l'eau

Arrêté portant fermeture anticipée de la pêche du saumon  
et de la truite de mer sur les cours d'eau à migrateurs du Finistère

AP n° 2018260-0001

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment les articles R436-44 à R436-66,
- VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation, à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements,
- VU l'arrêté du Préfet de la région Bretagne du 02 mars 2018 encadrant la pêche de loisir du saumon atlantique sur les cours d'eau du COGEPOMI des cours d'eau bretons pour la période 2018-2020,
- VU l'arrêté du Préfet de la région Bretagne du 14 août 2018 approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs pour les cours d'eau bretons (2018-2023),
- VU l'arrêté préfectoral n° 98-2030 du 18 novembre 1998 modifié, portant classement des cours d'eau, canaux et plans d'eau en deux catégories piscicoles dans le département du Finistère,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018067-0002 du 8 mars 2018 réglementant la pêche de loisir en eau douce des poissons migrateurs pour l'année 2018,
- VU la demande du président de la fédération du Finistère de pêche et de protection du milieu aquatique du 06/09/2018,
- VU l'avis favorable de l'agence française pour la biodiversité du 11/09/2018,

CONSIDERANT le faible nombre de saumons castillons en migration repérés aux stations de comptage de l'Aulne et de l'Elorn ou observés sur les autres cours d'eau du Finistère accueillant des poissons migrateurs,

CONSIDERANT de ce fait que cette population de castillons nécessite une protection accrue,

CONSIDERANT les conditions hydrologiques des cours d'eau du Finistère rendant les poissons migrateurs vulnérables,

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

**Article 1 : Objet**

La pêche du saumon et de la truite de mer, par tout procédé, est interdite sur l'ensemble des cours d'eau du Finistère à compter de la date de signature du présent arrêté.

## **Article 2 : Sanctions pénales**

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues aux articles L436-16, R436-67 et R436-68 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Publicité**

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie sera transmise pour affichage aux maires des communes concernées.

Il est mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

## **Article 4 : Délais et voies de recours**

En cas de contestation de cette décision, il peut être déposé dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de cet arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère (article R421-1 du code de justice administrative) :

- Un recours gracieux auprès du préfet ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

L'absence de réponse du ministre ou du préfet dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet (article R421-2 du Code de justice administrative) qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,

- Un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le directeur départemental des territoires et de la mer, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, la directrice départementale de la sécurité publique, les agents de l'agence française pour la biodiversité, les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, les gardes-pêche particuliers assermentés et tous les agents habilités à constater les infractions à la police de la pêche visés à l'article L437-1 du code de l'environnement, le président de la fédération du Finistère pour la pêche et la protection du milieu aquatique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le 7 SEP. 2018

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
  
Alain CASTANIER

PRÉFET DU FINISTÈRE

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service Eau et Biodiversité

Pôle Police de l'Eau

Arrêté autorisant la capture de poissons sur le cours d'eau du Lapic  
pour en permettre le dénombrement.

AP n° 2018261-0001

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 436-9, R432-5 à R432-11,
- Vu l'arrêté ministériel du 6 août 2013 fixant en application de l'article R. 432-6 du code de l'environnement la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L432-10 et à l'article L436-9 du code de l'environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2016263-0013 du 19/09/2016 donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2018255-0002 du 12/09/2018 donnant délégation de signature en matière d'affaires générales et de gestion du personnel à des fonctionnaires de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère,
- Vu la demande présentée le 27 août 2018 par le bureau d'étude Hydroconcept,
- Vu l'avis favorable du 03/09/2018 du chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
- Vu l'accord tacite du président de la fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique,

Considérant l'intérêt de réaliser un indice d'abondance anguille pour évaluer la continuité écologique du Lapic et de ses affluents,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

ARRETE

Article 1 : Bénéficiaire :

Le bureau d'étude Hydroconcept Parc d'activités du Laurier 29, avenue Louis Bréguet 85180 LE CHATEAU D'OLONNE est autorisé à réaliser des pêches exceptionnelles selon les dispositions du présent arrêté.

## Article 2 : Objet :

Les inventaires piscicoles seront réalisés sur les stations suivantes :

| Code Sandre | Nom de la Station        | Lieu-dit                                |
|-------------|--------------------------|---|
| 29176006    | BELARD à PLONEVEZ-PORZAY | En amont du pont de Trévigodou          |
| 29176003    | LAPIC à PLONEVEZ-PORZAY  | En aval du pont de Bécherel             |
| 29176002    | LAPIC à PLONEVEZ-PORZAY  | An Dizhro Hent                          |
| 29176001    | LAPIC à PLONEVEZ-PORZAY  | En amont de la RD107                    |
| 29176005    | STIFF à PLONEVEZ-PORZAY  | En amont du pont de Ruyen               |
| 29176004    | STYVEL à PLONEVEZ-PORZAY | En amont de la confluence avec le Lopic |

## Article 3 : Personnel chargé de l'exécution matérielle de l'opération :

|                  |                   |                |                    |
|------------------|-------------------|----------------|--------------------|
| LAURENT Grégory  | DESBORDES Charles | YOU Bertrand   |                    |
| LABORIEUX Cédric | BOUNAUD Guillaume | MOUNIER Fabien | FAVREAU Yvonnick   |
| DUPEUX Grégory   | CARO Alan         | SOMMIER Alexis | CHOUNARD Sébastien |
| BRODIN Guillaume | BOUAS Guillaume   | LIBERATI Emma  | BONTEMPS Florian   |

## Article 4 : Validité :

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2018.

## Article 5 : Moyen de capture autorisé :

Pêche à l'électricité. Le matériel employé doit être conforme au descriptif fourni dans le courrier de demande du 27/08/2018.

## Article 6 : Destination du poisson capturé :

Les poissons capturés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (espèces listées à l'article R432-5 du code de l'environnement) sont remis au détenteur du droit de pêche ou détruits.

Les poissons capturés en mauvais état sanitaire sont détruits par le titulaire de l'autorisation.

Tous les autres poissons seront remis à l'eau.

## Article 7 : Accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) détenteur(s) du droit de pêche.

## Article 8 : Déclaration préalable

Dès que la (ou les) date(s) précise(s) de l'opération est (sont) connue(s), le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en informer:

- le préfet du Finistère ([ddtm-seb@finistere.gouv.fr](mailto:ddtm-seb@finistere.gouv.fr)),
- le service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ([sd29@afbiodiversite.fr](mailto:sd29@afbiodiversite.fr) et [eric.michelot@afbiodiversite.fr](mailto:eric.michelot@afbiodiversite.fr))

### Article 9 : Service destinataire et délai de transmission du compte-rendu d'exécution

Les compte-rendus d'exécution précisant les résultats des captures sont à adresser au service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité (sd29@afbiodiversite.fr et eric.michelot@afbiodiversite.fr ou 5 quai Jean Moulin 29150 CHATEAULIN).

- Si l'opération est ponctuelle, dans le délai d'un mois après l'exécution de celle-ci.
- S'il s'agit d'un programme multi-sites et/ou se déroulant sur plusieurs mois, la transmission du compte-rendu général se fera dans le délai d'un mois après l'exécution de la dernière opération.

### Article 10 : Présentation de l'autorisation :

Le bénéficiaire, ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération, doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

### Article 11 : Retrait de l'autorisation :

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

### Article 12 : Publicité

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

### Article 13 : Délais et voies de recours

En cas de contestation de cette décision, il peut être déposé dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de cet arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère (article R421-1 du code de justice administrative) :

- Un recours gracieux auprès du préfet ou un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse du ministre ou du préfet dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet (article R421-2 du Code de justice administrative) qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,

- Un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

### Article 14 : Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, les agents commissionnés au titre de la police de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le **18 SEP. 2018**  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le DDTM et par subdélégation  
Le chef du service eau et biodiversité,

  
Guillaume HOEFFLER

PRÉFET DU FINISTÈRE

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service Eau et Biodiversité

Pôle Police de l'Eau

**Arrêté autorisant la capture de poissons sur le ruisseau du Mendy  
pour en permettre le dénombrement.**

AP n° 2018261-0002

**Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 436-9, R432-5 à R432-11,
- Vu l'arrêté ministériel du 6 août 2013 fixant en application de l'article R. 432-6 du code de l'environnement la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L432-10 et à l'article L436-9 du code de l'environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2016263-0013 du 19/09/2016 donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETTON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2018255-0002 du 12/09/2018 donnant délégation de signature en matière d'affaires générales et de gestion du personnel à des fonctionnaires de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère,
- Vu la demande présentée le 28 août 2018 par le bureau d'étude SCE,
- Vu l'avis favorable du 03/09/2018 du chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
- Vu l'accord tacite du président de la fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique,

Considérant la nécessité de réaliser un suivi piscicole pour l'évaluation de l'état écologique du Mendy dans le cadre d'un dossier d'étude d'impact,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

**ARRETE**

**Article 1 : Bénéficiaire :**

Le bureau d'étude SCE Aménagement et environnement 4 rue Viviani CS 26220 44262 Nantes Cedex 2 est autorisé à réaliser des pêches exceptionnelles selon les dispositions du présent arrêté.

**Article 2 : Objet :**

L'inventaire piscicole sera réalisé sur la station suivante :

Ruisseau du Mendy, lieu-dit le Mendy commune de Berrien à l'amont du pont de la route de communale.



### Article 3 : Personnel chargé de l'exécution matérielle de l'opération :

|                  |                          |                  |
|------------------|--------------------------|------------------|
| Julien TIOZZO    | Arnaud MOREIRA DA SILVA  | Anaïs RETHORE    |
| Romain HAMON     | Jean Baptiste BRENELIERE | Sylvain REMAUD   |
| Noémie LE HEURTE | Lucas BEDOSSAS           | Hermeline ESNARD |
| Cédric DIEBOLT   | Nicolas RAMONT           |                  |

### Article 4 : Validité :

La présente autorisation est valable jusqu'au 15 novembre 2018.

### Article 5 : Moyen de capture autorisé :

Pêche à l'électricité. Le matériel employé doit être conforme au descriptif fourni dans le courrier de demande du 28/08/2018.

### Article 6 : Destination du poisson capturé :

Les poissons capturés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (espèces listées à l'article R432-5 du code de l'environnement) sont remis au détenteur du droit de pêche ou détruits.

Les poissons capturés en mauvais état sanitaire sont détruits par le titulaire de l'autorisation.

Tous les autres poissons seront remis à l'eau.

### Article 7 : Accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) détenteur(s) du droit de pêche.

### Article 8 : Déclaration préalable

Dès que la (ou les) date(s) précise(s) de l'opération est (sont) connue(s), le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en informer:

- le préfet du Finistère ([ddtm-seb@finistere.gouv.fr](mailto:ddtm-seb@finistere.gouv.fr)),
- le service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ([sd29@afbiodiversite.fr](mailto:sd29@afbiodiversite.fr) et [eric.michelot@afbiodiversite.fr](mailto:eric.michelot@afbiodiversite.fr))

### Article 9 : Service destinataire et délai de transmission du compte-rendu d'exécution

Les compte-rendus d'exécution précisant les résultats des captures sont à adresser au service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ([sd29@afbiodiversite.fr](mailto:sd29@afbiodiversite.fr) et [eric.michelot@afbiodiversite.fr](mailto:eric.michelot@afbiodiversite.fr) ou 5 quai Jean Moulin 29150 CHATEAULIN).

- Si l'opération est ponctuelle, dans le délai d'un mois après l'exécution de celle-ci.
- S'il s'agit d'un programme multi-sites et/ou se déroulant sur plusieurs mois, la transmission du compte-rendu général se fera dans le délai d'un mois après l'exécution de la dernière opération.

### Article 10 : Présentation de l'autorisation :

Le bénéficiaire, ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération, doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

**Article 11 : Retrait de l'autorisation :**

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

**Article 12 : Publicité**

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 13 : Délais et voies de recours**

En cas de contestation de cette décision, il peut être déposé dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de cet arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère (article R421-1 du code de justice administrative) :

- Un recours gracieux auprès du préfet ou un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse du ministre ou du préfet dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet (article R421-2 du Code de justice administrative) qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,

- Un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

**Article 14 : Exécution :**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, les agents commissionnés au titre de la police de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le **18 SEP. 2018**  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le DDTM et par subdélégation  
Le chef du service eau et biodiversité,

  
Guillaume H OEFFLER



PRÉFET DU FINISTÈRE

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service Eau et Biodiversité

Pôle Police de l'Eau

**Arrêté autorisant la capture de poissons  
sur les cours d'eau des bassins du Haut Léon  
pour en permettre le dénombrement.**

AP n° 2018261-0003

**Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 436-9, R432-5 à R432-11,
- Vu l'arrêté ministériel du 6 août 2013 fixant en application de l'article R. 432-6 du code de l'environnement la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L432-10 et à l'article L436-9 du code de l'environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2016263-0013 du 19/09/2016 donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2018255-0002 du 12/09/2018 donnant délégation de signature en matière d'affaires générales et de gestion du personnel à des fonctionnaires de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère,
- Vu la demande présentée le 31 août 2018 par le bureau d'étude Hydroconcept,
- Vu l'accord tacite du chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
- Vu l'accord tacite du président de la fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique,

Considérant l'intérêt de réaliser d'un suivi piscicole pour évaluer l'état écologique des cours d'eau des bassins versants du Haut Léon,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

**ARRETE**

**Article 1 : Bénéficiaire :**

Le bureau d'étude Hydroconcept Parc d'activités du Laurier 29, avenue Louis Bréguet 85180 LE CHATEAU D'OLONNE est autorisé à réaliser des pêches exceptionnelles selon les dispositions du présent arrêté.

**Article 2 : Objet :**

Les inventaires piscicoles seront réalisés sur les stations suivantes :

| Code Sandre | Nom de la Station              | Lieu-dit       |
|-------------|--------------------------------|----------------|
| 29202003    | Coatoulsac'h à Plounéour-Menez | Lanharin       |
| 29210001    | Cosquérou à Plouvorn           | Milin an Toul  |
| 29068001    | Dour Braz à Guiclan            | Aval de la D19 |

| Code Sandre | Nom de la Station                 | Lieu-dit  |
|-------------|-----------------------------------|---|
| 29163001    | Dour Ruz à Pleyber-Christ         | Moulin de Pontarbloc'h                                      |
| 04174438    | Eon à Plouénan                    | Aval du chemin entre la maison du garde et Pen ar Feunteun  |
| 29068003    | Guern à Guiclan                   | Guern Huella  |
| 29279003    | Kergus à Taulé                    | Penquer   |
| 29202005    | Penzé à Plounéour-Menez           | Kersimonet  |
| 04326000    | R. de Carantec à Carantec         | Entre les lieux-dits moulin de Kerrot et moulin de Kermonès |
| 29279004    | R. de Carantec à Taulé            | Kerozal   |
| 29163002    | Coatoulsac'h à Pleyber-Christ     | En amont de la RN121  |
| 29127002    | Penzé à Loc-Eguiner-St-Thégonnec  | Kergaradec Bihan  |
| 29266001    | R. de Kerescar à St-Thégonnec     | Toul ar C'hoat  |
| 29259001    | R. de Traon Gall à St-Pol-de-Léon | Kerantraon  |

**Article 3 : Personnel chargé de l'exécution matérielle de l'opération :**

|                  |                   |                |                    |
|------------------|-------------------|----------------|--------------------|
| LAURENT Grégory  | DESBORDES Charles | YOU Bertrand   |                    |
| LABORIEUX Cédric | BOUNAUD Guillaume | MOUNIER Fabien | FAVREAU Yvonnick   |
| DUPEUX Grégory   | CARO Alan         | SOMMIER Alexis | CHOUNARD Sébastien |
| BRODIN Guillaume | BOUAS Guillaume   | LIBERATI Emma  | BONTEMPS Florian   |

**Article 4 : Validité :**

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2018.

**Article 5 : Moyen de capture autorisé :**

Pêche à l'électricité. Le matériel employé doit être conforme au descriptif fourni dans le courrier de demande du 31/08/2018.

**Article 6 : Destination du poisson capturé :**

Les poissons capturés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (espèces listées à l'article R432-5 du code de l'environnement) sont remis au détenteur du droit de pêche ou détruits.

Les poissons capturés en mauvais état sanitaire sont détruits par le titulaire de l'autorisation.

Tous les autres poissons seront remis à l'eau.

**Article 7 : Accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche**

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) détenteur(s) du droit de pêche.

**Article 8 : Déclaration préalable**

Dès que la (ou les) date(s) précise(s) de l'opération est (sont) connue(s), le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en informer:

- le préfet du Finistère ([ddtm-seb@finistere.gouv.fr](mailto:ddtm-seb@finistere.gouv.fr)),
- le service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ([sd29@afbiodiversite.fr](mailto:sd29@afbiodiversite.fr) et [eric.michelot@afbiodiversite.fr](mailto:eric.michelot@afbiodiversite.fr))

### Article 9 : Service destinataire et délai de transmission du compte-rendu d'exécution

Les compte-rendus d'exécution précisant les résultats des captures sont à adresser au service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité (sd29@afbiodiversite.fr et eric.michelot@afbiodiversite.fr ou 5 quai Jean Moulin 29150 CHATEAULIN).

- Si l'opération est ponctuelle, dans le délai d'un mois après l'exécution de celle-ci.
- S'il s'agit d'un programme multi-sites et/ou se déroulant sur plusieurs mois, la transmission du compte-rendu général se fera dans le délai d'un mois après l'exécution de la dernière opération.

### Article 10 : Présentation de l'autorisation :

Le bénéficiaire, ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération, doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

### Article 11 : Retrait de l'autorisation :

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

### Article 12 : Publicité

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

### Article 13 : Délais et voies de recours

En cas de contestation de cette décision, il peut être déposé dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de cet arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère (article R421-1 du code de justice administrative) :

- Un recours gracieux auprès du préfet ou un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse du ministre ou du préfet dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet (article R421-2 du Code de justice administrative) qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,

- Un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

### Article 14 : Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, les agents commissionnés au titre de la police de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le **18 SEP. 2018**  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le DDTM et par subdélégation  
Le chef du service eau et biodiversité,

Guillaume HOFFLER





PRÉFET DU FINISTÈRE

*Direction départementale  
des territoires et de la mer*

**ARRETE PREFECTORAL  
FIXANT LA COMPOSITION DES DEUX SECTIONS  
(STRUCTURES ET FONCIER – ECONOMIE DES EXPLOITATIONS  
ET AGRICULTEURS EN DIFFICULTE)  
DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE**

**LE PREFET du FINISTERE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

**25 SEP. 2018**

AP n° 2018268-0001

- VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles R-313-1 et suivants,
- VU le décret n°2006-662 du 7 juin 2006 relatif à la réorganisation, au retrait de magistrats et à la suppression de diverses commissions administratives,
- VU le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la simplification des commissions administratives, et notamment ses articles 8, 9, 15 et 17,
- VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création et au fonctionnement des commissions à caractère consultatif,
- VU le décret n°90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013066-0003 du 7 mars 2013 fixant la désignation des organisations syndicales agricoles représentatives,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018253-0004 du 10 septembre 2018 modifiant la composition de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture dans sa formation plénière,

**CONSIDERANT** la modification intervenue dans la nomination des membres titulaires et suppléants (points 9, 11 et 13 de l'arrêté préfectoral sus-visé),

**SUR** proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

.../...

**ARTICLE 2 :**

Il est créé au sein de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, une section spécialisée :

**« ECONOMIE DES EXPLOITATIONS ET AGRICULTEURS EN DIFFICULTE »**

Cette section sera consultée, pour avis, dans les cas réglementaires prévus, avant décision préfectorale relative principalement :

- aux aides à la pré-installation et l'installation des jeunes agriculteurs,
- aux procédures agriculteurs en difficulté et aides à la réinsertion professionnelle,
- aux mesures sociales et conjoncturelles,
- à la redistribution des réserves départementales éventuelles.

Elle pourra être consultée également autant que de besoin sur des dossiers particuliers, notamment sur demande du président du conseil régional, pour les dossiers concernant des d'agriculteurs de plus de 40 ans.

La commission est placée sous la présidence de M. le Préfet ou de son représentant et comprend les membres suivants :

- 1) **Le Président du Conseil Régional ou son représentant**
- 2) **La Présidente du Conseil Départemental ou son représentant**
- 3) **Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ou son représentant**
- 4) **La Directrice Départementale des Finances Publiques ou son représentant**
- 5) **Le Président de la Chambre d'Agriculture ou son représentant, et**
  - 1 membre au titre de la chambre d'agriculture
  - 1 membre au titre des coopératives agricoles (chambre d'agriculture)
- 6) **Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :**
  - a) 1 membre au titre des sociétés coopératives agricoles
  - b) 1 membre au titre des entreprises agro-alimentaires non coopératives
- 7) **Au titre des Syndicats :**
  - a) 2 membres au titre de la Coordination rurale
  - b) 2 membres au titre de l'Union Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
  - c) 4 membres au titre de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles et des Jeunes Agriculteurs
- 8) **1 membre au titre des fermiers métayers**
- 9) **1 membre au titre des Propriétaires Agricoles (Syndicat Départemental de la Propriété Privée Rurale)**
- 10) **2 membres au titre des personnalités qualifiées :**
  - M. Hervé LE SAINT, Mesguen 29430 LANHOUARNEAU,
  - Mme Héliène MAHE, Kervinic 29500 ERGUE GABERIC

Sont associés comme expert pour l'ensemble des thématiques sus-visées :

- Le Président de la Caisse de Mutualité sociale agricole ou son représentant,
- La Directrice du Lycée Agricole de BREHOULOU ou son représentant,
- Un représentant des salariés agricoles.

.../...

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Il est créé au sein de la commission départementale d'orientation de l'agriculture une section spécialisée

#### **« STRUCTURES ET FONCIER DES EXPLOITATIONS »**

Cette section sera consultée, pour avis dans les cas réglementaires prévus, avant décision préfectorale relative aux dossiers de reprise de foncier et/ou moyens de production hors-sol et en application des orientations du code rural et de la pêche maritime et des schémas directeurs en vigueur.

La commission est placée sous la présidence de M. le Préfet ou de son représentant et comprend les membres suivants :

- 1) **Le Président du Conseil régional ou son représentant**
- 2) **La Présidente du Conseil départemental ou son représentant**
- 3) **Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ou son représentant**
- 4) **La Directrice Départementale des Finances Publiques ou son représentant**
- 5) **- Le Président de la Chambre d'Agriculture ou son représentant, et**  
  - 1 membre au titre de la Chambre d'Agriculture
  - 1 membre au titre des coopératives agricoles (chambre d'agriculture)
- 6) **- Le Président de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou son représentant**
- 7) **- Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :**
  - a) 1 membre au titre des sociétés coopératives agricoles
  - b) 1 membre au titre des entreprises agro-alimentaires non coopératives
- 8) **- Au titre des Syndicats :**
  - a) 2 membres au titre de la Coordination Rurale
  - b) 2 membres au titre de l'Union Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
  - c) 4 membres au titre de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles et des Jeunes Agriculteurs
- 9) **- 1 membre au titre des salariés agricoles**
- 10) **- 1 membre au titre des fermiers métayers**
- 11) **- 1 membre au titre des propriétaires agricoles (Syndicat Départemental de la Propriété Privée Rurale)**
- 12) **- 1 membre au titre de la propriété forestière\_**
- 13) **- 2 membres au titre des personnalités qualifiées :**
  - M. Hervé LE SAINT, Mesguen 29430 LANHOUARNEAU,
  - Mme Hélène MAHE, Kervinic 29500 ERGUE GABERIC,

Est associée aux travaux de la section en qualité d'expert :

- La Directrice du Lycée Agricole de BREHOULOU ou son représentant

.../...



Sont associés aux travaux de la section (y compris groupes de travail préparatoires) :

\* au titre du développement de l'agriculture biologique :

- Le Président du Groupement des Agriculteurs Biologiques ou son représentant

\* au titre du développement de la propriété forestière :

- Un représentant de la propriété forestière

\* au titre de l'expertise des dossiers les concernant :

- Le Président de la Caisse Régionale du Crédit Agricole ou son représentant
- Le Président du Crédit Mutuel de Bretagne ou son représentant
- Le Président de la Banque Populaire Grand Ouest ou son représentant
- Le Président du Crédit Industriel de l'Ouest ou son représentant
- Le Président de l'Association Solidarité Paysans ou son représentant
- L'expert désigné sur le suivi d'un dossier agriculteur en difficulté

### **ARTICLE 3 :**

La liste des représentants siégeant aux différentes sections est tenue à jour par la direction départementale des territoires et de la mer.

### **ARTICLE 4 :**

L'arrêté préfectoral n° 2017342-0004 du 8 décembre 2017 fixant la composition des deux sections est abrogé.

### **ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Pascal LELARGE



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
du Finistère  
Délégation à la mer et au littoral

Délégation de signature  
du directeur départemental des territoires et de la mer

Le directeur départemental des territoires et de la mer,

- VU le code des transports notamment son article L. 5542-48 ;
- VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU le décret n° 2015-219 du 27 février 2015 relatif à la résolution des litiges individuels entre les marins et leurs employeurs, article 1, 2 et 4 ;
- VU l'arrêté du Premier ministre du 27 juillet 2015 portant nomination de M. Philippe CHARRETON en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

DÉCIDE

**Article 1**

Délégation de signature administrative est donnée à :

- M. Hugues VINCENT, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral du Finistère,
- Mme Pascale GUÉHENNEC, chef du pôle emploi maritime et navigation – gens de mer – ENIM à la direction départementale des territoires et de la mer / délégation à la mer et au littoral du Finistère,
- M. Théophile MANTEAU, chef du pôle littoral et affaires maritimes du Guilvinec,
- Mme Jacqueline DEJARDIN, chef du pôle littoral et affaires maritimes de Brest,
- M. Denis SEDE, chef du pôle littoral et affaires maritimes de Morlaix,

à l'effet de procéder aux tentatives de conciliation dans le ressort géographique du département du Finistère.

**Article 2**

La décision du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à des fonctionnaires de la DDTM en matière de conciliation est abrogée.

**Article 3**

Le directeur départemental des territoires et de la mer est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 14 septembre 2018

Le directeur départemental  
des territoires et de la mer,

Philippe CHARRETON



## **DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

Service des Impôts des Entreprises de BREST IROISE  
8 rue Duquesne  
29606 BREST CEDEX

#### Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des entreprises de BREST IROISE

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de BREST IROISE....

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L257A et R\*247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

#### **Décide:**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à **MME CAROLINE LAUPRETRE**, inspectrice des finances publiques, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de BREST IROISE, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 30 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 30 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 30 000 €

par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 9 mois et porter sur une somme supérieure à 50 000€ ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Délégation de signature est donnée à **MME. AUFFRET CELINE**, inspectrice des finances publiques, adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de BREST IROISE, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 30 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 30 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 30 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 9 mois et porter sur une somme supérieure à 50 000€ ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux contrôleurs des finances publiques désignés ci-après :

|                       |                   |                   |
|-----------------------|-------------------|-------------------|
| BERTHOULOUX Maryvonne | BERT Stéphanie    | BONDOIN Françoise |
| CORNIC Albert         | DA COSTA Isabelle | FERELLOC Sophie   |
| FILY Isabelle         | FRANCOIS Lucie    | GABOREL Annick    |
| MADEC Alain           | MADEC Nadine      | MARCHAND Sylvie   |
| TRANVOUEZ Denise      | TREBAOL Mickaël   |                   |

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                |                   |                 |
|----------------|-------------------|-----------------|
| BURDIN Evelyne | BRICQUET Philippe | PASQUET Liliane |
|----------------|-------------------|-----------------|

## Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|-------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| BERTHOULOUX Maryvonne    | B     | 2 000,00€                       | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| BERT Stéphanie           | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| BONDOIN Françoise        | B     | 2 000,00€                       | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| CORNIC Albert            | B     | 2 000,00€                       | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| DA COSTA Isabelle        | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| FERELLOC Sophie          | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| FILY Isabelle            | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| FRANCOIS Lucie           | B     | 2 000,00€                       | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| GABOREL Annick           | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| MADEC Nadine             | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| MADEC Alain              | B     | 2 000,00€                       | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| MARCHAND Sylvie          | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| TRANVOUEZ Denise         | B     | 2 000,00 €                      | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| TREBAOL Mickaël          | B     | 2 000,00€                       | 6 mois                                | 30 000 euros  |
| BURDIN Evelyne           | C     | 1000 €                          |                                       |   |
| BRICQUET Philippe        | C     | 1000 €                          |                                       |   |
| PASQUET Liliane          | C     | 1000 €                          |                                       |   |

## Article 5

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 01/09/2018

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à BREST le 30/08/2018

La comptable, responsable de service des impôts des entreprises de BREST IROISE

Mme Sylvie GUITTENY

La Comptable du service des Impôts  
des Entreprises BREST IROISE  
Sylvie GUITTENY



## **DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

Service des Impôts des Entreprises  
BREST ELORN  
8 rue Duquesne  
CS 80606  
29606 BREST CEDEX

#### Décision portant délégation de signature aux agents du service des impôts des entreprises de BREST Elorn,

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de BREST Elorn,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L257A et R\*247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Vu la décision du 25 janvier 2016 relative aux délégations de signature donnée aux responsables de service ;

#### **Décide:**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à Mme Evelyne LE BARTZ , adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de BREST Elorn , à l'effet de signer :

Délégation de signature est donnée à Mme Christine SUAUD., adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de BREST Elorn , à l'effet de signer

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 30 000 € ;

- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 30 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 30 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 4 mois et porter sur une somme supérieure à 10 000 € ;
- b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- c) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux contrôleurs des finances publiques désignés ci-après :

|                     |                          |                  |
|---------------------|--------------------------|------------------|
| BEUZET Catherine    | GUEGUEN Frédérique       | LE MESTRE Sandra |
| VANDEWALLE Régine   | HENNEBAUT Michel         | LE BRAS Michèle  |
| LE PHILIPPE Pascale | PIROU BASTIEN            | PINSON Annie     |
| THOMAS Jean-Louis   | KEROMNES Annie           | DIEU Marie-Anaig |
| CHATRY Marie-Claire | TREBAOL-GRIPOIS Huguette | FEUTREN Yolande  |
| HAMON Mariannick    | KEROMNES Annie           |                  |
|                     |                          |                  |

2°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                      |                      |                    |
|----------------------|----------------------|--------------------|
| GUIDICELLI Christine | NEGUEM-FOTO Nathalie | LASSUS-LAFON Nelly |
| MIGNOT Raphaëlle     | LE GALL Emmanuelle   |                    |

### Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|-------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| BEUZET Catherine         | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| VANDEWALLE Régine        | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| THOMAS Jean-Louis        | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| CHATRY Marie-Claire      | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| HAMON Mariannick         | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| TREBAOL-GRIPOIS Huguette | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| GUEGUEN Frédérique       | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| LE PHILIPPE Pascale      | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| HENNEBAUT Michel         | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| LE MESTRE Sandra         | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| PIROU Bastien            | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| KEROMNES Annie           | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| FEUTREN Yolande          | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| LE BRAS Michèle          | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| PINSON Annie             | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| DIEU Marie-Anaïg         | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |
| FEUTREN Yolande          | B     | 2 000,00 €                      | 4                                     | 10 000  |



Les agents délégataires ci-dessus désignés peuvent prendre des décisions à l'égard des contribuables relevant de l'ensemble des services suivants : SIE de BREST Elorn,

#### **Article 4**

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à BREST, le 1<sup>er</sup> septembre 2018

Le chef de service comptable du  
service des impôts des entreprises de BREST Elorn,



Gilles LE GALL

Centre des Finances Publiques  
service des Impôts des  
Entreprises de BREST ELORN  
8 rue Duquesne BP 91208  
29212 BREST CEDEX 1

Responsable du Service des  
Impôts des Entreprises de  
BREST ELORN  
Gilles LE GALL  
Comptable Public



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE  
SERVICE DES IMPOTS DES PROFESSIONNELS DE QUIMPER OUEST  
Centre des Finances Publiques de QUIMPER  
3 Boulevard du FINISTERE  
CS 26040 - 29323 QUIMPER

**Décision portant délégation de signature  
aux agents du service des impôts des entreprises  
de QUIMPER OUEST**

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de QUIMPER OUEST

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L257A et R\*247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Décide:**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à MMES Anne COIC et Gwénaëlle LE GALL, inspectrices et adjointes au responsable du service des impôts des entreprises de QUIMPER OUEST, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 30 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 30 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 30 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) les avis à tiers détenteurs prévus à l'article L262 du livre des procédures fiscales,

8°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 30 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

## **Article 2**

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office,
- les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA,
- en matière de contribution économique territoriale les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée,

Dans la limite de 10 000 €, aux contrôleurs des finances publiques désignés ci-après :

LE DU-PINON Françoise  
TALIDEC Marie Christine  
DAOUDAL Nadine  
LE GALL Philippe  
MARQUER Christophe  
LE NOURS Philippe

LE BOT Marguerite  
AUDUREAU Jean Denis  
BOULAY Brigitte  
FEON Martine  
DONNART Nelly

ROCHARD Chantal  
POULAIN Christian  
LE GALL Christine  
KERVEILLANT Nathalie  
WILLAY Mathilde

## **Article 3**

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

FLOCH Benjamin  
TANGUY Christian

#### Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, les décisions gracieuses relatives :

- à l'assiette portant remise, modération, transaction ou rejet des décisions,
- aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet,
- dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

et aux agents désignés ci-après :

| <b>Nom et prénom des agents</b> | <b>grade</b> | <b>Limite des décisions gracieuses (assiette et pénalités)</b> |
|---------------------------------|--------------|--|
| AUDUREAU Jean Denis             | B            | 2 000,00 €   |
| BOULAY Brigitte                 | B            | 2 000,00 €   |
| DAOUDAL Nadine                  | B            | 2 000,00 €   |
| DONNART Nelly                   | B            | 2 000,00 €   |
| FEON Martine                    | B            | 2 000,00 €   |
| KERVEILLANT Nathalie            | B            | 2 000,00 €   |
| LE BOT Marguerite               | B            | 2 000,00 €   |
| LE DU-PINON Françoise           | B            | 2 000,00 €   |
| LE GALL Christine               | B            | 2 000,00 €   |
| LE GALL Philippe                | B            | 2 000,00 €   |
| LE NOURS Philippe               | B            | 2 000,00 €   |
| MARQUER Christophe              | B            | 2 000,00 €   |
| POULAIN Christian               | B            | 2 000,00 €   |
| ROCHARD Chantal                 | B            | 2 000,00 €   |
| TALIDEC Marie Christine         | B            | 2 000,00 €   |
| WILLAY Mathilde                 | B            | 2 000,00 €   |
| FLOCH Benjamin                  | C            | 1 000,00 €   |
| TANGUY Christian                | C            | 1 000,00 €   |

## Article 5

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

2°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer sans limitation de montant;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites y compris les ATD et les déclarations de créances sans limitation de montant;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|-------|---------------------------------------|---|
| AUDUREAU Jean Denis      | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| BOULAY Brigitte          | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| DAOUDAL Nadine           | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| DONNART Nelly            | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| FEON Martine             | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| KERVEILLANT Nathalie     | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| LE BOT Marguerite        | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| LE DU-PINON Françoise    | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| LE GALL Christine        | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| LE GALL Philippe         | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| LE NOURS Philippe        | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| MARQUER Christophe       | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| POULAIN Christian        | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| ROCHARD Chantal          | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| TALIDEC Marie Christine  | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |
| WILLAY Mathilde          | B     | 6 mois                                | 10 000 €  |

## Article 6

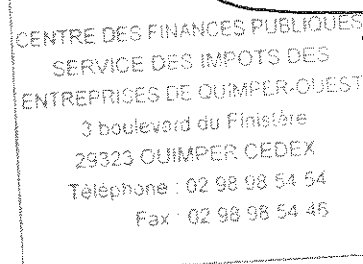
Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à QUIMPER, le 01/09/2018

Le comptable, responsable de service des impôts des entreprises de QUIMPER OUEST,

Claudie CORNEN



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DU FINISTÈRE

Service des Impôts des Particuliers de Brest-Iroise  
8, rue Duquesne  
29200 Brest

### **Décision portant délégation de signature aux agents du Service des Impôts des Particuliers de Brest-Iroise**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Brest Iroise

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

#### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à Mmes Rivière Florence, Rhode Patricia et Urien Laurence, inspectrices des finances publiques, adjointes au responsable du service des impôts des particuliers de Brest Iroise, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 30 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 30 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;

- b) les avis de mise en recouvrement ;
- c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- d) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

|                  |                |
|------------------|----------------|
| Rivière Florence | Rhode Patricia |
| Urien Florence   |                |

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|                   |                     |                 |
|-------------------|---------------------|-----------------|
| Causeur Elisabeth | Cuillandre Nathalie | Le Dour Peggy   |
| Le Gall Mélanie   | Le Paih Françoise   | Lortet Virginie |
| Martin Danielle   | Moal Hélène         |                 |

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                         |                    |                     |
|-------------------------|--------------------|---------------------|
| Boutrois Bruno          | Bremon Julien      | Camaret Denis       |
| Cornec Christelle       | Corre Sylvie       | Di Fusco Marie-Aude |
| Juillard Branchu Sophie | Le Mentec Séverine | Monfort Magali      |
| Monze Alain             | Nedelec Bertrand   | Perelle Nelly       |
| Ropars Sylvie           | Salaun Philippe    | Saboureau Olivier   |
| Tanguy Michèle          | Tasset Monique     | Trouve Gaëlle       |
| Tijani Laure            |                    |                     |

## Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 3°) les avis de mise en recouvrement ;
  - 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | Grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|-------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| Sanchez Richard          | A     | 1 500 €                         | 6 mois                                | 15 000 €  |
| Douguet Nicolas          | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Gueguen Michel           | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Jacq Nicole              | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Jaouen Nathalie          | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Lazennec Claudie         | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Perrot Corinne           | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Pouliquen Eric           | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Bouguen Bernard          | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Constans Franck          | B     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| Menard Christine         | C     | 500 €                           | 6 mois                                | 5 000 €   |

#### Article 4

La délégation visée ci-dessus prend effet à compter du 3 septembre 2018 et sera publiée au recueil des actes administratifs du Finistère.

A Brest, le 3 septembre 2018

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Brest Iroise,



Michel Riou



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DU FINISTERE

Service des Impôts des Particuliers de Brest Elorn  
8 rue Duquesne  
29606 Brest Cedex

Décision portant délégation de signature  
aux agents du service des impôts des particuliers  
de Brest Elorn

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers (SIP) de Brest Elorn

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L 247, L 257 A et R 247-4 et suivants ;

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Décide :

**Article 1er**

Délégation de signature est donnée à Mme BOURHIS Céline, inspectrice, adjointe au responsable du service des impôts des particuliers de Brest Elorn et à Mme COUSTANS Nathalic, inspectrice, adjointe au responsable du même SIP, à effet de signer :

1°) Dans la limite de 30 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvements ou restitution d'office ;

2°) En matière de gracieux fiscal, les décisions portant, remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 30 000 € ;

3°) Les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) les remises de majoration de recouvrement dans la limite de 15 000 €

d) tous actes d'administration de et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvements ou restitution d'office :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|                       |                   |
|-----------------------|-------------------|
| LE MEUR Michelle      | CREN Jean-Paul    |
| MEZZI Sylvie          | BOTINO Maurice    |
| ARZEL Marie Christine | RIOUAL Hélène     |
| UGUEN Jocelyne        | MEMBRINEZ Vincent |
| BEUF Jérôme           |                   |

2°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                 |                            |               |
|-----------------|----------------------------|---------------|
| LE ROUX Estelle | KERVAREC MABILEAU Sandrine | AUTRET Maryse |
| PERON Morgane   | JOURDAN Annie              |               |
| GOEURY Cédric   | LE STUM Matthieu           |               |
| CLECH Sabrina   | COLLOBERT Françoise        |               |
| LE BRUN Laurent | CLEACH Bernard             |               |

Délégation de signature est donnée à effet de signer, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

3°) dans la limite de 2000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|                       |                |
|-----------------------|----------------|
| LE MEUR Michelle      | CREN Jean-Paul |
| MEZZI Sylvie          | BOTINO Maurice |
| ARZEL Marie Christine | RIOUAL Hélène  |
| MEMBRINEZ Vincent     | BEUF Jérôme    |
| UGUEN Jocelyne        |                |

4°) dans la limite de 1 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                 |                            |               |
|-----------------|----------------------------|---------------|
| LE ROUX Estelle | KERVAREC MABILEAU Sandrine | AUTRET Maryse |
| PERON Morgane   | JOURDAN Annie              |               |
| GOEURY Cédric   | LE STUM Matthieu           |               |
| CLECH Sabrina   | COLLOBERT Françoise        |               |
| LE BRUN Laurent | CLEACH Bernard             |               |

### Article 3

Délégation de signature est donnée à effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuite à l'exception des déclarations de créance ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et Prénom des agents | Grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour un délai de paiement et pour les actes de poursuite |
|--------------------------|-------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| NICOLAS Jean Luc         | B     | 500 €                           | 8 mois                                | 5 000 €   |
| BOURLES Magali           | B     | 1500 €                          | 12 mois                               | 15 000 €  |

|                   |   |       |        |         |
|-------------------|---|-------|--------|---------|
| GUERMEUR Frédéric | B | 500 € | 8 mois | 5 000 € |
| YVIS Muriel       | B | 500 € | 8 mois | 5 000 € |
| LE BRIS Geneviève | C | 500 € | 8 mois | 5 000 € |
| LE BRAS Mikaël    | C | 500 € | 8 mois | 5 000 € |
| PENLAND Stéphane  | C | 500 € | 8 mois | 5 000 € |

**Article 4**

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 01/09/2018.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Brest le 03/09/2018  
Le comptable, responsable du service des  
impôts des particuliers de Brest Elorn

Michelle Sallou



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE

Service des Impôts des Particuliers de DOUARNENEZ  
1, rue du 19 mars 1962  
29100 DOUARNENEZ

**DELEGATION GENERALE DE SIGNATURE**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Douarnenez

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**ARRETE**

**Article 1** - Délégation de signature est donnée à Mme. **CONSORTI RACHEL, Inspectrice**, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de Douarnenez, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de **15 000 €** et les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes sans limitation de montant ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de **15 000 €** ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à **15 000 €** ;

b) les avis de mise en recouvrement ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|             |              |                 |
|-------------|--------------|-----------------|
| BENET SARAH | NAOUR SOPHIE | LE BELLER ANNIE |
|-------------|--------------|-----------------|

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                    |                  |                        |
|--------------------|------------------|------------------------|
| KERNINON FRANCOISE | PAPET SEBASTIEN  | QUINQUIS JULES         |
| LAURENT CATHERINE  | LE GUEN VIRGINIA | LE DUVEHAT JEAN-PIERRE |
| VERGES CATHERINE   |                  |                        |

**Article 3** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

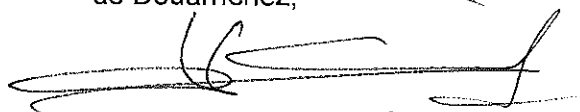
aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | Grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|-------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| SEITE CLAUDIE            | B     | 2000 €                          | 6                                     | 5000 €  |
| LE GRAND CHRISTELLE      | B     | 2000 €                          | 6                                     | 5000 €  |
| CHAPLAIN THIBAUT         | B     | 2000 €                          | 6                                     | 5000 €  |

**Article 4** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Finistère.

A Douarnenez, le 03/09/2018

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers  
de Douarnenez,



GUILLOU Jean-Jacques      Jean-Jacques GUILLOU  
Inspecteur Principal



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

**SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS DE QUIMPER OUEST**

**3 Boulevard du Finistère  
BP31720  
29107 QUIMPER**

Décision portant délégation de signature  
aux agents du service des impôts des particuliers  
de QUIMPER OUEST

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de QUIMPER OUEST

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L257 A et R\*247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2010 portant création de la direction départementale du Finistère ;

Vu l'instruction 2013/4775 du 5 juin 2013 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu l'arrêté du 8 juin 2011 portant création de services des impôts des particuliers de QUIMPER OUEST dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

**Décide:**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à M LE GALL YVON inspecteur des finances publiques et adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de QUIMPER OUEST, à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 30 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution



2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 30 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) Lorsqu'un contribuable a commis une erreur manifeste en établissant une déclaration ou en cas d'erreur du service lors de la saisie informatique des éléments déclaratifs, l'agent mentionné ci-dessus peut prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel qu'en soit le montant, y compris lorsque celui-ci excède le plafond de leur délégation.

5°) L'usage de la délégation se fera dans les conditions fixées par l'instruction n° 2013/4775 du 5 juin 2013 notamment en ce qui concerne l'appréciation des limites et des exclusions.

6°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement,

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

## **Article 2**

Article 2-1 : Délégation de signature est donnée aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans **la limite de 10 000 €** ;

2°) matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet dans **la limite de 2 000 €** ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, **sans limitation de montant**.

Article 2-2 - Lorsqu'un contribuable a commis une erreur manifeste en établissant une déclaration ou en cas d'erreur du service lors de la saisie informatique des éléments déclaratifs, l'agent mentionné ci-dessus peut prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel qu'en soit le montant, y compris lorsque celui-ci excède le plafond de leur délégation.

Article 2-3.- L'usage de la délégation se fera dans les conditions fixées par l'instruction n° 2013/4775 du 5 juin 2013 notamment en ce qui concerne l'appréciation des limites et des exclusions.

Article 2-4 - Dans le cadre de l'accueil commun, la délégation est étendue au ressort géographique des deux services des impôts des particuliers présents sur le site du centre des Finances Publiques de Quimper

GOURHAEL Françoise

LE ROY Agnès

CHENEVIÈRE ERIC

LE BARS Hélène

### **Article 3**

Article 3-1. – Délégation de signature est donnée aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans **la limite de 2 000 €** ;

2°) matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet dans **la limite de 1 000 €**.

Article 3-2.- L'usage de la délégation se fera dans les conditions fixées par l'instruction n° 2013/4775 du 5 juin 2013 notamment en ce qui concerne l'appréciation des limites et des exclusions.

Article 3-3 - Dans le cadre de l'accueil commun, la délégation est étendue au ressort géographique des deux services des impôts des particuliers présents sur le site du centre des Finances Publiques de Quimper

BARNABE Chantal

CORRIOU Annie

MARC Claire

GLOAGUEN Gwenaëlle

JUHEL Cecilia

PETILLON Virginie

LE MELLECC Dominique

LE PAGE Fabienne

LE PAPE Marie Pierre

PORIEL Catherine

SCUILLER Nicole

### **Article 4**

Délégation de signature est donnée à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 500 euros;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 5000 euros ;
- Signer tout acte de poursuite pour une dette maximale de 10.000€ ;
- effectuer toutes opérations concernant la tenue de la comptabilité générale du poste dont notamment la gestion du compte Banque de France, la gestion des excédents de versement , la gestion des RAER, le suivi et l'apurement des comptes d'imputation provisoire.
- Signer tout acte de mainlevée d'avis à tiers détenteur portant sur des dettes n'excédant pas 10.000€.

aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Nicole LE BORGNE

Elisabeth D'ANDREA PETEL Pascal LE SAUX

### **Article 5**

Délégation de signature est donnée à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 500 euros;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 5000 euros ;
- Signer tout acte de poursuite pour une dette maximale de 2.000€ ;
- Signer tout acte de mainlevée d'avis à tiers détenteur portant sur des dettes n'excédant pas 2.000€.
- statuer en matière de gracieux fiscal sur les demandes de remise, modération ou rejet dans la limite de 2 000 € ;

aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après

Patrice AUBOIS

aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après

Soizic CLEMENT

### **Article 6**

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 03 septembre 2018.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratif de la préfecture du Finistère.

Fait à QUIMPER, le 05/09/2018

Le comptable, responsable du service des impôts  
des particuliers de QUIMPER OUEST

Jacques BERTHELOT





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS

Place du Pouliet – CS 27907

29679 MORLAIX Cedex

**DELEGATION GENERALE DE SIGNATURE**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de MORLAIX

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**ARRETE**

**Article 1** - Délégation de signature est donnée à Mme **BODIGER Nadine** et Mme **DRILLET-GENTRIC Brigitte, inspectrices des finances publiques**, adjointes au responsable du service des impôts des particuliers de MORLAIX, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de **30 000 €** et les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes sans limitation de montant;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de **30 000 €** ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 30 000 € ;

b) les avis de mise en recouvrement ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 € pour le contentieux et de 2 000 € pour le gracieux, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|                  |                    |                  |
|------------------|--------------------|------------------|
| CAPITAINE Carole | LAVANANT Catherine | MARTIN Annick    |
| MEUDEC Jean-Yves | PAPE Franck        | PARANT Jean-Yves |

3°) dans la limite de 2 000 € pour le contentieux et de 1 000 € pour le gracieux, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                     |                        |                            |
|---------------------|------------------------|----------------------------|
| CORLER Aimée        | LOUNES-QUEMENER Sylvie | AUZILLAUD Philippe         |
| EDERN Claudie       | BRETON Maryvonne       | LAPOUS Christian           |
| MIOSSEC Nicolas     | COQUIL Béatrice        | ORAIN Eric                 |
| WOLFERSBERGER Nelly | BOHIC Annie            | SOUDRON Angélique          |
| COTON Jean-Yves     | GUENOLE Edith          | LE CALVEZ-MICHINOT Yannick |
| BOUTON Karine       | CLOST Hélène           | LAURENT Yves               |
| KERGOSIEN Philippe  | MORIN Fabienne         |                            |

**Article 3** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents  | Grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|---------------------------|-------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| HERE Florence             | B     | 2 000 €                         | 6 mois                                | 10 000 €  |
| GUEGUEN Gildas            | B     | 2 000 €                         | 6 mois                                | 10 000 €  |
| GUILLOU Eric              | B     | 2 000 €                         | 6 mois                                | 10 000 €  |
| LE CRAS Martine           | B     | 2 000 €                         | 6 mois                                | 10 000 €  |
| LECELLIER-LE GAC Jocelyne | B     | 2 000 €                         | 6 mois                                | 10 000 €  |
| MARTIN Annick             | B     | 2 000 €                         | 6 mois                                | 10 000 €  |
| COTTON Patrick            | C     | 1 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 €   |
| MOREAU Rozenn             | C     | 1 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 €   |

**Article 4** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Finistère.

A MORLAIX , le 25 septembre 2018  
Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers  
de MORLAIX ,



Christian BLEUNVEN

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

Service des impôts des particuliers

Service des impôts des entreprises

3 rue du Pouligoudu

BP 133

29 391 Quimperlé Cedex

### **Décision portant délégation de signature**

#### **aux agents du service des impôts des particuliers et des entreprises de QUIMPERLE**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers et des entreprises de Quimperlé

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

### **DECIDE**

**Article 1** - Délégation de signature est donnée à M. JADE MARC, Inspecteur, adjoint SIE au responsable du service des impôts des particuliers et des entreprises de Quimperlé, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande, à l'exception de celles déposées par les collectivités locales et les organismes qui en dépendent ;

- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
  - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder **12** mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;
  - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à M. PREDOUR DANIEL, **Inspecteur**, adjoint SIP au responsable du service des impôts des particuliers et des entreprises de Quimperlé, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
  - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;
  - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 3** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|                     |                           |                    |
|---------------------|---------------------------|--------------------|
| ROUE Hélène         | LE BOURDONNEC<br>Marylène | LE GRAND Josette   |
| ORGANO Sandrine     | MAHE Catherine            | LE LOUS Jean-Yves  |
| COUAO-ZOTTI Ahlinba | NEDELLEC Nathalie         | MALCOSTE Catherine |
| PEDRON Annaïck      | CAUCHY Corinne            | /                  |



2°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                 |                |                 |
|-----------------|----------------|-----------------|
| BELLON Myriam   | NESTOUR Claire | PERON Françoise |
| LE DOZE Chantal | LE REUN Benoît | BEHAREL Annick  |

**Article 4** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | Grade               | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|---------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| KERLOEGAN Dominique      | Contrôleur          | 1 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 €   |
| CARDIET Sandrine         | Contrôleur          | 1 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 €   |
| LACORNETTE Michelle      | Contrôleur          | 1 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 €   |
| CORIOU Julie             | Agent Administratif | 1 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 €   |
| LE DOZE Chantal          | Agent Administratif | 100 €                           | 3 mois                                | 1 000 €   |
| CAUCHY Corinne           | Contrôleur          | 1 000 €                         | 3 mois                                | 1 000 €   |
| LE LOUS Jean-Yves        | Contrôleur          | 1 000 €                         | 3 mois                                | 1 000 €   |
| ORGANO Sandrine          | Contrôleur          | 10 000 €                        | 12 mois                               | 30 000 €  |
| MAHE Catherine           | Contrôleur          | 10 000 €                        | 6 mois                                | 30 000 €  |
| BELLON Myriam            | Agent Administratif | 2 000 €                         | 6 mois                                | 30 000 €  |

**Article 5 -**

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 03 septembre 2018

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Finistère.

A Quimperlé, le 03 septembre 2018

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers  
et des entreprises de Quimperlé,

Sabine FILY





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DU FINISTÈRE  
SERVICE DES IMPÔTS DES PARTICULIERS – SERVICE DES  
IMPÔTS DES ENTREPRISES  
10, Bd Jean Moulin  
CS 60158  
29836 CARHAIX PLOUGUER Cedex

## Décision portant délégation de signature

Le comptable, responsable du SIP-SIE de CARHAIX

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à Mme Sonia RENAUDINEAU, inspectrice des finances publiques, adjointe au responsable du SIP-SIE de CARHAIX; à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 30 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 30 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 60 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7° les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;

8° l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

9°) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade      | Limite des décisions contentieuses | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| GUILLERM Christelle      | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         | 3 mois                                | 3 000 euros   |
| THEPOT Armelle           | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         | 3 mois                                | 3 000 euros   |

## Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de gracieux fiscal de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade      | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| CAUGANT Pascal           | contrôleur | 2 000 €                         | 6 mois                                | 6 000 euros   |
| PARQUIC Thierry          | contrôleur | 2 000 €                         | 6 mois                                | 6 000 euros   |
| LANNUZEL Anthony         | agent      | 1 000 €                         | 3 mois                                | 3 000 euros   |
| LE PANN Annick           | contrôleur | -                               | 3 mois                                | 3 000 euros   |
| UGUET Stéphane           | contrôleur | -                               | 3 mois                                | 3 000 euros   |

#### Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade      | Limite des décisions contentieuses | Limite des décisions gracieuses |
|--------------------------|------------|------------------------------------|---------------------------------|
| LE PANN Annick           | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         |
| UGUET Stéphane           | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         |
| GEAY Yannick             | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |
| JULIEN Sylvie            | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |
| CHOCHOY Emeline          | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |
| ROLLAND Geneviève        | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |

#### Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratif du département du FINISTERE

A CARHAIX, le 03/09/2018

Roselyne GUICHOUX-BRENNEUR  
Comptable des Finances publiques  
Responsable du SIP-SIE de CARHAIX,



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DU FINISTERE**

SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS -  
SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES de CARHAIX  
10 Bd Jean Moulin CS 60158  
29836 CARHAIX-PLOUGUER CEDEX

Décision portant délégation de signature  
Service des impôts des particuliers et des entreprises de Carhaix

La comptable, responsable du service des impôts des particuliers et des entreprises de Carhaix

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L257A et R\*247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>. – Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après, à l'effet de signer :

1°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

2°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites.

| Nom et prénom des agents | grade                | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|----------------------|---------------------------------------|---|
| MANENTI Erwann           | Agent                | 6 mois                                | 2 000 €   |
| BEN Pierre louis         | Contrôleur           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| MERRIEN Chrystèle        | Contrôleur           | 6 mois                                | 5 000 €   |
| DELON Stéphane           | Contrôleur principal | 6 mois                                | 5 000 €   |

## Article 2

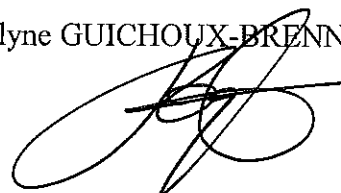
Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 24/09/2018 .

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Carhaix, le 20 septembre 2018

La comptable, responsable du service des  
impôts des particuliers et des entreprises de  
Carhaix

Roselyne GUICHOUX-BRENNEUR





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DU FINISTÈRE  
SERVICE DES IMPÔTS DES PARTICULIERS – SERVICE DES  
IMPÔTS DES ENTREPRISES  
10, Bd Jean Moulin  
CS 60158  
29836 CARHAIX PLOUGUER Cedex

## Décision portant délégation de signature

Le comptable, responsable du SIP-SIE de CARHAIX

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à Mme Sonia RENAUDINEAU, inspectrice des finances publiques, adjointe au responsable du SIP-SIE de CARHAIX, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 30 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 30 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 30 000 € par demande et en cas d'absence du responsable de service dans la limite maximale de 60 000 € par demande, à l'exception de celles déposées par les collectivités locales et les organismes qui en dépendent ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;



6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 30 000 € ;

8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

9°) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade      | Limite des décisions contentieuses | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| GUILLERM Christelle      | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 euros   |
| THEPOT Armelle           | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 euros   |

## Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de gracieux fiscal de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade      | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| CAUGANT Pascal           | contrôleur | 2 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 euros   |
| PARQUIC Thierry          | contrôleur | 2 000 €                         | 6 mois                                | 5 000 euros   |
| LANNUZEL Anthony         | agent      | 1 000 €                         | 6 mois                                | 2 000 euros   |
| LE PANN Annick           | contrôleur | -                               | 3 mois                                | 3 000 euros   |
| UGUET Stéphane           | contrôleur | -                               | 3 mois                                | 3 000 euros   |

#### Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade      | Limite des décisions contentieuses | Limite des décisions gracieuses |
|--------------------------|------------|------------------------------------|---------------------------------|
| LE PANN Annick           | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         |
| UGUET Stéphane           | contrôleur | 10 000 €                           | 2 000 €                         |
| GEAY Yannick             | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |
| JULIEN Sylvie            | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |
| CHOCHOY Emeline          | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |
| ROLLAND Geneviève        | agent      | 2 000 €                            | 1 000 €                         |

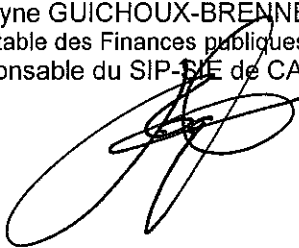
#### Article 5

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 24/09/2018.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du FINISTERE

A CARHAIX, le 24/09/2018

Roselyne GUICHOUX-BRENNEUR  
Comptable des Finances publiques  
Responsable du SIP-FIE de CARHAIX,





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE

Centre des Finances Publiques de Saint Pol de Léon  
35 rue de Verdun  
29250 Saint Pol de Léon

Décision portant délégation de signature  
aux agents du Centre des Finances Publiques de Saint Pol de Léon

Le comptable, responsable du Centre des Finances Publiques de Saint Pol de Léon

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à M. André DEBUIRE, adjoint au comptable chargé du centre des finances publiques de Saint Pol de Léon, à l'effet de signer, pour le secteur public local:

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites et portant remise, modération, transaction ou rejet : sans objet ;

2°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 12 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade        | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| BRETON Yvonne            | contrôleur   | Sans objet                      | 6 mois                                | 6 000 €   |
| GUENEGAN Michelle        | contrôleur   | Sans objet                      | 6 mois                                | 6 000 €   |
| OMNES Anne Marie         | contrôleur   | Sans objet                      | 6 mois                                | 6 000 €   |
| CLOLUS                   | Agent Recouv | Sans objet                      | 3 mois                                | 3 000 €   |

## Article 3

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 01/09/2018.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratif de la préfecture du Finistère.

Fait à St Pol de Léon, le 09/08/2018

Le comptable, responsable du Centre des Finances Publiques de St Pol de Léon

Maryse GUENNEC

2



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE

Centre des Finances Publiques de Saint Pol de Léon  
35 rue de Verdun  
29250 Saint Pol de Léon

Décision portant délégation de signature  
aux agents du Centre des Finances Publiques de Saint Pol de Léon

Le comptable, responsable du Centre des Finances Publiques de Saint Pol de Léon

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à M. André DEBUIRE, adjoint au comptable chargé du centre des finances publiques de Saint Pol de Léon, à l'effet de signer, pour le secteur impôts :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites et portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 30 000 € ;

2°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 18 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade        | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| QUILLIEN Gilles          | contrôleur   | 1000 €                          | 12 mois                               | 10 000 €  |
| PAUL Dominique           | Agent Recouv | 400 €                           | 6 mois                                | 4 000 €   |
| CLOLUS Alain             | Agent Recouv | 400 €                           | 6 mois                                | 4 000 €   |

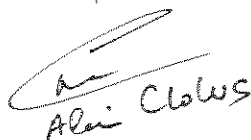
## Article 3

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 03/09/2018.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.



QUILLIEN GILLES



Alain CLOLUS



André DEBUIRE  
Inspecteur des Finances publiques

Fait à St Pol de Léon, le 09/08/2018

Le comptable, responsable du centre des finances  
publiques de St Pol de Léon

Maryse GUENNEC



Dominique PAUL

Service de la publicité foncière  
et de l'enregistrement de Quimper 1  
Centre des finances publiques de Quimper  
1, avenue du Braden - BP1714  
29107QUIMPER CEDEX

## DELEGATION GENERALE DE SIGNATURE

Le comptable, responsable du service de la publicité foncière et de l'enregistrement de  
Quimper 1.

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les  
articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction  
générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable  
publique, et notamment son article 16 ;

## ARRETE

**Article 1** - Délégation de signature est donnée à Mme. **DEUNF Martine, Inspectrice des  
Finances Publiques, adjointe au responsable du service de publicité foncière et de  
l'enregistrement de Quimper 1**, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission  
partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de **60 000 €** ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou  
rejet dans la limite de **60 000 €** ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et  
gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, les actes relatifs à la publicité  
foncière et, plus généralement, tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux  
fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de  
dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant  
remise, modération ou rejet, dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques  
de catégorie B désignés ci-après :

|                 |                         |                |
|-----------------|-------------------------|----------------|
| BOUILLE Michèle | GRAULLEAU Jean-Stéphane | PORTE Béatrice |
|-----------------|-------------------------|----------------|

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Finistère.

A Quimper , le 1<sup>er</sup> Septembre 2018

Le comptable, responsable du service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Quimper 1 ,

  
JASSELIN Didier





## **DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

#### **POLE DE RECOUVREMENT SPECIALISE DU FINISTERE**

Le Sterenn

7A allée COUCHOUREN

BP 1709

29 107 QUIMPER CEDEX

#### **Décision portant délégation de signature aux agents du Pôle de Recouvrement Spécialisé du FINISTERE**

Le comptable, responsable du Pôle de Recouvrement Spécialisé du Finistère

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L257A et R\*247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 410 de son annexe II ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment l'article L. 262 ;

Vu le code de commerce et notamment l'article L. 622-24 ;

Vu l'instruction BOI 12C-3-05 du 6 octobre 2005 ;

#### **Décide:**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à Maryline Quereven, Nathalie Pigeon, Pierre Yves Le Corre , Brigitte Quéméré et Nadia Gourlay, adjointes au responsable du Pôle de recouvrement spécialisé du Finistère, à l'effet de signer :

1°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses

sans limitation de montant ;

2°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

3°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, sans limitation de montant et de délai;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération , rejet ou transaction dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les bordereaux de déclaration de créances mentionnés à l'article L. 622-24 du code de commerce

aux agents désignés ci-après :

| <b>Nom et prénom des agents</b> | <b>grade</b> | <b>Limite des décisions gracieuses</b> | <b>Durée maximale des délais de paiement</b> | <b>Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé</b> |
|---------------------------------|--------------|--|--|--|
| Le Corre Pierre Yves            | A            | 15 000,00 €                            | Sans limitation                              | Sans limitation  |
| Pigeon Nathalie                 | A            | 15 000,00 €                            | Sans limitation                              | Sans limitation  |
| Quereven Maryline               | A            | 15 000,00 €                            | Sans limitation                              | Sans limitation  |
| Quemere Brigitte                | A            | 15 000,00 €                            | Sans limitation                              | Sans limitation  |
| Gourlay Nadia                   | A            | 15 000,00 €                            | Sans limitation                              | Sans limitation  |
|                                 |              |  |  |  |
| Ledig Kristell                  | B            | 2 000,00 €                             | Sans limitation                              | Sans limitation  |
| Le Menn Sylvie                  | B            | 2 000,00 €                             | Sans limitation                              | Sans limitation  |
| Barre Marie Hélène              | B            | 2 000,00 €                             | Sans limitation                              | Sans limitation  |
| Bescond Catherine               | B            | 2 000,00 €                             | Sans limitation                              | Sans limitation  |
|                                 |              |  |  |  |
| Gourronc Gilles                 | C            | 1 000,00 €                             | 6 mois                                       | Sans limitation  |

**Article 3**

Les délégations visées ci-dessus prennent effet à compter du 01/09/2018

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à QUIMPER, le 03/09/2018

Le comptable, responsable de service du Pole  
de recouvrement spécialisé du Finistère,



Michelle VINCOT

Michelle VINCOT  
Inspecteur Divisionnaire  
des Finances Publiques



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

TRESORERIE DE BREST METROPOLE  
4 SQUARE MARC SANGNIER  
BP 91128  
29211 BREST CEDEX 1

Décision portant délégation de signature  
aux agents de la trésorerie de Brest Métropole

Le comptable, responsable de la trésorerie de Brest Métropole

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation générale de signature est donnée à Mesdames Caroline SCOAZEC, Katy LE GOFF et Cyrielle BARGET Inspectrices des Finances Publiques, adjointes du comptable chargé de la trésorerie de Brest Métropole, à l'effet de signer tous actes d'administration et de gestion du service, y compris dans le cadre d'une action en justice ou d'une procédure collective, les mandataires étant autorisés à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances ou tous actes nécessités par le déroulement d'une procédure collective.

## **Article 2**

Délégation spécifique est donnée aux contrôleurs principaux des Finances Publiques,

- Mesdames Jocelyne LEAL et Isabelle PLASSART, pour la cellule recettes de la Communauté Urbaine « Brest Métropole » et de la Ville de Brest,
- Mesdames Jocelyne AUDRAIN, Claire LARSONNEUR et Claire BERNARD pour la cellule dépense,

à l'effet de signer tous documents nécessaires au bon fonctionnement de celles-ci et qui ne requièrent pas l'usage de la délégation générale ou de l'intervention du comptable, responsable de la trésorerie de Brest Métropole.

## **Article 3**

Délégation de signature est donnée à Mesdames Claire LARSONNEUR, Jocelyne AUDRAIN et Claire BERNARD, Contrôleurs Principaux des Finances Publiques, et Madame Chantal FILY, Contrôleur des Finances Publiques, à l'effet de signer les virements de grand montant (VGM) et les virements internationaux (VINT) en plus des titulaires de la délégation générale.

## **Article 4**

Délégation de signature est donnée à Mesdames Jocelyne LEAL et Isabelle PLASSART, Contrôleurs Principaux des Finances Publiques, et Mesdames Christine NEDELEC et Gisèle GUIDEZ, Contrôleur des Finances Publiques, à l'effet de signer les décisions relatives aux demandes de délai de paiement en phase amiable et contentieuse, dans la limite d'une durée de 6 mois et pour des sommes d'un montant maximal de 2 000 €.

## **Article 5**

Délégation de signature est donnée à Madame Chantal FILY, Contrôleur des Finances Publiques, et Mesdames Régine BAQUE, Marie-Hélène COURTIOL, Anne LUCAS, Monique SALAÛN et Claudie RONGIERAS, et à Monsieur Pascal BARBIER, Agents d'Administration Principaux des Finances Publiques, à l'effet de signer au guichet les décisions relatives aux demandes de délai de paiement pour des sommes inférieures à 500 Euros.

## **Article 6**

Délégation de signature est donnée à Mesdames Christine NEDELEC et Chantal FILY, Contrôleurs des Finances Publiques, Mesdames Régine BAQUE, Marie-Hélène COURTIOL, Anne LUCAS et Claudie RONGIERAS, et à Monsieur Pascal BARBIER, Agents d'Administration Principaux des Finances Publiques, à l'effet de signer les quittances de caisse.

### **Article 7**

Les demandes de renseignements et lettres de rappel manuelles sont signées par les agents qui les établissent.

### **Article 8**

Les délégations de signature visées aux articles 3 à 7 sont accordées sous réserve que les documents correspondants ne requièrent pas l'usage des délégations générales ou spécifiques ou de l'intervention du comptable, responsable de la trésorerie de Brest Métropole

### **Article 9**

Les dispositions visées ci-dessus annulent et remplacent à compter du 1er septembre 2018 toutes les précédentes prises pour le même objet.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratif de la préfecture du Finistère.

Fait à Brest, le 3 septembre 2018

Le comptable, responsable de la trésorerie de  
Brest Métropole

  
**Bernard PRETRE**  
*Chef de Service Comptable  
des Finances Publiques*

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

TRESORERIE DE QUIMPER CENTRES HOSPITALIERS

1 allée du Docteur Pilven - BP 1745

29107 QUIMPER cedex

**Décision portant délégation de signature  
aux agents de la trésorerie de QUIMPER CENTRES HOSPITALIERS**

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le code de commerce, et notamment son article L622-24 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Délégation de signature est donnée à Messieurs BOURBIGOT Lionel et SALENC Stéphane, inspecteurs des Finances Publiques, adjoints à la comptable chargée de la trésorerie de QUIMPER CENTRES HOSPITALIERS ainsi que mesdames AUBOIS Lydie et LE QUERE Annie, contrôleuses principales des Finances Publiques, à l'effet de signer

- a) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que ceux nécessaires pour ester en justice ;
- b) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de :

a) signer les décisions relatives aux demandes de délais de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

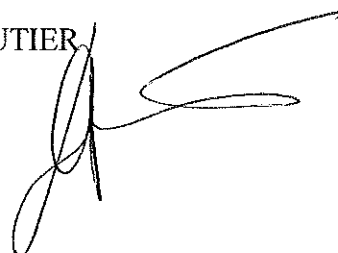
| Nom, prénom et grade des agents   | Domaine               | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------------------------|---|
| ALLAIN Sandrine ,<br>agente       | Produits hospitaliers | 10 mois                               | 2000€   |
| LAOUENAN Sylvie,<br>contrôleuse   | Produits hospitaliers | 10 mois                               | 2000€   |
| NEDELLEC Claudine,<br>contrôleuse | Produits hospitaliers | 10 mois                               | 2000€   |

**Article 3** – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Finistère.

A QUIMPER le 20 septembre 2018

La comptable, responsable de la trésorerie  
de QUIMPER CENTRES HOSPITALIERS

Laurence GAUTIER





**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

**TRESORERIE DE LANDIVISIAU**

**16 RUE DU GENERAL DE GAULLE**

**CS 70429**

**29406 LANDIVISIAU CEDEX**

**Décision portant délégation de signature  
aux agents de la trésorerie de Landivisiau**

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le code de commerce, et notamment son article L622-24 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Délégation de signature est donnée à Madame TORCHEN Séverine, Inspectrice des finances publiques, adjointe au comptable chargé de la trésorerie de Landivisiau, à l'effet de signer

- a) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que ceux nécessaires pour ester en justice ;
- b) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de

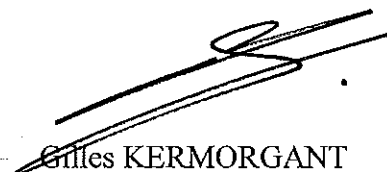
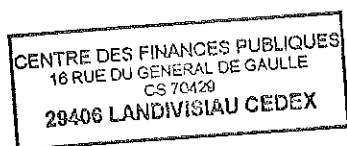
- a) signer l'ensemble des actes relatifs au recouvrement et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
  - b) d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;
  - c) recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée ;
  - d) donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, signer récépissés, quittances et décharges, fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration ;
  - e) le représenter pour toute opération auprès de La Poste ;
  - f) signer les virements de gros montants et/ou urgents, les virements internationaux, ainsi que le représenter auprès de la Banque de France ;
- aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | Grade                         |
|--------------------------|-------------------------------|
| LEON Catherine           | Contrôleur Principal          |
| PAUGAM Agnès             | Contrôleur Principal          |
| CREN Laurette            | Contrôleur Principal          |
| COAT Brigitte            | Contrôleur                    |
| PICHARD Gwenaëlle        | Agent Administratif Principal |

**Article 3** – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Finistère.

A Landivisiau, le 20/09/2018

Le comptable, responsable de la trésorerie  
de Landivisiau



Gilles KERMORGANT  
Inspecteur Divisionnaire des  
Finances Publiques



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE

TRESORERIE DE CARAIX PLOUGUER

10 Boulevard Jean Moulin

2970 CARHAIX PLOUGUER

**Décision portant délégation de signature  
aux agents de la trésorerie de CARHAIX PLOUGUER**

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le code de commerce, et notamment son article L622-24 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Délégation de signature est donnée à M. LAMIELLE Jean Philippe et Mme TREBAOL Françoise, inspecteurs adjoints au comptable chargé de la trésorerie de CARHAIX PLOUGUER, à l'effet de signer

a) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que ceux nécessaires pour ester en justice ;

b) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de

a) signer l'ensemble des actes relatifs au recouvrement et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

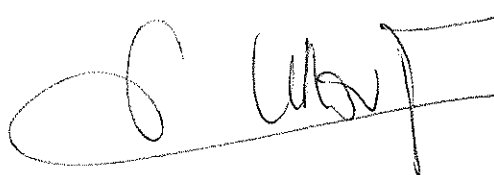
- b) d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;
- c) recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée ;
- d) donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, signer récépissés, quittances et décharges, fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration ;
- e) le représenter pour toute opération auprès de La Poste ;
- f) signer les virements de gros montants et/ou urgents, les virements internationaux, ainsi que le représenter auprès de la Banque de France ;
- g) *En cas d'absence du comptable et de ses deux adjoints (article 1-a et b article 2-a, b, c,d)* aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade      |
|--------------------------|------------|
| Mme ALLAIN Sylvie        | Contrôleur |
| M CORNIC didier          | Contrôleur |
|                          |            |
|                          |            |

**Article 3** – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Finistère.

A Carhaix Plouguer, le 20 septembre 2018

Le comptable, responsable de la trésorerie  
de CARHAIX PLOUGUER



Gaëlle LE DOUJET DESPERTS

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE

TRESORERIE DE DOUARNENEZ

1 RUE DU 19 MARS 1962

29100 DOUARNENEZ

**Décision portant délégation de signature  
aux agents de la trésorerie de DOUARNENEZ**

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le code de commerce, et notamment son article L622-24 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Délégation de signature est donnée à M. *CALVEZ Marie-Elisabeth*, inspecteur des finances publiques, adjointe au comptable chargé de la trésorerie de Douarnenez, à l'effet de signer

- a) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que ceux nécessaires pour ester en justice ;
- b) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de

- a) signer l'ensemble des actes relatifs au recouvrement et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- b) d'acquiescer tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;

- c) recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée ;
- d) donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, signer récépissés, quittances et décharges, fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration ;
- e) le représenter pour toute opération auprès de La Poste ;
- f) signer les virements de gros montants et/ou urgents, les virements internationaux, ainsi que le représenter auprès de la Banque de France ;
- aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade                                       |
|--------------------------|---|
| LE BERRE Danièle         | Contrôleur principal des finances publiques |
| PENGAM Christine         | Contrôleur des finances publiques           |
| LAPART Gwenaëlle         | Contrôleur des finances publiques           |

**Article 3** - Délégation de signature est donnée à l'effet de

- a) signer l'ensemble des actes relatifs au recouvrement et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- b) signer les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- aux agents ci-après

| Nom, prénom et grade de l'agent des finances publiques   | Domaine                                | Durée maximale des délais | Somme maximale visée par le délai |
|--|--|---------------------------|-----------------------------------|
| PENNANEAC'H Catherine<br>contrôleur principal            | Produits locaux,<br>hospitaliers, esms | 6 mois                    | 2 000,00 €                        |
| BALNOIS Marie Louise<br>agent d'administration principal | Produits locaux,<br>hospitaliers, esms | 6 mois                    | 2 000,00 €                        |
| BARIOU Sylvain<br>agent d'administration                 | Produits locaux,<br>hospitaliers, esms | 6 mois                    | 2 000,00 €                        |
| COZIC Sabrina<br>agent d'administration principal        | Produits locaux,<br>hospitaliers, esms | 6 mois                    | 2 000,00 €                        |
| CLAQUIN Michèle<br>agent d'administration principal      | Produits locaux,<br>hospitaliers, esms | 6 mois                    | 2 000,00 €                        |

**Article 4** – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Finistère.

A Douarnenez, le 21 septembre 2018

Le comptable, responsable de la trésorerie  
de Douarnenez

  
ROC'H Thierry





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE

PAIERIE DEPARTEMENTALE DU FINISTERE

1 rue Parmentier

29200 BREST

**Décision portant délégation de signature  
aux agents de la Paierie Départementale du FINISTERE**

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L 257A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le code de commerce, et notamment son article L.622-24 ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Délégation de signature est donnée à Madame Dominique QUERE et à Madame Juliane CALVARIN , Inspectrices des Finances Publiques, adjointes au comptable chargé de la Paierie Départementale du FINISTERE, à l'effet de signer

- a) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que ceux nécessaires pour ester en justice ;
- b) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** - Délégation de signature est donnée à l'effet de

- a) signer l'ensemble des actes relatifs au recouvrement et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

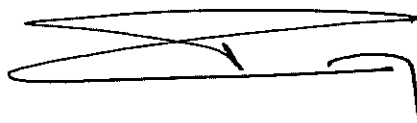
- b) d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;
- c) recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée ;
- d) donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, signer récépissés, quittances et décharges, fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration ;
- e) le représenter pour toute opération auprès de La Poste ;
- f) signer les virements de gros montants et/ou urgents, les virements internationaux, les chèques sur le Trésor (*pour la Paierie Départementale*) ainsi que le représenter auprès de la Banque de France ;
- aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade                     |
|--------------------------|---------------------------|
| MIKLASZ Serge            | Contrôleur Principal FP   |
| ROLLAND Thierry          | Contrôleur Principal FP   |
| GRUNWEISER Edith         | Contrôleuse FP            |
| COULAIS Thérèse          | Contrôleuse Principale FP |
| OLLIVIER Nicolas         | Contrôleur FP             |
| COUCHOURON Thierry       | Contrôleur Principal FP   |
| LAGADEC-ROPARS Ida       | Contrôleuse Principale FP |

**Article 3** – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Finistère.

A Brest, le 20 septembre 2018

Le comptable, responsable de la Paierie  
Départementale du Finistère



Jean-Marie FOURMANTIN



## Convention de délégation

La présente délégation est conclue en application :

- du décret 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier
- du décret et de l'arrêté du 3 avril 2008 relatifs à l'organisation de la Direction Générale des Finances Publiques modifié par l'arrêté du 18 décembre 2009
- du décret du 12 septembre 2008 autorisant le directeur général des finances publiques à déléguer sa signature
- de l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation des pouvoirs d'ordonnateur secondaire du ministre de l'action et des comptes public
- du décret n° 2017-1827 du 28 décembre 2017 relatif à la direction nationale d'interventions domaniales
- de l'arrêté du 28 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2006 relatif à la direction nationale d'interventions domaniales
- du décret n°2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de bien privés.
- du décret n°2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques
- de la délégation du 10 octobre 2016 accordée par le Directeur départemental des finances publiques du Finistère au responsable du service des Domaines de la direction départementale des Finances publiques du Finistère

Entre la **direction départementale des Finances publiques du Finistère**, représentée par Mme Gwenaëlle BOUVET, responsable du service des Domaines, désignée sous le terme de "délégant", d'une part,

Et

Le centre de services partagés de la Direction nationale d'interventions domaniales (DNID), représentée par Mme Anne-Marie CHEVALIER, adjointe au directeur en charge des missions non comptables, désigné sous le terme de "déléataire", d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au déléataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement :

- des recettes relevant du périmètre des redevances domaniales portées au budget général ou reversées à des tiers
- des recettes de loyers budgétaires
- des recettes portées au compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat »

Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités de fonctionnement entre les services.

## **Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire**

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres à payer et l'émission des titres de perception.

### 1. Le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

#### I) En matière de dépenses :

- a. il saisit et valide les engagements juridiques ;
- b. il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés ;
- c. il saisit la date de notification des actes ;
- d. il enregistre la certification du service fait valant ordre de payer en mode facturier,

#### II) En matière de recettes :

- e. il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perception.

#### III) Autres attributions dévolues dans le cadre de la présente délégation :

- f. il réalise en liaison avec les services du délégataire les travaux de fin de gestion ;
- g. il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- h. il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de 1er niveau au sein de sa structure ;
- i. il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

### 2. Le délégant reste responsable, dans le cadre de la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, de

- a. la décision des dépenses et recettes,
- b. la constatation du service fait,
- c. l'archivage des pièces qui lui incombent.

## **Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte de son activité selon les délais définis dans le contrat de service.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées.

## **Article 4 : Obligations du délégant**

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission. Le contrat de service précise les éléments attendus.

Il adresse une copie du présent document au comptable assignataire concerné.

## Article 5 : Exécution financière de la délégation

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation dans CHORUS des actes d'ordonnancement. La liste des agents qui exerceront dans l'outil les actes nécessitant la qualité d'ordonnateur secondaire est précisée en annexe du contrat de service.

## Article 6 : Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, validé par l'ordonnateur secondaire de droit et dont un exemplaire est transmis au comptable assignataire.

## Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi pour l'année 2018 et reconduit tacitement, d'année en année.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite; l'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au comptable assignataire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait, à Quimper  
Le 13 août 2018


Le délégant

La responsable du service des Domaines

Gwenaëlle BOUVEI



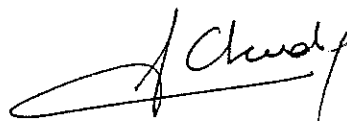
Visa du Préfet

  
Pascal LELARGE

Le délégataire

L'adjointe au DNID  
en charge des opérations  
non comptables

Anne-Marie CHEVALIER  
Administratrice des  
Finances publiques



## Convention de délégation

La présente délégation est conclue en application :

- du décret 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier
- du décret et de l'arrêté du 3 avril 2008 relatifs à l'organisation de la Direction Générale des Finances Publiques modifié par l'arrêté du 18 décembre 2009
- du décret du 12 septembre 2008 autorisant le directeur général des finances publiques à déléguer sa signature
- de l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation des pouvoirs d'ordonnateur secondaire du ministre de l'action et des comptes public
- du décret n° 2017-1827 du 28 décembre 2017 relatif à la direction nationale d'interventions domaniales
- de l'arrêté du 28 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2006 relatif à la direction nationale d'interventions domaniales
- de la délégation de signature du préfet du département du Finistère en date du 19 septembre 2016, en matière d'ordonnancement des dépenses de fonctionnement courant des parties communes de la cité administrative de BREST et d'émission des titres appelant les quotes-parts de participation de chacun des occupants de cette cité sur le compte de commerce « opérations commerciales des Domaines » (programme 907)

Entre la **direction départementale des finances publiques du Finistère** représentée par Madame Gwenaëlle BOUVET, Administratrice des finances publiques, à la direction départementale des finances publiques du Finistère, désigné sous le terme de "**délégant**",  
d'une part,

Et

Le centre de services partagés de la Direction nationale d'interventions domaniales (DNID), représentée par Mme Anne-Marie CHEVALIER, adjointe au directeur en charge des missions non comptables, désigné sous le terme de "**délégataire**",  
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement :

- des dépenses et des recettes relevant du compte de commerce 907 « opérations commerciales des Domaines », subdivision « gestion des cités administratives »

S'agissant des dépenses éligibles au programme 907 (compte de commerce du Domaine), le délégant assure le pilotage et l'exécution du budget de dépenses de fonctionnement courant des parties communes de la cité sur son périmètre de compétences, et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

La délégation de gestion porte sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses de fonctionnement courant des parties communes de la cité telles que définies aux instructions régissant la subdivision « gestion des cités administratives », éligibles au programme 907, et des recettes précisés dans les articles ci-dessous.

Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités de fonctionnement entre les services.

## **Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire**

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres à payer et l'émission des titres de perception.

### 1. Le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

#### I) En matière de dépenses :

- a. il saisit et valide les engagements juridiques ;
- b. il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés ;
- c. il saisit la date de notification des actes ;
- d. il enregistre la certification du service fait valant ordre de payer en mode facturier,

#### II) En matière de recettes :

- e. il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perception.

### III) Autres attributions dévolues dans le cadre de la présente délégation :

- f. il réalise en liaison avec les services du délégataire les travaux de fin de gestion ;
- g. il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- h. il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de 1er niveau au sein de sa structure ;
- i. il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

### 2. Le délégant reste responsable, dans le cadre de la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, de

- a. la décision des dépenses et recettes,
- b. la constatation du service fait,
- c. en lien avec le comptable assignataire des recettes et dépenses du programme 907, subdivision « gestion des cités administratives », du pilotage et de l'exécution du budget de dépenses de fonctionnement courant des parties communes de la cité, de l'émission et de son suivi, des quotes-parts appelant le versement sur le compte « opérations commerciales des Domaines » de la participation des occupants à ces dépenses et de leur encaissement, de l'équilibre de trésorerie en fin d'année du compte auxiliaire qu'il tient pour la cité,
- d. l'archivage des pièces qui lui incombent.

### **Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte de son activité selon les délais définis dans le contrat de service.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées.

### **Article 4 : Obligations du délégant**

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission. Le contrat de service précise les éléments attendus.

Il adresse une copie du présent document au comptable assignataire concerné.

### **Article 5 : Exécution financière de la délégation**

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation dans CHORUS des actes d'ordonnancement. La liste des agents qui exerceront dans l'outil les actes nécessitant la qualité d'ordonnateur secondaire est précisée en annexe du contrat de service.

### **Article 6 : Modification du document**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, validé par l'ordonnateur secondaire de droit et dont un exemplaire est transmis au comptable assignataire.

### **Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi pour l'année 2018 et reconduit tacitement, d'année en année.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite; l'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au comptable assignataire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait, à Quimper  
Le 13 août 2018

Le délégant

L' Administratrice des Finances publiques



Gwenaëlle BOUVET

Le délégataire

La Directrice adjointe de la DNID en charge  
des opérations non comptables  
Administratrice des Finances publiques



Anne-Marie CHEVALIER

Visa de M. Le Préfet



Pascal LELARGE



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTERE**

SERVICE : pôle contrôle et expertise (PCE) QUIMPER

ADRESSE : Centre des Finances Publiques de Quimper

3 Bld du Finistère BP 31 720 29323 QUIMPER CEDEX

**DELEGATION GENERALE DE SIGNATURE  
EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET GRACIEUX FISCAL**

Le responsable du pôle contrôle expertise de QUIMPER

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

**ARRETE**

**Article 1** - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

a) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

|                 |                   |                       |
|-----------------|-------------------|-----------------------|
| FLAMANC MICHEL  | GARO HERVE        | GOUZARCH MARIE-PIERRE |
| HUE MICHEL      | LE MAO JACQUELINE | LE POUAPON FLORENCE   |
| LEVESQUE MARINA | MONCHOIX PASCALE  |                       |

b) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|                  |               |            |
|------------------|---------------|------------|
| CATHERINE GILLES | COURTET NADIA | MAHE ELISE |
|------------------|---------------|------------|

**Article 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Finistère.

A Quimper , le 19/09/2018

Le responsable du pôle contrôle expertise de Quimper

  
HAEMMERLIN YVES



académie  
Rennes

direction des services  
départementaux  
Finistère

Éducation  
nationale



REPUBLICQUE FRANCAISE  
secrétariat  
général

## ARRETE N° 18-197

### **portant modification de la composition de la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère**

-----

#### **La Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment les articles 8 bis et 9 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;

Vu l'arrêté du 17 mai 2006 fixant l'organisation de l'administration centrale des ministères de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2011 portant création du comité technique ministériel et des comités techniques des services déconcentrés du ministère chargé de l'Education Nationale ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2011 portant création du comité technique d'administration centrale des ministères chargés de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au rôle et à la composition de la commission nationale d'action sociale, des commissions académiques et départementales d'action sociale et de la commission centrale d'action sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2013 relatif au rôle et à la composition des commissions académiques, départementales et centrale d'action sociale ;

Vu l'avis de la commission nationale d'action sociale du 29 janvier 2013 ;

Vu l'arrêté n°15-161 du 13 janvier 2015 établissant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants à la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de l'Inspectrice d'Académie- Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère ;

Vu l'arrêté n°15-164 du 23 février 2015 modifié portant nomination des membres de la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère ;

Vu le courrier électronique de la MGEN du Finistère du 5 juillet 2018 ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : l'article 2 de l'arrêté du 23 février 2015 sus visé est modifié ainsi qu'il suit :

En qualité de représentant de la MGEN :

- membre titulaire :

Monsieur Sylvain DUBREUIL en remplacement de Monsieur Roger TRESSARD

- membres suppléants :

Madame Rozenn LE BOT en remplacement de Monsieur Joël STEPHAN

Madame Chantal LE JEUNE en remplacement de Monsieur Christian LE GOUALHER

Le reste sans changement.

### **Article 2 :**

Le secrétaire général de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Finistère est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le 28 août 2018

La Directrice Académique des Services de  
l'Education Nationale



Caroline LOMBARDI-PASQUIER

## ARRETE N° 18-198

### **portant modification de la composition de la commission permanente de la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère**

-----

#### **La Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment les articles 8 bis et 9 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;

Vu l'arrêté du 17 mai 2006 fixant l'organisation de l'administration centrale des ministères de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2011 portant création du comité technique ministériel et des comités techniques des services déconcentrés du ministère chargé de l'Education Nationale ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2011 portant création du comité technique d'administration centrale des ministères chargés de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au rôle et à la composition de la commission nationale d'action sociale, des commissions académiques et départementales d'action sociale et de la commission centrale d'action sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2013 relatif au rôle et à la composition des commissions académiques, départementales et centrale d'action sociale ;

Vu l'avis de la commission nationale d'action sociale du 29 janvier 2013 ;

Vu l'arrêté n°15-164 du 23 février 2015 modifié portant nomination des membres de la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère ;

Vu l'arrêté n°15-167 du 12 mars 2015 modifié portant nomination des membres de la commission permanente de la commission départementale d'action sociale placée sous la présidence de la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Finistère ;

Vu le courrier électronique de la MGEN du Finistère du 5 juillet 2018 ;

## ARRETE

### **Article 1<sup>er</sup>** :

L'article 2 de l'arrêté du 12 mars 2015 sus visé est modifié ainsi qu'il suit :

En qualité de représentant de la MGEN du Finistère

Monsieur Sylvain DUBREUIL en remplacement de Monsieur Roger TRESSARD.

Le reste sans changement.

### **Article 2** :

Le secrétaire général de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Finistère est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le 28 août 2018

La Directrice Académique des Services de  
l'Education Nationale,



Caroline LOMBARDI-PASQUIER

PRÉFET DU FINISTÈRE  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU FINISTÈRE

ARRETE PREFECTORAL n° 2018260-0003  
**portant désignation des membres du conseil de discipline départemental  
des sapeurs-pompiers volontaires**

Le Préfet du Finistère  
Chevalier de la légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté du 29 novembre 2005 consolidé portant organisation du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018242-0004 du 30 août 2018 établissant les listes départementales pour le tirage au sort des membres du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU le procès-verbal de tirage au sort du 12 septembre 2018 ;

**CONSIDERANT** que le sapeur-pompier volontaire qui fait l'objet de la procédure disciplinaire engagée détient le grade de Sapeur 1<sup>ère</sup> classe

**A R R E T E**

**Article 1** : - Après tirage au sort en application de la procédure prévue aux articles 3 et 5 de l'arrêté consolidé du 29 novembre 2005 susvisé, le conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires est composé comme suit :

Au titre des représentants de l'administration :

| <b>Titulaires :</b>    | <b>Suppléants :</b>   |
|------------------------|-----------------------|
| M. Stéphane LE BOURDON | M. Roger MELLOUET     |
| M. Jean-Marc TANGUY    | Mme Isabelle ASSIH    |
| M. Philippe RONARC'H   | M. Jean-Yves LE GRAND |
| Mme Viviane GODEBERT   | Mme Anne MARECHAL     |

.../...

.../...

Au titre des représentants des sapeurs-pompiers volontaires :

| <b>Titulaires :</b>   | <b>Suppléants :</b> |
|-----------------------|---------------------|
| <b>Sapeurs</b>        |                     |
| Mme Joy DIET          | M. Laurent GARRIGUE |
| <b>Caporaux</b>       |                     |
| M. Christophe PENNEC  | M. Hervé LE CAM     |
| <b>Sous-officiers</b> |                     |
| M. Eric FOURRIER      | M. Laurent NOWACZYK |
| <b>Officiers</b>      |                     |
| M. David BROUILLARD   | M. David DELAPORTE  |

**Article 2 :** -Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel le Bizien, 3 contour de la Motte, CS 44416 35044 Rennes Cedex) peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3 :** - Le Secrétaire général de la Préfecture du Finistère et le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le **17 SEP. 2018**

Le Préfet du Finistère

Pascal LELARGE



**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
POLE PERSONNES AGEES**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;



## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Karelle HERMENIER, Directrice adjointe, pour tous documents se rapportant à la gestion courante du Pôle Personnes Agées du Centre hospitalier de Cornouaille Quimper-Concarneau en particulier la signature des contrats de séjour et tout courrier s'y rapportant.

**Article 2** : En cas d'absence de Madame HERMENIER, délégation est donnée à Sylvia THOMAS, directrice adjointe en charge des ressources matérielles.

**Article 3** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 4** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 5** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 6** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 29 août 2018

Le Directeur par intérim

A blue ink signature in cursive script, appearing to read 'N. Mevel', written over a horizontal line.

Nicolas MEVEL

Les délégataires

A blue ink signature in cursive script, appearing to read 'K. Hermenier', written over a horizontal line.

Karelle HERMENIER

A blue ink signature in cursive script, appearing to read 'S. Thomas', written over a horizontal line.

Sylvia THOMAS

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
DES TITRES DE RECETTES A L'ENCADREMENT DU BUREAU DES ENTREES  
DU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE CORNOUAILLE**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente de signature des titres de recettes liés à la gestion administrative des patients est donnée à Madame Erell HUONNIC, adjoint des cadres et Madame Paulette BOURHIS, adjoint des cadres ; dans le cadre des missions imposées par leur fonction au Bureau des Entrées.

**Article 2** : Cette délégation est établie sans préjudice et sans modification des délégations préexistantes.

**Article 3** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 4** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 5** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 6** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 29 août 2018

Le Directeur par intérim

  
Nicolas MEVEL

Les Délégués

  
Erell HUONNIC

  
Paulette BOURHIS

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
- CONSULTATION DU REGISTRE NATIONAL AUTOMATISE DES REFUS DE PRELEVEMENTS -**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

Vu la circulaire DGS/DH/EFG n° 98/489 du 31 juillet 1998, relative à la mise en service du registre national automatisé ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : En dehors de la présence du Directeur dans l'établissement, en cas d'impossibilité de le joindre et durant la garde administrative, délégation de signature permanente est donnée à :

- Monsieur Matthias ABALLEA
- Madame Laurence GRELET
- Madame Karelle HERMENIER
- Madame Sylvie LE MOAL
- Madame Michèle LEMESLE
- Monsieur Thierry LHOTE
- Madame Sylvia THOMAS
- Monsieur Arnaud SANDRET

Cadres de direction titulaires,

- Madame Pascale FABRE,
- Madame Stéphanie KERJEAN
- Madame Nathalie LE DU,
- Madame Marie LEILDE,
- Madame Stéphanie LE GOARANT,
- Madame Stéphanie MERRIEN
- Madame Delphine MOAL

Coordinateurs soignants de l'unité d'activité "prélèvements d'organes et de tissus"

- Monsieur le Docteur Serge RENAULT

Médecin responsable de l'unité d'activité "prélèvements d'organes et de tissus"

pour la consultation du registre national automatisé des refus de prélèvements d'organes, de tissus ou de cellules sur une personne décédée,

**Article 2** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 3** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 4** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de Surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, du service « Registre national des refus » de l'Etablissement Français des Greffes, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier et des intéressés. Elle prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 5** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du FINISTERE.

**Fait à Quimper, le 29 août 2018**

Le Directeur par intérim



**Nicolas MEVEL**

Les Délégués



**Matthias ABALLEA**



**Karelle HERMENIER**



**Michèle LEMESLE**



**Sylvia THOMAS**



**Pascale FABRE**



**Nathalie LE DU**



**Stéphanie LE GOARANT**

**D. MOAL**  
**Delphine MOAL**



**Laurence GRELET**



**Sylvie LE MOAL**



**Thierry LHOTE**



**Arnaud SANDRET**



**Stéphanie KERJEAN**



**Marie LEILDE**



**Stéphanie MERRIEN**



**Serge RENAULT**



**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
AUTORISATION DE TRANSPORT DE CORPS AVANT MISE EN BIÈRE  
AU CENTRE HOSPITALIER DE CORNOUAILLE**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

Au vu de la demande de la famille ;

Au vu de la signature du formulaire ad hoc attestant l'absence de maladie contagieuse par le médecin

senior ;

Au vu de la signature du certificat de décès ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature, est donnée, du lundi au vendredi, pour le site de Concarneau, aux agents d'état civil, Sylvie HEMON-RUFFEL, adjoint administratif ; Nathalie VARNEDE, adjoint administratif ; à l'effet de signer pour le centre hospitalier de Cornouaille, au nom du directeur, le feuillet autorisant le transport de corps avant mise en bière à résidence ou chambre funéraire, remis au service de l'état civil, selon le lieu de décès de la ville de Concarneau pour les patients ou résidents décédés dans l'ensemble de l'établissement.

**Article 2** : Délégation de signature est donnée aux agents de la chambre mortuaire en charge de l'état civil et de la chambre mortuaire ;

Sur Quimper :

- Madame Sophie GUEGUEN
- Monsieur Yannick LE DU
- Monsieur Erwann LE STER
- Monsieur Kevin NABAT
- Monsieur Fabien PLOUHINEC

et délégation de signature est donnée aux agents de l'accueil-standard du site de Concarneau en dehors des heures d'ouverture du bureau des entrées sur Concarneau :

- Madame Sylvie BESNEUX
- Madame Anne BOUDIN
- Madame Catherine EVEN
- Madame Fabienne HORELLOU
- Madame Myriam GUIRRIEC
- Madame Hélène LE MEUR
- Madame Virginie LE QUEAU
- Madame Marie-Aline LOUBOUTIN
- Madame Aurélie PRIMOT
- Madame Elodie TANGUY

à l'effet de signer pour le centre hospitalier, au nom du directeur, le feuillet autorisant le transport de corps avant mise en bière à résidence ou chambre funéraire remis au service de l'état civil, selon le lieu de décès, de la ville de Quimper ou de Concarneau.

**Article 3** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 4** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 5 :** La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 6 :** La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 29 août 2018

Le Directeur par intérim

  
**Nicolas MEVEL**

Les Délégués

  
**Sylvie HEMON-RUFFEL**

  
**Sophie GUEGUEN**

  
**Erwann LE STER**

  
**Fabien PLOUHINEC**

  
**Anne BOUDIN**

  
**Fabienne HORELLOU**

**Nathalie VARNEDE**

  
**Yannick LE DU**

  
**Kevin NABAT**

  
**Sylvie BESNEUX**

  
**Catherine EVEN**

  
**Myriam GUIRRIEC**

**Hélène LE MEUR**

**Virginie LE QUEAU**

**Marie-Aline LOUBOUTIN**

**Aurélie PRIMOT**

(en congé maternité  
jusqu'au 23 novembre 2018)

**Elodie TANGUY**

(en congé maternité  
jusqu'au 23 novembre 2018)

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A LA DIRECTION DES SOINS**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Laurence GRELET, Coordinatrice générale des Soins titulaire, pour tous documents se rapportant au fonctionnement courant de la Direction des Soins et concernant la gestion des personnels des activités de soins (changements d'affectation) et des stages en unité de soins (conventions de stage, évaluation) :

- Conventions de stage et assimilés,
- courriers aux autorités de tutelle, aux administrations,
- notes de service relatives à l'organisation des soins au sein de l'établissement.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'indisponibilité de Madame GRELET, délégation de signature est donnée à Mesdames Michèle LEMESLE et Nathalie FREMIN, directrices des soins.

**Article 3** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 4** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 5** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 6** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 29 août 2018

Le Directeur par intérim



Nicolas MEVEL

Les Délégués



Laurence GRELET



Nathalie FREMIN



Michèle LEMESLE



**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
- SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS -**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature pour prendre toutes mesures conservatoires immédiates nécessaires au bon fonctionnement du Centre Hospitalier de Cornouaille, notamment quant à la sécurité des personnes et des biens, dans le cadre de l'astreinte administrative, est donnée à :

Monsieur Matthias ABALLEA  
Madame Laurence GRELET  
Madame Karelle HERMENIER  
Madame Sylvie LE MOAL  
Madame Michèle LEMESLE  
Monsieur Thierry LHOTE  
Monsieur Arnaud SANDRET  
Madame Sylvia THOMAS  
cadres de direction titulaires,

**Article 2** : Les délégués rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 3** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 4** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 5** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

**Fait à Quimper, le 29 août 2018**

Le Directeur par intérim

  
**Nicolas MEVEL**

Les Délégués

  
**Matthias ABALLEA**

  
**Laurence GRELET**

**Karelle HERMENIER**

**Sylvie LE MOAL**

**Michèle LEMESLE**

**Arnaud SANDRET**

**Thierry LHOTE**

**Sylvia THOMAS**

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
DIRECTION DE L'ACCUEIL, DES RELATIONS AVEC LES USAGERS ET DE LA QUALITE**

**Le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1 :** Délégation permanente de signature est donnée à Madame Sylvie LE MOAL, Directrice adjointe, pour la gestion des affaires courantes se rapportant aux

**- Affaires juridiques – usagers :**

- déclarations de sinistres aux titulaires des marchés d'assurance (responsabilité hospitalière, dommages aux biens), puis leur gestion
- PV de saisie de dossiers médicaux
- déclarations de sauvegarde de justice
- gestion des plaintes
- courriers courants intérieur et extérieur

**- Qualité – gestion des risques**

**- Gestion des dossiers médicaux**

**Article 2 :** Subdélégation permanente de signature est donnée à Céline PEREZ, Attachée d'administration hospitalière, pour la gestion des affaires courantes se rapportant aux

**- Affaires juridiques – usagers :**

- déclarations de sinistres aux titulaires des marchés d'assurance (responsabilité hospitalière, dommages aux biens), puis leur gestion
- PV de saisie de dossiers médicaux
- déclarations de sauvegarde de justice
- gestion des plaintes
- courriers courants intérieur et extérieur

**Article 3 :** Subdélégation permanente de signature est donnée à Jean-Paul SENECHAL, Adjoint des cadres hospitaliers chargé des archives médicales pour le suivi des demandes de transmission des **dossiers médicaux** (devis, courriers...).

**Article 4 :** Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 5 :** La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 6 :** La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 7 :** La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 29 août 2018

Le Directeur par intérim

  
**Nicolas MEVEL**

Le Délégué

  
**Sylvie LE MOAL**

Les subdélégués

**Céline PEREZ**

  
**Jean-Paul SENECHAL**



**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
ORDONNATEUR SUPPLEANT**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : En l'absence du Directeur délégué titulaire, délégation permanente de signature d'ordonnateur du budget est donnée à Monsieur Matthias ABALLEA, Directeur adjoint chargé des Affaires Financières de l'établissement.

**Article 2** : En cas d'absence ou empêchement de Monsieur ABALLEA, délégation de signature d'ordonnateur du budget, à compétence générale, est donnée à :

1. Madame Sylvie LE MOAL
  2. Monsieur Arnaud SANDRET
- directeurs adjoints titulaires.

**Article 3** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 4** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 5** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 6** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

**Fait à Quimper, le 29 août 2018**

Le Directeur par intérim

  
**Nicolas MEVEL**

L'Ordonnateur

  
**Matthias ABALLEA**

Les Ordonnateurs délégués

  
**Sylvie LE MOAL**

  
**Arnaud SANDRET**

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

Vu la décision de Madame la Directrice Générale du Centre National de Gestion en date du 2 avril 2013, nommant Monsieur Matthias ABALLEA en qualité de Directeur adjoint du Centre Hospitalier de Cornouaille ;

Vu le procès verbal d'installation de Monsieur Matthias ABALLEA, en qualité de Directeur adjoint chargé de la Direction des Affaires Financières, en date du 2 mai 2013 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur ABALLEA, directeur adjoint, pour la gestion des affaires courantes se rapportant à la Direction des Affaires Financières :

- affaires budgétaires
- comptabilité analytique
- emprunts et gestion de la dette
- trésorerie
- régies
- pécule
- activité libérale
- relations avec le Trésor Public, dont les admissions en non-valeur
- rétrocession des médicaments
- essais thérapeutiques
- étude nationale des coûts
- suivi du volet financier des conventions CHIC / tierces personnes ou institutions
- contrôle de gestion
- volet financier / relations financières entre le CHIC et les GCS de l'Union Hospitalière de Cornouaille.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur ABALLEA, subdélégation de signature des documents relevant des affaires financières est donnée à Rozenn LE SAUX, attachée d'administration hospitalière à la Direction des Affaires Financières.

**Article 3** : Subdélégation de signature est donnée à Rozenn LE SAUX, attachée d'administration hospitalière, à Céline LE GOFF, adjoint des cadres, à Héléne PERON, technicien des services hospitaliers, à Rachel MAURICE, adjoint administratif et à Géraldine KERMANACH, adjoint administratif, afin de procéder aux opérations de gestion et de mouvements de trésorerie (tirage et remboursements des lignes de trésorerie ainsi que des emprunts revolving).

**Article 4** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 5** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 6** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 7** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 29 août 2018

Le Directeur par intérim



**Nicolas MEVEL**

Les Délégués



**Matthias ABALLEA**



**Rozenn LE SAUX**



**Céline LE GOFF**



**Hélène PERON**



**Rachel MAURICE**



**Géraldine KERMANACH**

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;



Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret 91-155 du 6 février 1991 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 97-487 du 12 mai 1997 modifié fixant les dispositions communes applicables aux agents stagiaires de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Arnaud SANDRET, Directeur adjoint, pour la gestion des affaires courantes se rapportant aux :

**- Ressources humaines personnel non médical :**

Toutes décisions individuelles et tous actes administratifs relatifs aux dossiers des personnels non médicaux concernant :

- la carrière des agents,
- les retraites,
- les liquidations et mandatements des payes et charges,
- la validation des factures,
- les contrats de travail de droit public et de droit privé conclus avec les personnels non titulaires ainsi que leurs avenants,
- tout courrier, attestation, état, convocation, relatifs à la gestion des ressources humaines de l'établissement,
- notes d'informations et de services,
- tous actes administratifs, y compris validation de factures, relatifs à la gestion globale courante des ressources humaines du personnel non médical (dont gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, formation continue, absentéisme, conventions de stage, ordres de missions...)

à l'exception des décisions disciplinaires et des décisions de nomination des directeurs de soins, des cadres supérieurs de santé, des ingénieurs et des attachés d'administration hospitalière.

**- Ressources humaines – personnel médical :**

Le mandatement des payes et charges du personnel médical.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'indisponibilité de Monsieur Arnaud SANDRET, délégation de signature est donnée à Madame Marie-Christine LE DOUY et Madame Laure-Anne LEPAROUX-LE BERRE, attachées d'administration hospitalière, relevant de cette direction pour l'ensemble des décisions et actes visés à l'article 1.

**Article 3** : Subdélégation permanente de signature se rapportant aux affaires courantes est donnée aux attachées d'administration hospitalière sus-mentionnées dans l'article 2 relevant de cette direction, à l'exception :

- des notes de services,
- des décisions des comités médical et de réforme,
- des validations de factures,
- des mandatements des payes et charges,
- des décisions relatives aux dossiers des agents,
- des accords de mutation,
- des contrats de travail des personnels contractuels,
- des commissions administratives paritaires : convocations et informations,
- des accords et refus d'études promotionnelles et de formations médicales,
- des factures relatives aux formations.

**Article 4** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 5** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 6** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 7** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

**Fait à Quimper, le 29 août 2018**

Le Directeur par intérim



**Nicolas MEVEL**

Le Délégataire



**Arnaud SANDRET**

Les sub-délégataires



**Marie-Christine LE DOUY**



**Laure-Anne LEPAROUX-LE BERRE**

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
GESTION DES AFFAIRES MEDICALES**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 97-487 du 12 mai 1997 modifié fixant les dispositions communes applicables aux agents stagiaires de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Thierry LHOTE, Directeur adjoint, pour la gestion des affaires courantes se rapportant aux personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques :

- toute décision individuelle et tout acte administratif relatif aux dossiers des personnels médicaux concernant la carrière des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques,
- les contrats de service public exclusif, contrat d'activité libérale, contrat d'engagement de carrière hospitalière, contrat de temps de travail additionnel, ainsi que leurs avenants
- les contrats de travail de droit public et de droit privé conclus avec les personnels ainsi que leurs avenants à l'exception des contrats des cliniciens
- les tableaux de gardes et astreintes médecins et internes
- les états de paiement des gardes et astreintes, déplacements
- les contrats d'intérim et factures
- les retraites,
- les liquidations et mandatements des payes et charges
- la validation des factures
- tout courrier, attestation, état, convocation, relatifs à la gestion des ressources médicales
- tout acte administratif, y compris validation de factures, relatif à la gestion globale et courante des ressources du personnel médical (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, formation continue, absentéisme, conventions de stage, ordres de missions...)
- le mandatement des payes et charges du personnel médical.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'indisponibilité de Monsieur Thierry LHOTE, délégation de signature est donnée, selon les termes identiques à l'article 1<sup>er</sup>, à Madame Sandrine PIRIOU, adjoint des cadres, relevant de cette direction.


**Article 3** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 4** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 5** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de Surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 6** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

**Fait à Quimper, le 29 août 2018**



Le Directeur par intérim

**Nicolas MEVEL**

Les Délégués



**Thierry LHOTE**



**Sandrine PIRIOU**

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
DES ACTES D'ETAT CIVIL AUX AGENTS  
DU CENTRE HOSPITALIER DE CORNOUAILLE**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille,**

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu la loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;



Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions du Directeur d'un Etablissement Public de Santé ;

Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire ;

Vu l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne du 1<sup>er</sup> juillet 2016 fixant la composition du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Union Hospitalière de Cornouaille ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable n° 00-029-M21 du 23 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 15 octobre 2018 ;

Vu la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Union Hospitalière de Cornouaille » signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation permanente de signature des actes d'état civil qui incombent aux établissements publics de santé est donnée à :

- Véronique ALBERT
- Estelle CUDON
- Dominique DREAU
- Sylvie LARC'HANT
- Hélène MANDREA
- Marilyne MONOD
- Amélie PAJOT

dans le cadre des missions imposées par leur fonction d'adjoints administratifs au Bureau des Entrées et plus particulièrement dans le cadre des obligations des Centres Hospitaliers en matière d'état civil

et délégation permanente de signature des actes d'état civil qui incombent aux établissements publics de santé est donnée à :

- Sophie GUEGUEN
- Yannick LE DU
- Erwann LE STER
- Kevin NABAT
- Fabien PLOUHINEC

dans le cadre des missions imposées par leur fonction d'agents de la chambre mortuaire et plus particulièrement dans le cadre des obligations des Centres Hospitaliers en matière d'état civil.

**Article 2** : Cette délégation est établie sans préjudice et sans modification des délégations préexistantes.

**Article 3** : Les délégataires rendront compte périodiquement de leur délégation au Directeur ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et de toute situation particulière rencontrée dans son exercice.

**Article 4** : La présente décision annule et remplace les décisions précédentes.

**Article 5** : La présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de Surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier, des intéressés et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Article 6** : La présente délégation fait l'objet de mesures de publicité au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

**Fait à Quimper, le 29 août 2018**

Le Directeur par intérim



**Nicolas MEVEL**

Les Délégués

**Véronique ALBERT**



**Dominique DREAU**



**Hélène MANDREA**



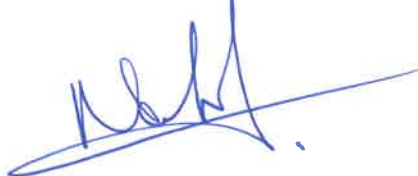
**Amélie PAJOT**



**Yannick LE DU**



**Kevin NABAT**



**Estelle CUDON**



**Sylvie LARC'HANT**



**Marilynne MONOD**



**Sophie GUEGUEN**



**Erwann LE STER**



**Fabien PLOUHINEC**



## **DECISION N°2018-90**

**De Monsieur le Directeur général du Centre hospitalier régional universitaire de Brest, des Centres hospitaliers de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature**

## Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I. Délégations générales</b> .....   | <b>4</b>  |
| Directeur général adjoint.....  | 5         |
| Cadres de direction.....  | 6         |
| <b>II. Délégations relatives au CHRU de Brest</b> .....   | <b>8</b>  |
| Coordonnateurs des sites hospitaliers .....   | 9         |
| Responsables de pôles.....  | 11        |
| Pôle Développement .....  | 12        |
| <i>Directeur de la stratégie.....</i>   | <i>13</i> |
| <i>Directeur des affaires médicales .....</i>   | <i>14</i> |
| <i>Directeur de la politique gériatrique .....</i>  | <i>16</i> |
| Pôle Innovation .....   | 17        |
| <i>Directeur de la recherche, des affaires juridiques et des questions d'éthique .....</i>            | <i>18</i> |
| Pôle Investissement .....   | 20        |
| <i>Directeur des achats, des équipements hôteliers et de la logistique .....</i>                      | <i>21</i> |
| <i>Directeur des achats et des équipements médicaux .....</i>   | <i>23</i> |
| <i>Directeur des travaux et de l'architecture.....</i>  | <i>24</i> |
| Pôle Efficience et politique de soins .....   | 26        |
| <i>Directeur des finances, du contrôle de gestion, des recettes et de la facturation .....</i>        | <i>27</i> |
| <i>Directeur des ressources humaines.....</i>   | <i>28</i> |
| <i>Coordonnateur général des soins.....</i>   | <i>30</i> |
| Pôle Relations clients .....  | 31        |
| <i>Directeur des relations avec les usagers .....</i>   | <i>32</i> |
| <i>Directeur de la communication .....</i>  | <i>33</i> |
| <i>Directeur des systèmes d'information de santé.....</i>   | <i>34</i> |
| Pôle Institut Qualité, Risques, Sécurité .....  | 35        |
| <i>Directeur de la qualité et de la gestion des risques.....</i>                                      | <i>36</i> |
| Responsable du pôle Pharmacie.....  | 37        |
| Responsable de l'Institut de médecine légale .....  | 38        |
| <b>III. Délégations relatives aux établissements en direction commune avec le CHRU de Brest</b> ..... | <b>39</b> |
| Centre hospitalier de Landerneau .....  | 40        |
| Centre hospitalier de Lesneven .....  | 45        |
| Centre hospitalier de Saint-Renan.....  | 50        |
| Centre hospitalier de Crozon.....   | 54        |
| Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Trébrivan .....                       | 56        |

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

Le Directeur général,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-7, D. 6143-33 à 35,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Vu le décret n°2005-921 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements publics de santé,

Vu le décret n°2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements de santé,

Vu le décret n°2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé,

Vu le décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n°2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu le titre V de l'instruction M21 sur la comptabilité des établissements d'hospitalisation, relatif à la comptabilité du responsable des services économiques,

Vu les conventions de direction commune,

Vu le décret du 30 avril 2013 portant nomination de Monsieur Philippe EL SAÏR, aux fonctions de Directeur général du centre hospitalier régional universitaire de Brest,

Vu la prise de fonctions de Monsieur Philippe EL SAÏR au 21 mai 2013,

Vu la prise de fonctions de Monsieur Régis CONDON au 7 septembre 2015,

Vu l'organigramme de direction,

**DECIDE**

**Article liminaire de portée générale – Prise d'effet**

La présente décision prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018. Elle abroge la décision n°2018-36 du 17 mai 2017. Elle fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs, d'une publication sur les sites Intranet et Internet de l'établissement, d'un affichage dans le couloir de la Direction générale sur le site de Morvan, ainsi que d'une notification à chaque délégataire.

## **I. Délégations générales**



## **Directeur général adjoint**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Régis CONDON, Directeur général adjoint, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur EL SAÏR, Directeur général, pour tous les actes relatifs au CHRU de Brest, aux CH Landerneau, Lesneven, Saint-Renan, et à l'EHPAD de Trebrivan.

Cette délégation vise notamment la signature des marchés et l'ensemble des actes, pris en qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, concernant l'ensemble du personnel, y compris les décisions individuelles relatives à la discipline, l'évolution de la carrière ou la rémunération. Sont également visées les décisions de suspension à titre conservatoire de l'ensemble des personnels médicaux et non médicaux.

### **Article 2 – Délégué secondaire**

En cas d'absence simultanée de Monsieur EL SAÏR et de Monsieur CONDON, délégation est donnée à Madame Fanny GAUDIN, Directrice adjointe, pour tous les actes ci-dessus énumérés.

### **Article 3 – Délégation tertiaire**

En cas d'absence prolongée de Madame Fanny GAUDIN, et en l'absence simultanée de Monsieur EL SAÏR et de Monsieur CONDON, délégation est donnée à Monsieur Jean-Christophe PAUL, Directeur adjoint, pour tous les actes ci-dessus énumérés.



## **Cadres de direction**

### **Article 1 – Objet**

Délégation de signature est donnée aux cadres de direction pour signer, dans leur domaine de responsabilité, tous les documents internes et externes, conventions de stage, notes, certificats et attestations, à l'exception :

- Des réponses aux interventions émanant de personnalités politiques ;
- Des notes de services d'ordre général ou réglementaire ;
- Des marchés publics passés par chaque établissement, quel qu'en soit le montant ;
- Des conventions de toute nature liant l'établissement à un organisme extérieur (ne sont pas concernés les contrats individuels relevant du domaine de la Direction des ressources humaines).

### **Article 2 – Liste des cadres de direction**

La qualité de cadre de direction concerne :

- Madame Florence AKLI, Directrice des soins
- Madame Aude BAILLET-HERAULT, Directrice adjointe
- Madame Sandrine BARANGER, Directrice adjointe,
- Madame Isabelle BEGOC, Directrice adjointe,
- Madame Josiane BETTLER, Directrice adjointe,
- Monsieur Rémi BRAJEUL, Directeur adjoint,
- Madame Julie COTTENCEAU, Directrice adjointe,
- Madame Christelle COLLEC, Directrice adjointe,
- Madame Aurélia DERISCHEBOURG-ESPOSITO, Directrice adjointe,
- Monsieur Emmanuel DUDOGNON, Directeur adjoint,
- Monsieur Yves DUVAL, Directeur adjoint,
- Madame Fanny GAUDIN, Directrice adjointe,
- Madame Caroline JOLY, Directrice des soins,
- Madame Laurence JULLIEN-FLAGEUL, Directrice des soins,
- Monsieur Thibault JURVILLIER, Directeur adjoint
- Madame Sabine LAFFAY, Directrice adjointe
- Monsieur Yannick LEGEAS, Directeur adjoint,
- Madame Caroline MARINGUE, Directrice adjointe,
- Monsieur Gwendal MARINGUE, Directeur adjoint,
- Monsieur Cyril MARTIN, Directeur adjoint,
- Madame Marie MEHU, Directrice adjointe,
- Madame Claire MILLINER, Directrice adjointe,
- Madame Cindy PAGES, Directrice adjointe,
- Monsieur Jean-Christophe PAUL, Directeur adjoint,
- Madame PERETTI Elisabeth, Directrice adjointe,
- Monsieur Ronan SANQUER, Directeur adjoint,
- Monsieur Jean-Michel SEYMOUR, Directeur adjoint,
- Monsieur Alain TROADEC, Directeur des soins,
- Monsieur Jean URVOIS, Directeur adjoint.

## **Directeurs de garde**

### **Article 1 – Objet**

En ce qui concerne le CHRU de Brest-Carhaix, les CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et l'EHPAD de Trébrivan, délégation de signature est donnée aux cadres de direction pendant leur période d'astreinte administrative et dans les situations nécessitant une réponse urgente pour :

- Tous les actes nécessaires à la gestion des malades ;
- Tous les actes nécessaires à la continuité du service public ou au respect du principe de continuité des soins ;
- Tous les actes conservatoires nécessaires à la sauvegarde des personnes et des biens et au maintien en fonctionnement des installations de l'ensemble des sites ;
- Les dépôts de plainte auprès des autorités de police et de justice ;
- Les assignations des personnels médicaux et non médicaux.

### **Article 2 – Liste des directeurs de garde**

La qualité de directeur de garde concerne les cadres de direction statutairement habilités à participer aux astreintes de direction. Il s'agit de :

- Madame Florence AKLI, Directrice des soins
- Madame Aude BAILLET-HERAULT, Directrice adjointe
- Madame Sandrine BARANGER, Directrice adjointe,
- Madame Isabelle BEGOC, Directrice adjointe,
- Madame Josiane BETTLER, Directrice adjointe,
- Monsieur Rémi BRAJEUL, Directeur adjoint,
- Madame Julie COTTENCEAU, Directrice adjointe,
- Madame Christelle COLLEC, Directrice adjointe,
- Monsieur Emmanuel DUDOGNON, Directeur adjoint,
- Monsieur Yves DUVAL, Directeur adjoint,
- Madame Fanny GAUDIN, Directrice adjointe,
- Madame Caroline JOLY, Directrice adjointe,
- Madame Laurence JULLIEN-FLAGEUL, Directrice adjointe,
- Monsieur Thibault JURVILLIER, Directeur adjoint,
- Madame Caroline MARINGUE, Directrice adjointe,
- Monsieur Gwendal MARINGUE, Directeur adjoint,
- Madame Marie MEHU, Directrice adjointe,
- Madame Claire MILLINER, Directrice adjointe,
- Madame Cindy PAGES, Directrice adjointe,
- Monsieur Jean-Christophe PAUL, Directeur adjoint,
- Madame Elisabeth PERETTI, Directrice adjointe,
- Monsieur Ronan SANQUER, Directeur adjoint,
- Monsieur Jean-Michel SEYMOUR, Directeur adjoint,
- Monsieur Alain TROADEC, Directeur adjoint,
- Monsieur Jean URVOIS, Directeur adjoint.

## **II. Délégations relatives au CHRU de Brest**



## **Coordonnateurs des sites hospitaliers**

### **Article 1 – Sites de Brest**

Délégation de signature est donnée à :

- Madame Sandrine BARANGER, Directrice référente du pôle de psychiatrie,
- Madame Josiane BETTLER, Directrice adjointe en charge de la filière gériatrique,
- Monsieur Thibault JURVILLIER, Directeur adjoint référent du site de la Cavale Blanche
- Monsieur Jean-Christophe PAUL, Directeur adjoint,
- Monsieur Jean URVOIS, Directeur adjoint,

pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion des sites hospitaliers constituant les sites du CHRU de Brest, et notamment les courriers et notes concernant :

- Les affaires courantes ;
- Les courriers spécifiques aux sites hospitaliers ;
- Les notes d'information ;
- Tout document concernant l'organisation et le fonctionnement courant du site.

### **Article 2 – Site de Bohars**

En ce qui concerne le site psychiatrique de Bohars, délégation de signature est donnée à Madame BARANGER pour les points suivants :

1. Les procédures visées par la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
2. Les procédures de mise sous protection de justice ;
3. Les courriers d'ordre général ;
4. Les ordres de missions délivrés dans le cadre de la sectorisation ;
5. Les conventions de stage concernant les services de psychiatrie, à l'exception des secteurs cliniques, médico-techniques et de rééducation.
6. Les conventions concernant les activités thérapeutiques et les séjours thérapeutiques
7. Les notes d'information.

**En ce qui concerne l'Hôpital de BOHARS**, délégation de signature est donnée à Madame Sandrine BARANGER.

En cas d'empêchement de Madame BARANGER, délégation de signature est donnée à Madame Maryline GRILLAS, Attachée d'administration hospitalière pour les points 1 – 2 – 4 – 5 – 6 – 7, ainsi qu'à Madame Nolwenn LE GOFF, Madame Brigitte KERVELLA, Adjoints des cadres hospitaliers et Madame Marie-Hélène HERRY, Adjoint Administratif pour le point 1.

En ce qui concerne le service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD), situé sur le site de Winicott à Brest, Délégation de signature est donnée à Madame Sandrine BARANGER, puis à Monsieur Nicolas LE VERCHE, Cadre socio-éducatif responsable du SESSAD pour :

- Tout courrier d'ordre général concernant le SESSAD
- Toutes les procédures préconisées dans le cadre de la loi du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale à appliquer au SESSAD.

**Article 3 – Site de Carhaix**

En ce qui concerne le site de Carhaix, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Christophe PAUL.

En cas d'empêchement de Monsieur PAUL, délégation de signature pour la gestion des affaires courantes est donnée à :

- Madame Josiane BETTLER,
- Madame Fanny GAUDIN.

## **Responsables de pôles**

### **Article 1 – Pôle Développement**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Ronan SANQUER, Directeur adjoint responsable du pôle Développement, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du pôle dans son ensemble.

### **Article 2 – Pôle Innovation**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Rémi BRAJEUL, Directeur adjoint responsable du pôle Innovation, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du pôle dans son ensemble.

### **Article 3 – Pôle Investissement**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean URVOIS, Directeur adjoint responsable du pôle Investissement, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du pôle dans son ensemble et en particulier la gestion déléguée de l'enveloppe de formation et les dossiers de déclaration à la CNIL.

### **Article 4 – Pôle Efficience et politique de soins**

Délégation de signature est donnée à Madame Fanny GAUDIN, Directrice adjointe responsable du pôle Efficience et politique de soins, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du pôle dans son ensemble.

### **Article 5 – Pôle Relations clients**

Délégation de signature est donnée à Madame Christelle COLLEC, Directrice adjointe responsable du pôle Relations clients, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du pôle dans son ensemble.

## **Pôle Développement**



## **Directeur de la stratégie**

### **Article 1 – Déléataire primaire**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Ronan SANQUER, Directeur adjoint, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à :

- La stratégie ;
- La gestion de la politique médicale et des soins, des projets et de la contractualisation ;
- Les conventions de stage.

### **Article 2 – Déléataire secondaire**

En cas d'empêchement de Monsieur SANQUER, délégation de signature est donnée à Madame Caroline MARINGUE, Directrice adjointe, puis à Madame Marie MEHU, Directrice adjointe.



## Directeur des affaires médicales

### Article 1 – Délégation générale

Délégation de signature est donnée à Monsieur Gwendal MARINGUE, Directeur adjoint en charge des affaires médicales, pour :

- L'ensemble des courriers relatifs à la gestion du personnel médical (étudiants hospitaliers, internes, attachés, assistants, praticiens contractuels, praticiens hospitaliers, praticiens recrutés sur la base du 3° de l'article L.6152-1 du Code de la santé publique, personnels hospitalo-universitaires et praticiens à diplôme hors Union européenne), hormis les sages-femmes et les médecins du travail contractuels sous statut non médical, pour tous les aspects relatifs à la gestion courante (carrière, paie développement professionnel continu, activité libérale, activité d'intérêt général, etc.), à l'exception des procédures disciplinaires et d'insuffisance professionnelle ;
- L'ensemble des contrats de recrutement, attestations et décisions concernant ces mêmes personnes et notamment :
  - o Décision de suspension à titre conservatoire, en application des dispositions de l'article L.6143-7 du Code de la santé publique ;
  - o Congés maladies, autorisations d'absence, procès verbaux d'installation ;
  - o Nominations et cessations de fonction pour les personnels temporaires (étudiants, internes, attachés, assistants, chefs de clinique, assistants hospitaliers universitaires) ;
  - o Conventions de stage pour les internes ;
  - o Décisions d'affectation ;
  - o Tableaux de garde et astreintes ;
  - o Bons de commande et conventions de mise à disposition temporaire de personnels médicaux par des prestataires extérieurs ;
  - o Assignations des personnels médicaux en cas de grève ou de tableaux de service non complets ;
  - o Procès-verbaux de la Commission Médicale d'Etablissement et de l'ensemble des commissions mise en place par la CME ;
  - o Ensemble des courriers relatifs à l'organisation du temps de travail médical et au développement professionnel continu ;
  - o Ordres de mission concernant le personnel médical ;
  - o Demandes de publication de postes médicaux à l'agence régionale de santé (tours de recrutement des PH) ;
  - o Contrats d'engagement de service public exclusif et contrats d'activité libérale ;
  - o Autorisations de cumul d'activité et de rémunération.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Gwendal MARINGUE pour signer, dans la limite des crédits de dépenses qui lui sont notifiés, les engagements et les liquidations de dépenses relevant de la Direction des affaires médicales.

En cas d'empêchement de Monsieur Gwendal MARINGUE, délégation de signature est donnée à Monsieur Ronan SANQUER, Directeur adjoint responsable du pôle développement, pour l'ensemble des domaines précisés ci-avant.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur Gwendal MARINGUE et de Monsieur Ronan SANQUER,

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

délégation de signature est donnée à Madame Marie MEHU, Directrice adjointe chargée des coopérations, pour ce même périmètre.

**Article 2 – Délégation ciblée**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Grégoire MARIE, Attaché d'administration hospitalière, pour :

- Les autorisations d'absence des internes ;
- Les déclarations de service fait des médecins attachés ;
- Les attestations de toutes natures.

En cas d'empêchement de Monsieur Gwendal MARINGUE, délégation de signature est donnée à Monsieur Grégoire MARIE pour l'ensemble des décisions à effet limité dans le temps (autorisations d'absence, formation médicale continue, certificats administratifs, etc.) ainsi que les décisions permettant d'assurer la continuité et à la permanence des soins, y compris les assignations de personnels médicaux en cas de grève ou de tableaux de service non complets.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur MARINGUE et de Monsieur MARIE, délégation est accordée à Madame Véronique LE LANN, à Madame Hélène LEFEBVRE et à Madame Alizée BEUREL, Adjointes des cadres hospitaliers, pour les décisions individuelles à effet limité dans le temps (autorisations d'absence, formation médicale continue, certificats administratifs, etc.).

## **Directeur de la politique gériatrique**

|                                     |
|-------------------------------------|
| <b>Article 1 – Délégué primaire</b> |
|-------------------------------------|

Délégation de signature est donnée à Madame Josiane BETTLER, Directrice adjointe, pour ce qui concerne la gestion de la politique gériatrique.

## **Pôle Innovation**



## **Directeur de la recherche, des affaires juridiques et des questions d'éthique**

### **Article 1 – DRCI : Délégué primaire**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Rémi BRAJEUL, Directeur adjoint chargé de la Direction de la recherche clinique et de l'innovation (DRCI), pour l'ensemble des documents relatifs au fonctionnement administratif de la DRCI du CHRU de Brest dans le cadre de sa mission spécifique (appels d'offre, promotions, etc.).

En ce qui concerne la recherche, délégation de signature est donnée à Monsieur BRAJEUL pour :

- Les demandes d'autorisation à l'ANSM ;
- Les demandes d'avis au Comité de protection des personnes ;
- Le signalement des événements indésirables graves à l'ANSM ;
- Les avenants à l'assurance relative à la recherche ;
- Les conventions avec les promoteurs extérieurs et les conventions avec les centres associés dans le cadre des promotions internes ;
- Les conventions de soutien financier d'un montant inférieur à 200 000 € ;
- Les conventions de collaboration ou de partenariat d'un montant inférieur à 200 000 € ;
- Les comptes-rendus financiers ;
- Les rapports annuels de sécurité ;
- Les réponses aux appels d'offre « recherche » ;
- Les ordres de mission des personnels non médicaux et médicaux dans le cadre de la recherche ;
- Les courriers relatifs à l'élaboration des conventions de partenariat inter-CHU.

### **Article 2 – DRCI : Délégués secondaires**

En cas d'empêchement, délégation de signature est donnée à Madame Valentine GUITON, responsable des recherches interventionnelles, et à Madame Céline DOLOU, coordonnatrice de la DRCI, pour les actes ci-dessus énumérés, excepté pour les réponses aux appels d'offre. Pour ces derniers actes, délégation est donnée à Régis CONDON, Directeur général adjoint.

### **Article 3 – Affaires juridiques : délégué primaire**

En ce qui concerne les affaires juridiques et les questions d'éthique, délégation de signature est donnée à Monsieur BRAJEUL pour :

- Les déclarations de sinistre aux titulaires des marchés d'assurance du CHRU de Brest (responsabilité hospitalière, dommages aux biens), puis leur gestion ;
- Les contrats de partenariat et de collaboration d'un montant inférieur à 200 000 € ;
- Les contrats de prestation de service d'un montant inférieur à 200 000 € ;
- Les procès-verbaux de saisie de dossiers médicaux ;
- Les courriers courants intérieurs et extérieurs ;
- La gestion des dossiers de propre assureur qui lui sont confiés (y compris la signature des mémoires et actes de procédure liés à ces contentieux) ;
- Les fins de non-recevoir et accords transactionnels (dans la limite de la franchise) ;
- Les attestations d'assurance.

**Article 4 – Affaires juridiques : délégataires secondaires**

En cas d'empêchement de Monsieur BRAJEUL, délégation est donnée, pour les actes concernant le CHRU de Brest, à Monsieur Morgan LE MAY, juriste. En cas d'empêchement simultané de Monsieur BRAJEUL et de Monsieur Morgan LE MAY, délégation est donnée à Madame Christelle COLLEC, Directrice adjointe.

**Pôle Investissement**



## Directeur des achats, des équipements hôteliers et de la logistique

### Article 1 – Déléataire primaire

Délégation permanente est accordée à Monsieur Jean URVOIS, Directeur adjoint puis en cas d'empêchement à Mesdames Anne-Claire LE GRAET, Attachée d'administration hospitalière, à Madame POPLIN- GARCON, Adjoint des cadres hospitaliers, et à Monsieur Philippe HONORE, Ingénieur, pour signer les documents suivants :

- bons de commandes / actes d'achat,
- certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures),
- lettres de notification, toutes décisions, attestations, certificats, documents et correspondances relatifs à l'exécution des marchés publics,
- courriers concernant la gestion courante de la Direction fonctionnelle,
- assignation des personnels du service en cas de grève.

### Article 2 – Déléataires secondaires

En cas d'empêchement de Monsieur URVOIS, de Mesdames Anne-Claire LE GRAET et POPLIN-GARCON, et de Monsieur Philippe HONORE, délégation est donnée à Monsieur Yves DUVAL, Directeur adjoint, pour signer ces documents,

Ainsi que dans les secteurs logistiques :

- Madame Sylviane ROUDAUT, Technicien supérieur hospitalier, dans les secteurs de la blanchisserie centrale hospitalière, de la gestion des déchets et de la collecte logistique, de l'équipe de transport liaison du site de Carhaix,
- Madame Jennifer FLOC'H, Cadre de santé, dans les secteurs de transport de biens et de patients (brancardage, ambulances, navettes, vagemestre) et du secteur de bionettoyage,
- Mesdames Claudie PAQUET et Aline QUEAU-COMMAULT, Ingénieurs hospitaliers, dans le secteur de la restauration.

### Article 2 – Dépenses spécifiques

Pour la signature des bons de commande/actes d'achats et certification de conformité des quantités livrées et facturés relatifs aux :

- Dépenses courantes pour le site de Carhaix :

Délégation permanente est accordée à Mesdames Claudie PAQUET et à Aline QUEAU-COMMAULT, Ingénieurs hospitaliers.

En cas d'empêchement de Mesdames PAQUET et QUEAU-COMMAULT, délégation de signature est accordée à Madame Céline BRANELLEC, Diététicienne, à Madame Laurence CORNEC, Technicien supérieur, et à Monsieur Yann-Mickael BLEAS, Technicien hospitalier.

- Dépenses concernant la restauration :

Délégation permanente est accordée à Mme Claudie PAQUET, Ingénieur hospitalier et à Mme Aline QUEAU-COMMAULT, Technicien supérieur hospitalier.



*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

En cas d'empêchement de Mme Claudie PAQUET, Ingénieur hospitalier et à Mme Aline QUEAU-COMMAULT, Technicien supérieur hospitalier, la délégation est accordée à Mme Céline BRANELLEC, Diététicienne, à Mme Laurence CORNEC, Technicien supérieur hospitalier et M. Yann-Mikael BLEAS, Technicien hospitalier.

- Dépenses concernant les produits stockés :

Délégation permanente est accordée à Anne COUPPEY, Technicien supérieur hospitalier.

|  |
|--|
| <b>Article 3 – Marchés publics, contrats</b> |
|--|

En cas d'empêchement de Monsieur Jean URVOIS, de Mesdames Anne-Claire LE GRAET et de Madame POPLIN- GARCON, Adjoint des cadres hospitaliers, et de Monsieur Philippe HONORE, ingénieur.

Pour les marchés de travaux, Services et fournitures, délégation permanente est accordée à Monsieur Frédéric PITEL, Ingénieur.

Pour les marchés Informatiques, délégation permanente est accordée à Monsieur Yannick LEGEAS, Directeur des systèmes d'information.

## **Directeur des achats et des équipements médicaux**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Yves DUVAL, Directeur adjoint chargé des achats et équipements médicaux, pour les documents suivants :

- Bons de commande ;
- Factures et certificats pour paiement ;
- Notifications, copies certifiées conformes et certificats administratifs dans le cadre des marchés ;
- Courriers concernant la gestion courante du service ;
- Assignations des personnels en cas de grève ;
- Conventions de stage.

### **Article 2 – Délégués secondaires**

En cas d'empêchement de Monsieur DUVAL, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean URVOIS, Directeur adjoint, pour tous les actes listés à l'article 1.

### **Article 3 – Délégués tertiaires**

En cas d'empêchement simultané de Monsieur DUVAL et de Monsieur URVOIS, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe LORCY, ingénieur biomédical et à Monsieur Dominique PICHON, Technicien supérieur de laboratoire, responsables achats, pour signer ces mêmes documents, à l'exception des actes relatifs aux procédures d'achat de classe 2 et de classe 6 supérieures à 100 000 € HT et des assignations des personnels en cas de grève.

### **Article 4 – Délégués quaternaires**

En cas d'empêchement simultané de Monsieur DUVAL et de Monsieur LORCY, délégation de signature est donnée à Madame MELLIN et Monsieur Yann EVRARD, Ingénieur biomédical, pour la signature des bons de commande, actes d'achat et factures de classe 6 dont le montant est compris entre 0 € et 20 000 € et à Monsieur Jean-François CAM, Monsieur Jacques JUBIL, Madame Aurore PERENNOU et Madame Audrey LETTY, Techniciens supérieurs hospitaliers, pour tous les bons de commande relatifs à des dépenses de classe 6 inférieures à 15 000 € HT.

## **Directeur des travaux et de l'architecture**

### **Article 1**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Frédéric PITEL, Ingénieur, pour l'ensemble des actes de gestion courante relative à la Direction des travaux et de l'architecture, notamment les documents suivants :

- Bons de commande et actes d'achat ;
- Certifications de conformité des quantités livrées et facturées ;
- Lettres de notification, ordres de service pour les gros travaux et réparations amortissables, toutes décisions, attestations, correspondances, tous certificats et documents relatifs à l'exécution des marchés publics ;
- Courriers d'ordre général ;
- Assignations des personnels en cas de grève ;
- Autorisations d'urbanisme ;
- Plans de prévention ;
- Conventions de stage.

En cas d'empêchement de Monsieur PITEL, délégation courante est donnée, par ordre préférentiel, à Messieurs Emmanuel MAHEO et Rémy ERDMANN, Ingénieurs, Monsieur Stéphane TRAVERS, Technicien supérieur, et à Madame Carole POPLIN-GARCON, Adjoint des cadres hospitaliers.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur PITEL et de Messieurs MAHEO, ERDMANN, TRAVERS et de Madame POPLIN-GARCON, délégation de signature pour les documents ci-dessus énumérés est donnée à Messieurs URVOIS et DUVAL, Directeurs adjoints.

### **Article 2**

En ce qui concerne les travaux, délégation de signature est donnée aux personnes suivantes pour la signature des bons de commande, actes d'achat et certificats de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures) :

Pour les dépenses de travaux d'un montant compris entre 0 et 50 000 € HT demandées ou suivies par les responsables d'ateliers, délégation de signature est accordée à Monsieur Nicolas HUGUENEL, Technicien supérieur hospitalier pour les sites de la Cavale Blanche et de Guilers, et Monsieur Frédéric GUEGUEN, Technicien supérieur hospitalier, pour les sites de l'Hôpital Morvan et de l'hôpital de Bohars, Messieurs Michaël BALLER et Thibaud COLLIOU, Techniciens supérieurs hospitaliers, pour le site de Carhaix, et Monsieur MAHEO pour l'ensemble des sites, pour signer ces documents.

En cas d'empêchement simultané de Messieurs HUGUENEL et GUEGUEN, délégation est donnée, par ordre préférentiel à Messieurs Emmanuel MAHEO, Michel GATEAU, ou Mickaël MAGUEUR.

En cas d'empêchement simultané de Messieurs BALLER et COLLIOU, délégation est donnée, par ordre préférentiel, à Messieurs Emmanuel MAHEO, Frédéric GUEGUEN ou Nicolas HUGUENEL.

Pour les dépenses de travaux d'un montant compris entre 0 et 50 000 € HT demandées ou suivies par les responsables sécurité incendie des sites de Brest, Messieurs Eric PAQUET, David VIE, Thierry SCHIMDT, et du site de Carhaix, Monsieur Thierry NOHAIC, délégation de signature

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

est accordée à Monsieur Stéphane TRAVERS, Technicien supérieur hospitalier, pour signer ces documents.

En cas d'empêchement de Monsieur TRAVERS, délégation de signature est accordée à Messieurs PAQUET, VIE ou SCHMIDT.

Pour les dépenses de travaux d'un montant compris entre 0 et 50 000 € HT demandées ou suivies par le responsable des jardins, délégation de signature est accordée à Monsieur Rémy ERDMANN, Ingénieur, pour signer ces documents.

Pour les dépenses de travaux d'un montant compris entre 0 et 50 000 € HT demandées par Messieurs Emmanuel MAHEO, Rémy ERDMANN, Michael BALLER, Thibaud COLLIOU, Sébastien CORROLEUR, Vincent AUTHIER, Sébastien DOUILLOT, Steve HO-KOO-KINE, Philippe GARNIER, Jean-Jacques PETTON, Stéphane TRAVERS, Nicolas HUGUENEL, Frédéric GUGUEN, Benoit THOMAS et Madame Amandine FAURE, délégation de signature est accordée à Monsieur PITEL.

Pour les dépenses de travaux dont le montant est supérieur à 50 000 € HT, délégation de signature est accordée à Messieurs URVOIS et PITEL ainsi qu'à Madame POPLIN-GARCON pour signer ces documents.

### **Article 3**

En ce qui concerne les dépenses de services, pour la signature des bons de commande, actes d'achat et certificats de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures), délégation de signature est accordée à Messieurs URVOIS et PITEL, puis, en cas d'absence, à Madame POPLIN-GARCON.

### **Article 4**

En ce qui concerne les fournitures, délégation de signature est donnée aux personnes suivantes pour la signature des bons de commande, actes d'achat et certificat de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures) :

- Pour les dépenses de fournitures d'un montant compris entre 0 et 15 000 € HT, délégation de signature est accordée à Messieurs MAHEO, ERDMANN et TRAVERS et à Madame POPLIN-GARCON ;
- Pour les dépenses de fournitures d'un montant supérieur à 15 000 € HT, délégation de signature est accordée à Messieurs PITEL et URVOIS, à Madame POPLIN-GARCON, puis, en cas d'empêchement simultané de Messieurs PITEL et URVOIS et de Madame POPLIN-GARCON, à Monsieur DUVAL.

**Pôle Efficience et politique de soins**



## **Directeur des finances, du contrôle de gestion, des recettes et de la facturation**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation de signature à l'effet d'assurer les fonctions de directeur des finances et dans ce cadre la fonction d'ordonnateur suppléant au CHRU de Brest est accordée à Madame Cindy PAGES, Directrice adjointe. Cette délégation comprend les actes de gestion de la trésorerie et les actes d'exécution des contrats d'emprunts, la déclaration et le paiement des impôts et taxes gérés par la direction des finances, les éléments de tarification dépendant de l'établissement, la communication des documents et pièces comptables à des tiers.

### **Article 2 – Délégués secondaires**

En cas d'empêchement de Madame PAGES, délégation de signature est donnée à Monsieur DUDOGNON, Directeur adjoint, puis à Monsieur Sébastien AXELSSON, Ingénieur, à Monsieur François BRAND, Attaché d'administration hospitalière et Monsieur Christophe GUILLERM, Adjoint des cadres hospitaliers.

### **Article 3 – Domaine des recettes et de la facturation**

En ce qui concerne les décisions relatives au domaine spécifique de la Direction des recettes et de la facturation, délégation de signature est donnée à Monsieur DUDOGNON et à Madame PAGES pour signer les actes et documents relatifs à la facturation et à la gestion administrative des patients, notamment les conventions de mise en place de la procédure de tiers payant avec les mutuelles ou leurs fédérations permettant une dispense de paiement des frais par les patients.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur DUDOGNON et de Madame PAGES, délégation de signature est donnée à Madame Sophie CORFA.

## Directeur des ressources humaines

### Article 1 – Délégué primaire

Délégation permanente est accordée à Madame Fanny GAUDIN, Directrice adjointe, pour signer tous actes relatifs aux personnels non médicaux concernant :

- Les décisions individuelles, courriers et attestations relatives aux personnels non-médicaux et aux sages-femmes et concernant le recrutement des agents et les nominations au choix dans un nouveau corps, à l'exception des décisions disciplinaires ;
- Les décisions concernant les régies ;
- La nomination des membres des jurys de concours de recrutement lorsque celle-ci est du ressort de l'autorité investie du pouvoir de nomination ;
- La nomination des membres des commissions de sélection pour les personnels de catégorie C ;
- La certification d'exactitude des décomptes de remboursement des frais de déplacement ;
- Le système d'information relevant de la Direction des ressources humaines ;
- Les écoles paramédicales ;
- Les ordres de mission concernant le personnel non médical, à l'exclusion des missions relatives à la recherche médicale.

### Article 2 – Délégué secondaire

En cas d'empêchement de Madame GAUDIN, délégation est accordée à Madame Aude BAILLET-HERAULT, Directrice adjointe, et à Monsieur Jean-Christophe PAUL Directeur adjoint, pour signer les documents concernant les domaines listés ci-dessus.

### Article 3 – Délégués tertiaires

En cas d'empêchement simultané de Madame GAUDIN, de Madame BAILLET-HERAULT et de Monsieur PAUL, délégation pour signer ces mêmes documents est donnée à Mesdames Agnès LE SAOUT, Sandrine PERHIRIN et Lorène FEGAR, Attachées d'administration hospitalière, à Mesdames Sabine RIBAN et Véronique MAXENCE, Cadres supérieurs de santé, sur leurs domaines d'activité. Délégation de signature est accordée à Madame Laure GERNIGON, Technicien supérieur hospitalier, en ce qui concerne les courriers relatifs aux accidents de travail et aux maladies professionnelles. Délégation de signature est accordée à Madame Céline ABJEAN, Ingénieur hospitalier, en ce qui concerne les documents relatifs à la rémunération à l'exception des décisions de paie destinées au Trésorier, des décisions de régie, des demandes de mandatement et des états de frais de déplacements.

### Article 4 – Instituts et écoles : délégués primaires

Délégation permanente est donnée, pour signer toutes les pièces courantes des instituts et écoles relevant de leur responsabilité, y compris les conventions de stage des élèves ou étudiants relevant de ces instituts ou écoles, les conventions de formation initiale et continue et les indemnités d'enseignement (hormis les enseignements qui font l'objet d'une convention spécifique), à :

- Monsieur Alain TROADEC, Directeur des soins, Coordonnateur général des Instituts de formation (préparation du budget, taxe d'apprentissage), de l'Institut de formation des masseurs-kinésithérapeutes (IFMK), de l'Institut de formation des cadres de santé (IFCS) et de la formation continue.

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

- Madame Romy POTY-LAMBERT, Directrice de l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI),
- Madame Joëlle CLOATRE, Directrice de l'Ecole d'infirmiers de bloc opératoire (EIBO) et de l'Ecole d'infirmiers anesthésistes (EIA),
- Madame Valérie MERVIEL, Directrice de l'Institut de formation des aides-soignants (IFAS),
- Madame Anne MOAL-PATAULT, Directrice de l'Ecole des sages-femmes (ESF).
- Madame Anne MOAL-PATAULT, Directrice de l'Ecole des sages-femmes (ESF).

**Article 5 – Instituts et écoles : délégués secondaires**

En cas d'empêchement de Monsieur TROADEC et Madame MOAL, sont habilités à signer:

- Madame Fanny GAUDIN, Madame Aude BAILLET-HERAULT et Monsieur Jean-Christophe PAUL, Directeurs adjoints, pour l'ensemble des écoles et instituts précités ;
- En cas d'empêchement de Madame Valérie MERVIEL, délégation est donnée à Gaëlle CAROFF, cadre de santé ;
- En cas d'empêchement de Madame Romy POTY-LAMBERT, délégation est donnée à Marie-Hélène RIVOALLAND, adjoint des cadres hospitaliers ;
- Madame Elisabeth RICHARD, cadre de santé, pour la formation des masseurs-kinésithérapeutes ;
- Madame Anne-Marie LAGADEC, cadre supérieur de santé à l'IFCS pour la formation des cadres de santé ;
- Madame Françoise JUBIL, cadre sage-femme enseignante pour la formation des sages-femmes. En cas d'empêchement, délégation est donnée en la matière à une enseignante désignée par Madame MOAL ou Madame GAUDIN ;
- Madame Dominique PENGAM, cadre supérieure de santé, pour la gestion des stages du CHRU ;
- Madame Isabelle ROBIN-PAULARD, adjointe à la Direction IFPS, coordinatrice pour la formation continue / DPC.

**Article 6 – Centre d'enseignement des soins d'urgence (CESU)**

Délégation est accordée au Docteur Ytaf LARROCHE, médecin urgentiste au SAMU, au Centre 15 et au CESU, pour signer les conventions de formation au CESU.



## **Coordonnateur général des soins**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation de signature est donnée à Madame JULLIEN-FLAGEUL, Directrice des soins, Coordinatrice générale des soins, pour ce qui concerne la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques.

### **Article 2 – Délégués secondaires**

En cas d'empêchement de Madame JULLIEN-FLAGEUL, délégation de signature est donnée à Mesdames Sandrine BARANGER, Caroline JOLY, Directrices des soins.

### **Article 3 – Conventions de stage dans les unités de soins cliniques, médico-techniques et de rééducation**

En ce qui concerne toutes les conventions de stage relatives aux étudiants et élèves dans les unités de soins cliniques, médico-techniques et de rééducation, excepté le secteur administratif, délégation de signature est donnée à Monsieur Alain TROADEC, Directeur des soins, Coordonnateur général des Instituts de formation.

## **Pôle Relations clients**



## **Directeur des relations avec les usagers**

|                                     |
|-------------------------------------|
| <b>Article 1 – Délégué primaire</b> |
|-------------------------------------|

Délégation de signature est donnée à Madame Christelle COLLEC, Directrice adjointe, pour signer l'ensemble des actes de gestion courante de la Direction des relations avec les usagers.

## **Directeur de la communication**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation de signature est donnée à Madame Aurélia DERISCHEBOURG-ESPOSITO, Directrice adjointe, pour l'ensemble des actes de gestion du service, notamment les documents suivants :

- Bons de commande ;
- Factures et certificats pour paiement ;
- Courriers d'ordre général (à l'exception des courriers adressés aux Ministères et à l'Agence Régionale de Santé ;
- Conventions de coopération, notamment dans le cadre de la culture ;
- Conventions de stage.

### **Article 2 – Délégué secondaire**

Pour l'ensemble des actes susvisés, en cas d'empêchement de Madame DERISCHEBOURG-ESPOSITO, délégation de signature est donnée à Madame Isabelle GOURMELEN, Attachée d'administration hospitalière et à Madame Florence SAINT-CAS, dans le cadre de ses missions liées à communication.

## **Directeur des systèmes d'information de santé**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Yannick LEGEAS, Directeur adjoint, pour l'ensemble des actes de gestion courante, notamment les documents suivants :

- Bons de commande (dépenses d'investissements et d'exploitation) ;
- Certificats de conformité des quantités livrées et facturées ;
- Lettres de notification, ordres de service, toutes décisions, attestations, correspondances et tous certificats et documents relatifs à l'exécution des marchés publics ;
- Contrats de maintenance, d'assistance informatique et d'abonnement ainsi que leurs actes modificatifs ;
- Courriers d'ordre général (à l'exception des courriers adressés aux Ministères et à l'Agence Régionale de Santé ;
- Actes attestant des opérations de vérifications et d'admission (attestation d'intervention, attestation de service fait, vérification d'aptitude, vérification de service régulier, procès-verbal de réception ou d'admission) ;
- Conventions de stage.

### **Article 2**

En cas d'empêchement de Monsieur Yannick LEGEAS, délégation de signature pour ces documents est donnée à Mesdames Maïna PEIGNOT et Anne-Claire LE GRAËT, Attachées d'administration hospitalière ainsi qu'à Messieurs Patrick JACQUEMIN, Jean-Pierre PALLIER, à l'exception des factures et bons de commandes relatifs à des dépenses supérieures à 15 000 €.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur Yannick LEGEAS, de Mesdames Maïna PEIGNOT, Anne-Claire LE GRAËT et des Messieurs Patrick JACQUEMIN, Jean-Pierre PALLIER, délégation de signature pour ces documents est donnée à Madame Christelle COLLEC, Monsieur Yves DUVAL et Monsieur Jean URVOIS.

Pour l'ensemble des actes susvisés, en cas d'empêchement de Monsieur LEGEAS, un avis technique doit être demandé avant signature à Messieurs Jean-Pierre PALLIER et Patrick JACQUEMIN et Frédéric CABON.

**Pôle Institut Qualité, Risques, Sécurité**



## **Directeur de la qualité et de la gestion des risques**

|                            |
|----------------------------|
| <b>Article 1 – Délégué</b> |
|----------------------------|

Délégation de signature est donnée à Madame Sabine LAFFAY, Directrice adjointe, pour les documents liés à la gestion des risques professionnels.

## **Responsable du pôle Pharmacie**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation de signature est donnée à Madame Virginie COGULET, Pharmacien Chef de pôle, pour :

- L'engagement et la signature des bons de commande ;
- La certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures) ;
- Les certificats administratifs dans le cadre des marchés publics.

### **Article 2 – Délégués secondaires**

En cas d'empêchement de Madame COGULET, délégation de signature est donnée aux Pharmaciens suivants :

- Pour les commandes et les factures de médicaments : Madame Laurie DEL PUPPO-RESSEGUIER, Madame Gaëlle LARHANTEC, Madame Mariannick LE BOT, Monsieur Philippe LORILLON, Monsieur Joachim LELIEVRE, Madame Nathalie MUGNIER, Madame Maud PERENNES CIROTTEAU, Madame Caroline LOEUILLET, Madame Sylvie MERCIER et Monsieur Antoine LECOMTE, Pharmaciens
- Pour les commandes et les factures de dispositifs médicaux : Madame Isabelle DONVAL, Madame Isabelle LE DU, Madame Catherine L'EILDE-BALCON, Madame Amandine TAPON, Madame Cécile LE RESTE, Monsieur Antoine LECOMTE.

### **Article 3 – Délégués tertiaires**

En cas d'empêchement de Madame COGULET et des pharmaciens précités, délégation de signature est donnée à Madame Marina TRELHU et Monsieur Fabian ALLOT, Techniciens supérieurs hospitaliers, pour la certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures), les lettres de notification, toutes décisions, attestations, correspondances et tous certificats et documents relatifs au lancement et à l'exécution des marchés publics.



## **Responsable de l'Institut de médecine légale**

### **Article 1 – Délégué primaire**

Délégation de signature est donnée au Docteur Claire SACCARDY, médecin légiste, responsable de l'Institut médico-légal du CHRU de Brest pour l'ensemble des documents de gestion courante de l'Institut médico-légal du CHRU de Brest.

Délégation est donnée au Docteur SACCARDY pour la signature des documents attestant de la réception des réquisitions judiciaires.

### **Article 2 – Délégués secondaires**

En cas d'empêchement du Docteur SACCARDY, délégation est donnée au Docteur Emilie MARTIN-OZANNE, médecin légiste, au Docteur Benoît SUPPLY, médecin légiste, et au Docteur Alain ZERILLI, odontologue, rattachés à l'Institut médico-légal de Brest, pour la signature des documents attestant de la réception des réquisitions judiciaires.

### **III. Délégations relatives aux établissements en direction commune avec le CHRU de Brest**



## **Centre hospitalier de Landerneau**

### **Article 1 – Affaires générales**

Délégation de signature est donnée à Madame Claire MILLINER, Directrice adjointe, puis à Messieurs Jean-Michel SEYMOUR et Cyril MARTIN, Directeurs adjoint, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du CH de Landerneau, notamment les courriers et notes concernant :

- Les affaires courantes ;
- Les notes d'information ;
- Tout document concernant l'organisation et le fonctionnement courant du site, à l'exception des conventions conclues par le CH de Landerneau impliquant significativement la stratégie ou les moyens de l'établissement.

En ce qui concerne les courriers liés aux procédures visées par la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge et aux procédures de mise sous protection de justice, délégation de signature est donnée successivement à Madame MILLINER, Monsieur SEYMOUR, Monsieur MARTIN, Madame AKLI et à Madame Eliane GIVRI, Attachée d'administration hospitalière.

### **Article 2 – Affaires médicales**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Gwendal MARINGUE, Directeur adjoint, pour :

- L'ensemble des courriers relatifs à la gestion du personnel médical (étudiants hospitaliers, internes, attachés, assistants, praticiens contractuels, praticiens hospitaliers, praticiens recrutés sur la base du 3° de l'article L.6152-1 du Code de la santé publique et personnels hospitalo-universitaires), hormis les sages-femmes et les médecins du travail contractuels, pour tous les aspects relatifs à la gestion courante (carrière, paie développement professionnel continu, activité libérale, activité d'intérêt général, etc.), à l'exception des procédures disciplinaires et d'insuffisance professionnelle ;
- L'ensemble des contrats de recrutement et décisions concernant ces mêmes personnes et notamment :
  - o Décisions de suspension à titre conservatoire, en application des dispositions de l'article L.6143-7 du Code de la santé publique ;
  - o Congés maladies, autorisations d'absence, procès verbaux d'installation ;
  - o Nominations et cessations de fonction pour les personnels temporaires (étudiants, internes, attachés, assistants, chefs de clinique, assistants hospitaliers universitaires) ;
  - o Conventions de stage pour les internes ;
  - o Décisions d'affectation ;
  - o Tableaux de garde et astreintes ;
  - o Bons de commande et conventions de mise à disposition temporaire de personnels médicaux par des prestataires extérieurs ;
  - o Assignations des personnels médicaux en cas de grève ;
  - o Procès verbaux de la Commission Médicale d'Etablissement et de l'ensemble des commissions mise en place par la CME ;
  - o Ensemble des courriers relatifs à l'organisation du temps de travail médical et au développement professionnel continu ;

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

- Ordres de mission concernant le personnel médical ;
- Demandes de publication de postes médicaux à l'agence régionale de santé (tours de recrutement des PH) ;
- Contrats d'engagement de service public exclusif et contrats d'activité libérale ;
- Autorisations de cumul d'activité et de rémunération.

Délégation permanente est donnée à Monsieur MARINGUE pour signer, dans la limite des crédits de dépenses qui lui sont notifiés, les engagements et les liquidations de dépenses relevant de la direction des affaires médicales.

En cas d'empêchement de Monsieur MARINGUE, délégation de signature est donnée à Madame Claire MILLINER, Directrice adjointe, pour l'ensemble des actes listés ci-dessus concernant les praticiens du CH de Landerneau.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur MARINGUE et de Madame MILLINER, délégation est donnée à Monsieur Jean-Michel SEYMOUR et à Monsieur Cyril MARTIN, Directeurs adjoints.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur MARINGUE, Madame MILLINER, Monsieur SEYMOUR et Monsieur MARTIN, la délégation est accordée à Madame Alizée BEUREL, adjointe des cadres hospitaliers, pour les décisions individuelles à effet limité dans le temps (autorisations d'absence, formation médicale continue, certificats administratifs, etc.).

### **Article 3 – Affaires juridiques et questions d'éthique**

Délégation de signature est accordée à Monsieur Rémi BRAJEUL, Directeur adjoint, et à Madame MILLINER, Directrice adjointe, pour signer les actes suivants :

- Les déclarations de sinistre aux titulaires des marchés d'assurance du CHRU de Brest (responsabilité hospitalière, dommages aux biens), puis leur gestion ;
- Les procès-verbaux de saisie de dossiers médicaux ;
- Les courriers courants intérieurs et extérieurs ;
- La gestion des dossiers de propre assureur qui lui sont confiés (y compris la signature des mémoires et actes de procédure liés à ces contentieux) ;
- Les fins de non-recevoir et accords transactionnels (dans la limite de la franchise) ;
- Les attestations d'assurance.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur BRAJEUL et de Madame MILLINER, délégation est donnée à Monsieur Jean-Michel SEYMOUR et Monsieur Cyril MARTIN, Directeurs adjoints.

### **Article 4 – Achats**

#### **4.1. Passation de marchés publics**

Les décisions de délégation de signature pour ces domaines figurent dans la décision n°2017.208 de Monsieur le Directeur général du CHRU de Brest portant délégation de signature du Directeur de l'établissement support pour les marchés publics et aux contrats de concession, en date du 26 décembre 2017.

#### **4.2. Exécution de marchés publics**

##### ***4.2.1. Filière pharmacie (dispositifs médicaux et médicaments)***

En ce qui concerne les actes relatifs aux marchés en phase d'exécution, délégation de signature est donnée à Madame Isabelle BRETON, en qualité de référent achats, puis à Madame Virginie LE MOAL, adjoint des cadres, sous réserve de la vérification conjointe de la pertinence du besoin par Madame Virginie COGULET, pharmacienne en charge de la filière d'achats du GHT « Produits de santé » et de Madame Pascale MAHE, pharmacienne, chef de service au CH de Landerneau.

En ce qui concerne l'approvisionnement, délégation permanente de signature est accordée à Madame Pascale MAHE, pharmacienne chef de service, puis successivement à Madame Fabienne BOURHIS, praticien hospitalier, Madame Christel CHALMENDRIER, praticien attaché, Madame Noémie PEGOUD, praticien attaché, et Madame Isabelle VINCENT, praticien hospitalier temps partiel pour les documents suivants :

- L'engagement et la signature des bons de commande ;
- La certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures).

#### **4.2.2. Pôle logistique (équipements hôteliers, logistiques, médicaux, travaux, SIH)**

En ce qui concerne les actes relatifs aux marchés en phase d'exécution, délégation de signature est donnée à Madame Isabelle BRETON, en qualité de référent achats, puis à Madame Virginie LE MOAL, adjoint des cadres, sous réserve de la vérification conjointe de la pertinence du besoin par les directeurs des filières achats du GHT (Monsieur Yves DUVAL pour la filière « Biomédical et biologie », Monsieur Philippe HONORE pour la filière « Achats généraux) et de Monsieur MARTIN, Directeur adjoint en charge des services économiques et logistiques au CH de Landerneau.

En ce qui concerne l'approvisionnement, délégation permanente de signature est accordée à Monsieur Cyril MARTIN, Directeur adjoint, puis successivement à Madame Claire MILLINER, Directrice adjointe, à Monsieur Jean-Michel SEYMOUR, Directeur adjoint, puis à Madame Isabelle BRETON, Attachée d'administration hospitalière, et à Mesdames Hélène BRUNEEL et Virginie LE MOAL, Adjointes des cadres, pour les documents suivants :

- L'engagement et la signature des bons de commande ;
- La certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures).

### **Article 5 – Finances, contrôle de gestion, recettes et facturation**

Délégation de signature à l'effet d'assurer les fonctions d'ordonnateur suppléant au CH de Landerneau est donnée à Madame Claire MILLINER, Directrice adjointe, puis à Messieurs Jean-Michel SEYMOUR et Cyril MARTIN, Directeurs adjoints, et à Monsieur José LOPES-ANDRADE, Adjoint des cadres hospitaliers.

En ce qui concerne les décisions relatives au domaine spécifique du service de la facturation, délégation de signature est donnée à Madame MILLINER pour toute correspondance, déclaration et autorisation se rapportant à l'activité de cette direction et à Madame Eliane GIVRI, Attachée d'administration hospitalière.

En cas d'absence de Mesdames MILLINER et GIVRI, délégation de signature est donnée aux agents assurant les permanences aux bureaux des entrées et au standard de l'établissement aux heures d'ouverture de ces services. En dehors des heures d'ouverture de ces services, délégation de signature est donnée aux directeurs de garde pour la signature des autorisations de transport de corps sans mise en bière des patients décédés.

Pour les déclarations de décès intervenus sur la commune de Landerneau et la signature des registres d'Etat civil des mairies, conformément à l'article 79-5 du Code civil, délégation de signature est donnée à Mesdames Anne GUILLERM, Catherine HUAUME, Aurore KERNEIS, Odile LE GALL, Thao PHUNG,

Amélie PICART, Elisabeth STEPHAN, Céline TROADEC, Sandrine VAN HOUTTE, Adjoints administratifs au bureau des entrées et standard, et à Mesdames Sandrine LAOT, Adjointe des cadres hospitaliers et Marie-Noëlle HERROU, Adjointe administrative à l'accueil de l'EHPAD.

#### **Article 6 – Ressources humaines**

Délégation permanente est accordée à Monsieur Jean-Michel SEYMOUR, Directeur adjoint, pour signer tous actes relatifs aux personnels non médicaux concernant :

- Les décisions individuelles, courriers et attestations relatives au personnel non-médical et aux sages-femmes et concernant le recrutement des agents et les nominations au choix dans un nouveau corps, à l'exception :
  - o Des décisions de nomination des cadres supérieurs de santé, des ingénieurs et des attachés d'administration hospitalière ;
  - o Des décisions disciplinaires ;
- Les décisions concernant les régies ;
- La nomination des membres des jurys de concours de recrutement lorsque celle-ci est du ressort de l'autorité investie du pouvoir de nomination ;
- La nomination des membres des Commission de sélection pour les personnels de catégorie C ;
- La certification d'exactitude des décomptes de remboursement des frais de déplacement ;
- Le système d'information relevant de la Direction des ressources humaines ;
- Les pièces courantes des instituts et écoles relevant de sa responsabilité, notamment les conventions de stage des élèves ou étudiants relevant de ces instituts ou écoles, les conventions de formation initiale et continue et les indemnités d'enseignement (hormis les enseignements qui font l'objet d'une convention spécifique). Est notamment exclue de cette délégation la signature des ordres de mission des enseignants et personnels des écoles et instituts, ainsi que les documents d'ordre budgétaire ou financier ;
- Les ordres de mission concernant le personnel non médical, à l'exclusion des missions relatives à la recherche médicale.

En cas d'empêchement de Monsieur SEYMOUR, délégation est accordée à Madame Pascale HELARY, attachée d'administration hospitalière.

En cas d'empêchement simultané de Monsieur SEYMOUR et de Madame HELARY, délégation est accordée à Madame Claire MILLINER et Monsieur Cyril MARTIN, Directeurs adjoints.

#### **Article 7 – Direction des soins**

Délégation de signature est donnée à Madame Florence AKLI, Directrice des soins, pour ce qui concerne la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques.

En cas d'empêchement de Madame Florence AKLI, délégation de signature est donnée à Madame MILLINER, Monsieur Jean-Michel SEYMOUR et Monsieur Cyril MARTIN, Directeurs adjoints.

#### **Article 8 – Relations avec les usagers**

Délégation de signature est donnée à Madame Florence AKLI, Directrice des soins, pour signer l'ensemble des actes de gestion courante liés aux relations avec les usagers.

Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jean-Michel SEYMOUR concernant les

réponses aux courriers de réclamation relatifs à l'EHPAD et, en l'absence de Madame AKLI, à Madame Claire MILLINER, concernant les réponses aux courriers de réclamation en général.

#### **Article 9 – Système d'information hospitalier**

Délégation permanente de signature est accordée à Monsieur Cyril MARTIN, Directeur adjoint, puis successivement à Madame Claire MILLINER, Directrice adjointe, à Monsieur Jean-Michel SEYMOUR, Directeur adjoint, puis à Madame Isabelle BRETON, Attachée d'administration hospitalière et à Madame Hélène BRUNEEL, Madame Virginie LE MOAL Adjointes des cadres, pour les documents relatifs au système d'information hospitalier.

#### **Article 10 – Qualité et gestion des risques**

Délégation de signature est donnée à Madame Florence AKLI, Directrice des soins, pour l'ensemble des actes de gestion courante, notamment les documents suivants :

- Courriers d'ordre général (à l'exception des courriers adressés aux Ministères et à l'Agence Régionale de Santé) en matière de qualité et gestion des risques ;
- Courriers aux organismes de certification et d'accréditation ;
- Transmission des événements indésirables aux organismes concernés ;
- Conventions de stage.

## **Centre hospitalier de Lesneven**

### **Article 1 – Affaires générales**

Délégation de signature est donnée à Madame Elisabeth PERETTI, Directrice adjointe pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du CH de Lesneven, notamment les courriers et notes concernant :

- Les affaires courantes ;
- Les notes d'information ;
- Tout document concernant l'organisation et le fonctionnement courant du site.

En ce qui concerne les courriers liés aux procédures visées par la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge et aux procédures de mise sous protection de justice, délégation de signature est donnée à Madame PERETTI.

### **Article 2 – Affaires médicales**

Délégation de signature est donnée à Madame PERETTI, pour l'ensemble des actes concernant les praticiens du CH de Lesneven, à savoir :

- L'ensemble des courriers relatifs à la gestion du personnel médical (étudiants hospitaliers, internes, attachés, assistants, praticiens contractuels, praticiens hospitaliers, praticiens recrutés sur la base du 3° de l'article L.6152-1 du Code de la santé publique et personnels hospitalo-universitaires), hormis les sages-femmes et les médecins du travail contractuels, pour tous les aspects relatifs à la gestion courante (carrière, paie, développement professionnel continu, activité libérale, activité d'intérêt général, etc.), à l'exception des procédures disciplinaires et d'insuffisance professionnelle ;
- L'ensemble des contrats de recrutement et décisions concernant ces mêmes personnes et notamment :
  - o Décision de suspension à titre conservatoire, en application des dispositions de l'article L.6143-7 du Code de la santé publique ;
  - o Congés maladies, autorisations d'absence, procès verbaux d'installation ;
  - o Nominations et cessations de fonction pour les personnels temporaires (étudiants, internes, attachés, assistants, chefs de clinique, assistants hospitaliers universitaires) ;
  - o Conventions de stage pour les internes ;
  - o Décisions d'affectation ;
  - o Tableaux de garde et astreintes ;
  - o Bons de commande et conventions de mise à disposition temporaire de personnels médicaux par des prestataires extérieurs ;
  - o Assignations des personnels médicaux en cas de grève ;
  - o Procès-verbaux de la Commission Médicale d'Etablissement et de l'ensemble des commissions mise en place par la CME ;
  - o Ensemble des courriers relatifs à l'organisation du temps de travail médical et au développement professionnel continu ;



*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

- Ordres de mission concernant le personnel médical ;
- Demandes de publication de postes médicaux à l'agence régionale de santé (tours de recrutement des PH) ;
- Contrats d'engagement de service public exclusif et contrats d'activité libérale ;
- Autorisations de cumul d'activité et de rémunération.

En cas d'empêchement de Madame PERETTI, délégation est accordée à Monsieur Fabrice TY COZ, attaché d'administration hospitalière, pour les décisions individuelles à effet limité dans le temps (autorisations d'absence, formation médicale continue, certificats administratifs, etc.).

### **Article 3 – Affaires juridiques et questions d'éthique**

Délégation de signature est donnée successivement à Madame Elisabeth PERETTI, Madame Marie-Christine DALL, Attachée d'administration hospitalière, Monsieur Fabrice TY COZ, Attaché d'administration hospitalière et Madame Romane JAOUEN, Adjoint de cadres, pour :

- Les déclarations de sinistres aux titulaires des marchés d'assurances (responsabilité hospitalière, dommages aux biens), puis leur gestion ;
- Les procès-verbaux de saisie de dossiers médicaux ;
- Les courriers courants intérieurs et extérieurs ;
- La gestion des dossiers de propre assureur qui sont confiés (y compris la signature des mémoires et actes de procédures liés à ces contentieux) ;
- Les fins de non-recevoir et accords transactionnels (dans la limite de la franchise) ;
- Les attestations d'assurance.

### **Article 4 – Achats médicaux et non médicaux, équipements hôteliers, logistique, travaux, pharmacie**

#### 4.1. Passation de marchés publics

Les décisions de délégation de signature pour ces domaines figurent dans la décision n°2017.209 de Monsieur le Directeur général du CHRU de Brest portant délégation de signature du Directeur de l'établissement support pour les marchés publics et aux contrats de concession, en date du 26 décembre 2017.

#### 4.2. Exécution de marchés publics

##### ***4.2.1. Filière pharmacie (dispositifs médicaux et médicaments)***

En ce qui concerne les actes relatifs aux marchés en phase d'exécution, délégation de signature est donnée à Madame Marie-Christine DALL, en qualité de référent achats, puis à Monsieur Fabrice TY COZ, Attaché d'administration hospitalière, sous réserve de la vérification conjointe de la pertinence du besoin par Madame Virginie COGULET, pharmacienne en charge de la filière d'achats du GHT « Produits de santé » et de Madame Gwennaïg LARS, pharmacien au CH de Lesneven.

En ce qui concerne l'approvisionnement, délégation permanente de signature est accordée à Madame Gwennaïg LARS, pharmacien, pour les documents suivants :

- L'engagement et la signature des bons de commande ;
- La certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures).

#### **4.2.2. Pôle logistique (équipements hôteliers, logistiques, médicaux, travaux, SIH)**

En ce qui concerne les actes relatifs aux marchés en phase d'exécution, délégation de signature est donnée à Madame Marie-Christine DALL, en qualité de référent achats, puis à Monsieur Fabrice TY COZ, Attaché d'administration hospitalière, sous réserve de la vérification conjointe de la pertinence du besoin par les directeurs des filières achats du GHT (Monsieur Yves DUVAL pour la filière « Biomédical et biologie », Monsieur Philippe HONORE pour la filière « Achats généraux) et de Madame Elisabeth PERETTI, Directrice adjointe déléguée au CH de Lesneven.

En ce qui concerne l'approvisionnement, délégation permanente de signature est accordée Madame Elisabeth PERETTI, Directrice adjointe, puis successivement à Madame Marie-Christine DALL, Attachée d'administration hospitalière, à Monsieur Fabrice TY COZ, Attaché d'administration hospitalière et à Madame Romane JAOUEN, Adjoint des cadres, pour les documents suivants :

- L'engagement et la signature des bons de commande ;
- La certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures).

En ce qui concerne les dépenses alimentaires, délégation de signature est accordée à Madame Claire GOURIOU, Technicien hospitalier, pour les documents suivants :

- Les bons de commande et actes d'achats exclusivement du compte 6023,
- Les certificats de conformité des quantités livrées et facturées (en vue des liquidations de facture) du compte 6023,
- Les courriers d'ordre général concernant le compte 6023.

En ce qui concerne les dépenses liées aux fournitures, maintenances techniques et travaux, délégation de signature est accordée à Messieurs Philippe SCLEAR et Stéphane THOMAS, Techniciens hospitaliers, pour les documents suivants :

- Les bons de commande et actes d'achats ne dépassant pas 1000 € HT,
- Les certificats de conformité des quantités livrées et facturées (en vue des liquidations de facture) de classe 6,
- Les courriers d'ordre général des services techniques et travaux.

#### **Article 5 – Finances, contrôle de gestion, recettes et facturation**

Délégation de signature, à l'effet d'exercer les fonctions d'ordonnateur suppléant et de signer tous actes et décisions courants, est donnée successivement à Madame PERETTI, à Monsieur TY COZ, à Madame JAOUEN., et à Monsieur Régis SEGALLEN, Attaché d'administration hospitalière.

En ce qui concerne les décisions relatives au domaine spécifique du domaine des recettes et de la facturation, délégation de signature est donnée successivement à :

- Madame Elisabeth PERETTI,
- Madame Romane JAOUEN et à Monsieur Régis SEGALLEN, pour toute correspondance, déclaration et autorisation se rapportant à l'activité de cette direction,
- Agents du bureaux des entrées, pour les autorisations de transport de corps sans mise en bière des patients décédés pour la déclaration des décès et la signature des registres d'Etat civil des mairies, conformément à l'article 79-5 du Code civil. En dehors des heures d'ouverture, délégation de signature est donnée aux Directeurs de garde, cadre de santé et infirmiers.

#### **Article 6 – Ressources humaines**

Délégation de signature est accordée successivement à Madame PERETTI, Monsieur TY COZ, et Monsieur Jean-Michel SEYMOUR, Directeur adjoint, pour signer tous actes relatifs aux personnels non médicaux concernant :

- Les décisions individuelles, courriers et attestations relatives au personnel non-médical concernant le recrutement des agents et les nominations au choix dans un nouveau corps, à l'exception :
  - o Des décisions de nomination des cadres supérieurs de santé, des ingénieurs et des attachés d'administration hospitalière ;
  - o Des décisions disciplinaires ;
- Les décisions concernant les régies ;
- La nomination des membres des jurys de concours de recrutement lorsque celle-ci est du ressort de l'autorité investie du pouvoir de nomination ;
- La nomination des membres des Commission de sélection pour les personnels de catégorie C ;
- La certification d'exactitude des décomptes de remboursement des frais de déplacement ;
- Le système d'information relevant de la Direction des ressources humaines ;
- Les pièces courantes des instituts et écoles relevant de leur responsabilité, notamment les conventions de stage des élèves ou étudiants relevant de ces instituts ou écoles, les conventions de formation initiale et continue et les indemnités d'enseignement (hormis les enseignements qui font l'objet d'une convention spécifique). Est notamment exclue de cette délégation la signature des ordres de mission des enseignants et personnels des écoles et instituts, ainsi que les documents d'ordre budgétaire ou financier ;
- Les ordres de mission concernant le personnel non médical, à l'exclusion des missions relatives à la recherche médicale.

Délégation de signature est accordée à Madame Dominique ROUMEUR, Cadre supérieur de santé, pour signer les conventions de stages soignants.

#### **Article 7 – Direction des soins**

Délégation de signature est accordée successivement à Madame PERETTI et à Madame ROUMEUR pour ce qui concerne la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques.

#### **Article 8 – Relations avec les usagers**

Délégation de signature est donnée successivement à Madame PERETTI et à Madame ROUMEUR, pour signer l'ensemble des actes de gestion courante liés aux relations avec les usagers.

#### **Article 9 – Système d'information hospitalier**

Délégation de signature est donnée à Madame PERETTI. En cas d'empêchement de Madame PERETTI, délégation de signature est donnée à Monsieur TY COZ et à Madame DALL.

#### **Article 10 – Qualité et gestion des risques**

Délégation de signature est donnée successivement à Madame PERETTI et à Madame ROUMEUR pour l'ensemble des actes de gestion courante, notamment les documents suivants :

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

- Courriers d'ordre général (à l'exception des courriers adressés aux Ministères et à l'Agence Régionale de Santé) en matière de qualité et gestion des risques ;
- Courriers aux organismes de certification et d'accréditation ;
- Transmission des événements indésirables aux organismes concernés ;
- Conventions de stage.

## **Centre hospitalier de Saint-Renan**

### **Article 1 – Affaires générales**

Délégation de signature est donnée à Madame Isabelle BEGOC, Directrice adjointe, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du CH de Saint-Renan, notamment les courriers et notes concernant :

- Les affaires courantes ;
- Les notes d'information ;
- Tout document concernant l'organisation et le fonctionnement courant du site.

En ce qui concerne les courriers liés aux procédures visées par la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge et aux procédures de mise sous protection de justice, délégation de signature est donnée à Madame BEGOC.

### **Article 2 – Affaires médicales**

Délégation de signature est donnée à Madame Isabelle BEGOC, Directrice adjointe, pour l'ensemble des actes concernant les praticiens du CH de Saint-Renan, à savoir :

- L'ensemble des courriers relatifs à la gestion du personnel médical (étudiants hospitaliers, internes, attachés, assistants, praticiens contractuels, praticiens hospitaliers, praticiens recrutés sur la base du 3° de l'article L.6152-1 du Code de la santé publique et personnels hospitalo-universitaires), hormis les sages-femmes et les médecins du travail contractuels, pour tous les aspects relatifs à la gestion courante (carrière, paie, développement professionnel continu, activité libérale, activité d'intérêt général, etc.), à l'exception des procédures disciplinaires et d'insuffisance professionnelle ;
- L'ensemble des contrats de recrutement et décisions concernant ces mêmes personnes et notamment :
  - o Décision de suspension à titre conservatoire, en application des dispositions de l'article L.6143-7 du Code de la santé publique ;
  - o Congés maladies, autorisations d'absence, procès-verbaux d'installation ;
  - o Nominations et cessations de fonction pour les personnels temporaires (étudiants, internes, attachés, assistants, chefs de clinique, assistants hospitaliers universitaires) ;
  - o Conventions de stage pour les internes ;
  - o Décisions d'affectation ;
  - o Tableaux de garde et astreintes ;
  - o Bons de commande et conventions de mise à disposition temporaire de personnels médicaux par des prestataires extérieurs ;
  - o Assignations des personnels médicaux en cas de grève ;
  - o Procès-verbaux de la Commission Médicale d'Etablissement et de l'ensemble des commissions mise en place par la CME ;
  - o Ensemble des courriers relatifs à l'organisation du temps de travail médical et au développement professionnel continu ;
  - o Ordres de mission concernant le personnel médical ;
  - o Demandes de publication de postes médicaux à l'agence régionale de santé (tours de recrutement des PH) ;

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

- Contrats d'engagement de service public exclusif et contrats d'activité libérale ;
- Autorisations de cumul d'activité et de rémunération.

En cas d'empêchement de Madame BEGOC, la délégation est accordée, pour le CH de Saint-Renan, à Monsieur Marc POTIN, Attaché d'administration hospitalière, pour les décisions individuelles à effet limité dans le temps (autorisations d'absence, formation médicale continue, certificats administratifs, etc.).

### **Article 3 – Affaires juridiques et questions d'éthique**

Délégation de signature est donnée à Madame Isabelle BEGOC, Directrice adjointe, et en cas d'empêchement à Monsieur Marc POTIN, Attaché d'administration hospitalière, pour :

- Les déclarations de sinistres aux titulaires des marchés d'assurances (responsabilité hospitalière, dommages aux biens), puis leur gestion ;
- Les procès-verbaux de saisie de dossiers médicaux ;
- Les courriers courants intérieurs et extérieurs ;
- La gestion des dossiers de propre assureur qui sont confiés (y compris la signature des mémoires et actes de procédures liés à ces contentieux) ;
- Les fins de non-recevoir et accords transactionnels (dans la limite de la franchise) ;
- Les attestations d'assurance.

### **Article 4 – Achats**

#### 4.1. Passation de marchés publics

Les décisions de délégation de signature pour ces domaines figurent dans la décision n°2017.210 de Monsieur le Directeur général du CHRU de Brest portant délégation de signature du Directeur de l'établissement support pour les marchés publics et aux contrats de concession, en date du 26 décembre 2017.

#### 4.2. Exécution de marchés publics

##### ***4.2.1. Filière pharmacie (dispositifs médicaux et médicaments)***

En ce qui concerne les actes relatifs aux marchés en phase d'exécution, délégation de signature est donnée à Madame Hélène LAROSE, en qualité de référent achats, puis à Madame Eliane BOENNEC, adjoint des cadres, sous réserve de la vérification conjointe de la pertinence du besoin par Madame Virginie COGULET, pharmacienne en charge de la filière d'achats du GHT « Produits de santé » et de Madame Laurie DEL PUPPO, pharmacienne au CH de Saint-Renan.

En ce qui concerne l'approvisionnement, délégation permanente de signature est accordée à Madame Virginie COGULET puis à Madame Laurie DEL PUPPO, pharmacienne au CH de Saint-Renan, pour les documents suivants :

- L'engagement et la signature des bons de commande ;
- La certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures).

##### ***4.2.2. Pôle logistique (équipements hôteliers, logistiques, médicaux, travaux, SIH)***

En ce qui concerne les actes relatifs aux marchés en phase d'exécution, délégation de signature est

donnée à Madame Hélène LAROSE, en qualité de référent achats, puis à Madame Eliane BOENNEC, adjoint des cadres hospitaliers, sous réserve de la vérification conjointe de la pertinence du besoin par les directeurs des filières achats du GHT (Monsieur Yves DUVAL pour la filière « Biomédical et biologie », Monsieur Philippe HONORE pour la filière « Achats généraux) et de Madame Isabelle BEGOC, Directrice adjointe déléguée au CH de Saint-Renan.

En ce qui concerne l'approvisionnement, délégation permanente de signature est accordée à Madame Isabelle BEGOC, Directrice adjointe déléguée au CH de Saint-Renan, puis successivement à Madame Marie Hélène LAROSE, adjoint des cadres hospitaliers, à Monsieur Patrick CHARLOT, Technicien supérieur, puis à Madame Eliane BOENNEC, adjoint des cadres hospitaliers, et, en ce qui concerne les denrées alimentaires, à Monsieur Patrick CHARLOT, Technicien supérieur, pour les documents suivants :

- L'engagement et la signature des bons de commande ;
- La certification de conformité des quantités livrées et facturées (liquidation des factures).

#### **Article 5 – Finances, contrôle de gestion, recettes et facturation**

Délégation de signature, à l'effet d'exercer les fonctions d'ordonnateur suppléant et de signer tous actes et décisions courants, est donnée successivement à Madame BEGOC, Monsieur POTIN, Madame BOENNEC et Madame Marie-Haude CHARLES.

Pour ce qui concerne les décisions relatives au domaine spécifique du service de la Direction des recettes et de la facturation, délégation de signature est donnée :

- Madame Isabelle BEGOC,
- Madame Marie-Haude CHARLES, Monsieur Marc POTIN pour toute correspondance, déclaration et autorisation se rapportant à l'activité de cette direction,
- Agents du bureaux des entrées, pour les autorisations de transport de corps sans mise en bière des patients décédés pour la déclaration des décès et la signature des registres d'Etat civil des mairies, conformément à l'article 79-5 du Code civil. En dehors des heures d'ouverture, délégation de signature est donnée aux Directeurs de garde, cadre de santé et infirmiers.

#### **Article 6 – Ressources humaines**

Délégation permanente de signature est accordée successivement à Madame BEGOC, Monsieur Marc POTIN et Madame Fanny GAUDIN, Directrice adjointe, pour signer tous actes relatifs aux personnels non médicaux concernant :

- Les décisions individuelles, courriers et attestations relatives au personnel non-médical et aux sages-femmes et concernant le recrutement des agents et les nominations au choix dans un nouveau corps, à l'exception :
  - o Des décisions de nomination des cadres supérieurs de santé, des ingénieurs et des attachés d'administration hospitalière ;
  - o Des décisions disciplinaires ;
- Les décisions concernant les régies ;
- La nomination des membres des jurys de concours de recrutement lorsque celle-ci est du ressort de l'autorité investie du pouvoir de nomination ;
- La nomination des membres des Commission de sélection pour les personnels de catégorie C ;
- La certification d'exactitude des décomptes de remboursement des frais de déplacement ;
- Le système d'information relevant de la Direction des ressources humaines :

*Décision N°2018-90 du Directeur général du CHRU de Brest, des CH de Crozon, Landerneau, Lesneven, Saint-Renan et de l'EHPAD de Trébrivan portant délégation de signature*

- Les pièces courantes des instituts et écoles relevant de leur responsabilité, notamment les conventions de stage des élèves ou étudiants relevant de ces instituts ou écoles, les conventions de formation initiale et continue et les indemnités d'enseignement (hormis les enseignements qui font l'objet d'une convention spécifique). Est notamment exclue de cette délégation la signature des ordres de mission des enseignants et personnels des écoles et instituts, ainsi que les documents d'ordre budgétaire ou financier ;
- Les ordres de mission concernant le personnel non médical, à l'exclusion des missions relatives à la recherche médicale.

Délégation de signature est accordée à Madame Pascale FODELLA, Cadre supérieur de santé, pour les conventions de stage du personnel soignant.

**Article 7 – Direction des soins**

Délégation de signature est donnée à Madame Pascale FODELLA, Cadre supérieure de santé, pour ce qui concerne la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques.

**Article 8 – Relations avec les usagers**

Délégation de signature est donnée à Madame-BEGOC, pour signer l'ensemble des actes de gestion courante liés aux relations avec les usagers. En cas d'empêchement de Madame BEGOC, délégation de signature est donnée à Madame CHARLES, adjoint des cadres hospitaliers et à Madame FODELLA, Cadre supérieur de santé.

**Article 9 – Système d'information hospitalier**

Délégation de signature est donnée à Madame BEGOC. En cas d'empêchement de Madame BEGOC, délégation de signature est accordée à Monsieur POTIN, à Madame BOENNEC et à Madame LAROSE.

**Article 10 – Qualité et gestion des risques**

Délégation de signature est donnée à Madame Isabelle BEGOC pour l'ensemble des actes de gestion courante, notamment les documents suivants :

- Courriers d'ordre général (à l'exception des courriers adressés aux Ministères et à l'Agence Régionale de Santé) en matière de qualité et gestion des risques ;
- Courriers aux organismes de certification et d'accréditation ;
- Transmission des événements indésirables aux organismes concernés ;
- Conventions de stage.

En cas d'empêchement de Madame BEGOC, délégation de signature est donnée à Monsieur POTIN et à Madame FODELLA pour ces mêmes documents.



## **Centre hospitalier de Crozon**

### **Article 1 – Affaires générales**

Délégation de signature est donnée à Madame Julie COTTENCEAU, Directrice adjointe déléguée au CH de Crozon, pour signer tous les documents internes et externes relatifs à la gestion du CH de Crozon, notamment les courriers et notes concernant :

- Les affaires courantes ;
- Les notes d'information ;
- Tout document concernant l'organisation et le fonctionnement courant du site.

En cas d'empêchement de Madame COTTENCEAU, délégation de signature est donnée à Madame Stéphanie GRAFF, Attachée d'administration hospitalière pour les actes de la vie courante de l'établissement, notamment pour la signature des pièces comptables, des bons de commandes, des décisions et arrêtés, à l'exclusion des achats prévus dans le périmètre du groupement hospitalier de territoire. Cette délégation ne s'applique pas aux arrêtés de mise en stage et de titularisation.

### **Article 2 – Service financier et achats**

Délégation de signature est donnée à Madame COTTENCEAU pour la signature des pièces comptables, des bons de commande, à l'exception des achats prévus dans le périmètre du groupement hospitalier de territoire conformément à la décision n°2017-212 du 26 décembre 2017.

En cas d'empêchement de Madame COTTENCEAU, délégation de signature est donnée à Madame Nolwenn GUILLEMAIN, Adjoint des cadres hospitalier, pour ces mêmes documents.

### **Article 3 – Direction des soins**

Délégation de signature est donnée à Madame Claudie CHIRON, Cadre supérieur de santé chargée de la coordination des soins, du secteur EHPAD et du service hôtelier, pour les documents suivants :

- Plannings, congés annuels, autorisations d'absences ;
- Courriers et pièces administratives courantes de l'établissement dans son domaine de compétence.

Délégation de signature est donnée à Madame Sylvie JOUAN, Infirmière faisant fonction de cadre de santé chargée du service de médecine et SSR, pour les documents suivants :

- Plannings, congés annuels, autorisations d'absence ;
- Courriers et pièces administratives de l'établissement dans son domaine de compétence.

### **Article 4 – Service social**

Délégation de signature est donnée à Madame Carole DY, Cadre socio-éducatif chargée du service social regroupant les unités spécialisées, l'accueil de jour, le CLIC et l'animation, pour les documents suivants :

- Plannings, congés annuels, autorisations d'absence ;
- Courriers et pièces administratives du service social dans son domaine de compétence.

#### **Article 5 – Pharmacie**

Délégation de signature est donnée à Madame Fabienne BOURHIS, Pharmacienne chargée de la pharmacie à usage intérieur, pour les documents suivants :

- Plannings, congés annuels, autorisations d'absence ;
- Engagement et signature des bons de commande des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux ;
- Certification de conformité des quantités livrées et facturées.

Cette délégation s'exerce sous réserve de la vérification conjointe de la pertinence du besoin par Madame Virginie COGULET, pharmacienne en charge de la filière d'achats du GHT « Produits de santé » et Madame Fabienne BOURHIS, Pharmacienne au CH de Crozon.

#### **Article 6 – Services techniques et travaux**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Romuald CYTHAREL, Responsable des services techniques et des travaux, pour les documents suivants :

- Certification des quantités livrées et facturées ;
- Plannings, congés annuels, autorisations d'absence.

#### **Article 7 – Restauration**

Délégation de signature est donnée à Madame Marina HANQUIEZ, Responsable de la restauration et chargée de la cuisine et de la plonge, pour les documents suivants :

- Engagement et signature des bons de commande des dépenses d'exploitation des produits alimentaires ;
- Certification des quantités livrées et facturées ;
- Plannings, congés annuels, autorisations d'absence.

En cas d'empêchement de Madame HANQUIEZ, délégation de signature est accordée à Monsieur Yann PAUTREMAT et Madame MEROUR Marie-Rose.

## Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Trébrivan

### Article 1 – Délégué primaire

Délégation de signature est donnée à Madame Josiane BETTLER et à Monsieur Jean-Christophe PAUL, pour les actes de gestion courante de l'EHPAD de Trébrivan.

### Article 2 – Délégués secondaires

En cas d'empêchement de Madame BETTLER et de Monsieur PAUL, délégation de signature pour ces mêmes actes est donnée à Madame Fanny GAUDIN, Directrice adjointe.

BREST, le 1<sup>er</sup> septembre 2018,

Le Directeur général



Philippe EL SAÏR



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction interrégionale de la mer  
Nord Atlantique-Manche Ouest

Direction départementale  
des territoires et de la mer

**ARRÊTÉ du 14 septembre 2018**

portant subdélégation de signature administrative à des fonctionnaires  
de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère  
en matière de gens de mer et d'enseignement maritime

**LE DIRECTEUR INTERRÉGIONAL DE LA MER  
NORD ATLANTIQUE-MANCHE OUEST**

- VU le décret n°2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- VU l'arrêté du Premier ministre du 27 juillet 2015 portant nomination de M. Philippe CHARRETTON en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère ;
- VU l'arrêté du Premier ministre du 16 octobre 2017 portant nomination de M. Hugues VINCENT en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral du Finistère ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 novembre 2016 portant nomination de M. Guillaume SELLIER, directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest ;
- VU l'arrêté préfectoral 2017213-0002 du 1<sup>er</sup> août 2017 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère ;
- VU l'arrêté du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest n° 64 du 5 décembre 2017 portant délégation de signature administrative à M. Philippe CHARRETTON directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, ainsi qu'à M. Hugues VINCENT, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral du Finistère, en matière de gens de mer et d'enseignement maritime ;
- SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

**ARRÊTE**

## **Article 1**

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère et du directeur départemental adjoint, délégué à la mer et au littoral, subdélégation de signature administrative est donnée, dans les conditions énoncées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique Manche Ouest n° 64 du 5 décembre 2017 à :

- M. Francis KLETZEL, chef du service Économie et Emploi maritime,
- Mme Pascale GUÉHENNEC, chef du pôle Emploi maritime et navigation - gens de mer – ENIM,
- M. Théophile MANTEAU, chef du pôle littoral et affaires maritimes du Guilvinec,
- Mme Jacqueline DEJARDIN, chef du pôle littoral et affaires maritimes de Brest,
- M. Denis SEDE, chef du pôle littoral et affaires maritimes de Morlaix,
- Mme Bernadette STREIFF, responsable de l'antenne de Concarneau, au pôle littoral et affaires maritimes du Guilvinec.

## **Article 2**

L'arrêté du 15 février 2018 portant subdélégation de signature administrative à des fonctionnaires de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère en matière de gens de mer et d'enseignement maritime est abrogé.

## **Article 3**

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère et le directeur départemental adjoint, délégué à la mer et au littoral sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Pour le directeur interrégional de la mer  
Nord Atlantique-Manche Ouest  
et par délégation,  
Philippe CHARRETTON  
Directeur départemental des territoires  
et de la mer du Finistère



Philippe CHARRETTON

**DECISION/2018/01**

**Portant délégation de signature du Directeur de l'établissement support  
pour les marchés publics**

**Le Directeur du Centre Hospitalier de Cornouaille, Etablissement support du  
Groupement Hospitalier de Territoire « Union hospitalière de Cornouaille »**

**Vu** le Code de la santé Publique, notamment ses articles L.6132-1, L6132-3, L.6143-7

**Vu** la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, notamment ses articles 32, 48 et 49

**Vu** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment son article 107

**Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

**Vu** le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition

**Vu** le Décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire

**Vu** les articles D.6143-33 à D.6143-35 du Code de la Santé Publique relatifs aux délégations de signature

**Vu** l'arrêté du Directeur Général de l'ARS Bretagne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2016, fixant la composition du groupement hospitalier de territoire de l'UHC

**Vu** la convention constitutive du groupement hospitalier de territoire de l'UHC, signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016

**Vu** la décision du directeur général de l'ARS Bretagne en date du 24 août 2016, portant approbation de la convention constitutive du groupement hospitalier de l'UHC, et désignant le centre hospitalier de Cornouaille comme établissement support

**Vu** l'arrêté du 11 avril 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion portant admission à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er mars 2019 de Monsieur Jean-Roger PAUTONNIER, Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper et dans le cadre de l'utilisation de son CET à compter du 1er septembre 2018

Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 de la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant Monsieur Jean-Pierre HEURTEL sur le poste de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper à compter du 15 octobre 2018

Vu l'arrêté du 13 août 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, relatif à l'organisation de l'intérim des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille à Quimper par Nicolas MEVEL à compter du 1er septembre 2018 au 15 octobre 2018

Vu la décision n°2017/01 du 2 mai 2017 de la commission stratégique et opérationnelle de l'Union Hospitalière de Cornouaille désignant Mme Sylvia THOMAS directrice des achats du GHT

Vu le guide des bonnes pratiques de l'achat de l'UHC.

**Décide de donner délégations de signature dans les conditions suivantes :**

## **ARTICLE 1 : DOMAINE DES DELEGATIONS**

### **A. FONCTION ACHAT MUTUALISEE**

Délégation permanente de signature sans condition ni réserve est donnée à Mme Sylvia THOMAS, directrice adjointe chargée des ressources matérielles du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille (CHIC) et directrice des achats du GHT, pour signer tous les actes de passation des marchés ainsi que les notifications et avenants.

En cas d'absence ou d'indisponibilité de Mme Sylvia THOMAS, la délégation de signature sans condition ni réserve est donnée à M. Matthias ABALLEA, directeur du département performance.

### **B. CENTRE HOSPITALIER DE CORNOUAILLE**

#### **I- DIRECTION DES RESSOURCES MATERIELLES**

Délégation est donnée à M. Hervé CHRISTIEN, attaché d'administration hospitalière à la Direction des Ressources Matérielles pour signer tous les actes de passation des marchés publics relatifs à son domaine de compétence et répondant à des besoins urgents, ponctuels et spécifiques du Centre Hospitalier de Cornouaille, d'un montant inférieur à 25 000 € HT.

#### **II- FORMATION PROFESSIONNELLE ET INTERIM MEDICAL**

Délégation est donnée à M. Arnaud SANDRET, directeur adjoint chargé des Ressources Humaines médicales et non médicales, et à M. Thierry LHOTE, directeur adjoint chargé des Affaires Médicales, pour signer tous les actes de passation des marchés publics relatifs à son domaine de compétence et répondant à des besoins urgents, ponctuels et spécifiques du Centre Hospitalier de Cornouaille, d'un montant inférieur à 25 000 € HT.

En cas d'absence de M. Arnaud SANDRET, la délégation de signature est donnée à Mme Laure-Anne LEPAROUX-LE BERRE et à Mme Marie-Christine LE DOUY, attachées d'administration hospitalière à la Direction des Ressources Humaines, pour les achats de formation professionnelle répondant à des

besoins urgents, ponctuels et spécifiques du Centre Hospitalier de Cornouaille, d'un montant inférieur à 25 000 € HT.

En cas d'absence de M. Thierry LHOTE, la délégation de signature est donnée à Mme Sandrine PIRIOU, adjoint des cadres hospitalier, pour les achats de prestations d'intérim médical répondant à des besoins urgents, ponctuels et spécifiques du Centre Hospitalier de Cornouaille, d'un montant inférieur à 25 000 € HT.

## ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

Dans le cadre de la présente délégation, chacun pour ce qui le concerne, fera précéder son NOM, Prénom, grade et signature, de la mention « Pour le Directeur de l'établissement support et par délégation ».

Les délégataires agiront dans le strict respect de la législation relative aux marchés publics et dans la limite des autorisations budgétaires.

Ils rendront compte périodiquement de leur délégation au directeur, ainsi que de toute difficulté sérieuse, avérée, prévisionnelle ou pressentie et toute situation particulière rencontrée dans leur exercice.

## ARTICLE 3 : EFFET ET PUBLICITE

La présente décision prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Conformément à l'article D.6143-35 du Code de la Santé Publique, la présente décision est portée à la connaissance des membres du Conseil de Surveillance, de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, de Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier et des délégataires.

Fait à Quimper, le 29 août 2018



Nicolas MEVEL  
Directeur par intérim du Centre Hospitalier de Cornouaille  
Etablissement support du GHT Union Hospitalière de Cornouaille

### Les délégataires

Sylvia THOMAS  
Directrice des achats de l'UHC



Matthias ABALLEA  
Directeur du Département Performance





**Arnaud SANDRET**  
Directeur des Ressources Humaines

**Thierry LHOTE**  
Directeur des Affaires Médicales

**Hervé CHRISTIEN**  
Attaché d'administration hospitalière  
Direction des Ressources Matérielles

**Marie-Christine LE DOUY**  
Attachée d'administration hospitalière  
Direction des Ressources Humaines

**Laure-Anne LEPAROUX-LE BERRE**  
Attachée d'administration hospitalière  
Formation continue – DRH

**Sandrine PIRIOU**  
Adjoint des cadres hospitaliers  
Direction des affaires médicales - DRH



PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0141

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Île-de-Batz  
(Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Île-de-Batz, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Île-de-Batz, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre

de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3 :** le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4 :** le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Île-de-Batz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

  
Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

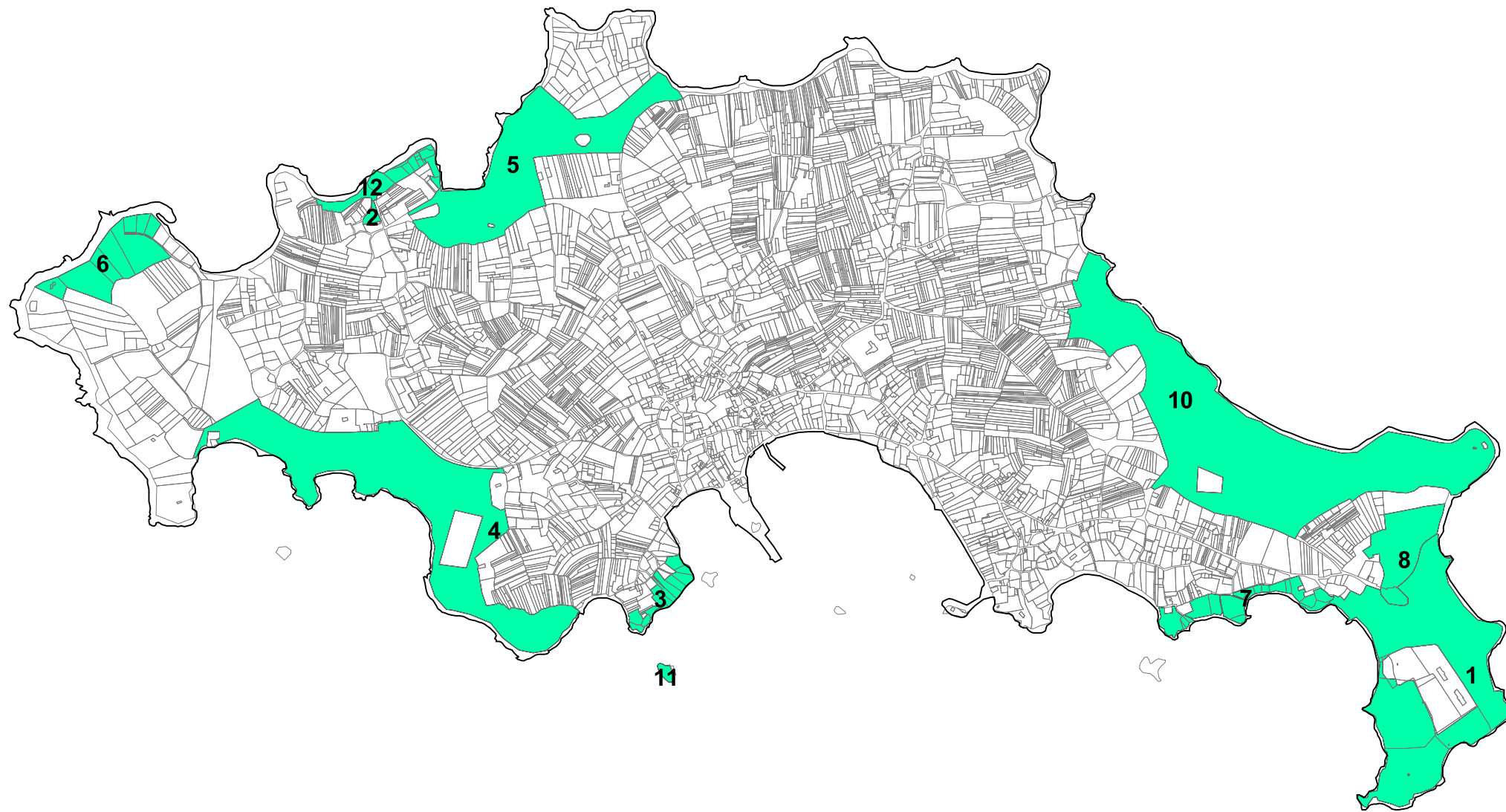
## ILE-DE-BATZ

| N° de Zone | Parcelles  | Identification de l'EA  |
|------------|--|---|
| 1          | 2017 : AI.44;AI.67;AI.69;AI.70;AI.74;AI.75;AI.78;AI.85                                     | 14325 / 29 082 0023 / ILE-DE-BATZ / JARDIN COLONIAL OU JARDIN DELASELLE / PENN AR C'HLEGUER / cimetière / Néolithique récent - Age du bronze ancien |
|            |  | 882 / 29 082 0001 / ILE-DE-BATZ / JARDIN COLONIAL OU JARDIN DELASELLE / PENN AR C'HLEGUER / dolmen / menhir / Néolithique                           |
| 2          | 2017 : AC.440  | 1311 / 29 082 0003 / ILE-DE-BATZ / BRAOUENNIG / MEZOU PORZ AR ROC'H 1 / sépulture / menhir / Néolithique  |
| 3          | 2017 : AN.288;AN.289;AN.290;AN.293;AN.295;AN.296;AN.297;AN.302;AN.304;AN.305;AN.306;AN.547 | 1402 / 29 082 0005 / ILE-DE-BATZ / ROC'H HIGOU / PORZ EN EOG / occupation / Néolithique   |
|            |  | 14341 / 29 082 0025 / ILE-DE-BATZ / ROC'H HIGOU / PORZ EN EOG / occupation / sépulture ? / Age du fer - Gallo-romain                                |



| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA   |
|------------|---|--|
| 4          | 2017 : AB.98  | 1403 / 29 082 0006 / ILE-DE-BATZ / LE C'HEB / LE C'HEB / occupation / Mésolithique   |
|            |   | 14342 / 29 082 0026 / ILE-DE-BATZ / LE C'HEB / LE C'HEB / dolmen / Néolithique   |
|            |   | 14343 / 29 082 0027 / ILE-DE-BATZ / LE C'HEB / LE C'HEB / allée couverte / Néolithique                                       |
| 5          | 2017 : AD.13;AD.14;AD.40;AD.8;AD.9  | 8810 / 29 082 0010 / ILE-DE-BATZ / PORZ AR ROC'H / PORZ AR ROC'H / occupation / Paléolithique - Age du bronze                |
| 6          | 2017 : AB.17;AB.18;AB.19;AB.4;AB.48;AB.49;AB.5;AB.50;AB.6   | 8815 / 29 082 0014 / ILE-DE-BATZ / TOUL AR ZARPANT / TOUL AR ZARPANT / occupation / Néolithique final - Age du bronze ancien |
| 7          | 2017 :<br>AK.227;AK.228;AK.229;AK.234;AK.235;AK.236;AK.238;AK.239;AK.249;AK.250;AK.288;AK.289;AK.306;AK.307;AK.308;AK.309;AK.639;AK.640 | 25419 / 29 082 0015 / ILE-DE-BATZ / KERNEVEZ / KERNEVEZ / occupation / Paléolithique   |
|            |   | 8824 / 29 082 0020 / ILE-DE-BATZ / PORZ AN ILIS / PORZ AN ILIS / occupation / Néolithique final - Age du bronze ancien       |
| 8          | 2017 : AI.24;AI.28  | 8820 / 29 082 0016 / ILE-DE-BATZ / CHAPELLE SAINTE ANNE / PENN BATZ 1 / chapelle / monastère / Moyen-âge classique           |
| 9          | 2017 : AI.52  | 872 / 29 082 0004 / ILE-DE-BATZ / ILOT TI SOAZON / ILOT TI SOAZON / occupation / Paléolithique - Age du fer                  |
| 10         | 2017 : AI.67  | 22931 / 29 082 0024 / ILE-DE-BATZ / PENN AR C'HLEGUER / PENN AR C'HLEGUER / occupation / Néolithique - Age du bronze         |
| 11         | 2017 : AN.518   | 14756 / 29 082 0022 / ILE-DE-BATZ / KEFENN / KEFENN / occupation / Age du fer  |
|            |   | 8821 / 29 082 0017 / ILE-DE-BATZ / KEFENN / KEFENN / occupation / Néolithique  |
| 12         | 2017 : AC.7;AD.10;AD.11;AD.12;AD.224;AD.3;AD.4;AD.5;AD.6;AD.7   | 8823 / 29 082 0019 / ILE-DE-BATZ / MEZOU PORZ AR ROC'H / MEZOU PORZ AR ROC'H / production de sel / Epoque indéterminée       |

**Zones de présomption de prescription archéologique  
de la commune de ILE DE BATZ le 21/08/2018**





PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n° ZPPA-2018-0142

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Mespaul  
(Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Mespaul, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Mespaul, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :



- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3** : le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4** : le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5** : le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6** : le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7** : le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Mespaul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

Michel ROUSSEL





# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

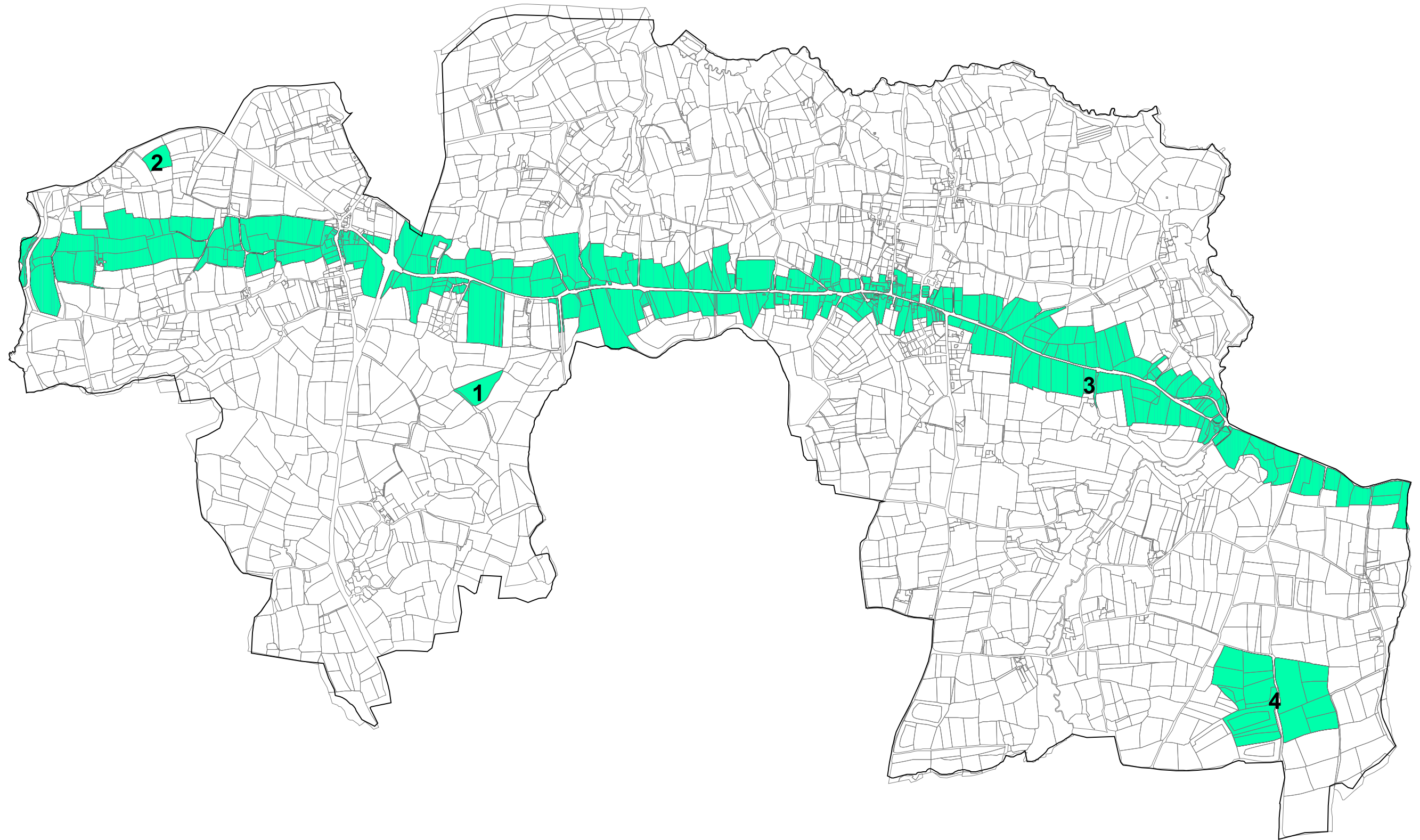
mercredi 29 août 2018

## MESPAUL

| N° de Zone | Parcelles          | Identification de l'EA  |
|------------|--------------------|---|
| 1          | 2017 : A.394;A.853 | 3470 / 29 148 0002 / MESPAUL / LA GARENNE / LA GARENNE / occupation / Second Age du fer - Haut-empire |
| 2          | 2017 : A.102       | 18078 / 29 148 0003 / MESPAUL / SAINTE CATHERINE / SAINTE CATHERINE / tumulus / Age du bronze         |

| N° de Zone | Parcelles  | Identification de l'EA   |
|------------|--|--|
| 3          | 2017 :<br>A.1013;A.1020;A.1021;A.1022;A.1023;A.1024;A.1040;A.1043;A.1047;A.1052;A.1053;A.1089;A.1090;A.1091;A.1099;A.1100;A.1101;A.1102;A.114;A.12;A.1256;A.1257;A.1273;A.1275;A.1296;A.1298;A.13;A.1335;A.1336;A.1348;A.1386;A.1388;A.139;A.1390;A.1393;A.1394;A.1395;A.1396;A.1397;A.1398;A.14;A.1432;A.1461;A.1462;A.1463;A.1464;A.1469;A.1470;A.1471;A.1482;A.1498;A.15;A.1519;A.1520;A.1522;A.16;A.17;A.18;A.19;A.198;A.20;A.200;A.201;A.203;A.204;A.205;A.207;A.21;A.22;A.225;A.226;A.227;A.228;A.23;A.24;A.243;A.244;A.248;A.249;A.25;A.250;A.251;A.281;A.282;A.285;A.286;A.287;A.288;A.33;A.364;A.37;A.38;A.39;A.542;A.657;A.658;A.66;A.665;A.666;A.667;A.668;A.67;A.68;A.699;A.700;A.703;A.744;A.823;A.824;A.825;A.883;A.888;A.89;A.90;A.905;A.919;A.92;A.93;A.946;A.947;A.960;B.1040;B.1061;B.1067;B.1073;B.1076;B.1081;B.1082;B.1084;B.1086;B.1089;B.109;B.1097;B.1098;B.110;B.1105;B.111;B.112;B.1133;B.115;B.1156;B.116;B.1160;B.1163;B.1169;B.117;B.1175;B.1177;B.1178;B.1179;B.1185;B.1186;B.1197;B.1202;B.1204;B.1208;B.1228;B.1231;B.1233;B.1235  | 19813 / 29 148 0004 / MESPAL / VOIE MORLAIX/KERILIE / section unique de C'Houenner à Sainte-Catherine / route / Gallo-romain - Période récente |
|            | 2017 :<br>B.1242;B.1243;B.1244;B.1246;B.1247;B.1312;B.1313;B.1316;B.1317;B.1326;B.1345;B.1347;B.1348;B.1349;B.1350;B.1351;B.1352;B.1362;B.1375;B.1376;B.1377;B.1379;B.1382;B.1383;B.1406;B.141;B.1429;B.1436;B.1437;B.1438;B.144;B.1443;B.1445;B.1446;B.1448;B.1449;B.1450;B.1454;B.1456;B.1457;B.146;B.1474;B.1476;B.1477;B.1478;B.1479;B.1480;B.1481;B.1482;B.1490;B.1512;B.1553;B.1554;B.1555;B.1556;B.1609;B.1611;B.1678;B.1679;B.1682;B.1684;B.1685;B.1686;B.1687;B.1688;B.1689;B.1690;B.1691;B.1692;B.1693;B.1694;B.1695;B.1696;B.1697;B.1698;B.1699;B.170;B.1700;B.1701;B.1707;B.1718;B.173;B.1730;B.1732;B.1744;B.1745;B.1746;B.1754;B.1755;B.1756;B.1758;B.1765;B.1766;B.1779;B.1780;B.1781;B.1782;B.1790;B.1791;B.1802;B.1808;B.1809;B.1819;B.1823;B.1824;B.1837;B.1839;B.1840;B.1841;B.1859;B.1860;B.1862;B.1870;B.1871;B.1872;B.1873;B.1874;B.1896;B.1897;B.1908;B.1933;B.1947;B.1948;B.1960;B.1961;B.1965;B.1984;B.1985;B.1987;B.1988;B.2004;B.2006;B.2007;B.2008;B.2012;B.2014;B.2015;B.2017;B.2019;B.2020;B.2029;B.2030;B.2055;B.2056;B.2086;B.2093 | 19813 / 29 148 0004 / MESPAL / VOIE MORLAIX/KERILIE / section unique de C'Houenner à Sainte-Catherine / route / Gallo-romain - Période récente |
|            | 2017 :<br>B.2151;B.2152;B.2155;B.2156;B.2159;B.2160;B.2210;B.2211;B.2212;B.2213;B.2214;B.2215;B.2216;B.2217;B.2229;B.2230;B.2231;B.2232;B.2233;B.2234;B.2235;B.2236;B.342;B.343;B.344;B.345;B.517;B.519;B.520;B.524;B.525;B.526;B.527;B.529;B.530;B.556;B.558;B.568;B.572;B.573;B.574;B.577;B.580;B.581;B.582;B.586;B.587;B.588;B.589;B.591;B.615;B.619;B.620;B.621;B.623;B.624;B.644;B.647;B.648;B.649;B.650;B.651;B.653;B.656;B.657;B.658;B.659;B.660;B.661;B.674;B.676;B.678;B.684;B.763;B.764;B.765;B.767;B.775;B.785;B.786;B.787;B.788;B.789;B.791;B.792;B.793;B.795;B.796;B.891;B.899;B.901;B.902;B.906;B.907;B.908;B.910;B.911;B.912;B.913;B.914;C.21;C.22;C.234;C.239;C.24;C.240;C.241;C.25;C.33;C.34;C.35;C.357;C.358;C.47;C.48;C.49;C.50;C.51;C.52;C.55;C.618;C.619;C.62;C.63;C.64;C.65;C.66;C.67;C.676;C.677;C.693;C.694;C.695;C.698;C.74;C.797;C.798;C.799;C.81;C.82;C.824;C.83;C.84;C.861;C.862;C.896;C.905;C.906   | 19813 / 29 148 0004 / MESPAL / VOIE MORLAIX/KERILIE / section unique de C'Houenner à Sainte-Catherine / route / Gallo-romain - Période récente |
| 4          | 2017 :<br>C.281;C.282;C.283;C.285;C.286;C.287;C.311;C.312;C.322;C.323;C.324;C.325;C.326;C.327;C.328;C.336;C.539;C.547;C.548  | 23604 / 29 148 0005 / MESPAL / KERBENGLAOU / GOAREM AN NEACH / exploitation agricole / Second Age du fer                                       |

**Zones de présomption de prescription archéologique  
de la commune de MESPAUL le 21/08/2018**





PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0143

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Plougoum  
(Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Plougoum, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Plougoum, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre



de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3 :** le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4 :** le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Plougoum sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

  
Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

## PLOUGOULM

| N° de Zone | Parcelles                                      | Identification de l'EA  |
|------------|--|---|
| 1          | 2017 : AV.156;AV.157;AY.164;AY.231;AY.81;AY.82 | 3578 / 29 192 0001 / PLOUGOULM / KERICHEN / KERICHEN / coffre funéraire / Age du bronze |

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA   |
|------------|---|--|
| 2          | 2018 :<br>AB.1;AB.10;AB.11;AB.12;AB.13;AB.2;AB.30;AB.38;AB.4;AB.404;AB.409;AB.411;AB.412;AB.414;AB.418;AB.425;AB.428;AB.469;AB.470;AB.473;AB.474;AB.5;AB.549;AB.550;AB.562;AB.563;AB.564;AB.565;AB.568;AB.571;AB.594;AB.598;AB.611;AB.613;AB.653;AB.654;AB.655;AB.657;AB.660;AB.661 | 1066 / 29 192 0002 / PLOUGOULM / TEVENN / TOUL AN OUCH / occupation / Mésolithique               |
|            |   | 12769 / 29 192 0006 / PLOUGOULM / TEVENN / TOUL AN OUCH 1 / dépôt / Age du bronze final          |
|            |   | 12770 / 29 192 0007 / PLOUGOULM / TEVENN / TOUL AN OUCH 2 / occupation / Néolithique             |
|            |   | 14326 / 29 192 0009 / PLOUGOULM / TEVENN / TOUL AN OUCH / dolmen / Néolithique                   |
|            |   | 14327 / 29 192 0010 / PLOUGOULM / TEVENN / TOUL AN OUCH / sépulture / Age du bronze - Age du fer |

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA  |
|------------|---|---|
| 2          | 2018 :<br>AB.1;AB.10;AB.11;AB.12;AB.13;AB.2;AB.30;AB.38;AB.4;AB.404;AB.409;AB.411;AB.412;AB.414;AB.418;AB.425;AB.428;AB.469;AB.470;AB.473;AB.474;AB.5;AB.549;AB.550;AB.562;AB.563;AB.564;AB.565;AB.568;AB.571;AB.594;AB.598;AB.611;AB.613;AB.653;AB.654;AB.655;AB.657;AB.660;AB.661 | 14847 / 29 192 0008 / PLOUGOULM / TOUL AN OUCH / TOUL AN OUCH 2 / habitat / Age du fer - Gallo-romain       |
| 3          | 2017 : AV.221;AV.223;AV.381;AV.382  | 1194 / 29 192 0003 / PLOUGOULM / TY KORN / TY KORN / tumulus / nécropole / Age du bronze                    |
| 4          | 2017 : AP.162;AP.163;AP.164;AP.169;AP.173;AP.454;AP.455;AP.456;AP.457;AS.51;AS.52   | 10619 / 29 192 0004 / PLOUGOULM / GOARM AR SOEUR / PRAT COULM / exploitation agricole / Age du fer          |
| 5          | 2017 : BC.26 ;BC.33   | 12242 / 29 192 0005 / PLOUGOULM / KERVREN / KERVREN / occupation / Néolithique final - Age du bronze ancien |

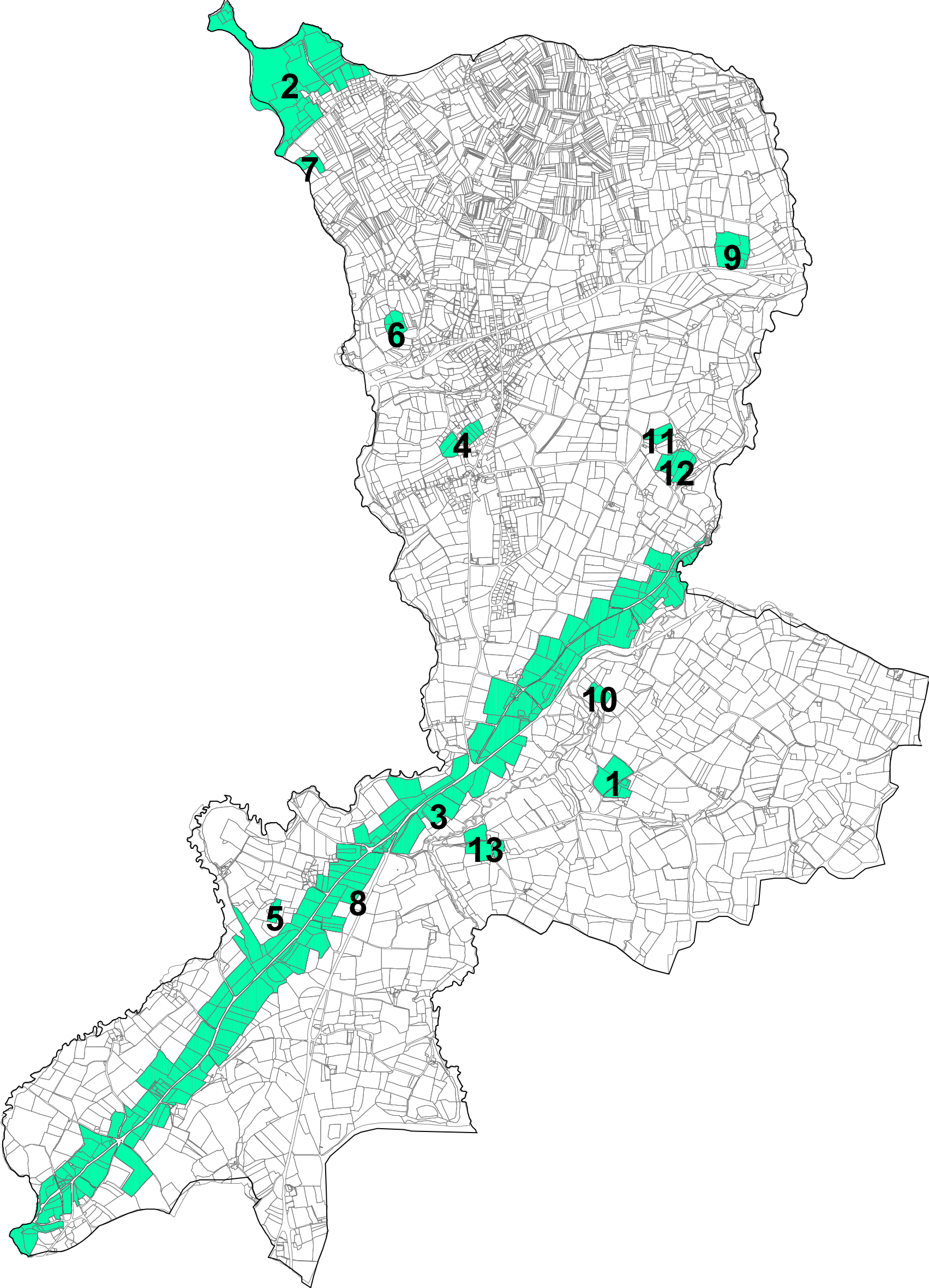


| N° de Zone | Parcelles                               | Identification de l'EA  |
|------------|---|---|
| 6          | 2017 : AD.115;AD.116;AD.117;AD.70;AD.71 | 1065 / 29 192 0011 / PLOUGOULM / CAMPING LE PALUE / LOSQUIDIC / habitat groupé / Age du fer |
| 7          | 2017 : AB.392;AB.393                    | 19174 / 29 192 0015 / PLOUGOULM / TEVENN / TEVENN / tumulus / Age du bronze                 |

| N° de Zone | Parcelles  | Identification de l'EA   |
|------------|--|--|
| 8          | <p>2017 :<br/> AT.135;AT.136;AT.137;AT.166;AT.167;AT.168;AT.169;AT.170;AT.408;AT.411;AV.104;AV.105;AV.107;AV.108;AV.109;AV.220;AV.244;AV.245;AV.246;AV.247;AV.256;AV.262;AV.276;AV.278;AV.282;AV.284;AV.285;AV.289;AV.29;AV.291;AV.293;AV.298;AV.303;AV.307;AV.31;AV.311;AV.312;AV.315;AV.32;AV.327;AV.33;AV.369;AV.370;AV.371;AV.38;AV.39;AV.392;AV.393;AV.394;AV.395;AV.40;AV.41;AV.42;AV.43;AV.44;AV.45;AV.46;AV.47;AV.48;AV.49;AV.51;AV.52;AV.53;AV.54;AV.55;AV.59;AV.60;AV.62;AV.63;AV.65;AV.66;AV.67;AV.68;AV.69;AV.70;AW.246;AW.247;AW.248;AW.249;AW.250;AW.251;AW.256;AW.257;AW.258;AW.260;AW.263;AW.27;AW.274;AW.275;AW.276;AW.28;AW.31;AW.326;AW.327;AW.340;AW.341;AW.342;AW.343;AW.68;AW.71;AW.72;AW.73;AW.74;AW.75;AW.76;AW.77;AW.78;AW.79;AW.80;AW.81;AW.82;AW.83;AW.84;AW.85;AW.86;AW.87;AW.88;BC.11;BC.118;BC.119;BC.12;BC.120;BC.121;BC.122;BC.123;BC.124;BC.125;BC.128;BC.129;BC.137;BC.138;BC.139;BC.140;BC.160;BC.162;BC.163;BC.164;BC.165;BC.166;BC.169;BC.172;BC.173;BC.174;BC.175;BC.176;BC.177;BC.182;BC.183;BC.184;BC.185;BC.186;BC.187;BC.188</p> | <p>19833 / 29 192 0016 / PLOUGOULM / VOIE SAINT-POL-DE-LEON/LESNEVEN / section unique de Satang à Kerguidou / route / Moyen-âge - Période récente</p> <hr/> <p>25369 / 29 192 0020 / PLOUGOULM / CROAS MEAN / CROAS MEAN / occupation / Gallo-romain</p> |
|            | <p>2017 :<br/> BC.189;BC.19;BC.190;BC.191;BC.192;BC.193;BC.20;BC.207;BC.208;BC.209;BC.21;BC.22;BC.224;BC.225;BC.226;BC.227;BC.228;BC.229;BC.23;BC.230;BC.239;BC.240;BC.241;BC.242;BC.243;BC.244;BC.249;BC.250;BC.262;BC.264;BC.28;BC.281;BC.283;BC.29;BC.341;BC.343;BC.345;BC.44;BC.8;BC.9;BD.104;BD.105;BD.106;BD.107;BD.108;BD.109;BD.110;BD.117;BD.118;BD.119;BD.120;BD.123;BD.204;BE.118;BE.119;BE.121;BE.122;BE.129;BE.131;BE.143;BE.144;BE.145;BE.147;BE.16;BE.17;BE.176;BE.177;BE.178;BE.179;BE.18;BE.180;BE.181;BE.182;BE.187;BE.188;BE.189;BE.19;BE.190;BE.192;BE.193;BE.194;BE.195;BE.20;BE.208;BE.21;BE.213;BE.216;BE.217;BE.22;BE.226;BE.227;BE.229;BE.23;BE.232;BE.233;BE.25;BE.26;BE.265;BE.28;BE.280;BE.281;BE.284;BE.286;BE.29;BE.296;BE.298;BE.299;BE.30;BE.303;BE.304;BE.306;BE.307;BE.308;BE.309;BE.31;BE.310;BE.312;BE.316;BE.318;BE.32;BE.320;BE.321;BE.322;BE.323;BE.324;BE.40</p>   | <p>19833 / 29 192 0016 / PLOUGOULM / VOIE SAINT-POL-DE-LEON/LESNEVEN / section unique de Satang à Kerguidou / route / Moyen-âge - Période récente</p>  |
| 9          | <p>2017 : AN.248;AN.249;AN.250;AN.251;AN.252;AN.253</p>  | <p>25366 / 29 192 0017 / PLOUGOULM / PONT-PLEINCOET / PONT-PLEINCOET / motte castrale / Moyen-âge</p>  |

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA  |
|------------|---|---|
| 10         | 2017 : AV.91;AV.93                                      | 25370 / 29 192 0021 / PLOUGOULM / SINAN / SINAN / occupation / Gallo-romain               |
| 11         | 2017 : AO.309;AO.310                                    | 18265 / 29 192 0014 / PLOUGOULM / PRAT BEAT / PRAT BEAT / tumulus / Age du bronze         |
| 12         | 2017 : AO.158;AO.160;AO.168;AO.327;AO.328;AO.331;AO.332 | 25371 / 29 192 0022 / PLOUGOULM / AR REUNIC / AR REUNIC / occupation / Gallo-romain       |
|            |   | 25372 / 29 192 0023 / PLOUGOULM / AR REUNIC / AR REUNIC / occupation / Néolithique        |
| 13         | 2017 : AV.374;AY.3;AY.40                                | 25373 / 29 192 0024 / PLOUGOULM / SAINT-VELTAS / SAINT-VELTAS / occupation / Gallo-romain |

# Zones de présomption de prescription archéologique de la commune de PLOUGOULM le 21/08/2018





PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0144

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Plounévez-Lochrist (Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Plounévez-Lochrist, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Plounévez-Lochrist, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre



de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3 :** le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4 :** le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Plounévez-Lochrist sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

## PLOUNEVEZ-LOCHRIST

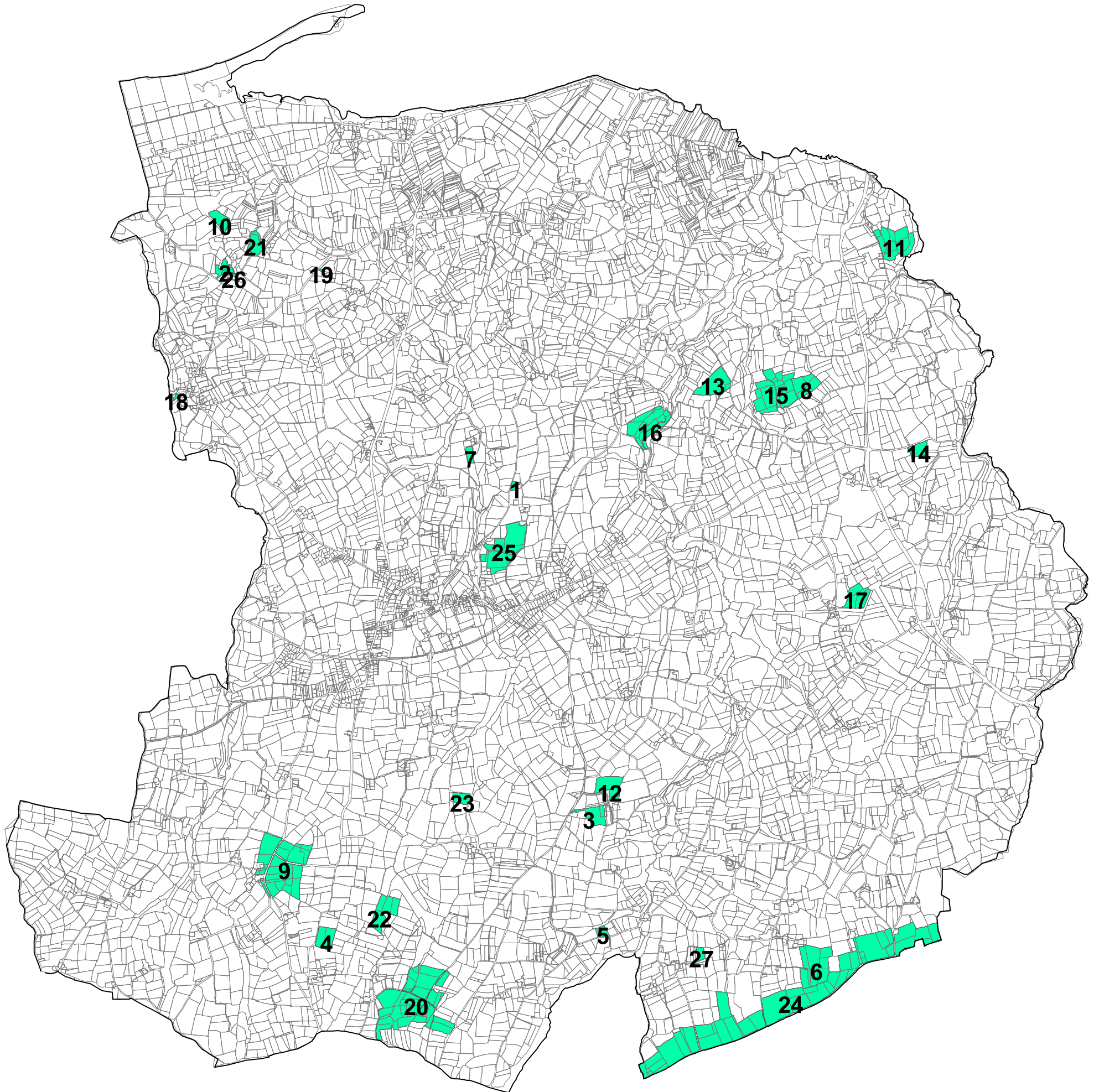
| N° de Zone | Parcelles                                      | Identification de l'EA   |
|------------|--|--|
| 1          | 2017 : H.2002; H.2008                          | 1046 / 29 206 0001 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / RESGOUREL / RESGOUREL / coffre funéraire / Age du bronze                       |
| 2          | 2017 : A.485; A1.488; A.1977; A.2284 à 2286    | 1280 / 29 206 0002 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / BRETOUARE / BRETOUARE / dolmen / Néolithique                                   |
| 3          | 2017 : E.1008                                  | 908 / 29 206 0003 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LANDEGUIAC'H / LANDEGUIAC'H / groupe de menhirs / Néolithique                   |
| 4          | 2017 : G.419-420                               | 786 / 29 206 0004 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / GOAREM GAGNOU / KEROUGANT / nécropole / coffre funéraire / Age du bronze ancien |
| 5          | 2017 : E.656-657                               | 785 / 29 206 0005 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / GOAREMARROC'H / KERVERET / dolmen / Néolithique                                 |
| 6          | 2017 : D.901 à 903; D.932; D.921 à 923; D.1609 | 4005 / 29 206 0006 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / RUMEUR / RUMEUR / occupation / Gallo-romain                                    |
| 7          | 2017 : H.855                                   | 4004 / 29 206 0007 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / RESGOUREL / RESGOUREL / dépôt monétaire / Gallo-romain                         |

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA   |
|------------|---|--|
| 8          | 2017 : B.908-909; B.912-913   | 19548 / 29 206 0025 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LE REST / GOARILLAC'H / tumulus / Age du bronze   |
| 9          | 2017 :<br>G.1025;G.1038;G.1039;G.1040;G.109;G.1173;G.1174;G.1175;G.1192;G.1193;G.1195;G.124;G.1404;G.1513;G.1514;G.1515;G.1516;G.1787;G.375;G.376;G.377;G.378;G.380;G.381;G.97;G.98 | 10121 / 29 206 0009 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / PEN AR GROAS FREDE / PEN AR GROAS FREDE / cimetière / stèle funéraire / Age du fer            |
|            |   | 23554 / 29 206 0032 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / PEN AR GROAS FREDE / PEN AR GROAS FREDE / coffre funéraire / tumulus ? / Age du bronze ancien |
| 10         | 2017 : A.94   | 12888 / 29 206 0012 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / BRETOUARE 3 / BRETOUARE / menhir / Néolithique  |
| 11         | 2017 : C.48; C.71; C.755 à 759; C.910-911   | 13005 / 29 206 0013 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LANNEUNOC / LANNEUNOC / occupation / Age du fer   |
| 12         | 2017 : E.1085-1086  | 13495 / 29 206 0014 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LANDEGUIAC'H / LANDEGUIAC'H / production métallurgique / Age du bronze moyen                  |
| 13         | 2017 : B.789-790  | 13923 / 29 206 0015 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / KERGOFF / KERGOFF / exploitation agricole / Second Age du fer                                 |
| 14         | 2017 : C.323  | 14250 / 29 206 0016 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / SPERNEN / SPERNEN / occupation / Epoque indéterminée  |
| 15         | 2017 :<br>B.1037;B.856;B.857;B.858;B.859;B.860;B.861;B.862;B.880;B.881;B.882;B.883;B.884;B.885;B.886;B.887;B.888  | 3651 / 29 206 0017 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LOCHRIST 1 / LOCHRIST / stèle funéraire / Age du fer   |
| 16         | 2017 : B.684 à 686; B.735; B.737-738; B.740 à 744; B.1441   | 825 / 29 206 0018 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / COAT AN TOUR / TOURNUS / motte castrale / Moyen-âge classique                                   |
| 17         | 2017 : C.632-633; C.663   | 815 / 29 206 0019 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / MAILLE / MAILLE / motte castrale / Moyen-âge classique  |
| 18         | 2017 : H.453  | 4002 / 29 206 0020 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LOCHRIST 2 / PRES DE L'EGLISE / stèle funéraire / Age du fer                                   |



| N° de Zone | Parcelles  | Identification de l'EA   |
|------------|--|--|
| 19         | 2017 : A.2174  | 19547 / 29 206 0024 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / MENEZ AR C'HOUR / LANZEON / stèle funéraire / Second Age du fer     |
| 20         | 2017 :<br>G.1185;G.1186;G.1481;G.1482;G.577;G.583;G.593;G.594;G.595;G.596;G.597;G.598;G.599;G.600;<br>G.601;G.602;G.603;G.604;G.618;G.619;G.620;G.621;G.622;G.623;G.624;G.642;G.643;G.644;G.64<br>5;G.646;G.653  | 19549 / 29 206 0026 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LANGRISTIN / LANGRISTIN / occupation / Néolithique - Age du bronze  |
| 21         | 2017 : A.145-146; A.158  | 19550 / 29 206 0027 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / BRETOUARE 4 / BRETOUARE / éperon barré / Néolithique - Age du fer ? |
| 22         | 2017 : G.440-441; G.457-458  | 19551 / 29 206 0028 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / ENEZOU / ENEZOU / occupation / Paléolithique - Néolithique          |
| 23         | 2017 : H.2162  | 19552 / 29 206 0029 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / LA GARENNE / LA GARENNE / menhir / Néolithique                      |
| 24         | 2017 :<br>D.1052;D.1053;D.1054;D.1056;D.1057;D.1058;D.1059;D.1060;D.1073;D.1501;D.1502;D.1503;D.15<br>26;D.897;D.898;D.899;D.900;D.904;D.924;D.925;D.926;D.927;D.928;D.929;E.172;E.173;E.174;E.17<br>6;E.177;E.184;E.185;E.186;E.187;E.188;E.189;E.190;E.193;E.194;E.195;E.196;E.197;E.198;E.199 | 1059 / 29 271 0001 / SAINT-VOUGAY / GOAREM MOAN / GRAEOC / nécropole / tumulus / Age du bronze ?               |
|            |  | 20033 / 29 124 0005 / LESNEVEN / VOIE LESNEVEN/SAINT-POL-DE-LEON / Tracé intégral / voie / Moyen-âge           |
| 25         | 2017 :<br>H.1491;H.1494;H.1495;H.1511;H.1994;H.2157;H.2158;H.2159;H.2160;H.2227;H.918;H.935;H.936  | 21723 / 29 206 0008 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / ROZARM / ROZARM / exploitation agricole / Second Age du fer         |
| 26         | 2017 : .203  | 12887 / 29 206 0011 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / BRETOUARE 2 / BRETOUARE / menhir / Néolithique                      |
| 27         | 2017 : E.142   | 25746 / 29 206 0037 / PLOUNEVEZ-LOCHRIST / KERMORVAN / KERMORVAN / occupation / Gallo-romain                   |

# Zones de présomption de prescription archéologique de la commune de PLOUNEVEZ-LOCHRIST le 21/08/2018







PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0145

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Roscoff  
(Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Roscoff, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Roscoff, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3 :** le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4 :** le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Roscoff sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

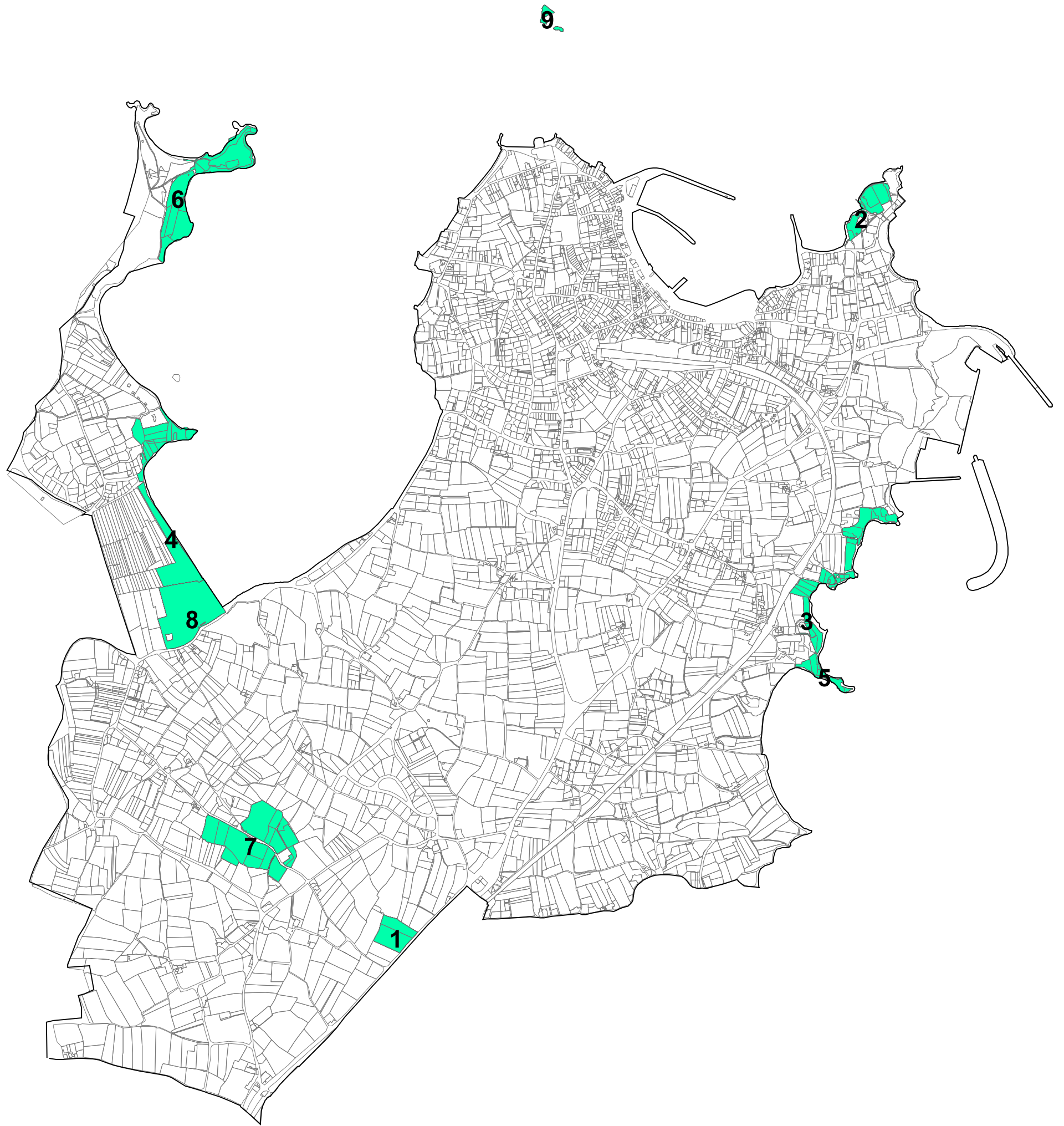
mercredi 29 août 2018

## ROSCOFF

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA  |
|------------|---|---|
| 1          | 2017 : AO.134;AO.137  | 3771 / 29 239 0001 / ROSCOFF / PARC DOLMEN / KERAVAL / dolmen / Néolithique                                       |
| 2          | 2017 : AI.157;AI.158;AI.159;AI.171;AI.172;AI.173;AI.174;AI.175;AI.176;AI.177;AI.178;AI.409;AI.419   | 3772 / 29 239 0002 / ROSCOFF / SAINTE BARBE / SAINTE BARBE / occupation / Paléolithique                           |
| 3          | 2017 : AK.114;AK.115;AK.116;AK.117;AK.126;AK.127;AK.128;AK.129;AK.131;AK.132;AK.133;AK.134;AK.139;AK.140;AK.141;AK.142;AK.143;AK.216;AK.218;AL.139;AL.140;AL.142;AL.143;AL.144;AL.161;AL.162;AL.163;AL.331;AL.332 | 3773 / 29 239 0003 / ROSCOFF / KEREZOOM / KEREZOOM / occupation / Paléolithique                                   |
| 4          | 2017 : AV.194;AV.197;AV.198;AV.199;AV.200;AV.201;AV.202;AV.205;AV.206;AV.208;AV.209;AV.220;AV.308;AV.487;AV.488;AV.489;AV.490;AV.491  | 9411 / 29 239 0004 / ROSCOFF / RUGUEL / RUGUEL / occupation / Gallo-romain  |
| 5          | 2017 : AL.164;AL.165;AL.166;AL.167;AL.168;AL.169;AL.170;AL.181  | 11118 / 29 239 0005 / ROSCOFF / POINTE DUBERON / PORZ AR BASCOUN / occupation / Age du bronze                     |
| 6          | 2017 : AV.100;AV.101;AV.103;AV.109;AV.110;AV.111;AV.112;AV.113;AV.114;AV.395;AV.94;AV.95;AV.96;AV.97;AV.98;AV.99  | 13000 / 29 239 0006 / ROSCOFF / CENTRE HELIO MARIN / POINTE DE PERHARIDI / occupation / Age du fer - Gallo-romain |
| 7          | 2017 : AT.311;AT.486;AT.487;AT.497;AT.502;AT.769;AT.774;AT.780;AT.788;AT.789;AT.791;AT.793;AT.795;AT.797;AT.799;AT.801  | 1067 / 29 239 0007 / ROSCOFF / / CREAC'H AR VILIN / exploitation agricole / Second Age du fer                     |
| 8          | 2017 : AV.309   | 25388 / 29 239 0012 / ROSCOFF / L'ABER / L'ABER / occupation / Néolithique  |
| 9          | 2017 : AV.332-333   | 18383 / 29 239 0011 / ROSCOFF / ILE VERTE / ILE VERTE / dépôt / Age du bronze final                               |



# Zones de présomption de prescription archéologique de la commune de ROSCOFF le 21/08/2018





PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0146

portant modification de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de  
Sain-Pol-de-Léon (Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L,621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Vu l'arrêté n°ZPPA-2015-0340 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Sain-Pol-de-Léon (Finistère) en date du 18/06/2015 ;

Vu la nécessité de prendre en compte l'évolution du recensement des sites archéologiques dans la commune de Sain-Pol-de-Léon, Finistère, depuis le 18/06/2015 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Sain-Pol-de-Léon, Finistère ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;



## ARRETE

**Article 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°ZPPA-2015-0340 du 18/06/2015 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Sain-Pol-de-Léon (Finistère).

**Article 2** : sur le territoire de la commune de Sain-Pol-de-Léon, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 3** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 4** : le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 5** : le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.



**Article 6 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 7 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 8 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Sain-Pol-de-Léon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles



Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

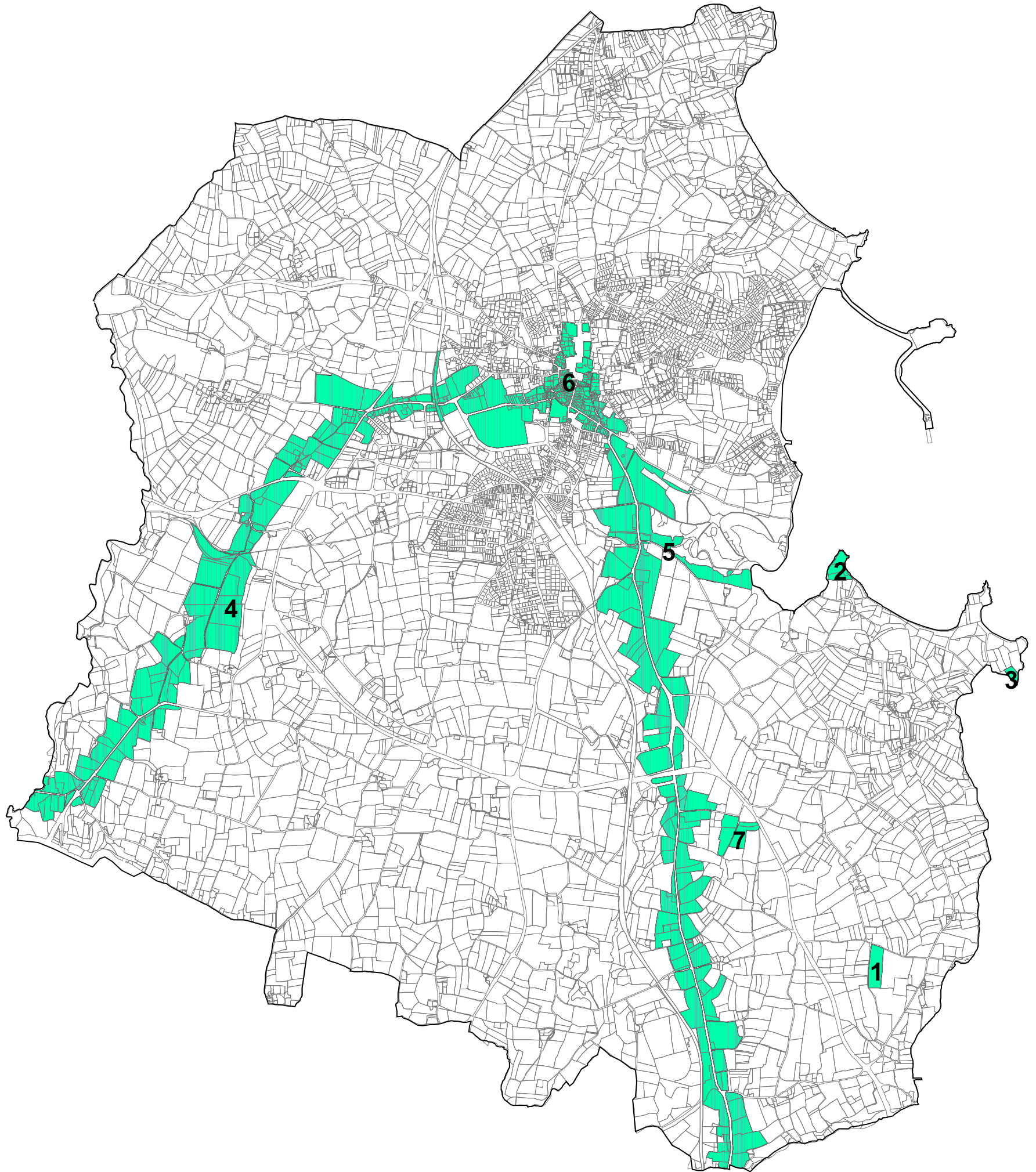
## SAINT-POL-DE-LEON

| N° de Zone | Parcelles         | Identification de l'EA   |
|------------|-------------------|--|
| 1          | 2017 : AX.136     | 752 / 29 259 0001 / SAINT-POL-DE-LEON / DOLMEN DE BOUTOUILLER / KERANGOUZ / dolmen / Néolithique         |
| 2          | 2017 : AV.28 à 32 | 14933 / 29 259 0005 / SAINT-POL-DE-LEON / KERIGOU / KERRIGOU / exploitation agricole / Second Age du fer |

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA   |
|------------|---|--|
| 3          | 2017 : AV.112   | 16636 / 29 259 0006 / SAINT-POL-DE-LEON / CHAPELLE SAINT-JEAN / TREGONDERN / chapelle / Moyen-âge - Période récente                                |
| 4          | 2017 :<br>AN.188à191;AN.229;AN.231à235;AN.269;AN.271;AN.276à282;AN.307-308;AN.310à320;AN.322à327;AN.346;AN.349à358;AN.368à370;AN.375;AN.391;AN.394;AN.410;AN.428-429;AN.437à439;AN.455à457;AN.472-473;AN.531-532;AN.540;AN.546à549;AN.566;AN.594;AN.608;AN.610;AN.621-622;AN.642-643;AN.653-654;AN.657-658;AN.668-669;AN.677;AN.704-705;AO.11à14;AO.227-228;AO.235;AO.237;BE.18-19;BE.22-23;BE.239à242;BE.255à257;BE.261à265;BE.27-28;BE.279;BE.286;BE.344;BE.35;BE.356;BE.358;BE.36;BE.372à380;BE.409;BE.72à75   | 19864 / 29 259 0007 / SAINT-POL-DE-LEON / VOIE SAINT-POL-DE-LEON/LESNEVEN / section unique de Stang au Bourg / route / Moyen-âge - Période récente |
| 4          | 2017 :<br>Bl.103à105;Bl.114;Bl.121;Bl.127à130;Bl.141à143;Bl.147à149;Bl.154-155;Bl.158;Bl.190;Bl.196;Bl.199à201;Bl.203;Bl.219-220;Bl.224;Bl.228;Bl.253;Bl.273;Bl.275;Bl.301-302;Bl.307;Bl.310;Bl.37à40;Bl.63;Bl.67-68;Bl.74;Bl.76-77;Bl.84;Bl.86;Bl.93;BK.378à383;BK.55-56;BK.59;BK.65;BL.106;BL.110;BL.113à115;BL.120;BL.122à124;BL.185à187;BL.205-206;BL.208à210;BL.20à25;BL.220;BL.227;BL.27;BL.279;BL.29à31;BL.303-304;BL.311à314;BL.322-323;BL.382-383;BL.430;BL.475;BL.477-478;BL.535à537;BL.557;BL.559à561;BL.575;BL.592;BL.634à640;BL.644à647;BL.652-653;BL.658-659;BL.661;BL.686-687;BL.690à694;BL.711;BL.730à732 | 19864 / 29 259 0007 / SAINT-POL-DE-LEON / VOIE SAINT-POL-DE-LEON/LESNEVEN / section unique de Stang au Bourg / route / Moyen-âge - Période récente |

| N° de Zone | Parcelles  | Identification de l'EA   |
|------------|--|--|
| 5          | <p>2017 :</p> <p>AM.105;AM.121-122;AM.126à132;AM.222à225;AM.227à234;AM.27à29;AM.31-32;AM.326;AM.355;AM.356;AM.367;AM.368;AM.375;AM.376;AM.389;AM.398;AM.399;AM.40à45;AM.411;AM.461;AM.47;AM.48;AM.480-481;AM.497;AM.49à51;AM.554;AM.555;AM.556;AM.557;AM.59;AM.613-614;AM.615;AM.622;AM.64;AM.65;AM.67;AM.68;AM.71à82;AS.10;AS.233;AS.27;AS.29;AS.298;AS.30;AS.331-332;AS.345;AS.355-356;AS.362;AS.53à56;AS.62;AS.8;AT.104;AT.142;AT.145;AT.153à155;AT.166;AT.170-171;AT.184;AT.185;AT.204;AT.261;AT.262;AT.268;AT.30;AT.32;AT.38à43;AT.47;AT.55;AT.57;AT.59;AT.70;AT.72;AW.1;AW.251;AW.253;AW.255_256;AW.264;AW.267_268;AW.272;AW.274_275;AW.342;AX.1;AX.190à191;AX.206-207;AX.211à213;AX.215;AX.232à235;AY.1;AY.127;AY.131;AY.132;AY.133;AY.15;AY.161à165;AY.2;AY.205;AY.3;AY.4;AZ.15à17;AZ.186-187;AZ.191;AZ.24;AZ.253;AZ.254;AZ.259;AZ.26;AZ.260;AZ.261;AZ.262;AZ.270;AZ.272;AZ.273;AZ.28à30;299;BC.101à104;BC.106-107;BC.109-110;BC.124à126;BC.282;BC.291;BC.296;BC.97-98</p>   | <p>19865 / 29 259 0008 / SAINT-POL-DE-LEON / VOIE MORLAIX/SAINT-POL-DE-LEON / section unique du Bourd de St-Pol à Moustier / route / Moyen-âge - Epoque indéterminée</p>   |
| 6          | <p>2017 :</p> <p>AM.1;AM.10;AM.100;AM.103;AM.106;AM.108;à117;AM.119;AM.12;AM.120;AM.123;AM.125;AM.133à140;AM.142à144;AM.146;AM.148à150;AM.15;AM.152;AM.154;AM.157à158;AM.16;AM.160-161;AM.163;AM.165;AM.166;AM.17;AM.18;AM.19;AM.21à23;AM.25;AM.317à318;AM.323;AM.325;AM.327;AM.329à330;AM.334à342;AM.345;AM.348à349;AM.366;AM.377-378;AM.394à395;AM.4;AM.404à408;AM.415;AM.417;AM.420à423;AM.433à436;AM.458-459;AM.498à500;AM.508;AM.509;AM.532;AM.533;AM.560à571;AM.6;AM.608à610;AM.635à640;AM.653-654;AM.661à664;AM.83à89;AM.9;AM.91à95;AM.99;AN.101;ANa103;AN.105-106;AN.108à124;AN.12-128;AN.130à132;AN.135à137;AN.139à149;AN.151;AN.155à162;AN.164à172;AN.174à179;AN.181à183;AN.185à187;AN.192à.195;AN.197à204;AN.206à214;AN.217;AN.218;AN.220;AN.222;AN.224à229;AN.237à239;AN.283à286;AN.383;AN.398;AN.432;AN.433;AN.464à465;AN.484;AN.485;AN.488;AN.490à491;AN.503-504;AN.527à528;AN.562à564;AN.588;AN.594;AN.597à606;AN.611;AN.612;AN.619;AN.620;AN.623à625;AN.629;AN.630;AN.633à635;AN.651;AN.652;AN.659à663;AN.666-667;AN.678à681;AN.711à718;AN.91à.99.</p> | <p>25699 / 29 259 0011 / SAINT-POL-DE-LEON / EGLISE SAINT-PAUL-AURELIEN / EGLISE SAINT-PAUL-AURELIEN / église / Moyen-âge</p> <p>25700 / 29 259 0012 / SAINT-POL-DE-LEON / EGLISE NOTRE DAME DU KREISKER / EGLISE NOTRE DAME DU KREISKER / égout / Moyen-âge</p> |
| 7          | <p>2017 : AW.241;AW.242;AW.337;AW.338</p>  | <p>24345 / 29 259 0004 / SAINT-POL-DE-LEON / KERASPLAM / KERASPLAM / occupation / Gallo-romain</p>   |

# Zones de présomption de prescription archéologique de la commune de SAINT-POL-DE-LEON le 21/08/2018







PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0147

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Santec  
(Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Santec, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Santec, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3 :** le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4 :** le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Santec sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

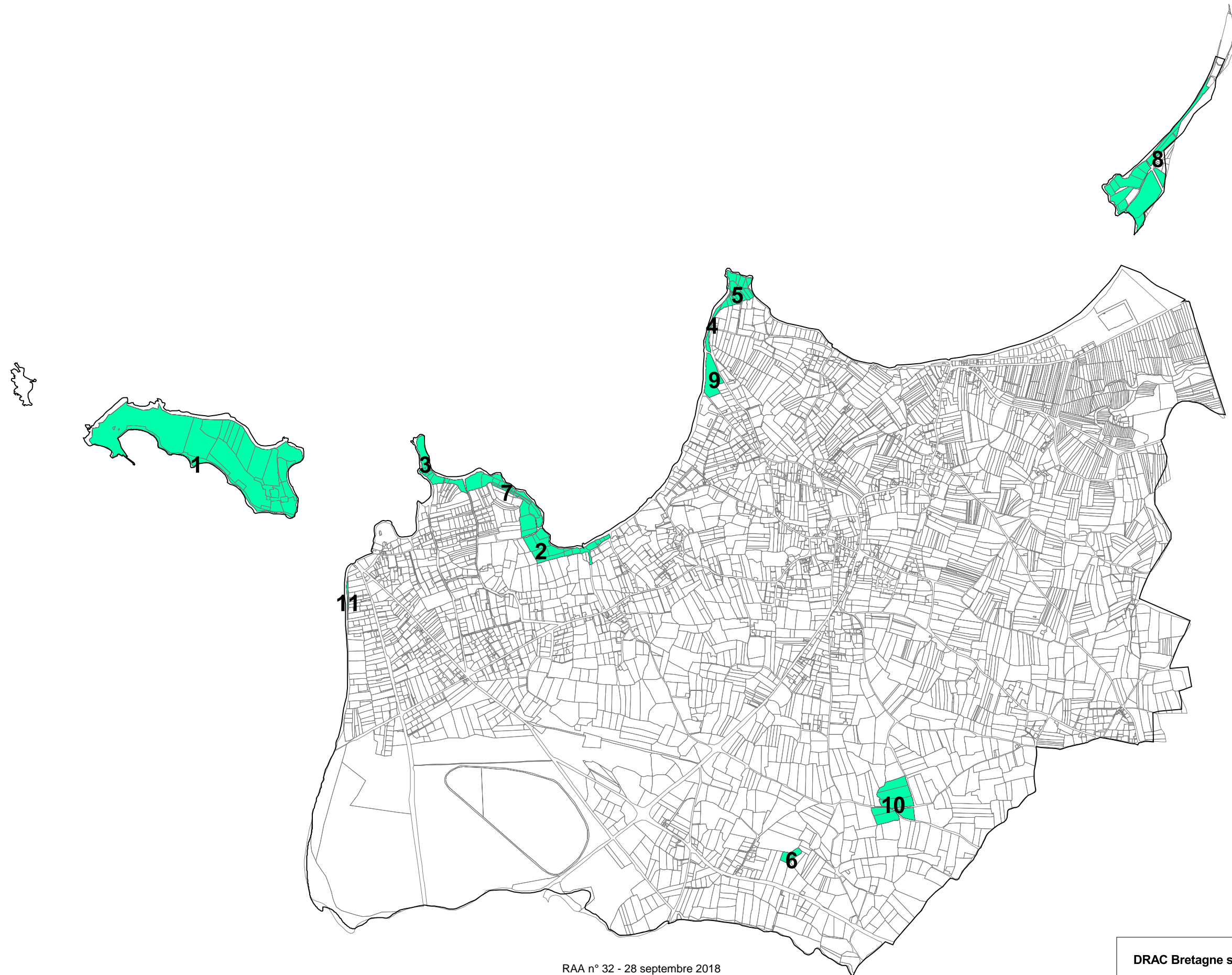
## SANTEC

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA   |
|------------|---|--|
| 1          | 2017 :<br>BC.1;BC.10;BC.11;BC.12;BC.13;BC.14;BC.15;BC.16;BC.17;BC.18;BC.19;BC.2;BC.20;BC.21;BC.22;BC.23;BC.24;BC.25;BC.26;BC.27;BC.28;BC.29;BC.3;BC.30;BC.5;BC.6;BC.7;BC.8;BC.9 | 10617 / 29 273 0008 / SANTEC / ILE DE SIECK / ILE DE SIECK / occupation / Mésolithique       |
|            |   | 1071 / 29 273 0012 / SANTEC / ILE DE SIECK / ILE DE SIECK / occupation / Age du fer          |
|            |   | 1073 / 29 273 0003 / SANTEC / ILE DE SIECK / ILE DE SIECK / occupation / Paléolithique       |
| 2          | 2017 :<br>AY.11;AY.12;AY.19;AY.20;AY.21;AY.213;AY.215;AY.324;AY.325;AY.35;AY.36;AY.37;AY.38;AY.5;AY.51;AY.52;AY.6;AY.7;AY.8;AY.9;AZ.92  | 25406 / 29 273 0022 / SANTEC / STAOL / STAOL / production de sel / Age du fer - Gallo-romain |
|            |   | 662 / 29 273 0004 / SANTEC / LE STAOL / LE STAOL / occupation / Paléolithique                |
| 3          | 2017 : AZ.283;AZ.284;AZ.289;AZ.290;AZ.291;AZ.448;AZ.449;AZ.63;AZ.64;AZ.68   | 17148 / 29 273 0015 / SANTEC / BEG AR BILOU / BEG AR BILOU / sépulture / Age du bronze       |
|            |   | 3808 / 29 273 0013 / SANTEC / BEG AR BILLOU / BEG AR BILLOU / occupation / Age du fer        |



| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA  |
|------------|---|---|
| 4          | 2017 : AC.471   | 1072 / 29 273 0002 / SANTEC / CORN AL LOA / CORN AL LOA / occupation / Age du bronze                                |
| 5          | 2017 :<br>AC.2;AC.242;AC.243;AC.264;AC.265;AC.266;AC.267;AC.268;AC.269;AC.270;AC.271;AC.275;AC.276;AC.3;A<br>C.348;AC.349;AC.350;AC.352;AC.353;AC.470;AC.473;AC.474;AC.475;AC.6;AC.7        | 9890 / 29 273 0014 / SANTEC / CORN-AL-LOA / CORN-AL-LOA / habitat ? / production de sel / Age du fer - Gallo-romain |
| 6          | 2017 : AT.93;AT.94  | 22749 / 29 273 0016 / SANTEC / BRENN-HESKEN / BRENESQUEN / Gallo-romain / urne                                      |
| 7          | 2017 :<br>AZ.264;AZ.268;AZ.274;AZ.285;AZ.288;AZ.301;AZ.302;AZ.318;AZ.506;AZ.507;AZ.508;AZ.509;AZ.510;AZ.511;<br>AZ.512;AZ.513;AZ.514;AZ.515;AZ.69;AZ.70;AZ.71;AZ.72;AZ.78;AZ.79;AZ.81;AZ.84 | 22751 / 29 273 0017 / SANTEC / ILOT PORZ AR VIL / ILOT PORZ AR VIL / production de sel / Age du fer                 |
| 8          | 2017 : AI.1;AI.10;AI.12;AI.13;AI.14;AI.15;AI.16;AI.22;AI.30;AI.31;AI.32;AI.33;AI.49;AI.6;AI.7;AI.8  | 11745 / 29 273 0009 / SANTEC / COUGN AR ZAC'H / / occupation / Mésolithique   |
|            |   | 22926 / 29 273 0018 / SANTEC / COUGN AR ZAC'H / COUGN AR ZAC'H / coffre funéraire / Age du bronze                   |
|            |   | 22927 / 29 273 0019 / SANTEC / COUGN AR ZAC'H / COUGN AR ZAC'H / production de sel / Age du fer                     |
| 9          | 2017 : AC.344   | 24798 / 29 273 0021 / SANTEC / THEVEN / THEVEN / Néolithique / fossé  |
| 10         | 2017 : AT.134;AT.135;AT.539;AT.542;AT.544;AT.547;AT.553   | 25409 / 29 273 0025 / SANTEC / THEVEN COZ / THEVEN COZ / occupation / Mésolithique                                  |
| 11         | 2017 : AW.57  | 25413 / 29 273 0029 / SANTEC / DOSSEN / DOSSEN / Age du fer / mur   |

# Zones de présomption de prescription archéologique de la commune de SANTEC le 21/08/2018





PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0148

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Tréflaouéan (Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Tréflaouéan, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Tréflaouéan, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre



de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3** : le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4** : le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5** : le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6** : le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7** : le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Tréflaouénan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

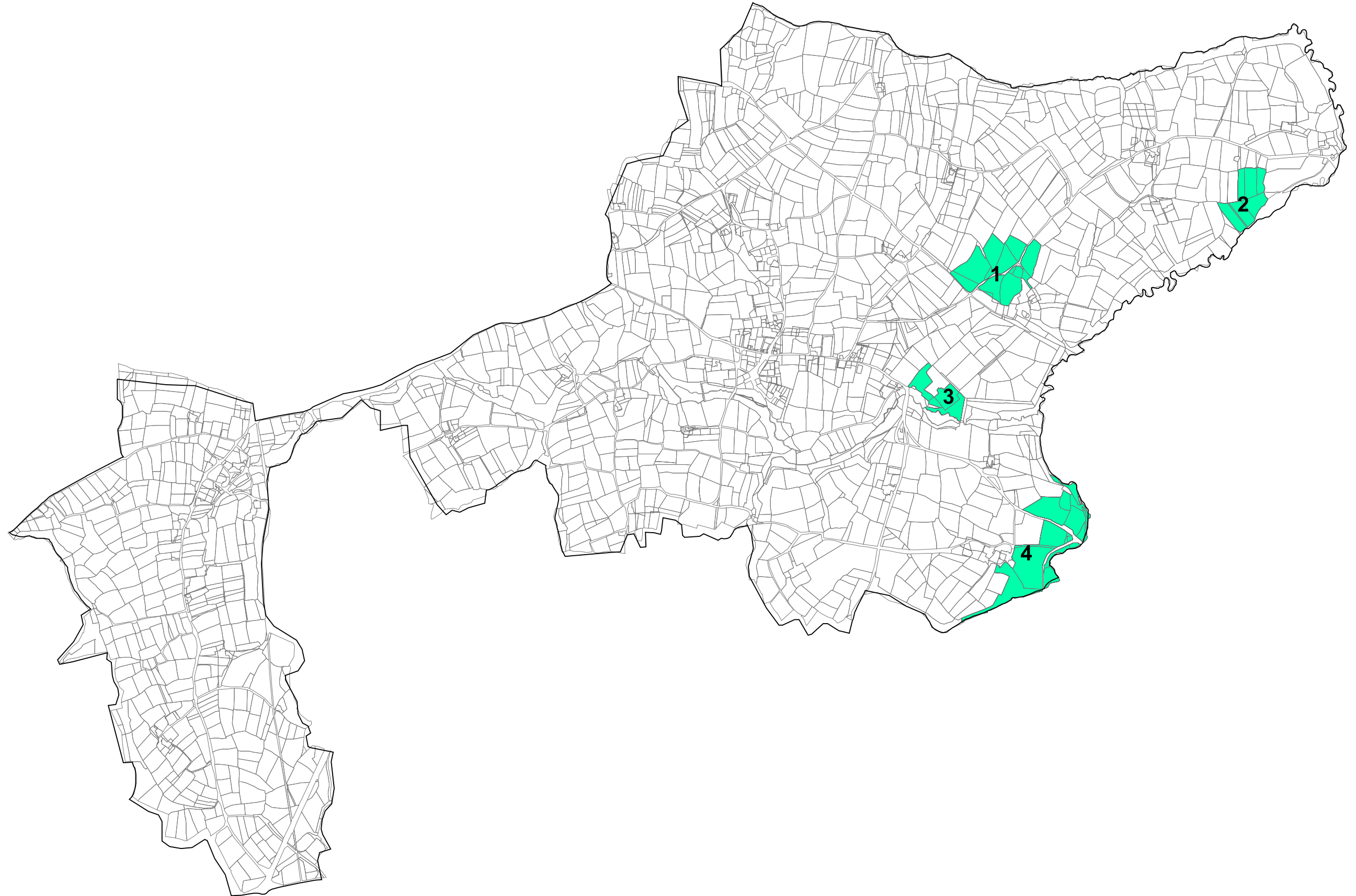
Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

## TREFLAOUENAN

| N° de Zone | Parcelles  | Identification de l'EA  |
|------------|--|---|
| 1          | 2017 : C.275;C.284;C.285;C.286;C.287;C.288;C.289;C.310;C.313;C.314;C.315;C.686;C.687                         | 1060 / 29 285 0001 / TREFLAOUENAN / PAR AL LEUR / PEN AR VALY / exploitation agricole / stèle funéraire / Second Age du fer |
| 2          | 2017 : C.177;C.180;C.185;C.893;C.894;C.895;C.896   | 7683 / 29 285 0002 / TREFLAOUENAN / COATNEMPREN / / occupation / Néolithique  |
| 3          | 2017 : C.1087;C.1088;C.945;C.946   | 22773 / 29 285 0004 / TREFLAOUENAN / KERMILIN / KERMILIN / château fort / Moyen-âge   |
| 4          | 2017 : C.437;C.439;C.440;C.441;C.442;C.443;C.444;C.445;C.446;C.447;C.448;C.449;C.454;C.455;C.456;C.457;C.912 | 20033 / 29 124 0005 / LESNEVEN / VOIE LESNEVEN/SAINT-POL-DE-LEON / Tracé intégral / voie / Moyen-âge                        |

**Zones de présomption de prescription archéologique  
de la commune de TREFLAOUENAN le 21/08/2018**







PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0149

portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Tréfléz  
(Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques identifiés et recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte de ces éléments du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Tréfléz, Finistère, concernée par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;

## ARRETE

**Article 1** : sur le territoire de la commune de Tréfléz, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 2** : dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 3 :** le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 4 :** le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 5 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 6 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 7 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Tréfléz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles

Michel ROUSSEL





# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

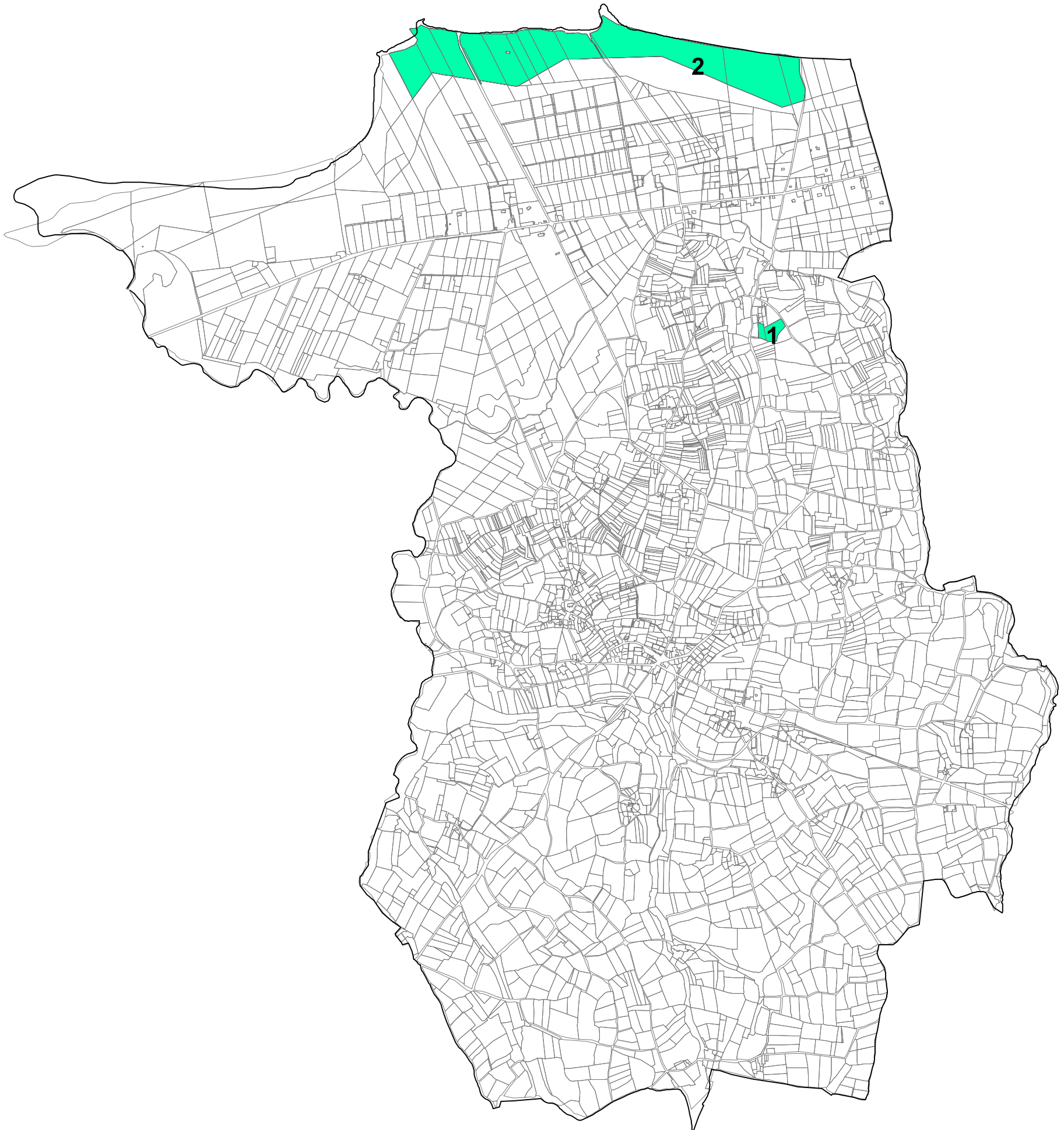
Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

## TREFLEZ

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA  |
|------------|---|---|
| 1          | 2017 : A.1011; A.1049   | 741 / 29 287 0001 / TREFLEZ / TOUL-LOUARN / TOULLOUARN / tumulus / stèle funéraire / Age du bronze - Age du fer |
| 2          | 2017 : AC.13;AC.14;AC.149;AC.150;AC.151;AC.152;AC.16;AC.18;AC.26;AC.27;AC.8;AD.228;AD.229;AD.69 | 1047 / 29 287 0006 / TREFLEZ / CHAPELLE SAINT GUEVROC / SAINT GUEVROC / cimetière / église / Haut moyen-âge     |
|            |   | 13128 / 29 287 0005 / TREFLEZ / KEREMMA / KEREMMA / occupation / Paléolithique moyen                            |

# Zones de présomption de prescription archéologique de la commune de TREFLEZ le 21/08/2018





PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Arrêté n°ZPPA-2018-0150

portant modification de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Rosporden (Finistère)

Le préfet de la région Bretagne,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L.522-3 à L.522-5 et sa partie réglementaire, articles R.523-1 à R.523-8, ainsi que le livre VI, article L.621-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.121-1, R.111-4, R.121-2, R.421-23, R.423-3, R.423-7 à R.423-9, R.423-24, R.423-59, R.423-69, R.425-31, R.423-69 ;

Vu le code l'environnement, notamment l'article L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest en date du 11/09/2018 ;

Vu l'arrêté n°ZPPA-2015-0332 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Rosporden (Finistère) en date du 18/06/2015 ;

Vu la nécessité de prendre en compte l'évolution du recensement des sites archéologiques dans la commune de Rosporden, Finistère, depuis le 18/06/2015 ;

Considérant d'une part la présence de vestiges archéologiques recensés sur le territoire communal et la présence de secteurs sensibles susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes, et d'autre part la nécessité d'assurer la prise en compte du patrimoine dans plusieurs zones du territoire de la commune de Rosporden, Finistère ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles ;



## ARRETE

**Article 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°ZPPA-2015-0332 du 18/06/2015 portant création de zone(s) de présomption de prescription archéologique dans la commune de Rosporden (Finistère).

**Article 2 :** sur le territoire de la commune de Rosporden, Finistère, sont délimitées des zones de présomption de prescription archéologique, répertoriées dans un tableau annexé au présent arrêté.

Ces zones sont localisées sur une carte de la commune, à l'échelle cadastrale, également annexée au présent arrêté.

**Article 3 :** dans ces zones toutes les demandes et déclarations listées ci-dessous doivent être transmises au préfet de la région Bretagne (Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie, 6 rue du Chapitre CS 24405, 35044 RENNES cedex) afin qu'elles soient instruites au titre de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine, sans seuil de superficie ou de profondeur :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme ;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme ;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du code de l'urbanisme ;
- réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- opérations de lotissement régies par les articles R. 442-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du code du patrimoine et R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine ;
- travaux d'affouillement, de nivellement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement ;
- travaux d'arrachage ou de destruction de souches ;
- travaux de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation.

**Article 4 :** le préfet de la région Bretagne peut, lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, demander au maire de lui communiquer le dossier en cours d'instruction.

**Article 5 :** le maire de la commune ou toute autre autorité compétente pour délivrer une autorisation, peut saisir le préfet de la région Bretagne d'un projet dont la transmission n'est pas obligatoire, en se fondant sur des éléments de localisation du patrimoine archéologique dont il a connaissance.

**Article 6 :** le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Finistère.

**Article 7 :** le présent arrêté et ses annexes (liste des zones de présomption de prescription archéologique et carte de la commune) seront tenus à disposition du public en mairie et à la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, service régional de l'archéologie.

**Article 8 :** le directeur régional des affaires culturelles et le service instructeur en charge de ces dossiers pour la commune de Rosporden sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le maire de la commune procédera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Rennes, le 17/09/2018

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles



Michel ROUSSEL



# LISTE DES ZONES DE PRESOMPTION DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE

Service régional de  
l'archéologie

mercredi 29 août 2018

## ROSPORDEN

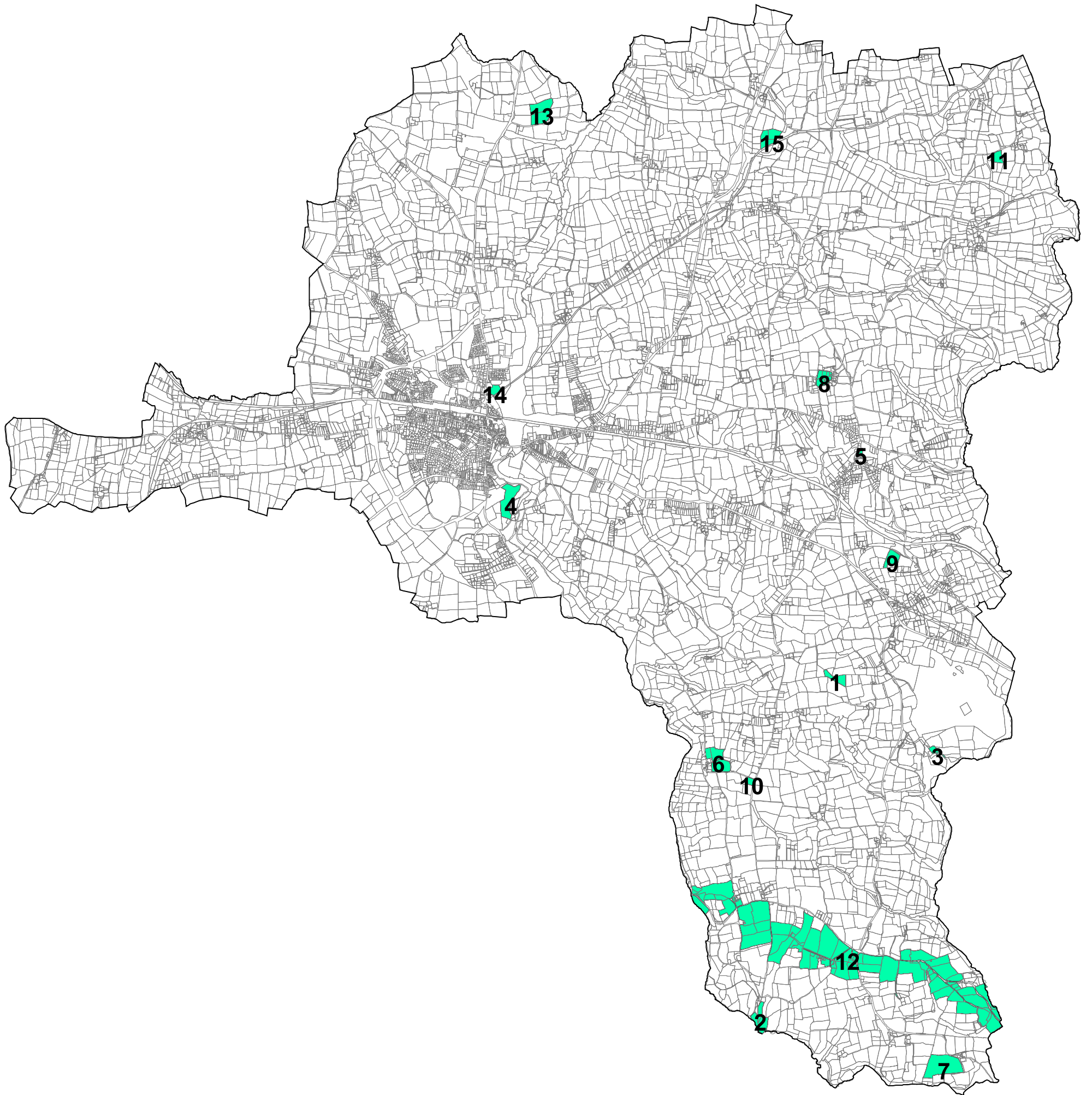
| N° de Zone | Parcelles                            | Identification de l'EA   |
|------------|--------------------------------------|--|
| 1          | 2018 : F.154                         | 4326 / 29 241 0001 / ROSPORDEN / POUL BRAN / POUL BRAN / tumulus / Age du bronze                       |
| 2          | 2018 : G.112;G.113;G.116;G.117;G.383 | 3775 / 29 241 0002 / ROSPORDEN / KASTEL GOLC'H / LE MOULIN GOEL / motte castrale / Moyen-âge classique |
| 3          | 2018 : F.1122; F.1125; F.1262        | 3776 / 29 241 0003 / ROSPORDEN / GOARLOT / GOARLOT / motte castrale / Moyen-âge classique              |

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA   |
|------------|---|--|
| 4          | 2018 : D.413  | 10307 / 29 241 0004 / ROSPORDEN / MOULIN DE COAT CANTON / MOULIN DE COAT CANTON / motte castrale / Moyen-âge classique               |
| 5          | 2018 : KB.99  | 3778 / 29 241 0005 / ROSPORDEN / LA TOURELLE / LE BOURG DE KERNEVEL / motte castrale / Moyen-âge classique                           |
| 6          | 2018 : H.1671;H.1685;H.714  | 3779 / 29 241 0006 / ROSPORDEN / KERJARIOU / KERJARIOU / occupation / Gallo-romain   |
| 7          | 2018 : G.541  | 11933 / 29 241 0009 / ROSPORDEN / KERANPERCHEC / KERANPERCHEC / Epoque indéterminée / enclos   |
| 8          | 2018 : C.1042;C.1043;C.1044;C.1046;C.1047;C.1182;C.1183;C.1184;C.1185;C.1294;C.1295;C.375;C.378 | 1494 / 29 241 0011 / ROSPORDEN / BUZIT BRAS / LA GRANDE BOISSIERE OU BUZIT BRAS / enceinte / fanum / Second Age du fer - Haut-empire |
| 9          | 2018 : E.726  | 15663 / 29 241 0012 / ROSPORDEN / KERREST / KERREST / Epoque indéterminée / enclos, fossé  |

| N° de Zone | Parcelles   | Identification de l'EA   |
|------------|---|--|
| 10         | 2018 : H.947  | 15664 / 29 241 0013 / ROSPORDEN / PARK KERROUZIC / PARK KERROUZIC / Epoque indéterminée / enclos, fossé                                    |
| 11         | 2018 : B.423  | 15712 / 29 241 0014 / ROSPORDEN / GORREQUER / GORREQUER / occupation / Gallo-romain  |
| 12         | 2016 :<br>F.1090;F.1172;F.1213;F.1216;F.1406;F.1407;F.483;F.484;F.485;F.486;F.487;F.488;F.498;F.502;F.503;F.505;G.1;G.166;G.179;G.180;G.182;G.19;G.197;G.20;G.207;G.208;G.21;G.210;G.211;G.222;G.224;G.225;G.24;G.25;G.3;G.338;G.348;G.370;G.38;G.386;G.387;G.388;G.389;G.39;G.390;G.399;G.40;G.41;G.410;G.414;G.418;G.420;G.45;G.46;G.466;G.467;G.47;G.476;G.477;G.48;G.49;G.512;G.515;G.53;G.56;G.563;G.564;G.565;G.566;G.567;G.569;G.570;G.571;G.59;G.6;G.62;G.64;G.65;G.66;G.7;G.70;G.73;G.74;G.75;G.412;G.568;H.1313;H.1314;H.1375;H.1376;H.1377;H.620;H.621;H.626;H.628;H.629;H.791 | 20587 / 29 241 0007 / ROSPORDEN / VOIE VANNES/QUIMPER / Section unique de Pont-Meya à Kerancornec / route / Gallo-romain - Période récente |
| 13         | 2018 : A.63. A.64   | 22639 / 29 241 0015 / ROSPORDEN / PENHUEL / PENHUEL / tumulus / Age du bronze  |
| 14         | 2018 : E.47   | 18390 / 29 241 0018 / ROSPORDEN / PEN AR PONT / PEN AR PONT / dépôt / Premier Age du fer   |
| 15         | 2018 : B.113;B.114;B.115  | 23405 / 29 241 0022 / ROSPORDEN / LA PETITE BOISSIERE / LA PETITE BOISSIERE / occupation / Mésolithique récent                             |



# Zones de présomption de prescription archéologique de la commune de ROSPORDEN le 28/08/2018





DIRECTION REGIONALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS  
DE BRETAGNE

**Décision d'implantation d'un débit de tabac  
sur la commune de GUIPAVAS 29490**

Le directeur régional des douanes et droits indirects de BRETAGNE

Vu l'article 568 du code général des impôts,

Vu le décret 2010-720 du 28 juin 2010 modifié relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés, pris spécialement dans ses articles 8 à 19,

Considérant la situation du réseau local des buralistes sur le secteur d'implantation envisagé,

Considérant que la Chambre syndicale des buralistes du Finistère a été régulièrement consultée;

Considérant le courrier de réponse de Monsieur le Sous-Préfet de MORLAIX en date du 6 mars 2018 relatif au respect de la zone protégée.

**DECIDE**

L'implantation d'un débit de tabac ordinaire permanent sur le quartier de Kerdanné situé sur la commune de Guipavas 29490.

En application des articles 14 à 19 du décret susvisé, l'attribution du débit de tabac sera effectuée prioritairement par appel à transfert, et à défaut, par appel à candidature.


Le présent arrêté sera transmis à la Préfecture du Finistère pour publication au recueil des actes administratifs conformément à l'article 8 du décret susvisé.



A Rennes le 27 septembre 2018  
Pour le directeur interrégional des douanes  
de Bretagne-Pays de Loire,  
par délégation,  
Le directeur régional des douanes de Bretagne,

  
Pascale BURONFOSSE-BJAÏ

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivant la date de la décision.

  
MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE BRETAGNE  
ET DU DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE**

Cité administrative  
Avenue Janvier  
BP 72102 - 35021 RENNES CEDEX 9

**ARRETE**

**Portant désignation des fonctionnaires habilités à exercer les fonctions de  
commissaire du gouvernement devant la juridiction de l'expropriation**

L'administrateur général des finances publiques, directeur régional des Finances publiques de la région Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'article R 212-1 du Code de l'expropriation ;

Vu le décret du 22 décembre 2016 portant nomination de M. Alain GUILLOUËT, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;

Vu la décision du directeur général des Finances publiques en date du 26 décembre 2016 fixant au 1<sup>er</sup> janvier 2017 la date d'installation de M. Alain GUILLOUËT dans les fonctions de directeur régional des Finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;

**ARRETE**

**Article 1er** : - Mme Virginie TABARY, inspectrice principale des finances publiques, et les agents suivants, en résidence à QUIMPER et à BREST (29) :

Mme Marie-Claire CHAPIN-JAULT, Inspectrice des Finances publiques ;

Mme Michèle CORRE, Inspectrice des Finances publiques ;

Mme Sylvie GARDETTE, Inspectrice des Finances publiques ;

M. Mikael GUYARD, Inspecteur des Finances publiques ;

Mme Béatrice PIRIOU, Inspectrice des Finances publiques ;

Mme Brigitte RUMAIN, Inspectrice des Finances publiques ;

sont désignées aux fins de me suppléer dans les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la Chambre des expropriations de la Cour d'Appel de RENNES pour les affaires relevant du département du Finistère ;

**Article 2** – Est abrogée la décision du 17 janvier 2018 portant désignation des fonctionnaires habilités à exercer les fonctions de commissaire de gouvernement devant la juridiction d'expropriation ;

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Finistère et affiché dans les locaux de la direction départementale des Finances publiques du Finistère et de la direction régionale des Finances publiques de la région Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;

Fait à Rennes, le 17 septembre 2018

L'administrateur général  
directeur régional des Finances publiques



Alain GUILLOUËT





**PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST**

**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR  
(SGAMI OUEST)**

**ARRETE**

**N° 18 - 45**

donnant délégation de signature  
à Monsieur Patrick DALLENNES  
Préfet délégué pour la défense et la sécurité  
auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST  
PRÉFET D'ILLE- ET-VILAINE**

VU le code de la défense,

VU le code de la sécurité intérieure,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale,

VU le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la Police nationale et notamment ses articles 32 et 33,

VU le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la Police nationale,

VU le décret n° 2002-916 du 30 mai 2002 modifié relatif aux secrétariats généraux pour l'administration de la Police,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

VU le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté Égalité Fraternité*

VU le décret n° 2010-225 du 4 mars 2010 portant modifications de certaines dispositions du code de la défense relatives aux préfets délégués pour la défense et la sécurité, aux états majors interministériels de zone de défense et de sécurité, aux délégués et correspondants de zone de défense et de sécurité et à l'outre-mer ainsi que certaines dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration de la Police et certaines dispositions du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n°2014-1182 du 13 octobre 2014 modifiant le décret n°2006-1780 du 23 décembre 2006 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

VU le décret n° 2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

VU le décret n° 2015-1625 du 10 décembre 2015 relatif à la composition des zones de défense et de sécurité, des régions de gendarmerie et des groupements de gendarmerie départementale ;

VU le décret du 10 février 2016 nommant Patrick DALLENNES, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU le décret du 21 avril 2016 nommant Christophe MIRMAND, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels techniques et spécialisés du ministère de l'intérieur ;

VU l'arrêté ministériel du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains ouvriers d'État du ministère de l'intérieur ;

VU l'arrêté ministériel du 27 janvier 2015 modifiant l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité ;

VU l'arrêté ministériel du 27 janvier 2015 modifiant l'arrêté du 24 août 2000 fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juin 2015 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement des apprentis du ministère de l'intérieur ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 12-10 du 19 avril 2012 portant organisation de la préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-134 du 10 novembre 2015 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

VU la décision du 5 octobre 2016, désignant François JOUANNET en tant que correspondant du responsable du site pour la délégation régionale de Tours ;

VU la décision du 24 août 2018 affectant Isabelle ARRIGHI, sous-préfète, auprès du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine, en qualité d'adjointe au secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur, à compter du 3 septembre 2018 ;

VU la circulaire du 18 novembre 1987 relative aux délégations de signature consenties par l'autorité préfectorale pour l'application de l'article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée ;  
SUR proposition du préfet délégué pour la défense et la sécurité,

## ARRETE

### ARTICLE 1er

Délégation de signature est donnée à Patrick DALLENNES, préfet délégué pour la défense et la sécurité, dans la limite des attributions conférées au préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine, par les décrets susvisés pour tous actes, arrêtés, décisions ou tous documents concernant le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest et relatifs notamment :

- à la gestion administrative et financière des personnels relevant du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest,
- au recrutement et à la signature des contrats des apprentis en fonction dans les services du SGAMI et les services de police de la zone de défense et de sécurité Ouest,
- à l'instruction, au règlement amiable ou au contentieux des affaires relevant de la compétence du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest. Dans les mêmes limites, le préfet délégué est habilité à correspondre directement avec l'agent judiciaire de l'État dans les actions portées devant les tribunaux judiciaires et à signer les mémoires en réponse devant les juridictions administratives,
- à la gestion administrative et financière de l'immobilier de la police nationale et notamment :
  - aux actes de location, d'acquisition ou d'échange de propriété passés par France Domaine ;
  - à l'approbation des conventions portant règlement d'indemnités de remise en état d'immeubles ;
  - aux concessions de logement au profit de personnels relevant de la direction générale de la police nationale ;
- à la gestion du patrimoine immobilier de la gendarmerie,
- à la gestion administrative et financière des moyens matériels de la police nationale et notamment à l'approbation des procès-verbaux de perte ou de réforme des matériels quelle qu'en soit la valeur,
- au titre de pouvoir adjudicateur, dans les limites fixées par le décret du 1<sup>er</sup> août 2006, de tous marchés de travaux, de fournitures, ou de services ainsi que tout avenant à ces marchés – dits « formalisés » ou « adaptés », y compris les avenants des marchés préalablement passés par la région de gendarmerie de la zone de défense et de sécurité Ouest,
- aux agréments et acceptations de paiement des conditions des sous-traitants des marchés de travaux, de fournitures, ou de services pris pour le compte du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest ou pour celui des services de police et de gendarmerie,
- à l'exécution des opérations de dépenses et de recettes relevant de la compétence du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest, agissant pour son propre compte ou pour celui des services de police de la gendarmerie et des systèmes d'information et de communication,
- aux décisions rendant exécutoires les titres de perception de régularisation, de réduction et d'annulation qu'il émet et d'admettre en non-valeurs les créances irrécouvrables,
- dans le cadre de l'exercice du contrôle financier déconcentré, sont soumis au visa du préfet délégué pour la défense et de la sécurité :
  - les demandes d'autorisation préalable de procéder à des engagements juridiques dans le cadre du pouvoir adjudicateur,
  - les observations formulées par le contrôleur financier déconcentré,
  - le compte rendu d'utilisation de ces crédits transmis au contrôleur financier.

Délégation de signature est donnée à Patrick DALLENNES, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, pour tous arrêtés, décisions et actes relevant des attributions du service des systèmes d'information et de communication.

### ARTICLE 2

Demeurent soumis à la signature du Préfet de zone de défense et de sécurité:

- les ordres de réquisition de paiement prévus par l'article 66 alinéa 2 du décret du 29 décembre 1962,
- les demandes et les décisions de passer outre les refus de visas à l'engagement de dépenses émis par le directeur régional des finances publiques.

### **ARTICLE 3**

En cas d'absence ou d'empêchement de Patrick DALLENNES, délégation de signature est donnée à Isabelle ARRIGHI, adjointe au secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest, pour tout ce qui concerne l'article 1<sup>er</sup>.

### **ARTICLE 4**

Délégation de signature est en outre donnée à Isabelle ARRIGHI pour :

- toutes les correspondances et pièces administratives courantes relevant de l'administration du ministère de l'intérieur à l'exclusion des courriers adressés aux élus,
- la signature, au titre du « pouvoir adjudicateur », dans les limites fixées par les décrets n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense et de sécurité, de tous marchés de travaux, de fournitures, ou de services, ainsi que tout avenant à ces marchés – dits « formalisés » ou « adaptés », passés par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest, pour son compte ou pour celui des services de police et de gendarmerie,
- des décisions d'ester en justice.

### **ARTICLE 5**

Délégation de signature est donnée à :

❖ Stéphane PAUL, chef de cabinet, pour :

- les devis, le service fait et les expressions de besoins n'excédant pas 5 000 € HT se rapportant à l'unité opérationnelle (UO) SGAMI Ouest,
- les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus ou à une autorité de l'administration centrale,
- les accusés de réception,
- la gestion administrative du personnel du cabinet (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement),

❖ Christophe SCHOEN, chef du bureau zonal des moyens,

❖ Sylvie GILBERT, chef du bureau du secrétariat général, pour :

- les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus ou à une autorité de l'administration centrale,
- les accusés de réception,
- la gestion administrative de leur bureau (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement),

Délégation de signature est donnée à Christophe SCHOEN, Morgane THOMAS, Anne DUBOIS, Cécile DESGUERET, bureau des moyens, pour la constatation du service fait pour les commandes se rapportant à l'unité opérationnelle SGAMI Ouest.

Délégation est donnée à Anne-Marie FORNIER, Morgane THOMAS, Sabine VIEREN, Maurice BONNEFOND, Djamilla BOUSCAUD, Christine GUICHARD et Gwenaël POULOUIN, Nadège MONDJII et Frédéric STARY pour effectuer des achats par carte achat, dans la limite du plafond qui lui est autorisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de Stéphane PAUL, délégation de signature est donnée à Christophe SCHOEN, chef du bureau zonal des moyens pour les devis et les expressions de besoins n'excédant pas 5 000 € HT se rapportant à l'unité opérationnelle (UO) SGAMI Ouest.

### **ARTICLE 6**

Délégation de signature est donnée à Catherine DUVAL, directrice des ressources humaines, pour :

- les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus,
- les accusés de réception,
- les arrêtés et documents relatifs à la gestion administrative des personnels et à la gestion des ressources humaines relevant du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest,
- les arrêtés portant octroi de congés de maladie et de mise en disponibilité d'office pour raison médicale,
- les arrêtés portant reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents, sauf en cas d'avis divergents ou défavorables,

- les attestations de l'employeur et relevés destinés aux personnels ou aux organismes sociaux et bancaires (sécurité sociale, instituts de retraite complémentaire, caisses de prêts, etc.),
- la gestion administrative de la direction des ressources humaines (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement),
- les expressions de besoins et conventions de réservation des salles pour les examens et concours,
- les conventions avec les organismes de formation,
- les états liquidatifs de traitements, salaires, prestations familiales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Catherine DUVAL, délégation de signature est donnée à Anne-Gaël TONNERRE, adjointe à la directrice des ressources humaines pour tout ce qui concerne le présent article.

#### **ARTICLE 7**

Délégation de signature est donnée à :

- ❖ Sébastien GASTON, chef du bureau zonal du recrutement,
- ❖ Laurence PUIL, chef du bureau zonal des personnels administratifs, techniques et scientifiques,
- ❖ Marc GODFROID, chef du bureau zonal des personnels actifs, adjoints de sécurité et de la réserve,
- ❖ Marc THEBAULT, chef du pôle d'expertise et de services,
- ❖ Bertrand QUERO, chef du bureau zonal des affaires médicales,

pour :

- les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus ou à une autorité de l'administration centrale et des actes faisant grief,
- les correspondances préparatoires des commissions de réforme,
- les ampliations d'arrêtés, copies, extraits de documents, accusés de réception,
- la gestion administrative de leur bureau (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement),
- les états liquidatifs des traitements, salaires, prestations sociales et familiales, vacances et frais de mission et de déplacement dus aux personnels rémunérés sur le budget de l'État et gérés par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur, ou à leurs ayants-droits,
- les attestations de l'employeur et relevés destinés au personnel ou aux organismes sociaux et bancaires (sécurité sociale, instituts de retraite complémentaire, caisse de prêts, etc.),
- les liquidations et visas des factures relatives à la prise en charge par l'administration, à la suite d'un accident reconnu imputable au service ou d'une maladie, de tout agent relevant de la compétence du bureau des affaires médicales.

Délégation de signature est donnée à Aude LOMBARD, adjointe au chef du bureau zonal des personnels administratifs, techniques et scientifiques à la délégation régionale de Tours, pour :

- les correspondances courantes à l'exception de :
  - celles adressées à des élus ou à une autorité de l'administration centrale,
  - des actes faisant grief,
  - les convocations à toutes réunions et toutes instances,
- les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement pour les agents placés sous son autorité,
- les attestations de l'employeur et relevés destinés au personnel et aux organismes sociaux et bancaires (sécurité sociale, instituts de retraite complémentaire, caisse de prêts, etc.).

Délégation de signature est donnée à Nadège BENNOIN, adjointe au chef du bureau des personnels actifs, adjoints de sécurité et de la réserve à la délégation régionale de Tours, pour les bordereaux de transmission relatifs aux envois de dossiers individuels de fonctionnaires mutés hors zone, aux envois d'arrêtés individuels pour notification aux fonctionnaires concernés et aux envois d'états de service fait de la réserve civile contractuelle.

Délégation de signature est donnée à Anne-Gaël TONNERRE, adjointe à la directrice des ressources humaines pour toutes les correspondances courantes relevant de ses domaines de compétences.

#### **ARTICLE 8**

En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation consentie aux chefs de bureau de la direction des ressources humaines par l'article 7 est exercée par :



- Aude LOMBARD, adjoint au chef du bureau zonal des personnels administratifs, techniques et scientifiques à la délégation régionale de Tours (à l'exception de la signature des ordres de mission),
- Florent CHAPELAIN, adjoint au chef du bureau zonal des personnels administratifs, techniques et scientifiques (à l'exception de la signature des ordres de mission),
- Marc LAROYE, adjoint au chef du pôle d'expertise et de services (à l'exception de la signature des ordres de mission),
- Françoise FRISCOURT, adjointe au chef de bureau zonal des affaires médicales (à l'exception de la signature des ordres de mission),
- Brigitte BEASSE, adjointe au chef du bureau des personnels actifs, adjoints de sécurité et de la réserve (à l'exception de la signature des ordres de mission),
- Delphine BIGNAN, adjointe au chef du bureau zonal du recrutement.

Pour le pôle d'expertise et de services,, en cas d'absence ou d'empêchement du chef de bureau et de son adjoint, la délégation consentie au chef de bureau par l'article 7 est exercée, à l'exception de la signature des ordres de mission par :

- Nicole PIHERY, responsable du contrôle interne du pôle d'expertise et de services.,

Est donnée délégation de signature à Françoise TUMELIN, pour les liquidations et visas des factures relatives à la prise en charge par l'administration, à la suite d'un accident reconnu imputable au service ou d'une maladie, de tout agent relevant de la compétence du bureau des affaires médicales.

Pour les états liquidatifs de traitements et salaires (RIB, état des émoluments, attestations de traitement), la délégation de signature est donnée à :

- Nicole VAUTRIN, Eugénie GIBET et Isabelle LE VAILLANT chefs des sections « paie des personnels actifs »,
- Yann AMESTOY, chef de section « paie des personnels PATSSOE »,
- Sylvie PITEL, chef de la section « transverse » jusqu'au 16 septembre 2018 puis, à compter du 17 septembre 2018, à Emmanuel RATEL qui lui succède en qualité de chef de la section « transverse ».

En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation consentie à Sylvie PITEL puis à Emmanuel. RATEL à compter du 17 septembre 2018 est exercée par Bernadette LE PRIOL, adjointe à la chef de section « transverse ».

Délégation de signature est donnée à Sabrina MARTIN-ROUXEL, animatrice de formation, pour les correspondances courantes, les accusés de réception et visas de demandes de formation des personnels du SGAMI Ouest.

## **ARTICLE 9**

Délégation de signature est donnée à Marguerite KERVELLA , directrice de l'administration générale et des finances, pour :

- les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus,
- les accusés de réception,
- la gestion administrative de la direction de l'administration générale et des finances (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement),
- toute demande d'assistance juridique présentée par des fonctionnaires ou leurs ayants droits victimes de menaces, de violence, de voies de fait, d'injures, de diffamations ou d'outrages, à l'exception de celles mettant en cause les fonctionnaires de police ainsi que les décisions refusant l'octroi de la protection fonctionnelle,
- les actes préparatoires au règlement amiable des affaires en réparation civile de l'État, à l'exclusion des décisions supérieures à 10 000 € HT,
- en matière d'indemnisation des victimes d'accident de la circulation impliquant les véhicules ou les personnels affectés dans les services de police ou de gendarmerie implantés dans la zone de défense et de sécurité Ouest pour toute offre inférieure à 10 000 € HT,
- en matière d'indemnisation des personnels de la police nationale et de la gendarmerie nationale victimes de dommages volontaires ou accidentels lors de leurs missions ou du fait de leur qualité pour tout règlement inférieur à 10 000 € HT,
- le service d'ordre indemnifié police.

Délégation de signature est consentie à Marguerite KERVELLA, en tant qu'ordonnatrice secondaire agissant pour le compte des services prescripteurs, pour :

- les procédures relatives aux fournitures et services inférieures ou égales à 25 000 € HT et l'ensemble des modifications associées,
- les engagements juridiques n'excédant pas 50 000 € HT,
- l'exécution des opérations de dépenses,
- les actes préparatoires à l'exécution des titres de perception n'excédant pas 50 000 € HT,
- les décisions rendant exécutoires les titres de perception,
- les admissions en non-valeur relatives aux créances irrécouvrables,
- les ordres de paiement relatif aux baux et au remboursement du trésorier militaire.

En cas d'absence et d'empêchement de Marguerite KERVELLA, délégation de signature est donnée à Gaëlle HERVE, adjointe à la directrice de l'administration générale et des finances pour tout ce qui concerne le présent article.

#### **ARTICLE 10**

Délégation de signature est donnée à :

- ❖ Gérard CHAPALAIN, chef du bureau zonal des budgets,
- ❖ Jérôme LIEUREY, chef du bureau zonal des achats et des marchés publics,
- ❖ Sophie CHARLOU, adjointe au chef du bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes, assurant l'intérim du chef de bureau du 15 juin au 31 août 2018,
- ❖ François BOZZI, chef du bureau des affaires juridiques.

pour :

- les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus ou à une autorité de l'administration centrale et des actes faisant grief,
- les accusés de réception,
- les congés du personnel,
- les ordres de mission, certification des états déclaratifs de frais de déplacement des personnels de leur bureau.

#### **ARTICLE 11**

Dans le cadre de ses attributions, délégation de signature est donnée à Gérard CHAPALAIN, chef du bureau zonal des budgets pour :

- la liquidation des frais de mission et de déplacement par les régies (Rennes et Tours),
- la facturation des services d'ordre indemnisé et des contributions et pénalités dues par les abonnés aux alarmes de police et par les sociétés de surveillance,
- la liquidation des frais de changement de résidence des agents du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Ouest, des services de police et des personnels administratifs de la gendarmerie.

En cas d'absence de Gérard CHAPALAIN, délégation de signature est donnée à Guillaume LE TERRIER, pour toutes les pièces susvisées.

#### **ARTICLE 12**

Dans le cadre de ses attributions, délégation de signature est donnée à Jérôme LIEUREY, chef du bureau zonal des achats et des marchés publics, pour :

- les certificats et visas de pièces et documents relatifs à la préparation, à l'exécution et au suivi des marchés publics ou aux avenants à ces marchés par le bureau zonal des achats et marchés publics,
- les certificats et visas de pièces et documents relatifs à la gestion des cartes achat.

En cas d'absence de Jérôme LIEUREY, délégation de signature est donnée à François HOTTON, adjoint au chef de bureau, Valérie POULAIN, cheffe du pôle travaux (à compter du 10 septembre 2018) et à Nathalie HENRIO-COUVRAND, consultante juridique, pour toutes les pièces susvisées.

### **ARTICLE 13**

Dans le cadre de ses attributions, délégation de signature est donnée à François BOZZI, chef du bureau des affaires juridiques, pour:

- toute demande d'assistance juridique présentée par des fonctionnaires ou leurs ayants droits victimes de menaces, de violence, de voies de fait, d'injures, de diffamations ou d'outrages, à l'exception de celles présentant un caractère particulièrement sensible, mettant en cause les fonctionnaires de police ainsi que les décisions refusant l'octroi de la protection fonctionnelle,
- les actes préparatoires au règlement amiable des affaires en réparation civile de l'État à l'exclusion de ceux dont le montant est supérieur à 5 000 € HT,
- en matière d'indemnisation des victimes d'accident de la circulation impliquant les véhicules ou les personnels affectés dans les services de police ou de gendarmerie implantés dans la zone de défense et de sécurité Ouest pour toute offre inférieure à 5 000 € HT,
- les actes préparatoires à l'exécution des titres de perception jusqu'à 5 000 € HT,
- en matière d'indemnisation des personnels de la police nationale et de la gendarmerie nationale victimes de dommages volontaires ou accidentels lors de leurs missions ou du fait de leur qualité pour tout règlement inférieur à 5 000 € HT.

En cas d'absence de François BOZZI, délégation de signature est exercée par Sophie BOUDOT, adjointe au chef du bureau des affaires juridiques pour toutes les pièces susvisées.

- Délégation de signature est donnée à :  
Alain ROUBY, Nathalie BARTEAU, Anne ALLIX, Guylaine JOUNEAU, Laurence CHABOT, Katia MOALIC, Françoise EVEN, Marie-Hélène GOURIOU, Martine PICOT, Ursula URVOY, Sophie LESECHE, Isabelle DAVID, Chantal SIGNARBIEUX, Jacqueline CLERMONT, Catherine BENARD, Roland Le GOFF, Romain GUEHO et Brigitte DUPRET pour les demandes de pièces ou d'information.

### **ARTICLE 14**

1 – Au titre des programmes dont les crédits sont délégués au SGAMI Ouest, délégation de signature, en tant qu'ordonnateur secondaire, est donnée pour la validation électronique de l'engagement juridique, de la certification du service fait, des demandes de paiement, des ordres de payer et des ordres de recette dans le progiciel comptable intégré CHORUS à :

Antoinette GAN, chef du bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes.

Antoinette GAN peut subdéléguer la délégation de signature qui lui est consentie au présent paragraphe. Copie de cette décision est adressée au préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de zone de défense et de sécurité Ouest, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, et aux comptables assignataires concernés. Elle sera publiée dans les mêmes conditions que le présent arrêté.

2 – Délégation de signature est donnée à Antoinette GAN, en tant qu'ordonnateur secondaire agissant pour le compte des services prescripteurs, pour :

- les engagements juridiques n'excédant pas 50 000 € HT,
- l'exécution des opérations de dépenses,
- les décisions rendant exécutoires les titres de perception,
- les admissions en non-valeur relatives aux créances irrécouvrables,
- les ordres de paiement relatifs aux baux et au remboursement du trésorier militaire.

En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation consentie à Antoinette GAN est exercée par :

- Sophie CHARLOU, adjointe au chef de bureau pour toutes les pièces susvisées,
- Sophie AUFFRET, responsable de la comptabilité auxiliaire et des immobilisations, pour toutes les pièces susvisées à l'exception des décisions rendant exécutoires les titres de recettes et des engagements juridiques supérieurs à 20 000 € HT,
- Christophe LE NY, chef des dépenses courantes du bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes, et Solène LAVENANT, adjointe au chef des dépenses courantes du bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes pour toutes les pièces susvisées à l'exception des décisions rendant exécutoires les titres de recettes et des bons de commande supérieurs à 20 000 € HT,

- Véronique TOUCHARD, Rémi BOUCHERON, Emmanuel MAY et Didier CARO, adjudants-chefs ; Loïc POMMIER, Olivier BERNABE, et Marie MENARD adjudants; Edwige COISY, maréchale des logis-chef ; Florence BOTREL, Eliane CAMALY, Isabelle CHERRIER, Carole DANIELOU, Marlène DOREE, Yannick DUCROS, Anne DUBOIS, Alan GAIGNON, Benjamin GERARD, Marie-Anne GUENEUGUES et Claire REPESSE, placés sous l'autorité du chef du bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes pour les pièces susvisées à l'exception des engagements juridiques supérieurs à 20 000 € HT,
- Valérie CORPET, Philippe KEROUASSE, maréchaux des logis-chefs ; Cyril AVELINE, Olivier BENETEAU, Ghislaine BENTAYEB, Delphine BERNARDIN, Stéphanie BIDAULT, Nathalie BOUEXEL, Annie BOUTROS, Angélique BRUEZIERE, Guillaume CAIGNET, Jean-Michel CHEVALLIER, Christelle CHENAYE, Sabrina CORREA, Fabienne DO-NASCIMENTO, Franck EVEN, David FUMAT, Pascal GAUTIER, Sébastien GIRAULT, Olivier GUILLOU, Jeannine HERY, Huriye KACAR, Kristell LANCELOT, Alain LEBRETON, Myriam LEFAUX, Line LEGROS, Annick LERAY, Fauzia LODS, Hélène MARSAULT, Noémie NJEM, Fabienne NICOLAS, Régine PAÏS, Aurélie PELLIEUX, Blandine PICOUL, Michel POIRIER, Christine PRODHOMME, Lætitia RAHIER, Frédéric RICE, Emmanuelle SALAUN, Sylvie SALM, Julien SCHMITT, Colette SOUFFOY, et Fabienne TRAUILLÉ, placés sous l'autorité du chef du bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes pour les pièces susvisées à l'exception des engagements juridiques supérieurs à 2 000 € HT.
- Didier Caro et Marie-Anne GUENEUGUES pour les titres de recettes n'excédant pas 20 000 € HT.

#### **ARTICLE 15**

Délégation de signature est donnée à Philippe CHAMP, chef des services techniques, directeur de l'immobilier, pour les documents relatifs à :

- la gestion administrative de la direction de l'immobilier (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement),
- la validation des expressions de besoins relatives aux marchés ainsi qu'aux ateliers d'entretien immobilier, et aux ordres de service correspondants dont l'incidence est inférieure ou égale à 25 000 € HT, avant transmission à la plate-forme Chorus pour la création d'un engagement juridique,
- la réception des marchés de prestations intellectuelles et de travaux,
- les rapports d'analyse des offres,
- les déclarations de sous-traitants,
- les ordres de service de démarrage des périodes de préparation ou d'exécution des marchés,
- les procédures de travaux et de prestations intellectuelles inférieures ou égales à 25 000 € HT et l'ensemble des modifications associées,
- les cahiers des clauses techniques particulières,
- les exemplaires uniques,
- les décomptes généraux définitifs,
- les correspondances adressées aux bailleurs des immeubles de la police nationale,
- les documents dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme (permis de construire, les déclarations préalables, les autorisations de modifications des ERP ...),
- les correspondances adressées aux services techniques des collectivités dans le cadre de l'instruction des autorisations administratives (permis de construire, déclarations préalables...),
- les correspondances adressées aux chefs de services de police et de gendarmerie dans le cadre de la conduite des dossiers immobiliers (expression des besoins, validation des études de conception...),
- les correspondances adressées aux services de l'État (DEPAFI, DRCPN, DGGN, Préfectures, lorsque ces correspondances concernent la conduite des opérations immobilières...).

En cas d'absence ou d'empêchement de Philippe CHAMP, délégation de signature est donnée au Lieutenant Colonel Christian LEFRÈRE, adjoint au directeur de l'immobilier, pour tout ce qui concerne le présent article.

#### **ARTICLE 16**

Délégation de signature est donnée à Alain DUHAYON, chef du bureau de la maîtrise d'ouvrage, ingénieur principal des services techniques, pour les documents relatifs à :

- la gestion administrative du bureau de la maîtrise d'ouvrage (notamment ordres de missions, congés, états de frais de déplacement),
- la validation des expressions de besoins relatives aux marchés ainsi qu'aux ateliers d'entretien immobilier, et aux ordres de service correspondants dont l'incidence est inférieure à 5 000 € HT, avant transmission à la plate-forme Chorus pour la création d'un engagement juridique,
- la réception des marchés de prestations intellectuelles et de travaux,
- les rapports d'analyse des offres,
- les déclarations de sous-traitants,
- les ordres de service de démarrage des périodes de préparation ou d'exécution des marchés,
- les cahiers des clauses techniques particulières,
- les exemplaires uniques,
- les décomptes généraux définitifs,
- les documents dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme (permis de construire, les déclarations préalables, les autorisations de modifications des ERP...),
- les correspondances adressées aux services techniques des collectivités dans le cadre de l'instruction des autorisations administratives (permis de construire, déclarations préalables...),
- les correspondances adressées aux services de prévention et de contrôle dans le cadre de l'exécution des opérations (inspection du travail, OPPBTP, CRAM...).

En cas d'absence ou d'empêchement d'Alain DUHAYON, délégation de signature est donnée à Sébastien LEULLIETTE adjoint au chef du bureau de la maîtrise d'ouvrage, pour tout ce qui concerne le présent article.

#### **ARTICLE 17**

Délégation de signature est donnée à Catherine GUILLARD, chef du bureau du patrimoine et du contrôle interne, pour les documents relatifs à :

- la gestion administrative du bureau de la gestion administrative du patrimoine (notamment ordres de missions, congés, état de frais de déplacement),
- les correspondances adressées aux bailleurs des immeubles de la police nationale,
- les correspondances adressées aux services de France domaine.

#### **ARTICLE 18**

Délégation de signature est donnée à Baptiste VEYLON, chef du bureau des finances et des marchés immobiliers, ingénieur des services techniques, pour les documents relatifs à :

- la gestion administrative du bureau des finances et des marchés immobiliers (notamment ordres de missions, congés, état de frais de déplacement),
- les correspondances adressées aux entreprises,
- la validation des expressions de besoins relatives aux marchés ainsi qu'aux ateliers d'entretien immobilier, et aux ordres de service correspondants dont l'incidence est inférieure à 5 000 € HT, avant transmission à la plate-forme Chorus pour la création d'un engagement juridique,
- les rapports d'analyse des offres,
- les déclarations de sous-traitants,
- les ordres de service de démarrage des périodes de préparation ou d'exécution des marchés,
- la réception des marchés de prestations intellectuelles et de travaux,
- les exemplaires uniques,
- les décomptes généraux définitifs.

#### **ARTICLE 19**

Délégation de signature est donné à Jean-Luc FROUIN, chef du bureau de la gestion technique du patrimoine tous secteurs, ingénieur principal des services techniques pour les documents relatifs à la gestion administrative des chefs de secteurs et leur adjoint et notamment leurs ordres de mission, leurs états déclaratifs de frais de déplacement, leurs demandes de congés et leurs autorisations d'absence ainsi que les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus.

Délégation de signature est donnée à Guillaume SANTIER, chef du service interrégional de travaux Bretagne Pays de la Loire, François JOUANNET, chef du service régional de travaux Centre-Val-de-Loire, Fabrice DUR, chef du service régional de travaux des départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne et Annie CAILLABET, chef du service régional de travaux pour les départements de Seine-Maritime et de l'Eure, pour les documents relatifs à :

- la gestion administrative de leur secteur (notamment ordres de missions, congés, état de frais de déplacement),
- la validation des expressions de besoins relatives aux marchés ainsi qu'aux ateliers d'entretien immobilier, et aux ordres de service correspondants dont l'incidence est inférieure à 5 000 € HT, avant transmission au bureau des dépenses et des recettes pour procéder à l'engagement juridique préalablement à la notification aux fournisseurs,
- la réception des marchés de prestations intellectuelles et de travaux,
- les documents dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme (permis de construire, les déclarations préalables, les autorisations de modifications des ERP...),
- les correspondances adressées aux services techniques des collectivités dans le cadre de l'instruction des autorisations administratives (permis de construire, déclarations préalables...),
- les correspondances adressées aux services de prévention et de contrôle dans le cadre de l'exécution des opérations (inspection du travail, OPPBTP, CRAM...).

En cas d'absence ou d'empêchement de François JOUANNET, délégation de signature est donnée à Jean-Louis JOUBERT, adjoint au chef du service régional de travaux Centre / Val-de-Loire, pour tout ce qui concerne le présent article.

En cas d'absence ou d'empêchement de Annie CAILLABET, délégation de signature est donnée à Gilles STRAUB, adjoint au chef du service régional de travaux pour les départements de Seine-Maritime et de l'Eure, pour tout ce qui concerne le présent article.

#### **ARTICLE 20**

Délégation de signature est donnée à Annie CAILLABET, François JOUANNET, Fabrice DUR, Thomas LIDOVE, Guillaume SANTIER, Jonathan GARCIA, Franck LORANT, Christophe LANG, Michel CLOTEAUX, Jean-Louis JOUBERT, Sandrine BEIGNEUX, Dominique EMERIAU, Stéphane BERTRAND, Olivier LINOT, Dominique DORCHY, Audrey GROSHENY, Alain DUHAYON, Hervé HAMON, Sébastien LEULLIETTE, Raphaël BARRETEAU, Jean-François ROYAN, Annie LOCHKAREFF, Renaud DUBOURG, Florence LEPESANT, Jessica LE QUERRIOU, Jean-Louis RIDARD, Sylvie EVEN, Camille DURIGON, David CELESTE, Sylvain GARNIER, Franck BOIROT, Ludovic ROUSSEAU, Gilles STRAUB, Tiphaine RANNOU-LERAY pour les documents relatifs à :

- la constatation du service fait pour les marchés de prestations intellectuelles et de travaux.

#### **ARTICLE 21**

Délégation de signature est donnée à Yves BINARD, chef des services techniques, directeur de l'équipement et de la logistique, pour :

- les correspondances courantes à l'exception de celles adressées à des élus,
- la gestion administrative de la direction de l'équipement et de la logistique (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement, états relatifs aux éléments variables de paie),
- les documents relatifs à la gestion administrative et technique des opérations de la compétence de la direction de l'équipement et de la logistique :
  - la validation des cahiers des clauses techniques particulières relatifs aux marchés de fournitures, de service, de prestations intellectuelles et de travaux,
  - la validation des expressions de besoins dans la limite de 25 000 € HT,
  - les ordres de service ou fiches techniques de modification effectués dans le cadre des marchés de travaux ou de service avant transmission au bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes pour procéder à l'engagement juridique préalablement à la notification aux entreprises,
  - les projets de décompte généraux définitifs dans le cadre de la procédure des marchés,
  - la validation des rapports d'analyse technique des marchés,

- les documents relatifs à la gestion administrative et technique des matériels de la police nationale et de la gendarmerie nationale :
  - l’approbation de procès-verbaux de perte ou de réforme de matériels, y compris les armes et véhicules dès lors que ceux-ci sont inscrits à un plan de renouvellement approuvé,
  - les ordres d’entrée et de sortie des matériels détenus en magasin.

En cas d’absence ou d’empêchement de Yves BINARD, délégation de signature est donnée à Pascal RAOULT, adjoint au directeur de l’équipement et de la logistique, pour tout ce qui concerne le présent article.

#### **ARTICLE 22**

Délégation de signature pour les documents relatifs à la gestion administrative des personnels et notamment les ordres de mission, les états déclaratifs de frais de déplacement des personnels, les demandes de congés et les autorisations d’absence ainsi que les correspondances courantes, à l’exception de celles adressées à des élus, est donnée à :

- ❖ Laurent LAFAYE, chef du bureau zonal des moyens mobiles.
- ❖ Didier STIEN, chef du bureau zonal de la logistique.
- ❖ Laurent BULGUBURE, chef du bureau de soutien opérationnel de la circonscription de Rennes.
- ❖ Bernard LE CLECH, chef du bureau de soutien opérationnel de la circonscription de Oissel.
- ❖ Arnaud THOMAS, chef du bureau de soutien opérationnel de la circonscription de Tours .

#### **ARTICLE 23**

A l’exception des dépenses exceptionnelles ou d’investissement, délégation de signature est donnée à Laurent LAFAYE, Didier STIEN, Laurent BULGUBURE, Bernard LE CLECH, Arnaud THOMAS dans la limite de 5 000 € HT pour l’expression des besoins relevant de leur bureau.

En cas d’absence ou d’empêchement de Laurent LAFAYE, Didier STIEN, Laurent BULGUBURE, Bernard Le CLECH, Arnaud THOMAS, la délégation de signature consentie aux articles 22 et 23 est donnée à Fanny GOUX, Stéphane NORMAND, Jean-Pierre LEBAS, Béatrice FLANDRIN, Christofe PASCALE, Thierry FAUCHE, chacun en ce qui concerne leur domaine respectif. respectif.

#### **ARTICLE 24**

Délégation de signature est donnée au titre des ateliers de soutien automobile à :

- ❖ Johann BEIGNEUX, chef de l’atelier automobile de Tours,
- ❖ Hugues GROUT, chef de l’atelier automobile de Oissel,
- ❖ Stéphane KERVELLA, chef de l’atelier automobile de Rennes,
- ❖ François ROUSSEL, chef de l’atelier automobile de Saran,
- ❖ Yvon LE RU, chef de l’atelier automobile de Brest, pour :
  - dans les limites des attributions de leur atelier, exécuter les commandes de pièces automobiles après validation de l’engagement juridique auprès du bureau zonal de l’exécution des dépenses et des recettes,
  - la gestion administrative et technique de leur atelier (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement).

Délégation de signature est donnée à Jean-Louis SALMON, Bertrand FAIDERBE, Marc DEBERLES, Catherine DENOT, Thierry JOUVEAUX, Luc VALETTE, Frédéric VATRE, Frédéric DUVAL, David BAUCHY, Zainoudine SAID, Frédéric ADAM, Damien VIGIER, Emmanuel ALBERT, Mario DELENBACH, Pascal VIOLET, Stéphane BOBAULT, Jean-Yves SAUDRAIS, pour les documents relatifs à la gestion de leur domaine respectif en cas d’absence ou d’empêchement du chef d’atelier en titre, notamment en ce qui concerne la commande, la réception des fournitures, des prestations ou des services et la constatation du service fait par référence aux commandes correspondantes.

Dans le cadre des dépenses au moyen de carte achat, et dans la limite des plafonds individuellement définis, délégation est donnée à : Jean-Louis SALMON, Marc DEBERLES, Catherine DENOT, Jonathan PIOC, Hugues GROUT, Frédéric VATRE, Frédéric DUVAL, David BAUCHY, Zainoudine SAID, Frédéric ADAM,

Johann BEIGNEUX, Emmanuel ALBERT, Mario DELENBACH, Pascal VIOLET, Yvon LE RU, Jean-Yves SAUDRAIS, François ROUSSEL, Stéphane BOBAULT.

#### **ARTICLE 25**

Délégation de signature est donnée à Jean-Pierre LEBAS, responsable logistique du site de Rennes, à Béatrice FLANDRIN, responsable logistique du site de Oissel, et à Thierry FAUCHE, responsable logistique du site de Tours, à l'effet de signer :

- les documents et pièces courantes relatives à l'hygiène et la sécurité,
- la réception des fournitures, des prestations ou des services et la constatation du service fait par référence aux commandes correspondantes,
- les ordres de missions.

En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations accordées à Béatrice FLANDRIN sont exercées par Jean-Yves ARLOT.

En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations accordées à Thierry FAUCHE sont exercées par Nicolas DRUAIS.

#### **ARTICLE 26**

Délégation de signature est donnée au titre de l'unité opérationnelle de prestation de service interne à Miguy PAYET-LECERF pour tout ce qui concerne la gestion administrative et technique de cette unité.

- les ordres de mission, les demandes de congés et les autorisations d'absence ainsi que les correspondances courantes, à l'exception de celles adressées à des élus,
- l'expression des besoins dont le montant n'excède pas 1 000 € HT dans le cadre des marchés de pièces automobiles ou des achats du bureau zonal de la logistique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Miguy PAYET-LECERF, la délégation de signature qui lui est consentie est donnée à Roseline GUICHARD.

#### **ARTICLE 27**

Délégation de signature est donnée à Stéphane GUILLERM, chef des services des systèmes d'information et de communication, directeur des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et pour son service :

- tous les actes administratifs relatifs aux engagements juridiques et aux pièces de liquidation des dépenses se rapportant à des crédits « métiers » imputées sur les programmes 176, 216, 161, 108 du budget du ministère de l'intérieur dans la limite de la dotation de crédits qui lui est allouée,
- toutes correspondances, décisions ou instructions relatives aux affaires relevant des attributions de la direction des systèmes d'information et de communication,
- tout acte susceptible de générer des recettes relevant des attributions de la direction des systèmes d'information et de communication (notamment les conventions de refacturation),
- la gestion administrative de la direction des systèmes d'information et de communication (notamment les ordres de missions, congés et états de frais de déplacement, états relatifs aux éléments variables de paie).

#### **ARTICLE 28**

En cas d'absence ou d'empêchement de Stéphane GUILLERM, délégation de signature est accordée à Yannick MOY, chef des services des systèmes d'information et de communication, adjoint au directeur, à l'effet de signer les documents pour lesquels Stéphane GUILLERM, a reçu délégation au titre de l'article 27.

#### **ARTICLE 29**

En cas d'absence ou d'empêchement de Stéphane GUILLERM et Yannick MOY, délégation de signature est accordée à Nadège MONDJII, chef de la section affaires générales ainsi qu'à Stéphane LE VAILLANT, chef



de la section pilotage, relations clients et gestion de crise, à l'effet de signer les documents pour lesquels Stéphane GUILLERM a reçu lui-même délégation au titre de l'article 27, dans la limite toutefois de 15 000 € HT pour les documents cités au point 1 de cet article.

### **ARTICLE 30**

Délégation de signature est également donnée à Frédéric STARY, chargé des fonctions de chef de la délégation régionale des systèmes d'information et de communication de Tours pour les attributions suivantes :

- correspondances courantes,
- amplifications d'arrêtés et copies conformes de documents,
- certification ou mention du service fait par référence aux factures correspondantes,
- demandes de congé dans le cadre des droits ouverts à l'exclusion de l'intéressé,
- ordres de missions spécifiques, à l'exclusion de l'intéressé,
- bons de transport SNCF, à l'exclusion de l'intéressé.

### **ARTICLE 31**

En cas d'absence ou d'empêchement de Frédéric STARY, la délégation de signature qui lui est consentie pourra être exercée par Lionel CHARTIER.

### **ARTICLE 32**

Délégation de signature est donnée à Gilles BOULAIN, Christophe BURA, Bertrand LAUNAY, Bruno HAUTOIS, Hervé MERY, Jean-Philippe CHAMBERT, Alain EPIVENT, David ALLAIN, Raphaël BOQUET, Michèle BERTHELIER, Florence NIHOARN, Didier TIZON, Christophe CHEMIN, Pascal PERRIOT, Pascal DUTOUR, Pierre LORY, Frédéric PROUTEAU, Yves REMY, Philippe VAUVY, Jérôme LARUE, Yves EHANO, Alain MESSEGER, Jean-Yves LE PROVOST, Didier LEROY, Eric ESPINASSE, Erwan COZ, Jacky DIERS pour les documents relatifs aux plans de prévention sur les sites.

### **ARTICLE 33**

Délégation de signature est donnée à François JOUANNET, en tant que correspondant du responsable de site pour la délégation régionale de Tours pour :

- les expressions des besoins n'excédant pas 2 000 € HT se rapportant à la gestion et l'exploitation des bâtiments du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Ouest à Tours,
- les documents et pièces courantes relatives à l'hygiène et la sécurité,
- la réception des fournitures, des prestations et des services et la constatation du service fait par référence aux commandes correspondantes y compris les procès-verbaux de réception.

### **ARTICLE 34**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 18-40 du 15 juin 2018 sont abrogées.

### **ARTICLE 35**

Monsieur le Préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des vingt départements correspondants.

Rennes, le

**17 SEP. 2018**

Le Préfet de la Région Bretagne,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest,  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

  
Christophe MIRMAND

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**N° 32 – 28 septembre 2018**

**Pour le préfet et par délégation,  
La cheffe de bureau  
des relations avec les usagers,**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'M. Le Gall', written over a horizontal line.

**Monique LE GALL**